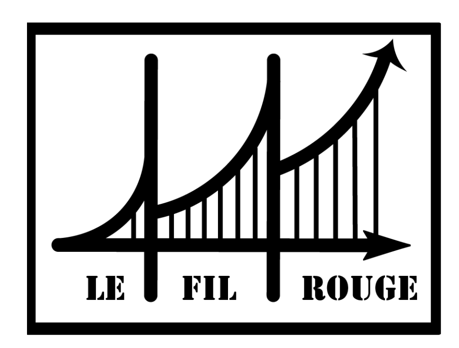


LÉNINE

Lénine

Écrits militaires



Le Fil Rouge
lefilrouge17.blogspot.com
lefilrouge17@gmail.com

Présentation

Publier une anthologie des écrits de Lénine sur la question militaire, c'est mettre en évidence le lien qui existe entre le marxisme et la question militaire.

Il y a un risque, lorsque l'accent est mis sur des questions militaires telles que la guérilla, l'insurrection, la lutte armée en général, de tomber dans deux simplifications faciles : soit dans la fascination pour l'extrémisme romantique des rebelles, soit en considérant l'ensemble du sujet comme l'apanage des temps anciens, de telles pratiques ne sont acceptables que dans un passé lointain. Depuis trop longtemps, il y a eu une diabolisation tout court de la question militaire, aspect considéré comme étranger au mouvement ouvrier et à la gauche en général.

Lire Lénine, c'est prendre possession de sa dureté, de la nature scientifique de la théorie révolutionnaire, qui ne se dérobe pas aux contradictions et aux complications que la lutte des classes entraîne. La passion et l'impatience révolutionnaires de Lénine ne mènent jamais au romantisme, c'est parce qu'elles restent toujours ancrées dans la dimension militante et révolutionnaire du leader politique. L'actualité de la pensée léniniste se trouve dans son analyse de l'impérialisme et des contradictions de plus en plus vives que cette phase finale du capitalisme crée. L'impérialisme ne réduit pas les conflits, il les amplifie : aujourd'hui nous vivons dans un monde entouré de guerre, l'utilisation des forces armées à des fins policières en Europe ou aux USA a atteint des proportions sans précédent ainsi que le nombre de prisons et de prisonniers dans le pays, monde, etc…

Lénine est un auteur inconnu et daté pour les nouvelles générations, apparemment inutile sinon hostile. Grâce au travail continu des classes dirigeantes, aidé par l'ostracisation exercé contre lui par des groupes d'intellectuels et autoproclamés radicaux et antagonistes, le révolutionnaire russe est décrit aux jeunes générations comme un “russe”, un “totalitaire”, un “semi-barbare”, ou au mieux comme un « homme de son temps », qui a maintenant eu son temps … Lorsque la gauche actuelle (gauchisme) utilise Lénine, elle le fait pour justifier son prétendu opportunisme, décontextualisant le moment historique ou

simplement en faisant un travail de censure[1] . L'exemple le plus frappant concerne le parlementarisme, utilisé pour justifier le prétendu « réformisme » de Lénine, oubliant volontairement la pratique continue de la stratégie léniniste, la relation entre travail légal et travail illégal. Pour Lénine, la nécessité d'un appareil clandestin du parti est un invariant, et tout ce que cela implique n'a jamais été remis en question. Par essence, la lutte de classe est toujours une guerre de classe dans la pensée léniniste.

Il n'est pas hors de propos de signaler que Lénine est toujours étudié aujourd'hui dans les principales académies militaires des principaux pays impérialistes, qui n'ont jamais cessé d'étudier les contre-mouvements aux révolutions de demain. Comme cela arrive souvent, c'est la même contre-révolution qui indique aux prolétaires où chercher… Et tandis que dans les académies militaires de la bourgeoisie il est étudié, on dit aux prolétaires qu'il était assoiffé de sang ou que les ragots de sa vie sont soulignés …

Le recours à la violence a toujours été une partie essentielle de l'agenda communiste et le marxisme est la seule doctrine qui le théorise systématiquement[2]. Marx écrivait en 1849 :

"Nous sommes sans pitié, et nous ne vous demandons pas de nous ménager. Lorsque ce sera notre tour, nous ne chercherons d'excuses à notre terrorisme. Mais les terroristes royalistes, les terroristes pour la grâce de Dieu et du Droit, s'ils sont brutaux, méprisables et vulgaires dans la pratique, sont lâches, sournois et hypocrites en théorie ; bref, dans les deux cas ils n'ont pas d'honneur".

Les bourgeois ont renoncé à leur violence révolutionnaire dès qu'ils se sont installés au pouvoir. On sait que Robespierre n'a plus été officiellement évoqué en France. Comment Cromwell a été poignardé au cœur puis tué une deuxième fois en Angleterre ? Comment Bismarck a été renvoyé et Staline expulsé du mausolée de gauche ? Enfin comment Mao est devenu une icône pop à des fins publicitaires …

Dans la doctrine marxiste, la violence est organisée scientifiquement, ce qui explique l'importance accordée par le mouvement communiste à la question militaire, tant dans la guerre entre États qu'au sein d'un même État. La leçon léniniste nous montre le grand soin apporté au travail

légal et illégal et aux organisations qui ont dû effectuer un tel travail. Il est impératif pour Lénine que la science militaire devienne indispensable aux prolétaires.

Le marxisme a tiré sa connaissance de la réalité sociale du capitalisme qui a créé le prolétariat. C'est dans la réalité comprise dans sa totalité qu'elle analyse les faits, non pas à partir de la vision des activités et de la science uniques auxquelles la bourgeoisie est condamnée avec tous ses hommes politiques et militaires.

Dans la doctrine marxiste, le prolétariat, à travers son parti de classe[3], utilise ses moyens généraux et totaux tant sur le plan de la connaissance théorique que sur celui de la violence contre le capitalisme. Le prolétariat est déterminé par sa nature même de classe révolutionnaire, à laquelle l'histoire confie la mission de détruire toutes les autres classes, y compris la sienne. La tâche du parti de classe n'est donc pas seulement celle de se préparer théoriquement, mais aussi et surtout celle de s'organiser sur le terrain de la lutte armée et de la violence de classe. C'est à ce moment que se réalise le commandement de la doctrine révolutionnaire de Marx de substituer la critique des armes lorsque cela est possible à l'arme de la critique[4] .

Dans la succession des formes de production, c'est-à-dire le développement croissant des forces productives, toute forme supérieure de production confère à la classe révolutionnaire qui est son agent, une supériorité militaire sûre à vis-à-vis de la forme antérieure et inférieure. De cette analyse on tire la conclusion que le prolétariat, loin de faire appel aux « valeurs » supérieures d'une « justice sociale » abstraite et d'une fausse morale, utilisera tous ses moyens supérieurs de lutte armée. Dans le marxisme, le prolétariat utilise tous les moyens de lutte à sa disposition à ses propres fins, non seulement sur le terrain des grandes manifestations de violence, telles que les guerres entre États et les guerres civiles, mais aussi sur celui de modestes luttes quotidiennes pour la défense des salaires et la réduction de la journée de travail. Le prolétariat utilise tous les moyens de lutte : légaux et illégaux, pacifiques et violents. Ceux qui s'y sont opposés ou les ont refusés se sont toujours placés en dehors du marxisme.

L'incapacité historique de la bourgeoisie à diriger consciemment sa

révolution dans le passé et le fait qu'elle est aujourd'hui une classe « ancienne » et uniquement contre-révolutionnaire est le reflet des contradictions de son mode de production et des intérêts antagonistes des classes qu'elle a composé (entrepreneurs industriels et propriétaires terriens), des classes moyennes et, principalement, du prolétariat.

Le mode de production capitaliste pousse l'histoire vers des solutions toujours plus radicales et conflictuelles, qui impliquent l'abolition de toutes les contradictions d'une société divisée en classes et d'un mode de vie qui adhère vraiment à la nature humaine. C'est ce que Marx appelle le « pouvoir magique » d'une classe. C'est le mode de production qui détermine la violence : en ce sens, cette détermination est parfaitement « involontaire », et c'est aussi en ce sens que l'histoire du développement social humain peut faire l'objet de science et, en ce qui concerne la mission du prolétariat, de rendre possible et sûre la prédiction de sa victoire finale.

L'inévitable révolte élémentaire des forces productives contre toutes les superstructures politiques et sociales de la société bourgeoise pour affirmer leur propre développement ne trouve donc aucune force antagoniste d'ordre économique, et au lieu de s'opposer à une direction consciente, elles la réclament et la trouvent dans le parti de classe du prolétariat.

Comme le dicte la doctrine marxiste du renversement de la praxis[5], ce parti a la capacité de prévoir, d'organiser et de vouloir une insurrection armée contre le capital. La classe bourgeoise, lorsqu'elle luttait contre la vieille classe aristocratique, ne pouvait pas avoir cet organe de gestion consciente de la lutte qu'est le parti. Il n'en avait même pas besoin parce que sa révolution n'a pas déchiré la machine d'État féodale, elle n'a fait que changer son revêtement extérieur, laissant intacte sa substance fonctionnelle comme moyen de répression des autres classes qui attaquaient le privilège bourgeois, non moins exorbitant et insupportable que le système féodal.

Le prolétariat, pour atteindre ses buts ultimes, arrache sa machine d'État infernale à la bourgeoisie, non pour l'utiliser, mais pour la détruire, et doit alors en créer une nouvelle qui, après l'avoir effectivement servie à vaincre toute réaction des classes renversées, devra la servir. - pour le

travail encore de transformation des structures économiques capitalistes au sens socialiste, c'est à cause de cette dynamique que l'on parle de l'extinction de l'État dans le marxisme.

Mais, si la doctrine et le programme révolutionnaire général ont été le patrimoine du parti depuis sa première apparition, c'est-à-dire au moment du Manifeste de Marx et Engels, la présence physique de ce parti avec son organisation véritablement engagée dans la réalisation des fins socialistes est conditionnée par la lutte de classe qui se développe dans les différents pays. Il en est de même de la volonté de décider de l'action insurrectionnelle que le parti ne peut ou doit entreprendre à tout moment, mais seulement dans les tournants historiques où sa capacité à analyser la situation historique montre que les rapports de force vus à l'échelle international offrent les meilleures possibilités pour lancer l'attaque. Cela ne veut pas dire attendre de manière fataliste l'heure--x, qui se cache derrière cela, a historiquement démontré son travail de désarmement théorique et militaire contre le prolétariat[6].

Si la lutte syndicale était pour Lénine une école de lutte de classe et d'accumulation de forces, cela vaut aussi pour la guérilla et toutes les formes de travail illégal, comme le financement d'activités politiques, la récupération d'armes, formation militaire, libération des prisonniers, production et récupération de matériel logistique (documents, dossiers, etc.), sabotage et éliminations ciblées.

Toutes ces pratiques pour Lénine n'ont pas eu lieu seulement dans les derniers instants de l'insurrection, mais faisaient partie de ce qui est le travail illégal quotidien du parti. Mettre l'accent sur cet aspect est fondamental et donne une idée de la relation dialectique qui existe entre le niveau politique et militaire dans le léninisme.

Dans le léninisme, les formes de lutte armée et leur incidence relative assument ainsi une unité dialectique : terrorisme, guérilla, insurrection, ne sont jamais absolutisés, mais sont des moments juridiques de l'intensité de la lutte de classe[7].

A cet égard, l'expérience léniniste a été l'une des rares expériences du mouvement ouvrier du siècle dernier à aborder le problème militaire d'une manière directe et scientifique. La rupture léniniste avec l'ancien

mouvement socialiste européen (gradualiste, progressiste et pacifiste) a plusieurs causes, mais certainement la question militaire a un aspect fondamental. Même au milieu du XXe siècle, presque jusqu'à la fin, la rupture au sein du camp socialiste-communiste s'est principalement concentrée sur ce point : pensons, par exemple, à la gauche guérilla sud-américaine et moyen-orientale, aux expériences néo-maoïstes en Asie[8] ou aux expériences principales et plus cohérentes organisations de combat en Europe qui se référaient au monde socialiste et communiste comme les Brigades rouges en Italie[9].

Dans le léninisme, la catégorie militaire principalement utilisée est certainement celle de l'insurrection selon un modèle centrifuge, c'est au centre que se produit la rupture et celle-ci irradie vers la périphérie. Lénine est parti des expériences directes des processus révolutionnaires qui avaient traversé l'Europe jusque-là, d'abord la Commune de Paris. De plus, cela impliquait que l'ennemi se désintégrait en un temps relativement court directement au centre et au centre il est nécessaire d'étendre sa désintégration rapidement, afin d'éviter sa reconsolidation.

Il est clair que cette pratique trouvera peu d'application dans d'autres régions de la planète, notamment dans les pays colonisés, où la structure centrale était faible mais avait une « lenteur » sociale qui lui permettait d'éviter des effondrements rapides. Ce n'est pas un hasard si le modèle maoïste centripète de guerre de longue durée de la périphérie entourant la ville sera utilisé en Asie, en Amérique du Sud et en Afrique par toutes les organisations armées anticoloniales et sera plus efficace que le modèle insurrectionnel léniniste classique. Cependant, le modèle centripète maoïste perdra de son efficacité relative à mesure que la vitesse sociale et économique du capitalisme se répandra à travers la planète. La « modernité » du léninisme réside dans ce passage. Aujourd'hui, nous vivons d'une manière où la vitesse est au centre de tout, la vitesse qui rend le système lui-même fragile. Une forme de production et une classe, la bourgeoise, qu'elle ne peut pas concéder, car elle ne peut pas se le permettre, ils n'ont pas d'espace. Pensez par exemple à la structuration des armées aujourd'hui majoritairement sur une base professionnelle qui deviennent de véritables corps de police.

Lorsque les processus de crise s'aggravent, nous assistons à une catharsis rapide qui accable de plus en plus rapidement l'équilibre au sein de l'État

et entre les différents États. La force apparente des appareils répressifs doit faire face à une fragilité intrinsèque du système. Plus vous êtes rapide, plus il est facile de perdre l'équilibre. Ce mécanisme est fondé sur l'incapacité et la difficulté de la politique du côté bourgeois à organiser et contenir l'économie. Le déclin de l'État providence et la prétendue harmonie entre les États, crise provoquée par les contradictions mêmes inhérentes au capitalisme lui-même, accélèrent ce processus. De plus, l'extension de la forme capitaliste à travers son organisation du travail a pratiquement couvert le globe entier.

La validité du modèle léniniste est donc liée à la vitesse du système. Cela ne veut pas dire que seul le plan insurrectionnel existe. Il existe une relation dialectique entre l'insurrection et la guérilla. Dans le modèle léniniste, les grèves, les mobilisations et les mêmes actions de guérilla (sabotage et terrorisme) sont considérées comme des moments où l'expérience s'accumule, la propagande est faite contre l'ennemi, réaffirmant le concept de lutte de classe comme guerre de classe.

Cependant, ce n'est pas à partir d'une simple somme arithmétique de ces actes que se détermine la désarticulation de l'ennemi. La force et l'imperméabilité des structures de commandement capitalistes rendent impensable la lente érosion par ces simples actions. Ce n'est que lorsque les contradictions commencent à mordre les structures de commandement de l'intérieur qu'il est possible de déployer une véritable action insurrectionnelle.

Les principaux points qui décrivent le recueil d'écrits sur la question militaire que nous publions sont les suivants :

1) La lutte des classes n'est pas tant un affrontement entre deux groupes sociaux statistiquement et sociologiquement définis, mais un affrontement entre deux forces sociales antagonistes (communisme contre capitalisme). Dans l'entrelacement historique infini, la forme qui meurt (le capitalisme) et celle qui naît (le communisme) déterminent l'alignement de leurs agents et adeptes, en conflit les uns avec les autres, mais à des degrés très différents. D'une part, les capitalistes, compris non comme propriétaires du capital, mais comme partisans et défenseurs du capitalisme. Leur « programme de classe » est déjà mis en œuvre dans l'existence et la perpétuation des formes de production capitalistes et ils

trouvent dans l'État - ou plutôt dans les États car cette classe est de plus en plus internationale - leur organe, en tant qu'appareil politique et militaire qui défend ce système et assure sa reproduction globale. De l'autre, les communistes révolutionnaires qui visent à surmonter ce système. Cela ne signifie pas renoncer à conceptualiser l'ennemi, qui se matérialise inévitablement dans le combat. De cela découlent toute une série de conséquences qui rendent complémentaire la relation entre pensée politique et pensée militaire.

La pensée politique et la pensée militaire sont dialectiquement unies dans le léninisme, indépendamment de l'utilisation contingente des armes. De ce point de vue, « l'état de paix » pour les prolétaires est toujours un « état de trêve », où, si les armes se taisent, cela ne signifie pas que la guerre de classe cesse d'être l'élément essentiel.

2) Les transformations affectant l'État dans le conflit : Lénine consacre une attention considérable à ce phénomène. Toute insurgence d'en bas qui se heurte au pouvoir établi, l'État bourgeois et son monopole de la violence, découvre un modèle de pouvoir qui subvertit la forme dominante de l'État à sa racine. Il n'y a pas d'hypothèse révolutionnaire sans la mise en œuvre d'un dualisme de pouvoir capable d'exercer continuellement son pouvoir constituant par opposition au pouvoir établi.

3) La relation non conflictuelle ou opposée entre guerre de position et guerre de mouvement[10] : pour Lénine, le parti révolutionnaire est un parti pour l'insurrection, qui se discipline à travers la relation dialectique entre politique et guerre, élaborant une synthèse stratégique. Pour Lénine, la politique révolutionnaire est une véritable "machine belligérante" visant la destruction de l'État bourgeois et la prise du pouvoir politique et chacune de ses déclinaisons n'a de sens que si elle est capable d'affaiblir, de perturber l'ennemi et de renforcer les positions de la révolution. Prenons par exemple deux de ses slogans les plus célèbres : transformer la guerre impérialiste en guerre civile et ensuite la paix et tout le pouvoir aux Soviét[11]. Le premier au début de la Première Guerre mondiale, le second à la fin. Apparemment, ces deux slogans se contredisent, mais c'est là que réside la plus pure synthèse de la pensée léniniste, c'est-à-dire la capacité d'exploiter et d'élargir les contradictions de l'ennemi. Ce n'est pas la défense des catégories du bien contre le mal,

les catégories métaphysiques qui règnent et règnent encore dans la gauche aujourd'hui, mais l'analyse scientifique de la réalité pour briser et bouleverser la machine de l'État bourgeois. Ce qui compte et qui est décisif, c'est la fin, tandis que tout le reste n'est qu'un moyen, une articulation tactique, qui ne se justifie qu'en présence d'un « plan de guerre » solidement établi et doctrinalement lié au marxisme (le programme communiste).

4) La militarisation de la société est un élément de modernité du capitalisme qui s'accentue dans sa dernière phase, celle de l'impérialisme. Lénine écrivait en 1916 :

"Actuellement, la bourgeoisie impérialiste militarise non seulement l'ensemble du peuple, mais même la jeunesse. Demain, elle entreprendra peut-être de militariser les femmes. Nous devons dire à ce propos : tant mieux ! Qu'on se hâte ! Plus vite cela se fera, et plus sera proche l'insurrection armée contre le capitalisme. Comment les sociale-démocrates pourraient-ils se laisser intimider par la militarisation de la jeunesse, etc., s'ils n'oubliaient pas l'exemple de la Commune ? Il ne s'agit pas ici d'une « théorie détachée de la vie », d'un rêve, mais d'un fait. Et ce serait la pire des choses, en vérité, si les sociale-démocrates, en dépit de tous les faits économiques et politiques, en venaient à douter que l'époque impérialiste et les guerres impérialistes doivent nécessairement amener le retour de pareils faits. On te donnera un fusil. Prends-le et apprends comme il faut le métier des armes. C'est une science indispensable aux prolétaires, non pour tirer sur tes frères, les ouvriers des autres pays, comme c'est le cas dans la guerre actuelle et comme te le conseillent les traîtres au socialisme, mais pour lutter contre la bourgeoisie de ton propre pays, pour mettre fin à l'exploitation, à la misère et aux guerres autrement que par de pieux souhaits, mais en triomphant de la bourgeoisie et en la désarmant." [12]

5) La création d'armées spécialisées qui se transforment en corps de police pour le front intérieur est la tendance qui domine et traverse les métropoles impérialistes aujourd'hui et a été la réponse de la contre-révolution aux dangers des armées de conscrits (par exemple le service militaire obligatoire) selon les propres prédictions de Lénine. Sur cet aspect, il est intéressant de souligner l'opportunisme complet des soi-disant forces de gauche qui au lieu de s'opposer à cette dynamique l'ont saluée comme libératrice et pacifiste, donnant en pratique le fouet aux tortionnaires... [13]

Aujourd'hui les armées modernes sont plus prêtes qu'à se battre (ce qu'elles continuent de faire de toute façon), à lutter contre leur propre population et il faut lire en ce sens le lent déclin des conscrits et la mise en place d'armées professionnelles "petites" et efficaces. Depuis plusieurs années, l'OTAN publie des rapports sur la guerre interne, l'un des plus explicites et des plus intéressants est celui publié en 2011, sur les formes d'« opérations urbaines » où ces dynamiques sont explicitement exposées :

- les guerres futures auront lieu dans les villes ;
- nous aurons des armées dans les rues (OTAN ou forces militaires en charge) ;
- d'un point de vue psychologique, il sera normal d'avoir des soldats armés dans la ville ;
- les politiciens et les citoyens nécessiteront l'intervention de l'armée ;
- les forces militaires utiliseront toutes sortes d'armes (létales et « non létales » à haute énergie) ;
- des émeutes, des affrontements sociaux, des manifestations peuvent être réprimées par l'armée…
- nous nous dirigeons vers la constitution d'un « État militarisé ».

La défense du monopole de la violence devient une obsession et une nécessité vitale pour la bourgeoisie.

Monopole de violence qui alterne toujours des phases de force cinétique avec des phases de force potentielle[14] comme le rappelle un texte de la gauche communiste "italienne" des années 1940.

Nous dédions ce travail à tous les militants de la gauche révolutionnaire aujourd'hui en prison, défendant leur identité politique et leur vie contre l'anéantissement des prisons.

Le groupe éditorial, 2021

1 *La Maladie infantile, condamnation des futurs renégats* (sur la brochure de Lénine « *La maladie infantile du communisme* »), Parti Communisté International, 1960.
2 *Anti-Durhing*, F.Engels, chapitre *Théorie de la violence*.
3 *Origine et fonction de la forme parti*, Parti Communiste Internationale, 1961.
4 *Le marxisme et la question militaire*, n. 10, *Le fil du temps*, 1974.
5 "*L'individu passe du besoin physique à l'intérêt économique et à l'action quasi-automatique pour le satisfaire; c'est seulement après qu'il en arrive à des actes de volonté et, enfin, à la conscience et à la connaissance théorique. Dans la classe sociale, le processus est le même sauf que toutes les forces s'exaltent en convergeant dans une même direction. Dans le parti, où confluent toutes les influences venues des individus et de la classe, leur apport détermine la possibilité et la faculté d'une vision critique et théorique et d'une volonté d'action, qui permettent de transmettre aux militants et aux prolétaires individuels l'explication des situations et des processus historiques ainsi que les décisions d'action et de combat.*" *Théorie et action dans la doctrine marxiste*, Parti Communiste International, 1951.
6 *Violence terrorisme et lutte de classe*, brochures *Le prolétaire*, 1977.
7 Pensons aux thèses du bolchevik Trostky, dans son texte le plus incisif: *Terrorisme et communisme*, édition Prométhée, 1980. Ce n'est pas un hasard si c'est l'un des textes les moins lus et consternés des trostkystes hier comme aujourd'hui...
8 Aujourd'hui encore, d'importantes organisations maoïstes armées opèrent en Inde, au Bangladesh et aux Philippines.
9 Il n'est pas possible dans une courte note de résumer leur histoire, leur déclin, les différences et surtout les limites de ces expériences et la distance qu'ils ont eue à bien des égards avec le léninisme, cependant il est incontestable que c'est sur la question militaire et sur la violence politique que ils ont créé les fractures les plus importantes au tournant des années 60 et 70, entre les composantes les plus saines et les plus sincères du mouvement communiste et socialiste, maintenant dégoûté par l'immobilité et l'opportunisme du mouvement communiste et socialiste officiel. L'une d'elles est la trajectoire d'une figure comme celle de Carlos Marighella, l'un des principaux dirigeants du Parti communiste brésilien, qui a quitté le parti au début des années 1960 accusé d'être immobile, pour créer une organisation de combat et poser le problème de la guérilla comme une forme de lutte immédiate. Manuel du guérillero urbain, 1969. Ce petit manuel, même s'il est très pauvre d'un point de vue théorique et analytique, est l'une des tentatives les plus intéressantes pour donner des indications claires sur ce que doit être le travail illégal, sur les problèmes auxquels un militant est confronté.
10 Dans un jargon strictement militaire, la guerre de position est une manière de conduire un conflit, de manière stable jusqu'à ce que l'ennemi soit épuisé. Par guerre de mouvement, nous entendons une manière de combattre entre des armées qui ne restent pas sur des positions statiques, mais effectuent des manœuvres larges et rapides.
11 Il convient de noter que Lénine a lancé le mot d'ordre de tout pouvoir aux soviets alors qu'il pensait qu'il était possible pour le parti bolchevique de contrôler les soviets eux-mêmes. Cela scandalise évidemment tous les démocrates honnêtes, mais c'est l'une des bases de la lutte de classe révolutionnaire. Le parti de classe ne se bat pas pour une justice indéterminée mais pour exercer la dictature du prolétariat.
12 *Á propos du mot d'ordre de désarmement*, Lenine, 1916.
13 Ces dernières années, en Europe, un débat animé a surgi au sein des différentes forces armées, concernant la réintroduction de l'armée de conscrits, en tant que forme de lien social entre les citoyens et l'Etat. La destruction de l'école et la lente érosion de l'État-providence ont inévitablement accru les mécanismes de désintégration de couches de plus en plus larges de la société. L'armée reste le dernier recours sur lequel lier et développer l'organisation et l'intégration. Cependant, la plupart des états-majors des armées européennes se sont montrés réticents, car ils

jugent désormais impossible de placer et d'intégrer la population. Les plus sincères avaient peur d'une éventuelle dimension de masse et d'un accès aux capacités stratégiques et tactiques, ce qui donne inévitablement un effet de levier militaire, par rapport aux portions sociales actuellement désintégrées. Réfléchissons à ce qui pourrait arriver si des millions de damnés des métropoles impérialistes avaient accès à l'armée et à ses pouvoirs. Nous ne parlons pas d'armes, qu'il est aujourd'hui facile de trouver illégalement partout, mais de l'utilisation de la stratégie et de la tactique militaires, c'est-à-dire de l'utilisation de la science dans le combat.

14. *Force, violence, dictature dans la lutte de classe*, Prometeo, 1946, republié en 2016 *Le fil rouge*, lefilrouge17.blogspot.com

Par où commencer [15]

Ces dernières années, la question : « Que faire » se pose avec force aux sociale-démocrates russes. Il ne s'agit plus de choisir une route (comme c'était le cas à la fin des années 80 et début des années 90), mais de déterminer ce que nous devons faire pratiquement sur une route connue, et de quelle façon. Il s'agit du système et du plan d'activité pratique. Il faut avouer que cette question, essentielle pour un parti d'action, relative au caractère et aux modalités de la lutte, est toujours sans solution et suscite encore parmi nous de sérieuses divergences, qui témoignent d'une instabilité et de flottements de pensée regrettables. D'une part, la tendance « économiste »[16], qui s'attache à tronquer, à rétrécir le rôle de l'organisation et de l'agitation politiques, est encore loin d'être morte. D'autre part, continue à porter la tête haute la tendance de l'éclectisme sans principes qui s'adapte à toute nouvelle « orientation » et est incapable de distinguer entre les besoins du moment et les buts essentiels et les exigences permanentes du mouvement pris dans son ensemble. Comme on sait, cette tendance a pris racine dans le Rabotchéïé Diélo[17]. Sa dernière déclaration - « programme », le retentissant article portant le titre retentissant « Un tournant historique » (n° 6 du Listok du « Rabotchéïé Diélo[18] »), confirme de façon éclatante cette définition. Hier encore, nous étions en coquetterie avec l'« économisme », nous nous indignions de la condamnation catégorique portée contre la Rabotchaïa Mysl[19], nous « mitigions » la façon dont Plekhanov envisageait la lutte contre l'autocratie ; aujourd'hui, nous voilà déjà citant la phrase de Liebknecht : « Si les circonstances changent en 24 heures, il faut aussi en 24 heures changer de tactique »; nous parlons déjà de créer une « solide organisation de combat » pour attaquer de front, pour livrer assaut à l'absolutisme ; de faire « une large agitation politique révolutionnaire (comme nous y allons : politique et révolutionnaire à la fois !) dans les masses »; de lancer « un appel incessant à la protestation dans la rue » ; « de préparer des manifestations publiques d'un caractère politique bien tranché » (sic), etc., etc.

Nous pourrions, certes, exprimer notre satisfaction de voir le Rabotchéïé

Diélo assimiler si vite le programme formulé par nous dès le premier numéro de l'Iskra[20]: constituer un parti solidement organisé, visant non seulement à arracher des concessions de détail mais à enlever la forteresse même de l'autocratie. Cependant, l'absence chez nos assimilateurs de tout point de vue bien ferme, est de nature à gâter tout notre plaisir.

Le nom de Liebknecht est, il va de soi, invoqué à tort par le Rabotchéïé Diélo. En 24 heures, on peut modifier la tactique de l'agitation sur quelque point spécial, modifier un détail quelconque dans l'activité du Parti. Mais pour changer, je ne dirai pas on 24 heures, mais même en 24 mois, ses conceptions sur l'utilité générale, permanente et absolue d'une organisation de combat et d'une agitation politique dans les masses, il faut être dénué de tout principe directeur. Il est ridicule d'invoquer la diversité des circonstances, le changement des périodes : la constitution d'une organisation de combat et l'agitation politique sont obligatoires dans n'importe quelles circonstances « ternes, pacifiques », dans n'importe quelle période de « déclin de l'esprit révolutionnaire ». Bien plus, c'est précisément dans ces circonstances et dans ces périodes qu'un pareil effort est nécessaire, car au moment de l'explosion, de la conflagration, il est trop tard pour créer une organisation ; elle doit être déjà prête, afin de déployer immédiatement son activité. « Changer de tactique on 24 heures ! » Mais pour on changer, il faut au préalable en avoir une. Or, sans une organisation solide, rompue à la lutte politique en toutes circonstances et en toutes périodes, il ne saurait même être question de ce plan d'action systématique établi à la lumière de principes fermes, suivi sans défaillance, qui seul mérite le nom de tactique.

Voyez en effet : on nous assure déjà que le « moment historique » pose à notre parti un problème « absolument nouveau », celui de la terreur. Hier, ce qui était « absolument nouveau », c'était le problème de l'organisation et de l'agitation politiques ; aujourd'hui, c'est celui de la terreur. N'est-il pas singulier d'entendre des gens aussi oublieux de leurs antécédents parler d'un changement radical de tactique

Heureusement, le Rabotchéïé Diélo a tort. Le problème de la terreur n'a rien de nouveau. Il nous suffira de rappeler brièvement les conceptions établies de la social-démocratie russe.

Sur le plan des principes, nous n'avons jamais rejeté ni ne pouvons rejeter la terreur. C'est un des aspects de guerre, qui peut convenir parfaitement, et même être indispensable à un certain moment du combat, dans un certain état de l'armée et dans certaines conditions. Mais le fait est justement qu'on nous propose aujourd'hui la terreur non point comme l'une des opérations d'une armée combattante, opération étroitement rattachée et articulée à tout le système de la lutte, mais comme un moyen d'attaque isolée, indépendant de toute armée et se suffisant à lui-même. D'ailleurs, à défaut d'une organisation révolutionnaire centrale et avec des organisations révolutionnaires locales faibles, la terreur ne saurait être autre chose. C'est bien pourquoi nous déclarons résolument que, dans les circonstances actuelles, la terreur est une arme inopportune, inopérante, qui détourne les combattants les plus actifs de leur tâche véritable et la plus importante pour tout le mouvement, et qui désorganise non pas les forces gouvernementales, mais les forces révolutionnaires. Souvenez-vous des derniers événements : sous nos yeux, la grande masse des ouvriers et du « bas peuple » des villes se ruait au combat, mais il manquait aux révolutionnaires un état-major de dirigeants et d'organisateurs. Dans ces conditions, si les révolutionnaires les plus énergiques se consacrent à la terreur, ne risquons-nous pas d'affaiblir les détachements de combat, les seuls éléments sur lesquels on puisse fonder un espoir sérieux N'avons-nous pas à craindre une rupture de liaison entre les organisations révolutionnaires et ces foules dispersées d'hommes mécontents, protestant et prêts au combat, dont la faiblesse ne tient qu'à leur dispersion Or, cette liaison est le gage unique de notre succès. Loin de nous l'idée de refuser toute importance à des coups héroïques isolés, mais notre devoir est de mettre en garde de toute notre énergie contre cet engouement pour la terreur auquel tant de gens sont si enclins aujourd'hui, au point d'y voir notre arme principale et essentielle. La terreur ne sera jamais un acte de guerre à l'égal des autres : dans le meilleur des cas, elle ne convient que comme l'une des formes de l'assaut décisif. La question se pose : pouvons-nous, au moment actuel, appeler à cet assaut Le Rabotchéïé Diélo pense probablement que oui. Du moins, il s'écrie « Formez les colonnes d'assaut ! » Mais c'est là encore un zèle mal inspiré. Le gros de nos forces est formé de volontaires et d'insurgés. En fait d'armée permanente, nous n'avons que quelques petits

détachements, et encore ils ne sont pas mobilisés, n'ont pas de liaison entre eux, ne sont pas entraînés à se former en colonnes d'une façon générale, sans même parler de colonnes d'assaut. Dans ces conditions, tout homme capable d'envisager l'ensemble de notre lutte, sans s'en laisser distraire à chaque « tournant » de l'histoire, doit comprendre que notre mot d'ordre, à l'heure actuelle, ne saurait être « A l'assaut ! », mais bien « Entreprenons le siège en règle de la forteresse ennemie ! » En d'autres termes, l'objectif immédiat de notre Parti ne peut pas être d'appeler toutes les forces dont il dispose à se lancer dès maintenant à l'attaque, mais d'appeler à mettre sur pied une organisation révolutionnaire capable de rassembler toutes les forces et d'être le dirigeant non seulement en titre, mais réel, du mouvement, c'est-à-dire une organisation toujours prête à soutenir chaque protestation et chaque explosion, en les mettant à profit pour accroître et endurcir une armée apte à livrer le combat décisif.

La leçon des événements de février et de mars[21] est si suggestive qu'on ne rencontre guère aujourd'hui d'objections de principe à cette conclusion. Seulement, ce que l'heure présente réclame de nous, ce ne sont pas des principes, mais une solution pratique. Il ne suffit pas de voir clairement quel type d'organisation est nécessaire, et pour quel travail précis, il faut en tracer le plan, de façon à pouvoir commencer à la bâtir, de tous les côtés à la fois. Vu l'urgence et l'importance de cette question, nous nous décidons, pour notre part, à soumettre à l'attention des camarades l'esquisse d'un plan que nous développerons plus longuement dans une brochure en cours de préparation.

A notre avis, le point de départ de notre activité, le premier pas concret vers la création de l'organisation souhaitée, le fil conducteur enfin qui nous permettrait de faire progresser sans cesse cette organisation en profondeur et en largeur, doit être la fondation d'un journal politique pour toute la Russie. Avant tout, il nous faut un journal, sans quoi, toute propagande et toute agitation systématiques, fidèles aux principes et embrassant les divers aspects de la vie, sont impossibles. C'est pourtant là la tâche constante et essentielle de la social-démocratie, tâche particulièrement pressante aujourd'hui, où l'intérêt pour la politique et le socialisme s'est éveillé dans les couches les plus larges de la population. Jamais encore on n'avait senti avec autant de force

qu'aujourd'hui le besoin de compléter l'agitation fragmentaire par l'action personnelle, les tracts et les brochures édités sur place, etc., par cette agitation généralisée et régulière que seule la presse périodique permet. On peut dire sans crainte d'exagération que la fréquence et la régularité de parution (et de diffusion) du journal permet de mesurer de la façon la plus exacte le degré d'organisation atteint dans ce secteur vraiment primordial et essentiel de notre activité militaire. Ensuite, il nous faut, très précisément, un journal pour toute la Russie. Si nous n'arrivons pas et tant que nous n'arriverons pas à unifier l'action que nous exerçons sur le peuple et sur le gouvernement par la presse, ce sera une utopie de penser coordonner d'autres modes d'action plus complexes, plus difficiles, mais aussi plus décisifs. Ce dont notre mouvement souffre le plus, sur le plan idéologique et sur celui de la pratique, de l'organisation, c'est de la dispersion, du fait que l'immense majorité des sociale-démocrates est à peu près totalement absorbée par des besognes purement locales qui réduisent à la fois leur horizon, l'envergure de leurs efforts, leur accoutumance et leur aptitude à l'action clandestine. C'est dans cette dispersion qu'il faut chercher les racines les plus profondes de cette instabilité et de ces flottements dont nous avons parlé plus haut. Aussi le premier pas à franchir pour échapper à ce défaut, pour faire converger plusieurs mouvements locaux en un seul mouvement commun à toute la Russie, doit être la fondation d'un journal pour toute la Russie. Enfin, il nous faut absolument, un journal politique. Sans journal politique, dans l'Europe moderne, pas de mouvement qui puisse mériter la qualification de politique. Sans cela, impossible de venir à bout de notre tâche concentrer tous les éléments de mécontentement et de protestation politiques pour en féconder le mouvement révolutionnaire du prolétariat. Nous avons fait le premier pas, nous avons suscité dans la classe ouvrière la passion des révélations « économiques », touchant la vie des fabriques. Nous devons faire le pas suivant : éveiller dans tous les éléments un peu conscients de la population la passion des révélations politiques. Ne nous inquiétons pas si les voix accusatrices en politique sont encore si faibles, si rares, si timides. La cause n'en est nullement dans une résignation générale à l'arbitraire policier. La cause, c'est que les hommes capables d'accuser et disposés à le faire n'ont pas de tribune du haut de laquelle ils puissent parler, pas d'auditoire écoutant avidement et encourageant les orateurs,

et qu'ils ne voient nulle part dans le peuple de force à laquelle il vaille la peine d'adresser ses plaintes contre le gouvernement « tout-puissant ». Mais maintenant tout cela change avec une extrême rapidité. Cette force existe, c'est le prolétariat révolutionnaire ; il a déjà prouvé sa volonté non seulement d'entendre et de soutenir un appel à la lutte politique, mais encore de se jeter hardiment dans la mêlée. Nous avons aujourd'hui le moyen et le devoir d'offrir au peuple tout entier une tribune pour faire le procès du gouvernement tsariste : cette tribune doit être un journal social-démocrate. La classe ouvrière russe, à la différence des autres classes et catégories de la société russe, manifeste un intérêt soutenu pour les connaissances politiques et présente constamment (non pas seulement dans les moments d'effervescence particulière) une énorme demande de publications illégales. Etant donné cette demande massive, la formation déjà amorcée de dirigeants révolutionnaires expérimentés, le degré de concentration atteint par la classe ouvrière et qui lui assure en fait la maîtrise des quartiers ouvriers des grandes villes, des centres usiniers, des bourgs industriels, la fondation d'un journal politique est parfaitement à la mesure du prolétariat. Par l'entremise du prolétariat, le journal pénétrera parmi la petite bourgeoisie des villes, les artisans des campagnes et les paysans et deviendra ainsi un véritable organe politique populaire.

Le journal ne borne pas cependant son rôle à la diffusion des idées, à l'éducation politique et au recrutement d'alliés politiques. Il n'est pas seulement un propagandiste collectif et un agitateur collectif ; il est aussi un organisateur collectif. On peut à cet égard le comparer à l'échafaudage dressé autour d'un bâtiment on construction ; il ébauche les contours de l'édifice, facilite les communications entre les différents constructeurs, à qui il permet de répartir la tâche et d'embrasser l'ensemble des résultats obtenus par le travail organisé. Avec l'aide et à propos du journal se constituera d'elle-même une organisation permanente, qui ne s'occupera pas seulement d'un travail local mais aussi général et régulier, habituant ses membres à suivre de près les événements politiques, à apprécier leur rôle et leur influence sur les diverses catégories de la population, à trouver pour le parti révolutionnaire la meilleure façon d'agir sur ces événements. Les problèmes techniques - la fourniture dûment organisée au journal de matériaux, sa bonne diffusion - obligent déjà à avoir un réseau d'agents locaux au service d'un seul et même parti, d'agents en

relations personnelles les uns avec les autres, connaissant la situation générale, s'exerçant à exécuter régulièrement les diverses fonctions fragmentaires d'un travail à l'échelle de toute la Russie, s'essayant à la préparation de telle ou telle action révolutionnaire. Ce réseau d'agents[22] sera justement la carcasse de l'organisation qui nous est nécessaire suffisamment étendue pour embrasser tout le pays; suffisamment large et diverse pour réaliser une division du travail stricte et détaillée; suffisamment ferme pour pouvoir on toutes circonstances, quels que soient les « tournants » et les surprises, poursuivre sans défaillance sa besogne propre; suffisamment souple pour savoir, d'une part, éviter la bataille à découvert contre un ennemi numériquement supérieur qui a rassemblé toutes ses forces sur un seul point, et, d'autre part, profiter du défaut de mobilité de cet ennemi et tomber sur lui quand et où il s'y attend le moins. Aujourd'hui nous incombe la tâche relativement facile de soutenir les étudiants qui manifestent dans les rues des grandes villes. Demain la tâche sera peut-être plus malaisée, comme celle de soutenir le mouvement des sans-travail dans telle ou telle région. Après-demain, nous devrons être à nos postes pour prendre une part révolutionnaire à une révolte paysanne. Aujourd'hui nous devons exploiter la tension politique qu'a engendrée le gouvernement par sa campagne contre les zemstvos[23]. Demain nous devrons encourager l'indignation de la population contre les abus de tel ou tel bachi-bouzouk[24] tsariste et contribuer, par le boycottage, les campagnes d'excitation, les manifestations, etc., à lui infliger une leçon qui le fasse battre on retraite publiquement. Pour arriver à ce degré de préparation au combat, il faut l'activité permanente d'une armée régulière. Et si nous groupons nos forces dans un journal commun, nous verrons se former à l'œuvre et sortir du rang non seulement les plus habiles propagandistes, mais encore les organisateurs les plus avertis, les chefs politiques les plus capables du Parti, qui sauront à point nommé lancer le mot d'ordre de la lutte finale et on assumer la direction.

En conclusion, deux mots pour éviter un malentendu possible. Nous avons parlé tout le temps d'une préparation systématique, méthodique, mais nous n'avons nullement voulu dire par là que l'autocratie ne pouvait tomber que par suite d'un siège en règle ou d'un assaut organisé. Ce serait raisonner en absurde doctrinaire. Il est fort possible et bien plus probable sur le plan historique, au contraire, qu'elle tombe sous le choc

d’une explosion spontanée ou d’une de ces complications politiques imprévues qui menacent constamment de tous côtés. Mais il n’est point de parti politique qui puisse, sans tomber dans l’esprit d’aventure, régler sa conduite sur des explosions et des complications hypothétiques. Nous devons poursuivre notre chemin, accomplir sans désemparer notre labeur systématique, et moins nous compterons sur l’inattendu, plus nous aurons de chance de n’être jamais pris de court par les « tournants historiques. »

Première parution en mai 1901 dans le n°4 de l’*Iskra*

15 Cet article de Lénine, était une réponse aux problèmes les plus importants du moment pour le mouvement social-démocrate en Russie. Cet article était un document programmatique pour la social-démocratie révolutionnaire et avait une large diffusion en Russie et à l'étranger.
16 Économicisme: courant opportuniste de la social-démocratie russe à la fin du XIX[e] et au début du XX[e] siècles, variété d'opportunisme international (Bernstain, Sorel, etc.). Les « économicistes » limitaient les tâches de la classe ouvrière à la lutte économique pour l'augmentation des salaires, pour l'amélioration des conditions de travail, etc., affirmant que la lutte politique était une tâche de la bourgeoisie libérale. Ils ont nié le rôle dirigeant du parti prolétarien. Esclaves du principe de spontanéité dans le mouvement ouvrier, les « économicistes » ont déprécié l'importance de la théorie révolutionnaire, nié la nécessité pour le parti prolétarien d'apporter la conscience socialiste dans le mouvement ouvrier et ouvert la voie à l'idéologie bourgeoise. Les économicistes ont défendu la scission au sein du mouvement social-démocrate, s'opposant à l'idée de créer un parti centralisé de la classe ouvrière.
17 Le *Rabotchéïé Diélo* (La cause ouvrière) était une revue « économiste » publiée par l'« Union des Sociale-Démocrates russes à l'étranger ». Elle paraîtra de 1899 à 1902 et son orientation est amplement critiquée par Lénine dans *Que Faire* ?
18 Il s'agit d'un supplément au *Rabotchéïé Diélo*.
19 La *Rabotchaïa Mysl* (La Pensée Ouvrière) était un autre organe économiste qui parût de 1897 à 1902. Son orientation est aussi amplement critiquée dans *Que Faire*
20 L'*Iskra* (L'étincelle) était le journal de Lénine. Y participaient également Plekhanov, Martov, Axelrod, V. Zassoulitch. Le journal sera l'épine dorsale du combat pour construire un parti prolétarienne en Russie et paraitra de 1900 à 1903 sous cette forme. Après la scission entre bolchéviques et menchéviques, l'Iskra passe sous contrôle menchévique.
21 Allusion à l'agitation révolutionnaire de masse des étudiants et des travailleurs en février et mars 1901 dans les villes de Russie
22 Il va de soi que ces agents ne pourraient travailler avec profit que s'ils étaient très proches des comités locaux (groupes, cercles) de notre Parti. En général, tout le plan esquissé par nous demande naturellement pour sa réalisation le concours le plus actif des comités, qui ont tenté maintes fois l'unification du Parti et qui, nous en sommes persuadés, obtiendront cette unification un jour ou l'autre, sous une forme ou sous une autre. (Note de l'auteur)
23 Lo zemstvo était une forme de gourvement local introduit en 1864 par Alexandre II
24 Les trouppes turcques en guerre, indisciplinées et très féroces

Cahier sur Clausewitz

Légende de lecture

Le texte original présente des notes de Lénine écrite directement à l'encre sur la marge gauche. Nous avons décidé de les retranscrire ainsi : [N.B marge]. Ces notes sont en lien avec le texte qui le précède et que nous avons souligné pour faciliter la lecture.

NOTE BIOGRAPHIQUE SUR CLAUSEWITZ

Extrait de l'« Allgemeine Deutsche Biographie »[25] (T.IV) : CLAUSEWITZ (1780-1831).

« À Berlin Clausewitz, dans les années qui suivirent la guerre (i.e. après 1806), assista aux conférences philosophiques du professeur Kieswetter [N.B. marge: « Kantien »], qu'il suivit avec un vif intérêt. Les traces de sa méthode dialectique doivent se retrouver dans le développement de la pensée conductrice de ses oeuvres purement théoriques »

OEUVRES POSTHUMES DU GÉNÉRAL CARL VON CLAUSEWITZ SUR LA GUERRE ET LA CONDUITE DE LA GUERRE

TOME PREMIER - DE LA GUERRE - BERLIN 1832

AVIS AU LECTEUR

... « *La guerre n'est rien d'autre que la continuation de la politique d'État par d'autres moyens...* »

LIVRE PREMIER - DE LA NATURE DE LA GUERRE

CHAPITRE PREMIER - QU'EST-CE QUE LA GUERE ?

Paragraphe 24 - La guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens.

« On voit que la guerre devient ainsi non seulement un acte, mais l'instrument même de la politique, et que celle-ci, en y ayant recours, ne fait que poursuivre son oeuvres par d'autres moyens. Or comme, dans ces conditions, la guerre ne conserve absolument de son caractère originel

que les procédés qui lui sont propres, l'art militaire, d'une façon générale, et le commandant en chef, dans chaque cas particulier, sont en droit d'exiger de la politique que la direction quelle suit et les résultats qu'elle vise ne contrarient pas les moyens de l'instrument qu'elle emploie. Si grande que soit dans certains cas la portée de cette exigence, elle ne peut cependant jamais imposer aux objectifs politiques que quelques modifications, sans pour autant les remettre en cause : ils constituent le but, et la guerre, qui n'en est que le moyen, ne peut se passer d'eux. »

(tout le paragraphe 24)

Paragraphe 25 - Différence de nature des guerres.

« Cependant, de peur que le lecteur ne s'égare ici dans de fausses suppositions, nous devons lui faire observer que nous n'entendons parler ainsi que de la tendance naturelle, philosophique, ou, pour mieux dire, logique de la guerre, et nullement du caractère qu'elle est susceptible de revêtir sous l'influence de la passion et de l'enthousiasme des forces armées qui y prennent part. [N.B. marge : Début d'une division (d'une séparation) entre l'objectif et le subjectif].

[[Auparavant Clausewitz écrivait que « Plus les motifs qui portent à la guerre ont d'ampleur et de puissance, plus la situation politique qui les précède est tendue, plus l'existence des peuples qui y prennent part s'y trouve engagée, et plus la guerre elle-même se rapproche de sa forme abstraite, vise au renversement de l'adversaire, et semble se soustraire à l'autorité de la politique pour ne suivre que ses propres lois »[26]. **Mais, plus les motifs et le tensions sont faibles**[27], « et plus le but politique s'écarte du déchainement de violence inhérent à la guerre, de sorte que, obligée de dévier elle-même la direction qui lui est naturelle pour se conformer à celle qu'on lui impose, celle-ci perde de plus en plus son caractère propre et en arrive enfin à ne sembler être exclusivement qu'un instrument de la politique. »[28] **N.B. - L'apparence n'est pas encore réalité. La guerre parait d'autant plus « guerrière » qu'elle est plus profondément politique ; d'autant plus** « politique » **qu'elle parait moins profondément politique.**]]

Paragraphe 26 - Toutes les guerres peuvent être considérées comme des actes politiques.

« Ainsi, bien que la politique semble entièrement disparaitre dans les guerres de la première espèce tandis qu'elle se manifeste ouvertement dans celles de la seconde, on peut cependant affirmer que, dans l'un comme dans l'autre cas, elles ne constituent pas moins des actes politiques. »[29]

Paragraphe 27 - A quelle déduction mène ce point de vue si l'on veut étudier l'histoire militaire et déterminer les bases de la théorie.

« On voit ainsi que la guerre n'est d'abord jamais indépendante dans son action, et que, dans toutes les circonstances, il la faut considérer comme l'instrument de la politique. [N.B. marge] Dès lors que l'on se place à ce point de vue, l'histoire de la guerre devient plus intelligible et ne présente plus aucune contradiction. [N.B. marge: On comprend en outre que les guerres doivent être aussi différentes les unes des autres que les motifs qui les font entreprendre et les rapports qui les précèdent.] »[30]

Paragraphe 28 - Résultat pour la théorie.

« Ainsi soumise comme véritable caméléon aux influences des objets extérieurs, la guerre ne se borne cependant pas uniquement à changer de nature dans chaque cas particulier, mais, par les tendances qui lui sont propres et les phénomènes qu'elle produit, elle en arrive en outre à former une trinité surprenante. **Instinct naturel aveugle**, si l'on ne considère que la violence originelle de son élément et les sentiments de haine et d'hostilité qui l'animent, le jeu des probabilités et du hasard en fait _une libre activité de l'âme_, et la politique, en la dirigeant, la transforme en instrument qu'elle se subordonne, et par là en un _acte de raison_. Par le premier de ces trois caractères, la guerre se trouve plus particulièrement en rapport avec le peuple, par le second avec le général en chef et avec l'armée, par le troisième avec le gouvernement. [N.B. marge] »[31]. **Très juste à propos de *l'âme* politique, de l'ensemble du contenu des guerres et de l'extériorité « populaire » !**

CHAPITRE II - DU BUT ET DU MOYEN À LA GUERRE

Détruire les forces armées, conquérir le pays afin que la volonté de l'ennemi soit brisée et qu'il signe la paix.

« dès que la paix est conclue, comme elle a de nombreux partisans dans

tous les pays et quelles que soient les conditions de la guerre, l'irritation diminue, la détente se produit, et une quantité de foyers s'éteignent dans lesquels le feu eût, sans cela, continuer à couver sous les cendres. [N.B. marge: Juste!] »

LIVRE II - DE LA THÉORIE DE LA GUERRE

CHAPITRE II - DE LA THÉORIE DE LA GUERRE

Paragraphe 17 - Ler facteur : les forces morales et leurs effets. (le *sentiment d'hostilité*).

« Bien qu'en principe la lutte soit la manifestation d'un *sentiment d'hostilité*, dans les grandes luttes des nations civilisées il arrive fréquemment que l'intention seule soit hostile, et, pour le moins de combattant à combattant, l'hostilité de sentiment fait habituellement défaut. Quoi qu'il en soit, cependant la lutte ne se poursuit jamais sans que quelque sentiment de nature analogue ne s'y développe. La haine nationale manque rarement dans les guerres modernes [N.B marge : Seulement « rarement » ?], et remplace alors avec plus ou moins de force le sentiment individuel d'hostilité ; mais, même dans les cas où aucune irritation ne parait exister au début, pat le fait seul de la lutte, une flambée d'animosité ne tarde pas à se produire entre les combattants, car tout acte de violence que, par ordre supérieur, notre adversaire exerce contre nous, nous enflamme aussitôt contre lui du désir des représailles et de vengeance, avant même que nous ne songions à nous en prendre à l'autorité à laquelle, cependant, il ne fait qu'obéir. Cela tient à la nature humaine, ou, si l'on veut même à la nature animale, mais il en est ainsi. »
... Haine nationale - dans toute guerre...

CHAPITRE III - DOIT-ON DIRE ART OU SCIENCE DE LA GUERRE ?

Paragraphe 3 : La guerre est un acte de vie sociale.

« Nous disons donc que la guerre n'est ni un art ni une science, mais qu'elle est un acte de la vie sociale. C'est un conflit de grands intérêts qui ne se résout qu'avec l'effusion de sang, et qui ne diffère des autres conflits qu'en cela précisément. Elle a bien moins de rapport avec les arts qu'avec le commerce, qui constitue également un conflit de grands intérêts, mais elle se rapproche bien davantage (souligné par Clausewitz) encore de la

politique, qui est elle-même une sorte de commerce aux dimensions agrandies, dans laquelle la guerre se développe comme l'enfant dans le sein de sa mère, et où tous ses éléments se trouvent esquissés à l'état latent comme les propriétés des êtres vivants dans leurs germes [N.B. marge]. »

CHAPITRE VI - DES EXEMPLES

« Dans son aide-mémoire[32], le général Scharnhorst, de tous les écrivains militaires (entre autres) celui qui a le mieux traité de la conduite de la guerre ... »

LIVRE III - DE LA STRATÉGIE EN GÉNÉRAL

AU CHAPITRE V - VERTU GUERRIÈRE (**bravoure**) DE L'ARMÉE - **Clausewitz écrit entre autres** :

« Alors même que dans une armée composée de réservistes et de troupes permanentes, il serait possible de faire la guerre l'affaire de toute la nation , et de porter l'instruction militaire du réserviste au même degrés de perfection que celle de l'homme de troupe, alors même qu'animés tous deux d'un égal enthousiasme pour la cause nationale, ils imprimeraient, ainsi à l'action générale [N.B. marge] un caractère absolument opposé à celui qu'elle avait à l'époque des anciens condottieri, la guerre n'en conserverait pas moins son originalité radicale. Par suite, tant qu'il y aura une carrière militaire, ceux qui l'exerceront se considèreront comme formant une sorte de corporation absolument distincte, dans les ordonnances, les lois, les habitudes et les usages de laquelle se fixeront de préférences les esprits essentiels de la guerre. Il est naturel d'ailleurs, qu'il en soit ainsi. Alors même que l'on se lasserait aller au penchant de n'envisager la guerre que du point de vue le plus général, on aurait tort de faire peu de cas de ce sentiment que les Français appellent *esprit de corps*[33], et qui, à un degré plus ou moins élevé, peut et doit se rencontrer dans une armée. »

CHAPITRE VI - LA HARDIESSE

« de toutes les précautions prises à la guerre, la grande majorité est commandée par la crainte et non par la vraie prudence. » [N.B. marge : Prudence et couardise].

… « La folle hardiesse même, c'est-à-dire la hardiesse aveugle et sans but, ne doit pas être considérée avec mépris, car, sous une forme passionnelle, il est vrai, et sans aucune participation de l'intelligence, c'est toujours là, foncièrement, la même force instinctive. Ce n'est, en somme, qu'alors qu'elle agit au mépris d'ordres supérieurs exprimés que la hardiesse [devient[34]] un véritable danger. »… « En affirmant ici qu'à égalité de lumières, l'hésitation est, à la guerre mille fois plus préjudiciable que la hardiesse, nous sommes sûr de ne pas être démenti par le lecteur. »…

« Alors que l'on voit clairement les choses, les facultés de l'intelligence doivent prendre une direction et l'instinct perd aussitôt une grande partie de sa puissance. C'est là ce qui fait que *plus l'échelle hiérarchique s'élève, et plus la hardiesse devient rare*. C'est qu'en effet, même si la pénétration de l'esprit et des lumières de l'entendement restent stationnaires tandis que le grade augmente, les chefs de rand supérieur ne peuvent supporter les poids des grandeurs, des situations et des considérations extérieures avec lesquelles ils sont aux prises, que précisément dans la mesure de ce qu'ils possèdent et ont toujours possédé de facultés intellectuelles natives. [N.B. marge] »
(Souligné par Clausewitz)

« Plus le grade s'élève, plus il exige de pénétration d'esprit, de lumières acquises, du tact et de jugement, et plus il refoule la hardiesse et les autres fonctions de l'instinct. C'est ce qui rend celle-ci si rare et si admirable à la fois, dans les hautes fonctions. »

Fin du premier tome

TOME DEUX - DE LA GUERRE - BERLIN 1833

LIVRE V - LES FORCES ARMÉES

CHAPITRE III - RAPPORT DES FORCES

« Mais, en revanche, là où se rencontreront cette énergie et force morale unies à une sage modération dans les résultats recherchés, là on verra généralement se produire cette alternative de brillants combats et d'opportune circonspection que l'on admire avec tant de raison dans les campagnes du grand Frédéric. »

« Les **vaincus**[35]… doivent placer leur dernières espérance dans la

supériorité morale que le désespoir donne au vrai courage. Elles comprendront à temps que la sagesse suprême consiste pour elles à montrer la plus folle audace, sans crainte de recourir aux ruses les plus effrontées, et le succès se refuse toujours à elles, elles lègueront du moins à la nation le droit de renaitre de leurs cendres. [N.B. marge : « droit à la résurrection » (du vaincu)] »

CHAPITRE IV - PROPORTION DES ARMES

« d'après l'expérience, un escadron de 150 chevaux, un bataillon de 800 hommes et une batterie de 8 pièces de 6 livres, content à peu près autant. »

LIVRE VI - LA DÉFENSIVE

CHAPITRE V - CARACTÈRE DE LA DÉFENSE STRATÉGIQUE

« l'action guerrière ne découle pas nécessairement du fait de l'invasion, mais bien des mesures que l'attaqué oppose à l'envahisseur. Le conquérant, comme Bonaparte l'a sans cesse prétendu, est toujours animé des intentions les plus pacifiques, et ne demande, en somme, qu'à entrer sans effusion de sang dans notre pays, mais nous qui naturellement ne voulons pas y consentir nous sommes bien obligés de vouloir la guerre, et par conséquent de nous y préparer d'avance. [N.B. marge : Ah ! Ah ! Spirituel !] »

CHAPITRE VI - ETENDUE DES MOYENS DE LA DÉFENSE

« En s'ajoutant à la masse d'un fleuve, une goutte d'eau n'en change pas le volume, mais qu'il survienne une pluie générale et le niveau du fleuve s'élève aussitôt. Il en est de même de l'*influence collective* qu'exercent la bonne ou la mauvaise volonté et la participation morale de la population [N.B. marge : « dans la plupart des cas »] d'un théâtre de guerre sur les évènements militaires qui se déroulent sur le territoire qu'elle habite ». [N.B. marge : « même sans soulèvement » **particulièrement par exemple : information de l'armée**[36]] « Traiter ces considérations (sur l'équilibre politique etc.[37]) d'utopie serait agir contre la vérité philosophique qui, seule fait découvrir les rapports généraux dans lesquels se tiennent les éléments essentiels des choses. Il va de soi cependant, qu'il y aurait inconséquences aussi, s'appuyant

exclusivement sur ces rapports généraux, à en vouloir déduire des lois par lesquelles chaque cas particulier devrait être réglé , et à ne tenir aucun compte des immixtions fortuites qui peuvent se produire ; mais néanmoins, celui qui, selon l'expression d'un grand écrivain, *ne se place pas au dessus de l'anecdote*, mais au contraire débute partout en individualisant et n'examine les évènements que superficiellement pour ne les approfondir que lorsqu'un motif particulier l'y invite, celui-là ne parviendra jamais à découvrir les rapports généraux qui ne se trouvent que dans les bases les plus profondes, et, et ne formant ainsi qu'un opinion de valeur très restreinte, traitera vraisemblablement de rêveries ce que la saine philosophie détermine pour l'universalité des cas. »

CHAPITRE VIII - DES DIVERS PROCÉDÉS DE RESISTANCE

« Les circonstances générales qui amènent une guerre et en constituent le fondement en façonnent également le caractère ; noues reparleront à l'occasion du plan de guerre. Elles abâtardissent, réduisent la passion hostile à un tissu de relations compliquées. »

« par la force seule de l'instinct, ainsi d'ailleurs que la plupart des résolutions se prennent à la guerre. » [N.B. marge : Et non seulement à la guerre.]

CHAPITRE XVI - Suite du quinzième - DÉFENSE DES MONTAGNES

« Il se produit ici le même phénomène que dans la dioptrique ; en portant la loupe sur un objet que l'on veut examiner, cet objet devient tout d'abord plus clair et plus distinct à mesure qu'on en éloigne le verre ; mais si, une fois parvenu au foyer même de l'instrument, on dépasse ce point mathématique, tout change tout à coup et l'objet parait renversé. »

CHAPITRE XVIII - DÉFENSE DES RIVIÈRES ET DES FLEUVES

(On pourrait appeler « élégante » une telle défense de la rivière… , or)

- « Or l'élégance confine à la fatuité, défaut moins excusable à la guerre que dans les relations mondaines. On y a donc, en fait, rarement recours. » [N.B. marge : spirituel !]

CHAPITRE XVIII - CLEF DE PAYS

« De la signification pratique, mais certainement très confuse, que le

terme "clef de pays" [N.B. marge : exemple de dialectique] a dans la bouche et dans les écrits des hommes de guerre quand ils traitent de leurs opérations militaires, il fallut passer à une signification plus positive, et par conséquent plus restreinte, lorsque l'on voulut trouver une base pour le développement d'un système. » [N.B marge : « plus déterminé = plus unilatéral… »]

« Dans la généralité des cas, la vraie clef d'un pays est l'armée ennemie »[38]. [N.B. : Spirituel et intelligent !]

CHAPITRE XXVIII - Suite du vingt-septième : DÉFENSE D'UN THÉÂTRE DE GUERRE

« Or l'étude de l'histoire démontre que la grande majorité des guerres [N.B. marge : Majorité des guerres = seulement observation] entre nations civilisées se rapprochent beaucoup pus d'un état de pure observation réciproque qu'elles ne présentent le caractère d'une lutte à mort, c'est à dire d'une lutte dans laquelle l'un des adversaires au moins apporte la volonté formelle d'arriver, par les armes, à la solution du conflit. »

CHAPITRE XXX - DÉFENSE D'UN THÉÂTRE DE GUERRE SUR LEQUEL ON NE CHERCHE PAS DE SOLUTION

« L'importance que prend ici l'élément topographique met en relief le genre d'études et de travaux dont on a l'habitude d'attribuer la spécialité au corps d'état major. Or, comme les officiers de ce corps sont ceux de l'armée qui écrivent le plus et font le plus imprimer, il en résulte que, des diverses périodes d'une campagne, la plus développée et la mieux fixée dans l'histoire est généralement celle qui présente l'application de ce procédé. De là nait une tendance naturelle à ériger celui-ci en système, c'est-à-dire à déduire de l'explication historique d'un cas particulier des règles générales applicables à tous les cas. Or, dans cette forme spéciale de la guerre plus passive et plus dépendantes des localités, chaque cas est différent et doit, par conséquent, être différemment traité. Les mémoires les plus élaborés et le plus raisonnés ne pourraient donc que familiariser le lecteur avec ces pratiques, et jamais lui servir d'instructions. Il s'agira en définitive d'un branche particulière de l'*histoire militaire*.

Si réel que soient l'utilité et la valeur de ces travaux, l'usage de les

considérer comme spécialité du corps d'état-major a souvent de très regrettables conséquences. L'importance personnelle qu'acquièrent, par là, les hauts officiers de ce corps les plus versés dans cette branche du service de guerre leur sonne généralement sur les esprits une autorité dont le général en chef est parfois le premier à subir l'influence, et il en résulte fatalement un courant d'idée qui conduit à l'exclusivisme. [N.B. marge : "Etroitesse de vue de l'état-major".]… »

« … La volonté dirigeante doit être énergique et puissante, elle doit atteindre jusqu'au dernier membre de l'armée et le général en chef qui prendrait pour règle de toujours compter sur la perfection des dispositions et de l'action de ses sous-ordres serait par cela seul inhabile à exercer le commandement et la direction. »

« Quand on considère ce genre de guerre dans son ensemble, on remarque que, lorsqu'il se présente si peu d'indications positive et de tendance à la solution, toute différence essentielle entre l'action de l'attaque et celle de la défense ne tarde pas à disparaitre [N.B. marge : La différence entre l'attaque et la défense disparait]. Au début de la campagne il est vrai, celui des deux adversaires qui pénètre sur le théâtre de guerre de l'autre adopte par cela même la forme agressive, mais il peut fort bien se faire, et il arrive fréquemment que, modifiant bientôt son mode d'action, il consacre désormais tous ces efforts à se maintenir sur le territoire dont il s'est ainsi d'abord emparé [N.B. marge : Sur le territoire étranger défendre son propre territoire]. Dès lors les deux parties restent l'un vis-à-vis de l'autre en observation réciproque, cherchant chacun à ne rien prendre, et s'efforçant, parfois au même degré l'un et l'autre, de se procurer quelques avantages positifs par des coups de mains heureux. Frédéric le Grand a montré qu'en cela il peut parfaitement arriver que le défenseur enchérisse sur son adversaire. »

« C'est cependant le sentiment contraire qui fit accorder aux manoeuvres stratégiques la fausse importance que nous avons signalée plus haut[39]. On en arrivera ainsi à considérer la prudence de calcul et l'habilité de direction comme le summum de la valeur intellectuelle chez un général en chef. C'est une profonde erreur, et il est incontestable que les autres que les autres qualités morales du commandement que nous venons d'énumérer[40] peuvent, dans la moments de grande solution, en imposer à la puissance même des circonstances. La puissance dominatrice qui peut

être celle des grandes passions et des intuitions soudaines, et donc naitre très largement en dehors du champ de la conscience et de l'enchainement rigoureux de la pensée, a néanmoins le droit de cité à la guerre, celle-ci n'étant pas simplement un acte de l'entendement, ni même un acte où l'entendement predomine absolument. Quant aux résultats restreints que les manoeuvres stratégiques sont hors d'état de dépasser, par un raisonnement aussi faux que le précédent, on en attribuait alors le peu de portée à l'habilité réciproque des généraux en chef ; tandis qu'il eut fallu surtout en chercher le motif dans l'égalité des forces que les adversaires portaient en ligne dans cette guerre d'adresse. »

Ce jeu d'adresse (de manoeuvres stratégiques, etc.) était considéré comme le summum de l'art militaire[41].

« Cette manière de voir[42] était à peu près celle de tous les théoriciens lorsque éclatèrent les guerres de la Révolution française, révélant soudain un monde de faits nouveaux. Grossière et sauvage tout d'abord, mais régularisée plus tard sous la direction de Bonaparte et concentrée dans sa puissante main [N.B marge : Guerre = jeu]. Changement total. Révolution française], l'activité française produisit des résultats qui frappèrent d'étonnement la vieille Europe. Il fallut, dès lors, renoncer aux anciens modes et adopter, pour les opposer à l'ennemi, les moyens mêmes qui les rendaient si redoutables. Mais ici, comme dans toutes les grandes évolutions intellectuelles, il se forma deux opinions contraires. Les partisans de l'ancienne méthode, considérant la nouvelle comme la décadence absolue de l'art, ne voient dans ses résultats que des manifestions de la force brutale. Pour eux, il n'y a de carrière ouverte à la science militaire que dans le jeu de péréquation des forces, avec tout ce qu'il a pourtant de pesant, de médiocre, d'inefficace. Cette opinion est foncièrement illogique, mais celle des enthousiastes opposés ne l'est pas moins lorsqu'ils affirment que les manoeuvres stratégiques ont irrévocablement fini leur temps et ne reparaitrons plus dans les guerres de l'avenir. Les faits nouveaux qui se manifestèrent dans les guerres de la République et de l'Empire français sont bien moins dus aux inventions et aux idées militaires nouvelles qu'à l'état social nouveau et aux situations et rapports qui en furent la conséquences. » [N.B. marge : Juste !] « Il ne s'ensuit pas, cependant, qu'il soit inutile d'étudier l'histoire à ce point de vue ; lors même qu'elle ne fait ressortie aucun

système positif, aucun mécanisme garantissant la vérité, la vérité existe néanmoins, et dans les exemples fournis par l'histoire, un jugement exercé peut souvent découvrir de précieux enseignements. » [N.B. marge : La vérité n'est pas « dans les systèmes »]

DE LA GUERRE - TOME TROISIEME

[N.B. Ce tome ne se compose que d'esquisses.] LIVRE VII - L'OFFENSIVE

CHAPITRE II - NATURE DE L'OFFENSIVE STRATÉGIQUE

« On voit donc que généralement dans la guerre, et particulièrement dans la stratégie, l'attaque se produit par une alternative inévitable et une raison constante d'actes offensifs et d'actes défensifs »

CHAPITRE III - OBJET DE L'OFFENSIVE STRATÉGIQUE

« Il n'arrive pas toujours que le général se fige d'avance la conquête qu'il veut faire, et, généralement, il laisse les évènements en décider. »

LIVRE VIII - LE PLAN DE GUERRE

CHAPITRE II - GUERRE ABSOLUE ET GUERRE RÉELLE

« La guerre n'apparait généralement que comme une irritation réciproque qui porte chacun des adversaires à prendre les armes pour sa propre sureté, pour inspirer de la crainte à l'autre et pour profiter d'une occasion favorable si celle-ci vient à se présenter. » [N.B marge : Toutes les guerres sont telles que les deux parties « se défendent seulement.]

« Sous Bonaparte… **(la guerre)** a pris son aspect absolu. »

« La guerre est tantôt plus ou tantôt moins que la guerre même. » [N.B. marge : dialectique.]

CHAPITRE III A - COHÉRENCE INTRINSÈQUE DE LA GUERRE

« Au XVIIIe siècle, lors des guerres de Silésie, les gouvernements seuls prenaient internet à la guerre ; de chaque coté le peuple y restait étranger ou, du moins, n'y prenait part que contraint et comme un instrument aveugle. Au commencement du XIXe siècle, au contraire, les nations elles-mêmes pesaient tout leur poids dans la balance. » [N.B. marge : 18^e

et 19e siècles. Différence.]

CHAPITRE III B - DE LA GRANDEUR DU BUT ET DES EFFORTS

Les changements historiques dans le caractère des guerres : hordes tartares, petites républiques de l'antiquité. Rome ; vassaux du moyen-âge ; fin des XVIIe et XVIIIe siècles.

« Bref, alors que le peuple avait tout été dans les expéditions Tatares et que les citoyens possédants, si ce n'est le peuple lui-même, avaient pris une si grande part à la direction des affaires dans les anciennes républiques et au Moyen-Age, au XVIIIe siècle la nation ne pouvait exercer d'influence sur la guerre qu'indirectement par les qualités ou par les défauts se son caractère. » [N.B. marge]

La Révolution française transforma tout cela.

« La guerre était soudain devenue une cause populaire… »

« (c'était) la nation elle-même qui pesait de tout son poids dans le plateau de la balance. »

« C'est ainsi que depuis Bonaparte, chez les Français d'abord puis partout en Europe, la guerre devient un intérêt national et, changeant de nature ou pour mieux dire revenant à sa vraie nature, se rapprocha beaucoup de son concept absolu. [N.B. marge : Important ! (mais une inexactitude : de la bourgeoisie et peut - être de toute la bourgeoisie.)]Les moyens de mettre en oeuvre n'eurent plus désormais de limites déterminées et ne dépendirent plus que de l'énergie et de l'enthousiasme des gouvernements et des peuples. » [N.B marge : « Energie » « enthousiasme » des sujets].

« Délivrée de toute entrave de convention par la participation du peuple à ce grand intérêt des États, la guerre revêtit enfin sa forme naturelle (N.B. marge : « Participation du peuple ») et se montra dans toute sa force, phénomène qu'il convient d'attribuer en partie aux changements intérieurs que la Révolution française introduisit dans les nations et en partie aux dangers dont le peuple français menaçait les autres peuples. [N.B. marge : « Changements à l'intérieur » (révolution) et « danger »…]

« Quant à savoir si les guerres de l'avenir, mettant ainsi en jeu les plus

grands intérêts des nations, seront toutes dorénavant conduites avec la puissance entière des États ou si peu à peu les gouvernements et les peuples ne sépareront pas de nouveau leurs intérêts, nous n'avons pas la prétention de trancher cette question »

Notre but : « montrer que, soumise à chaque époque à des conditions différentes, la guerre a pris à chaque fois une forme et un caractère particuliers [N.B. marge : A chaque époque - « ses guerres. »] et que, par conséquent, à chaque époque correspond une théorie de guerre spécifique, quels que soient d'ailleurs les principes philosophiques sur lesquels on ait partout, tôt ou tard, cherché à la faire reposer. On ne peut donc juger les évènements militaires d'une époque et apprécier la valeur de ses généraux [N.B. marge : les « particularités de chaque époque » doivent être étudiées afin de comprendre le chef militaire] qu'en ayant chaque fois égard aux principaux rapports et au caractère de cette époque. »

CHAPITRE V - **Suite du quatrième** - DETERMINATION PLUS PRÉCISE DU BUT À ATTEINDRE (SUITE) BUT RESTREINT

Premier cas, quand il est préférable de gagner du temps, on a avantage à mener une guerre *défensive.* Second cas : quand il est préférable d'utiliser le temps, que rien dans l'avenir n'amènera un surcroit de force, on a avantage à mener une guerre *offensive.*

« Il peut cependant se présenter un troisième cas qui peut être le plus fréquent ; c'est celui où, des deux belligérants, aucun n'ayant un avantage déterminé à attendre de l'avenir, ni l'un ni l'autre n'ont de motif déterminant d'action. En pareille occurence l'offensive revient manifestement à celui des deux adversaires qui, étant politiquement l'attaquant [N.B. marge : Celui qui attaque « politiquement »] a pour lui le principe positif, car c'est ce qui lui fait prendre les armes et tout le temps qui s'écoule sans motif suffisant est perdu pour lui. » [N.B. marge : conception]

« nous avons cependant maintes fois du reconnaitre que les intentions politiques, les rapports avec les États étrangers et les prétentions plus ou moins ambitieuses des belligérants exercent l'influence la plus décisive sur la conduite de la guerre. » [N.B. marge : Le « caractère du but

politique » a une influence décisive sur la conduire de la guerre.]

CHAPITRE VI A - INFLUENCE DU BUT POLITIQUE SUR L'OBJECTIF MILITAIRE

« Il est de tradition en Europe que les États s'engagent les uns envers les autres, par des traités d'alliance offensive et défensive, à se prêter un mutuel appui en cas de guerre, sans mettre cependant par là leurs intérêts et leurs inimités en commun, mais en se bornant à se promettre réciproquement des troupes d'effectifs déterminés et généralement très restreints [N.B. marge] et sans plus avoir à tenir compte de l'objet même de la guerre que de la grandeur des moyens que l'adversaire y mettra en oeuvre. »

« Chacun d'eux, après avoir calculé ce qu'il peut perdre ou gagner à la guerre, apporte au fond commun un capital de 30 000 ou 40 000 hommes, et agit comme s'il ne pouvait risquer davantage à l'opération. »

« Ainsi pratiquée, la guerre d'alliance est une demi-mesure, une anomalie, car la guerre et la paix sont l'une et l'autre dans le fond des concepts absolus qui ne comportent pas de gradations. Quand le phénomène se produit cependant, on aurait tort de ne l'attribuer qu'aux seuls errements de la diplomatie ; c'est dans les préjugés et les faiblesses de l'esprit humain qu'il en faut chercher la véritable origine. »

« Il faut non seulement admettre cette influence du but politique sur la guerre [N.B. marge : « Degrés » « gradations » de la conception de guerre et de paix], car elle est manifeste, mais il faut même reconnaitre qu'elle est parfois sans limite. C'est ainsi s'il est des guerres dont le but est uniquement *de menacer l'adversaire et d'appuyer des négociations*. » **(Souligné par Clausewitz)**

CHAPITRE VI B - LA GUERRE EST UN INSTRUMENT DE LA POLITIQUE

« Cette unité (**des éléments contradictoires qui forment une unité dans la vie pratique**)[43]prend son principe dans l'idée que, dans son application par l'homme, *la guerre n'est qu'une partie du commerce politique et n'est pas conséquent pas une grandeur indépendante*. [N.B. marge : chapitre le plus important]. » **(Souligné par Clausewitz)**

« Tout le monde sait que la guerre est l'une des conséquences des relations politiques entre les gouvernements et les peuples, mais généralement on s'imagine que ces relations cessent par le fait même de la guerre et qu'il s'établit aussitôt un état de choses différent régi par des lois particulières. »

« Nous affirmons, au contraire, que la guerre n'est que la continuation du commerce politique par le recours à d'autres moyens. Par le recours à d'autres moyens, disons-nous, afin d'indiquer par là que, loin de cesser ou de se modifier par la guerre, le commerce politique, quelques soient d'ailleurs les moyens employés, persiste dans son essence même et détermine, d'un bout à l'autre des opérations, des lignes générales suivant lesquelles les évènements de la guerre se poursuivent et auxquelles ils se rattachent. Il ne saurait en être autrement, et jamais la cessation des notes diplomatiques n'a entrainé l'interruption des rapports politiques entre gouvernements et les peuples. La guerre n'a jamais été qu'une autre forme de pensée et d'écriture adoptée par les rapports politiques, qui possède certes sa propre grammaire, mais non pas une logique à elle. » [N.B. marge]

« On voit par là que la guerre ne doit jamais être séparée du commerce politique, et que, lorsque le fait bien à se produire, il entraine en quelque sorte la rupture de tous les rapports, ce qui conduit à un état de choses irrationnel et sans but. »

« C'est de cette manière qu'il faudrait même se représenter la guerre si, manifestation de la haine la plus sauvage entre deux peuples, elle pouvais en arriver à l'extrême absolu de son concept. En effet, la puissance des États opposés, leurs alliances, le caractère des deux gouvernements, celui des deux peuples et tous les éléments qui entrent dans le calcul d'une guerre et en déterminent les lignes principales (recensés au chapitre premier du livre I) se tiennent en relations si intimes avec le commerce politique que, dans ces conditions même, il serait impossible de les en séparer. Dans la réalité, cependant, cette manière de se représenter la guerre est encore plus logique, car, restant toujours de bien loin en deçà de son concept absolu elle ne constitue dès lors qu'une action incomplète et contradictoire en soi, et, comme telle reste une partie d'un tout, soumise à la politiques dont elle ne peut être que l'instrument. [N.B. marge : « Guerre = partie d'un tout = Ce tout = la

politique »]

« C'est ainsi que, dans les mains de la politique, la farouche élément de la guerre devient un instrument docile, et que le glaive pesant des batailles, qu'on ne devrait lever avec efforts des deux mains pour n'en frapper qu'un seul coup formidable, se transforme en une arme d'escrime légère et maniable, tantôt fleuret tantôt rapière, aussi propre à l'attaque qu'à la riposte et à la feinte. »

… « Ainsi soumise à la politique, la guerre en prend nécessairement le caractère. Plus la première est forte et puissante et plus la seconde devient énergique. Il n'y a pas de limite à ce propos, et la guerre peut en arriver ainsi à sa forme absolue. »

… « En procédant ainsi on rend à la guerre son unité, toutes les guerres deviennent des objets de même nature, (souligné par Clausewitz) et l'on se place au seul point de vue rationnel pour former et apprécier les grands projets. » [N.B. marge C'est seulement de ce point de vue que toutes les guerres = « Objets de même nature »]

« Il va de soi que la politique n'entre pas profondément dans les détails de la guerre et qu'elle ne préside pas plus au choix de l'emplacement des petits postes qu'à la direction des patrouilles (sic !), mais elle exerce l'influence la plus décisive sur l'élaboration des plans de guerre et de campagne, et souvent même sur le dispositif des batailles… »[44]

« Dans toutes les circonstances de la vie, pour ne point s'égarer et ne pas se contredire sans cesse, rien n'est en général plus nécéssaire que de déterminer le point précis auquel il convient de se placer et de se maintenir pour embrasser et apprécier exactement les choses : c'est grâce au caractère unique de ce point de vue que nous introduirons une unité dans la masse des phénomènes. »

« S'il en doit être ainsi pour l'élaboration du plan de guerre, c'est-à-dire si l'on ne doit pas s'y placer tantôt au point de vue du commandement, tantôt à celui de l'administration, tantôt à celui de la politique, etc., on en arrive à se demander si c'est nécessairement à la politique qu'il faut subordonner tout le reste. » [N.B. marge : la politique est-elle le principal?]

« Pour étudier la question, il faut tout d'abord admettre que la politique réunit en elle et concilie tous les intérêts rationnels de l'État et des citoyens, y compris ceux de la réalité humaine tels que seul l'entendement philosophique est en mesure de les énoncer : car enfin, la politique n'est rien par elle-même, mais simplement l'administrateur de ces intérêts face à l'étranger. [N.B. marge : Qu'est ce que la politique ?] Nous n'avons pas à considérer si, suivant une fausse direction, elle sert de préférence les ambitions [N.B. marge : Approche du marxisme], les intérêts privés et la vanité des gouvernants, car, en aucun cas, l'art militaire ne peut être appelé à lui faire la leçon et nous ne devons la regarder ici que comme le représentant des intérêts de toute la société. » [N.B. marge : Politique = représentation de tous les intérêts de la société entière.]

« Pour que toute action de la politique dut absolument cesser dès le début des opérations militaires, il faudrait que les guerres fussent l'expression d'un principe d'hostilité excessif [N.B. marge : les guerres ne se réduisent pas à la simple hostilité] et que la lutte y devint une question de vie ou de mort. Dans la réalité cependant, et nous l'avons déjà fait voir précédemment, les guerres ne sont que des manifestions de la politique elle-même, et, par suite, ce serait faire un contresens que d'y subordonner le point de vue politique au point de vue militaire. Dans le fait, la politique est l'intelligence qui engendre la guerre, et celle-ci n'est qu'un instrument dans ses mains. Il ne reste donc plus qu'à subordonner le point de vue militaire au point de vue politique. »

« Si l'on se rappelle que nous avons reconnu, au chapitre III de ce livre, que, pour déterminer les moyens à employer et les efforts à produire dans une guerre, *il fallait avant tout se rendre compte de ce qu'en serait vraisemblablement le caractère et les contours principaux en raisons des grandeurs et des rapports politiques* [N.B. marge : souligné par l'auteur], si l'on réfléchit, en outre, que souvent, et même la plupart au temps de nos jours, on ne peut considérer la guerre que comme un tout organique dont les divers éléments sont inséparables et où, par suite, toutes les activités doivent être dirigées par une pensée unique et tendre vers un seul but, on en arrive nécessairement à reconnaitre que, la politique imposant les lignes principales de la guerre, c'est au point de vue seul de la première qu'il faut se placer pour déterminer la direction à imprimer à

la seconde. »

« Une fois ce point de vue accepté, on saisit les leçons de l'histoire, … » N.B.[45]

« C'est ainsi que, considéré à son point de vue le plus élevé, l'art de la guerre se transforme en politique, mais en une politique qui, au lieu de rédiger des notes, livre des batailles. »

« L'expérience prouve, au contraire, que, malgré la perfection et la diversité des forme de la guerre moderne, les lignes principales en sont toujours déterminées en conseil du gouvernement, c'est-à-dire par une autorité politique et non militaire… »

Exemple : les grands changements dans l'art de la guerre à la fin du XIIIe siècle.
Où en est la cause ?[46]

« Ce n'est pas dans les idées nouvelles et dans les procédés nouveaux que les Français introduisirent à cette époque dans la direction de la guerre qu'il faut chercher les causes des actes prodigieux qu'ils accomplirent au dehors, mais bien dans leur caractère national, dans leur nouvel état social, dans leur gouvernement et dans leur organisation [N.B. marge]. Les cabinets étrangers, ne soupçonnaient pas la gravité de la situation, crurent la pouvoir dominer par des moyens en usage et n'opposèrent que de faibles forces à des forces qui allaient être écrasantes. Ne sont-ce pas là des fautes politiques ? »

… « On peut donc dire que c'est principalement à la politique défectueuse de leur adversaires que les Français sont redevables des vingt années de victoire qui ont suivi la Révolution. »

« D'un autre côté, la guerre elle-même avait subi d'importants changements et, modifiant son essence et sa forme, s'était considérablement rapprochée de son concept absolu, non pas que le gouvernement français se fut en quelque sorte émancipé et débarrassé des lisières de la politique, mais parce que le Révolution avait changé les bases même de la politique [N.B. marge : Exact !], aussi bien dans l'Europe entière qu'en France même, et avait éveillé des forces et relevé des moyens qui permettaient d'augmenter l'énergie de la guerre et de la

diriger par d'autres voies. »

« Ainsi les changements qui sont introduits dans l'art militaire sont la conséquence de ceux qui se sont produit dans la politique et, loin de fournir un argument contre la connexion intime dans laquelle se tiennent ces deux grands éléments de la vie des États, ne font que l'affirmer davantage. »

« Nous répétons donc que la guerre est un instrument de la politique, qu'elle en prend le caractère et les dimensions, que dans ces lignes principales elle n'est autre chose que la politique elle-même, et que celle-ci, tout en changeant ainsi la plume contre l'épée, obéit néanmoins encore et toujours à ses propres lois. [N.B. marge : La guerre = politique ayant changé "la plume contre l'épée". »

CHAPITRE IX - PLAN DE GUERRE QUAND LE BUT EST DE RENVERSER L'ENNEMI

« En somme, si, comme nous l'avons reconnu plus haut, on voit des États succomber sous les efforts successifs de l'attaque, cela prouve qu'il n'y a pas de règles sans exception et que, parfois, le temps peut être défavorable à la défense, mais, par contre, combien plus nombreux sont les exemples où l'attaque a échoué grâce à la lenteur de son action ! Qu'on se rappelle, à ce propos, la guerre de Sept Ans à laquelle les Autrichiens apportèrent tant de nonchalance, de calcul et de circonspection qu'ils manquèrent absolument leur but. »

Non pas tiré de « Vom Kriege » mais des « Principes essentiels de la conduite de guerre » (donné par l'auteur dans les années 1810, 1811 et 1812 à son Altesse Royale le Prince héritier).

« En politique on désigne sous le nom de guerre défensive celle que l'on mène pour son indépendance ; en stratégie, on désigne sous le nom de guerre défensive une campagne dans laquelle on se borne à combattre l'ennemi sur le théâtre de la guerre que l'on s'est aménagé à cet effet [N.B. marge : « Guerre défensives » en politique er en stratégie] . Que les batailles qu'on y livre soient offensives ou défensives ne change rien à la question. [N.B. marge : Juste !] ».

25 *Biographie allemande universelle*, édition de la Commission historique de l'Académie des Science de Munich, en 56 tomes (1875-1912).
26 Le passage de Clausewitz s'achève ainsi : « le but militaire et l'objectif politique deviennent identiques. »
27 La traduction de Vatry telle que révisée par l'édition Lebovici ne permet pas de trouver l'exact équivalent de la citations faite par Lénine. On lit chez Vatry : « Mais, par contre, plus les motifs qui président à la guerre et les tensions qui la précèdent sont faibles ».
28 Ce passage est en fait la première partie du paragraphe 25 : avec le passage ci-dessus et celui reporté en note, c'est tout le paragraphe 25 qui est reporté ici.
29 Le paragraphe 26 s'achève ainsi cher Clausewitz : « C'est que, en effet, lorsque la politique est ce qu'elle doit être, c'est-à-dire lorsqu'elle est l'intelligence même de l'État, rien ne saurait échapper à son contrôle, et la guerre, quelque intensité qu'elle prenne en raison de l'extrême tension des rapports préexistants, n'en reste pas moins soumise à ses calculs. En d'autres termes, pour penser que la politique n'exerce d'autorité que sur les guerres réduites de la seconde espèce, il faut la concevoir comme une forme d'intelligence toute conventionnelle, peu encline à la violence, et uniquement basée sur la ruse, la dissimulation ou la mauvaise foi. »
30 Le paragraphe 27 s'achève ainsi chez Clausewitz : « La première, la plus importante et la plus décisive des questions à résoudre par l'homme d'Etat et le général en chef avant de commencer une guerre, et donc de se rendre exactement compte du caractère qu'elle va revêtir en raison de la situation politique préexistante, afin de la diriger en conséquence et de n'attendre d'elle que ce qu'elle peut offrir. Nous ne pourrons développer cette question stratégique essentielle que dans le livre où nous traiterons du plan de guerre, mais il est nécessaire que le lecteur en saisisse dès aujourd'hui l'importance capitale ».
31 Le paragraphe 28 s'achève ainsi chez Clausewitz : « Les passions qui s'enflammeront pendant la guerre doivent au préalable exister dans la nation ; le degré que le talent et les vertus guerrières atteindront dans le jeu des probabilités et du hasard dépend des qualité du général en chef et de l'armée ; quant au but politique à atteindre, c'est au gouvernement seul à la déterminer. Chacune de ces tendances exerce son autorité propre et peut être d'intensité variable, mais elle ont toutes trois de si profondes racines dans la nature même du sujet, qu'il faudrait aussitôt rejeter comme inapplicable à la vie réelle toute théorie qui négligerait d'en tenir compte ou prétendrait déterminer entre elles un rapport arbitraire. Pour rester pratique, la théorie doit donc se maintenir à l'état flottant entre ces trois tendances comme trois centres d'attraction. Nous verrons, dans le prochain livre, comment elle peut atteindre ce difficile résultat, n'ayant pour le moment rien fait d'autre qu'ébaucher le concept de la guerre, et qu'établir des distinctions durables dans la matière de notre réflexion. »
32 Le livre de *Scharnhorst Militarisches Taschenbuch zum Gebrauch im Felde*, le Compagnant de l'Officier, paru 1792.
33 En français dans le texte.
34 Lénine abrège ainsi le passage de Clausewitz qui s'achève en fait ainsi : « … que la hardiesse, devenant un véritable danger, doit être réprimée comme telle, et cela non pour elle même mais parce qu'elle enfreint ainsi l'obéissance à laquelle sans conteste, tout doit être soumis à la guerre. »
35 Ou plus exactement, les « forces vives » de la nation qui lutte dans un rapport de forces tellement défavorable que la « sage manière d'agir » de Frédéric est impuissante à rétablir l'équilibre.
36 Le passage de Clausewitz se poursuit ainsi : « Or, à moins que les habitants ne soient absolument opposés aux causes qui ont fait entreprendre la lutte, cette influence est naturellement tout en faveur des troupes qui combattent pour la cause nationale, c'est-à-dire en faveur du défenseur. Les prestations de toute nature, quelles soient considérables ou insignifiantes, ne sont alors obtenues par l'attaquant que sous l'exigence d'une pression manifeste, et pour les recueillir, il

lui faut une grande dépense de peines et d'efforts. Pour le défenseur, au contraire que ce soit spontanément comme dans le cas de dévouement enthousiaste à la cause nationale ou simplement par habitude invétérée d'obéissance aux autorités du pays, les habitants sont près à tous les sacrifices. Cette obéissance n'a même pas besoin de la présence des troupes pour se manifester, elle prend sa source en dehors de l'armée elle-même et tire son principe de moyens et d'exigences qui sont absolument étrangers à cette dernière. Alors même que la participation volontaire des habitants à l'action nationale ne leur coute aucun sacrifice matériel pour peur qu'elle naisse d'un véritable amour de la patrie elle rend en toutes circonstances les plus importants services au défenseur. Bornons-nous par exemple à parler, à ce sujet, de la multitude d'informations et de renseignements qui, en dehors même du service de l'espionnage proprement dit, peuvent se produire journellement en raison du contact constant entre les habitants et tous les services de l'armée, et qui, dans le cas de bonne entente et d'union entre-eux donnent une si grande supériorité au défenseur, tandis que, en revanche, l'attaquant n'en tire qu'incertitude et indécision. Il n'est pas, en effet, de petite patrouille, de poste avancé, le vedette, d'officier en mission, qu'ils appartiennent à l'une ou à l'autre armée, qui ne ce trouve sans cesse dans la nécessité de recourir aux habitants pour obtenir des nouvelles de l'ennemi ou de leur propre camp. Si de ces considérations générales on passe au cas particuliers où la nation prend elle-même une certaine part à la lutte, ou même aux cas absolument spéciaux où, comme en Espagne, la nation entière formant une armée nationale constitue l'élément capital de la résistance, on se rend compte qu'il ne se produit plus dès lors une simple augmentation de la puissance nationale, mais bien un élément de puissance absolument nouveau. »

37 Il s'agit de l'équilibre entre les états européens : « comme le moindre changement ne peut se produire sans que cette connexion (entre états) se rompe en partie, il en résulte que les rapports communs de tous les Etats entre eux tendent bien plutôt à maintenir le tout dans sa forme qu'à y apporter des changements. En d'autres termes, la tendance générale est au maintien de l'état social existant » De cette tendance Clausewitz déduit un avantage pour le défenseur , qui tend à perpétuer le statu quo sur l'assaillant, qui tend à le bouleverser. Les interventions des autres états seront généralement en faveur du pays défenseur.

38 Le passage de Clausewitz se poursuit ainsi : « et, pour qu'il y ait exception à cette règle, c'est à dire pour que l'idée des lieux prenne le pas sur celle des forces de combat, il faut qu'il se présente des conditions particulièrement favorables. Or, à notre avis, ces conditions sont reconnaissables à deux caractères indispensables à toute position méritant véritablement d'être dénommée clef de pays : 1° les troupes qui y sont placées doivent trouver dans l'appui du terrain un très fort coefficient de résistance tactique : 2° la position doit être telle qu'elle protège efficacement ses propres lignes de communications, tandis que celles de l'attaque se trouvent relativement plus menacées. »

39 Lorsque aucun des deux adversaires ne cherche la « grande solution », un équilibre s'installe entre leurs armées qui s'affrontent en de petites opérations sans grands risques en jeux. Le hasard est tempéré dans ce cas parce que le fractionnement de l'action, et des moments et des points distincts, grandit le champ du calcul. D'où le sentiment de ce qu'un général prouve sa valeur dans ces savantes manoeuvres, et qu'ainsi donc, les principales qualités d'un général en chef sont celles de l'habilité. Clausewitz s'inscrit en faux de ce sentiment, car dès lors qu'il s'agit d'une guerre où la grande solution est cherchée, d'autres qualités morales se révèlent nécessaires, tel que l'esprit de décision.

40 L'énergie, la persévérance, la présence d'esprit et l'esprit de décision.

41 Lénine résume ainsi ce paragraphe de transition entre les deux paragraphes transcrits : « Comme, dans la majorité des guerres entre peuple civilisés, les armes opposées, au lieu de s'entre-détruire, ne cherchaient qu'à s'observer réciproquement, l'action militaire, dans le plus grand nombre des campagnes de cette époque, revêtit nécessairement le caractère de manoeuvres stratégiques. Dès lors, laissant passer inaperçues celles de ces campagnes qui ne furent dirigées que par des généraux sans grande réputation, on regardera celles où tels que Turent et Montecuccoli se

trouvèrent en présence comme des modèles de perfection et les sources auxquelles on devait recourir de préférence dans l'étude de l'art de la guerre. » Henri de la Tour d'Auvergne, vicomte de Turenne (1611-1675), maréchal de France, commanda les armées françaises et remporta de nombreuses victoires pendant les guerres de Trente Ans, de la Fronde, de Dévolution et de Hollande. Il fut tué à la bataille de Sasbach. Raimondo Montecuccoli (1609-1680), prince allemand, lieutenant-général impérial et feld-maréchal autrichien, fut l'auteur de nombreux écrits militaires.

42 La surévaluation des qualités propres à la guerre de manoeuvres typique des XVII[e] et XVIII[e] siècles.

43 Lénine introduit dans cette parenthèse des éléments de la phrase précédente. Le paragraphe complet est : « jusqu'ici, pour n'en négliger aucun, nous avons du chercher séparément chacun des intérêts sociaux qui, bien que de nature essentiellement contraire à la guerre, entre néanmoins en contact avec elle dans son application par l'homme. Nous allons maintenant rechercher comment ces éléments contradictoires, après s'être en partie neutralisés les uns par les autres, se joignent, s'amalgament et forment enfin une unité dans la vie pratique. Cette unité prend son principe etc. »

44 Le paragraphe de Clausewitz se poursuit ainsi : « C'est là ce qui nous a permis de retarder jusqu'ici l'étude d'une question qui, indispensable maintenant que nous nous occupons du plan de guerre, n'était d'aucune utilité jusqu'ici et n'eut fait que détourner l'attention du lecteur des objets que nous devions lui présenter d'abord isolément. »

45 Le paragraphe de Clausewitz se poursuit ainsi : « les projets se présentent dans leur ensemble, le jugement devient plus clair et les motifs d'action plus satisfaisants. Il ne peut plus, dès lors, y avoir de conflit entre les intérêts politiques et les intérêts militaires, ou, du moins, on ne le saurait attribuer qu'à des erreurs de jugement, et non à l'essence intime de la chose. Si la politique demande à la guerre plus que celle-ci ne peut donner, elle contrevient à cette exigence naturelle et tout à fait indispensable : la politique doit en effet connaitre l'instrument dont elle veut faire usage. En un mot, dès qu'elle se rend exactement compte de ce qu'elle peut exiger de l'action militaire, c'est à la politique, et à la politique seule, qu'il appartient de décider de la direction que la guerre doit suivre et du but quelle doit atteindre. »

46 Note en fin de chapitre.

La guerre de partisans

La question des actions de partisans intéresse fortement notre Parti et la masse ouvrière.

Nous avons déjà abordé à maintes reprises cette question, mais en passant, et nous avons maintenant l'intention d'en venir, comme nous l'avons promis, à un exposé plus complet de nos vues sur ce sujet.

Commençons par le commencement.

Quelles exigences essentielles doit présenter un marxiste dans l'examen de la question des formes de lutte ?

En premier lieu, le marxisme diffère de toutes les formes primitives du socialisme en ce qu'il ne rattache pas le mouvement à quelque forme de combat unique et déterminée. Il admet les méthodes de lutte les plus variées, et il ne les « invente » pas, il se borne à généraliser, organiser, rendre conscientes les formes de lutte des classes révolutionnaires, qui surgissent spontanément dans le cours même du mouvement. Absolument hostile à toutes les formules abstraites, à toutes les recettes de doctrinaires, le marxisme veut que l'on considère attentivement la lutte de masse qui se déroule et qui, au fur et à mesure du développement du mouvement, des progrès de la conscience des masses, de l'aggravation des crises économiques et politiques, fait naître sans cesse de nouveaux procédés, de plus en plus variés, de défense et d'attaque. C'est pourquoi le marxisme ne répudie d'une façon absolue aucune forme de lutte. En aucun cas, il n'entend se limiter aux formes de lutte possibles et existantes dans un moment donné ; il reconnaît qu'un changement de la conjoncture sociale entraînera inévitablement l'apparition de nouvelles formes de lutte, encore inconnues aux militants de la période donnée. Le marxisme, sous ce rapport, s'instruit, si l'on peut dire, à l'école pratique des masses ; il est loin de prétendre faire la leçon aux masses en leur proposant des formes de lutte imaginées par des « fabricants de systèmes » dans leur cabinet de travail. Nous savons, disait par exemple Kautsky, examinant les formes de la révolution sociale, que la crise imminente nous apportera de nouvelles formes de lutte que nous ne

pouvons prévoir actuellement.

En second lieu, le marxisme exige absolument que la question des formes de lutte soit envisagée sous son aspect historique. Poser cette question en dehors des circonstances historiques, concrètes, c'est ignorer l'a b c du matérialisme dialectique. A des moments distincts de l'évolution économique, en fonction des diverses conditions dans la situation politique, dans les cultures nationales, dans les conditions d'existence, etc., différentes formes de lutte se hissent au premier plan, deviennent les principales, et, par suite, les formes secondaires, accessoires, se modifient à leur tour. Essayer de répondre par oui ou par non, quand la question se pose d'apprécier un moyen déterminé de lutte, sans examiner en détail les circonstances concrètes du mouvement au degré de développement qu'il a atteint, ce serait abandonner complètement le terrain marxiste.

Tels sont les deux principes théoriques essentiels qui doivent nous guider. L'histoire du marxisme en Europe occidentale nous fournit une multitude d'exemples à l'appui de ce qui vient d'être dit. La social-démocratie européenne considère actuellement le parlementarisme et le mouvement syndical comme les principales formes de lutte ; jadis, elle reconnaissait l'insurrection et elle est parfaitement disposée à la reconnaître encore à l'avenir dans des conjonctures modifiées, contrairement à ce que pensent les bourgeois libéraux, dans le genre des cadets russes et des « bezzaglavtsy. »[47]. La social-démocratie a rejeté, entre 1870 et 1880, la grève générale en tant que panacée sociale, comme moyen de renverser d'emblée la bourgeoisie par une autre voie que celle de la politique ; mais la social-démocratie admet parfaitement la grève politique de masse (surtout après l'expérience faite en Russie, en 1905), comme un des moyens de lutte indispensable dans certaines conditions. La social-démocratie admettait les combats de barricades dans les rues en 1840-1850 ; elle rejetait ce moyen en raison de circonstances déterminées, à la fin du XIXème siècle ; elle se déclara toute prête à réviser ce dernier jugement et à admettre l'utilité des combats de barricades, après l'expérience de Moscou qui, selon les termes de K. Kautsky, créa une nouvelle tactique de barricades.

Les principes généraux du marxisme sur ce sujet étant posés, passons à la révolution russe. Rappelons-nous l'évolution historique des formes de

lutte qu'elle a suggérées. Au début, grèves économiques d'ouvriers (1896-1900) ; ensuite, manifestations politiques d'ouvriers et d'étudiants (1901-1902) ; émeutes de paysans (1902) ; premières grèves politiques de masse, diversement combinées avec des manifestations (Rostov, 1902, grèves de l'été 1903 et la manifestation du 9 janvier 1905) ; grève politique étendue à toute la Russie avec combats de barricades en certains endroits (octobre 1905) ; lutte de barricades généralisée et insurrection armée (décembre 1905) ; lutte parlementaire pacifique (avril-juin 1906) ; mutineries partielles dans l'armée (juin 1905-juillet 1906) ; soulèvements partiels de paysans (automne 1905 -automne 1906).

Telle est la situation vers l'automne 1906[48], du point de vue des formes de lutte en général. L'autocratie y « réplique » par les pogromes qu'organisent les Cent-Noirs, depuis celui de Kichinev, au printemps de 1903, jusqu'à celui de Siedlce, en automne 1906. Pendant toute cette période, l'organisation par les Cent-Noirs des pogromes et des massacres de Juifs, d'étudiants, de révolutionnaires, d'ouvriers conscients progresse sans cesse, se perfectionne, unifiant dans la violence une populace corrompue et les troupes réactionnaires, allant jusqu'à l'emploi de l'artillerie dans les villages et les villes et se confondant avec des expéditions punitives, des trains de répression, et ainsi de suite.

Tel est le fond principal du tableau. Sur ce fond se dessine — certainement comme quelque chose de particulier, de secondaire, d'accessoire — le phénomène à l'étude et à l'appréciation duquel est consacré le présent article. Quel est ce phénomène ? Quelles en sont les formes ? Les causes ? Quand a-t-il surgi et jusqu'à quel point s'est-il répandu ? Quelle est sa portée dans la marche générale de la révolution ? Quels sont ses rapports avec la lutte de la classe ouvrière, organisée et dirigée par la social-démocratie ? Telles sont les questions que nous devons maintenant aborder après avoir tracé le fond du tableau.

Le phénomène qui nous intéresse, c'est la lutte armée. Elle est menée par des individus et par de petits groupes d'individus. Partiellement, ils adhèrent à des organisations révolutionnaires ; partiellement (et, dans certaines localités de la Russie en majeure partie) ils n'appartiennent à aucune organisation révolutionnaire. La lutte armée poursuit deux buts différents, qu'il est indispensable de distinguer rigoureusement ; d'abord, cette lutte a pour objet de tuer des individus, chefs et subalternes de la

police militaire ; ensuite, de confisquer des fonds appartenant tant au gouvernement qu'à des particuliers. Les fonds confisqués sont employés partiellement aux besoins du Parti, partiellement à des achats d'armes et à des préparatifs d'insurrection, partiellement à l'entretien de militants qui mènent la lutte en question. Les grosses expropriations (celle qui fut faite dans le Caucase et qui rapporta plus de 200 000 roubles, celle de Moscou qui donna 875 000 roubles)[49] ont servi avant tout aux besoins des partis révolutionnaires ; les petites expropriations servent surtout, et parfois uniquement, à l'entretien des « expropriateurs ». C'est un fait que cette forme de lutte ne s'est largement développée et répandue qu'en 1906, c'est-à-dire après l'insurrection de décembre. L'aggravation de la crise politique jusqu'à la lutte armée, et, en particulier, l'aggravation de la misère, de la famine et du chômage, dans les villes comme dans les campagnes, comptent parmi les causes importantes qui ont amené l'emploi de cette forme de lutte. Cette méthode de lutte sociale a été adoptée de préférence, et même exclusivement, par les éléments déclassés de la population, lumpenprolétariat et groupes anarchistes. En guise de représailles de la part de l'autocratie, il convient de citer l'état d'urgence, la mobilisation de nouvelles troupes, les pogromes des Cent-Noirs (Siedlce), les cours martiales.

Habituellement l'appréciation de cette forme de lutte se résume à ceci : c'est de l'anarchisme, du blanquisme, un retour à l'ancien terrorisme ; ce sont des actes d'individus ayant perdu tout contact avec les masses, qui démoralisent les ouvriers, détournent de ceux-ci les sympathies des larges couches de la population, désorganisent le mouvement et nuisent à la révolution. On trouve facilement, dans les événements que relatent chaque jour les journaux, des exemples qui confirment cette appréciation.

Mais ces exemples sont-ils probants ?

Pour le vérifier, considérons une région où la forme de lutte envisagée est le plus appliquée : la région lettonne. Voici les plaintes que formule, au sujet de l'activité de la social-démocratie lettonne, le journal Novoïé Vrémia (des 9 et 12 septembre). Le Parti social-démocrate ouvrier letton (fraction du P.O.S.D.R.) publie son journal[50] régulièrement à 30000 exemplaires. Dans la partie officielle, il donne des listes d'espions que tout honnête homme a le devoir d'exécuter.

Ceux, qui collaborent avec la police sont déclarés « adversaires de la révolution » et passibles d'exécution ; on outre, ils répondent aussi de tous leurs biens.

L'argent destiné au Parti, les social-démocrates ordonnent à la population de le verser seulement sur présentation d'une quittance portant le cachet de l'organisation.

Dans le dernier compte rendu du Parti, sur 48 000 roubles de recettes pour l'année, figurent 5 600 roubles versés par la section de Libau, pour des achats d'armes ; cette somme a été réalisée par voie d'expropriation.

Le Novoïé Vrémia se démène furieusement, on le conçoit, contre cette « législation révolutionnaire », ce « gouvernement redoutable ».

Personne n'oserait qualifier cette activité des social-démocrates lettons d'anarchisme, de blanquisme, de terrorisme. Et pourquoi ?

Parce qu'ici on voit clairement le rapport entre cette nouvelle forme de lutte et l'insurrection, celle qui a eu lieu en décembre comme celle qui se prépare de nouveau.

Pour l'ensemble de la Russie, ce rapport n'est pas aussi évident, mais il existe.

On ne saurait mettre en doute l'extension de la lutte « de partisans » précisément depuis décembre et son rapport avec l'aggravation de la crise non seulement économique, mais politique.

L'ancien terrorisme russe était affaire d'intellectuels conspirateurs ; aujourd'hui, la lutte de partisans est menée, en règle générale, par des militants ouvriers ou simplement par des ouvriers en chômage.

Le blanquisrne et l'anarchisme se présentent vite à l'idée de ceux qui ont tendance à utiliser des formules toutes faites ; mais devant une situation insurrectionnelle aussi évidente qu'elle l'est en Lettonie, l'impropriété de ces épithètes courantes saute aux yeux.

D'après l'exemple des Lettons, on voit fort bien à quel point cette analyse, si habituelle chez nous, de la guerre de partisans, en dehors de la situation insurrectionnelle, est dénuée de justesse, de valeur scientifique, de sens historique.

Or, il faut compter avec cette situation, songer aux particularités d'une période intermédiaire entre les actes importants de l'insurrection, il faut comprendre quelles formes de lutte naissent inévitablement en pareille situation, et ne pas se contenter d'un vocabulaire tout fait, également en usage chez les cadets, comme chez les gens du Novoïé Vrérnia : anarchisme, pillage, gueuserie !

On nous dit que les actes de partisans désorganisent notre travail. Appliquons ce raisonnement à la situation qui a suivi les événements de décembre 1905, à l'époque des pogromes organisés par les Cent-Noirs et de l'état de siège.

Qu'est-ce qui désorganise le plus le mouvement à une pareille époque : le défaut de résistance ou bien une lutte organisée de partisans ?

Comparez la Russie centrale aux provinces frontières de l'Ouest, la Pologne et la Lettonie.

Sans aucun doute, la guerre de partisans est beaucoup plus répandue et plus développée dans l'Ouest.

Il est également hors de doute que le mouvement révolutionnaire en général et le mouvement social-démocrate en particulier sont plus désorganisés dans la Russie centrale que dans ses provinces de l'Ouest. Loin de nous, certes, l'idée d'en conclure que le mouvement social-démocrate, en Pologne et en Lettonie, est moins désorganisé grâce à la guerre de partisans. Non point. Il faut en conclure seulement que la guerre de partisans n'est pour rien dans la désorganisation du mouvement ouvrier social-démocrate de Russie, en 1906.

Assez souvent, on invoque à ce propos le caractère particulier des conditions nationales. Mais cette allégation trahit surtout la faiblesse de l'argumentation courante. S'il s'agit en effet de particularités nationales, alors l'anarchisme, le blanquisme, le terrorisme, vices communs à toute la Russie, et même plus spécialement aux provinces russes, n'y sont pour rien ; il s'agit donc d'autre chose. Examinez cette « autre chose » d'une façon concrète, messieurs ! Vous verrez alors que l'oppression nationale ou bien les antagonismes de nationalités n'expliquent rien, car ils ont toujours existé dans les provinces de l'Ouest, tandis que la lutte de partisans n'a fait sou apparition que dans la période historique présente.

Il y a beaucoup de régions où l'oppression et les antagonismes nationaux existent, sans qu'on y constate de lutte de partisans ; et celle-ci se développe parfois dans des endroits où l'on ne saurait parler d'oppression nationale. L'analyse concrète de la question montrera qu'il s'agit ici non pas de l'oppression nationale, mais des conditions de l'insurrection. La lutte de partisans est une forme inévitable de lutte à une époque où le mouvement des masses aboutit effectivement à l'insurrection et où il se produit des intervalles plus ou moins considérables entre les « grandes batailles » dans le cours de la guerre civile.

Ce qui désorganise le mouvement, ce ne sont pas les actions de partisans, mais la faiblesse d'un parti incapable d'en assumer la direction. C'est pourquoi les malédictions dont nous autres, Russes, abreuvons d'ordinaire les actions des partisans, vont de pair avec des opérations clandestines, accidentelles, inorganisées, qui désorganisent effectivement le Parti. Si nous sommes incapables de comprendre les circonstances historiques qui engendrent cette forme de lutte, nous sommes également incapables d'en paralyser les mauvais côtés. Mais la lutte n'en continue pas moins. Elle est provoquée par de puissants facteurs économiques et politiques.

Il ne dépend pas de nous de supprimer ces facteurs ni de supprimer cette lutte. Lorsque nous nous plaignons de la guerre de partisans, nous nous plaignons de la faiblesse de notre Parti dans l'oeuvre insurrectionnelle.

Ce que nous venons de dire de la désorganisation se rapporte aussi à la démoralisation. Ce qui démoralise, ce n'est pas la guerre de partisans, mais le caractère inorganisé, désordonné, « sans-parti » des actes de partisans. Et à cette démoralisation absolument incontestable nous n'échapperons nullement en blâmant et en maudissant les actions de partisans ; car ces blâmes et ces malédictions sont absolument impuissants à arrêter un phénomène provoqué par des causes profondes, l'ordre économique et politique. On objectera : si nous sommes incapables d'arrêter un phénomène anormal et démoralisant, ce n'est pas une raison pour que le parti adopte des moyens de lutte anormaux et démoralisants. Mais pareille objection serait celle d'un libéral bourgeois et non d'un marxiste ; car un marxiste ne peut considérer d'une façon générale comme anormale et démoralisante la guerre civile, ou bien la guerre de partisans qui est une de ses formes. Le marxiste se tient sur le

terrain de la lutte de classes, et non de la paix sociale. Dans certaines périodes de crises aiguës, économiques et politiques, la lutte de classes aboutit dans son développement à une véritable guerre civile, c'est-à-dire à une lutte armée entre deux parties de la population. En de telles périodes, le marxiste a l'obligation de se placer au point de vue de la guerre civile. Toute condamnation morale de celle-ci est absolument inadmissible du point de vue du marxisme.

A une époque de guerre civile, l'idéal du parti du prolétariat est un parti combattant. C'est absolument incontestable. Nous admettons parfaitement que, du point de vue de la guerre civile, on puisse et on parvienne à démontrer que telle ou telle forme de guerre civile, à tel ou tel moment, n'est pas rationnelle.

Nous admettons parfaitement qu'on critique diverses formes de guerre civile, du point de vue de leur opportunité militaire, et nous sommes absolument d'accord pour reconnaître qu'en pareille question la voix décisive appartient aux praticiens de la social-démocratie dans chaque région distincte. Mais, au nom des principes du marxisme, nous exigeons catégoriquement qu'on n'esquive pas l'analyse des conditions de la guerre civile au moyen de clichés et de phrases rebattues sur l'anarchisme, le blanquisme, le terrorisme, et qu'on ne vienne pas agiter devant nous l'épouvantail de certains procédés absurdes appliqués, dans la guerre de partisans, par telle ou telle organisation du P.S.P.[51] à tel ou tel moment, quand il s'agit de décider si, d'une façon générale, les social-démocrates doivent participer à cette guerre de partisans.

L'argument selon lequel la guerre de partisans désorganise le mouvement, doit être examiné dans un esprit critique.

Toute nouvelle forme de lutte, impliquant de nouveaux dangers et de nouvelles victimes, « désorganise » forcément les organisations qui n'y sont pas préparées. Nos anciens cercles de propagandistes ont été désorganisés lorsqu'on est passé à l'agitation.

Nos comités ont été désorganisés lorsque, par la suite, on en est venu aux manifestations.

Toute opération militaire, dans n'importe quelle guerre, est cause d'une certaine désorganisation dans les rangs des combattants.

Il ne faut pas en conclure qu'on ne doit pas combattre.

Il faut seulement en conclure que l'on doit apprendre à combattre. Voilà tout.

Lorsque je vois des social-démocrates qui, fièrement, avec suffisance, déclarent : nous ne sommes pas des anarchistes, ni des voleurs, nous ne nous livrons pas au pillage, nous sommes au dessus de cela, nous rejetons la guerre de partisans, je me demande si ces gens-là comprennent ce qu'ils disent.

Dans toute l'étendue du pays, des escarmouches et des combats ont lieu entre un gouvernement de Cent-Noirs et la population.

Ce phénomène est absolument inévitable au degré donné du développement de la révolution.

Spontanément, sans organisation — et précisément à cause de cela, bien souvent avec maladresse, d'une mauvaise manière — la population y réagit par des collisions armées, par des attaques à main armée.

Je comprends que, par suite de la faiblesse et du manque de préparation de notre organisation, nous puissions renoncer, dans telle région, pour tel moment, à assurer à cette lutte spontanée la direction du Parti.

Je comprends que cette question doit être résolue sur place, par les militants, et qu'il n'est pas facile de rééduquer des organisations faibles et non préparées.

Mais lorsque je vois qu'un théoricien ou un publiciste de la social-démocratie, au lieu de s'attrister en considérant ce manque de préparation, parle d'anarchisme, de blanquisme, de terrorisme, avec une satisfaction outrecuidante et l'infatuation d'un Narcisse, et répète à ce sujet des phrases apprises par coeur dans sa jeunesse, je souffre de voir ainsi ravalée la doctrine la plus révolutionnaire du monde.

On nous dit : la guerre de partisans rapproche le prolétariat conscient des déclassés, des ivrognes tombés dans la dégradation.

C'est vrai.

Mais de cela, la seule conclusion à tirer est que jamais le parti du

prolétariat ne doit considérer la guerre de partisans comme l'unique ou même le principal moyen de lutte ; que ce moyen doit être subordonné à d'autres, qu'il doit être employé dans une juste mesure par rapport aux moyens principaux, et qu'il doit être ennobli par l'influence éducatrice et organisatrice du socialisme.

Si cette dernière condition n'est pas remplie, tous les moyens de lutte sans exception, dans la société bourgeoise, rapprochent le prolétariat des diverses couches non prolétariennes au-dessus ou au-dessous de lui, et, livrés au cours spontané des choses, s'usent, se dénaturent, se prostituent.

Les grèves, abandonnées au cours spontané des événements, dégénèrent en « Alliances », en accords des ouvriers avec les patrons contre les consommateurs.

Le Parlement devient une maison de tolérance, où une bande de politiciens bourgeois trafique, en gros et en détail, des « libertés publiques », du « libéralisme », de la « démocratie », du républicanisme, de l'anticléricalisme, du socialisme et autres marchandises courantes.

La presse dégénère en entremetteur, accessible à tous, en instrument de la perversion des masses ; elle flatte grossièrement les bas instincts de la foule, etc., etc.

La social-démocratie ne possède pas de moyens universels de lutte capables de protéger le prolétariat, en élevant une muraille de Chine entre lui et les couches placées quelque peu au-dessus ou au-dessous.

La social-démocratie emploie, selon les époques, des moyens différents, en subordonnant toujours leur application à des idées et des méthodes d'organisation rigoureusement déterminées par les circonstances[52].

Les formes de lutte dans la révolution russe sont d'une extraordinaire diversité, quand on les compare à celles qui ont été mises en oeuvre par les révolutions bourgeoises en Europe.

Kautsky l'avait partiellement prédit en 1902, lorsqu'il affirmait que la révolution future (il ajoutait : à l'exception peut-être de la Russie) serait moins une lutte du peuple contre le gouvernement, qu'une lutte entre deux parties du peuple.

En Russie nous voyons, sans aucun doute, un plus large développement de cette deuxième forme de lutte que dans les révolutions bourgeoises d'Occident.

Parmi le peuple lui-même les ennemis de notre révolution sont peu nombreux, mais ils s'organisent de plus en plus à mesure que la lutte s'aggrave, et ils obtiennent l'appui des couches réactionnaires de la bourgeoisie.

Par conséquent, il est parfaitement naturel et inévitable qu'à une pareille époque, à l'époque des grèves politiques de tout le peuple, l'insurrection ne puisse revêtir l'ancienne forme d'actes isolés, limités à un très court espace de temps et de territoire.

Il est parfaitement naturel et inévitable que l'insurrection acquiert les formes plus hautes et plus complexes d'une guerre civile prolongée, englobant tout le pays, c'est-à-dire d'une lutte armée entre deux parties du peuple.

On ne peut se représenter une guerre de ce genre autrement que comme une suite de grandes batailles peu nombreuses, séparées par des intervalles de temps relativement longs, au cours desquels se produisent d'innombrables escarmouches. Du moment qu'il en est ainsi — et il en est certainement ainsi — la social-démocratie doit absolument s'assigner pour tâche de créer des organisations qui soient au plus haut degré capables de diriger les masses dans ces grandes batailles, de même que, si possible, dans ces escarmouches. La social-démocratie, à une époque où la lutte de classe s'est aggravée jusqu'à la guerre civile, doit se donner pour tâche non seulement de participer à cette guerre civile, mais d'y jouer un rôle dirigeant.

La social-démocratie doit éduquer et préparer ses organisations pour qu'elles interviennent effectivement en tant que partie belligérante, sans laisser échapper une seule occasion d'infliger des pertes à l'ennemi.

C'est une tâche difficile, bien entendu.

On ne peut la résoudre d'emblée.

De même que dans la lutte, au cours de la guerre civile, tout le peuple refait son éducation et s'instruit, de même nos organisations doivent

être éduquées, remaniées sur les bases des données de l'expérience, pour être à la hauteur de cette tâche.

Nous n'avons pas la moindre prétention d'imposer aux militants une forme de lutte de notre cru, ni même de résoudre, dans notre cabinet de travail, la question du rôle de telle ou telle forme de la guerre de partisans dans la marche générale de la guerre civile en Russie.

Loin de nous la pensée de voir, dans une appréciation concrète de telles ou telles actions de partisans, un problème d'orientation pour la social-démocratie.

Mais nous estimons que notre tâche est de contribuer, dans la mesure de nos forces, à une juste appréciation théorique des nouvelles formes de lutte imposées par la vie ; comme aussi de combattre implacablement les formules toutes faites et les préjugés qui empêchent les ouvriers conscients de poser convenablement ce nouveau et difficile problème, de trouver les moyens convenables pour le résoudre.

Proletari, n.5, 30 septembre 1906

47 Bezzaglavtsi - groupe mi-cadet mi-menchévik de l'intelligentsia bourgeoise russe (SN Prokopovich, YD Kuskova, VY Bogucharsky, VV Portugalov, VV Khizhnyakov, etc.), formé à l'époque du début du déclin de la révolution de 1905-07. Le groupe tire son nom de l'hebdomadaire politique Bez Zaglavia (Sans titre) publié à Saint-Pétersbourg en janvier-mai 1906 sous la direction de Prokopovich; plus tard, les Bezzaglavtsi se sont regroupés autour du journal Tovarishch (camarade), journal de gauche. Sous le couvert de leur impartialité formelle, les Bezzaglavtsi ont propagé les idées du libéralisme bourgeois et de l'opportunisme et ont soutenu les révisionnistes de la social-démocratie russe et internationale.

48 Le pogrom de Kishiniov, l'un des pogroms juifs les plus sanglants de la Russie tsariste, organisé par le ministre tsariste de l'Intérieur V. Pleve en avril 1903. À la suite du pogrom, des centaines de personnes ont été tuées et blessées,. des milliers d'hébergements détruits. Le pogrom juif de Sedlets a été organisé en août 1906. Pendant le pogrom, la ville était sous le feu de l'artillerie. Des centaines de personnes ont été tuées et blessées.

49 L'expropriation du Caucase a eu lieu dans la ville de Duscet du gouvernorat de Tiflis. En avril 1906, six hommes armés déguisés en soldats du régiment d'infanterie stationné à Duscet, entrent dans le quartier général de la trésorerie locale et s'emparent de 315 000 roubles. L'expropriation à Moscou est l'œuvre des socialistes révolutionnaires en mars 1906 à la banque de l'Association des marchands. Un groupe de vingt hommes armés, après avoir désarmé les hommes en charge de la garde de banque, a retiré 875 mille roubles.

50 Le journal *Zihna* (la lutte), organe central de la sociale démocratie de Letonie.

51 Parti Socialiste Polonais, parti nationaliste petit bourgeois fondé en 1892.

52 Les sociaux-démocrates bolcheviques sont souvent accusés d'une passion frivole pour les actions de guérilla. Il n'est donc pas inutile de rappeler que, dans le projet de résolution sur les actions de guérilla (Partiiniye Izvestia, n° 2), et dans le rapport de Lénine au Congrès, les bolcheviks, qui défendent les actions de guérilla, suggéraient les conditions suivantes pour leur reconnaissance : les expropriations de biens privés ne sont en aucun cas autorisées ; les « expropriations » de biens appartenant au gouvernement ne sont pas recommandées, mais seulement autorisées, à condition qu'elles soient contrôlées par le parti et que leurs produits soient utilisés pour les besoins d'un soulèvement. Les actes de guérilla sous forme de terrorisme doivent être recommandés contre les fonctionnaires brutaux du gouvernement et les membres actifs des Cent Noirs, mais à condition :

1. de tenir compte des sentiments des masses,
2. que les conditions locales du mouvement ouvrier soient prises en compte, et
3. que l'on veille à ce que les forces du prolétariat ne soient pas gaspillées. La différence pratique entre ce projet et la résolution adoptée lors du Congrès d'unification réside exclusivement dans le fait que les « expropriations » de biens appartenant au gouvernement ne sont pas autorisées. (Note de Lénine)

Les enseignements de l'insurrection de Moscou

Le livre Moscou en décembre 1905 (M. 1906) vient on ne peut plus à son heure. La tâche immédiate du parti ouvrier est de s'assimiler l'expérience de l'insurrection de décembre. Mais un peu de fiel gâte beaucoup de miel : cet ouvrage contient une documentation fort intéressante, bien qu'incomplète, et malheureusement des conclusions incroyablement négligées, incroyablement banales. Nous reviendrons sur ces conclusions[53]; pour l'instant, interrogeons la grande actualité politique, les leçons de l'insurrection de Moscou.

Les formes essentielles du mouvement de décembre, à Moscou ont été la grève pacifique et les manifestations. L'immense majorité des ouvriers n'a participé activement qu'à ces formes de lutte. Mais précisément le mouvement de décembre, à Moscou, a montré de façon éclatante que la grève générale, comme forme indépendante et principale de lutte, a fait son temps; que le mouvement déborde avec une force spontanée, irrésistible, ces cadres trop étroits, donnant naissance à la forme suprême de la lutte : l'insurrection.

Tous les partis révolutionnaires, tous les syndicats de Moscou, en déclarant la grève, avaient conscience et sentaient même qu'elle se transformerait inéluctablement en insurrection. Le 6 décembre, le Soviet des députés ouvriers décidait qu'on « s'efforcerait de transformer la grève en insurrection armée ». Mais aucune des organisations ne s'y était préparée. Même le Conseil de coalition des groupes de combat[54] parlait (le 9 décembre !) de l'insurrection comme d'une affaire encore lointaine, et il est certain que les batailles de rue se livraient sans qu'il y fût pour quelque chose, sans même qu'il y prît part. Les organisations s'étaient laissé devancer par la croissance et l'extension du mouvement.

C'est avant tout sous la pression des circonstances objectives apparues après octobre que la grève allait se transformer en insurrection. On ne pouvait plus prendre le gouvernement au dépourvu par une grève générale; il avait déjà monté une contre révolution prête à agir militairement..Le cours général de la révolution russe après octobre et la succession des événements à Moscou lors des journées de décembre ont

confirmé, de façon saisissante, une des grandes thèses de Marx: la révolution progresse en suscitant une contre-révolution forte et unie, c'est à dire qu'elle oblige à recourir à des moyens de défense de plus en plus extrêmes et élabore ainsi des moyens d'attaque de plus en puissants[55].

Les 7 et 8 décembre : grève pacifique, grandes manifestations pacifiques. Le 8 au soir : siège de l'Aquarium[56].

Le 9, dans la journée : place Strastnaïa les dragons chargent la foulle. Le soir, mise à sac de la maison Fidler[57]. L'exaltation monte. La foule inorganisée de la rue dresse, tout à fait spontanément sans trop d'assurance, les premières barricades.

Le 10 : l'artillerie ouvre le feu sur les barricades et sur la foule dans les rues. Maintenant on dresse, sans hésitation, des barricades non pas isolément, mais absolument en masse. Toute la population est dans la rue; les principales artères de la ville se couvrent de barricades. Pendant plusieurs jours, c'est une guerre de partisans obstinée entre les groupes de combat et la troupe épuisée; Doubassov[58] se voit obligé d'implorer du renfort.

Le 15 décembre seulement, les forces gouvernementales l'emportent définitivement et, le 17, le régiment Séménovski[59] écrase la Presnia, dernier rempart de l'insurrection.

De la grève et des manifestations l'on passe à la construction de barricades isolées. Des barricades isolées, à la construction de barricades en masse et aux batailles de rue contre la troupe. Par dessus la tête des organisations, la lutte prolétarienne de masse est passée de la grève à l'insurrection. Là est la grande acquisition historique de la révolution russe, acquisition due aux événements de décembre 1905 et faite, comme les précédentes, au prix de sacrifices immenses. De la grève politique générale le mouvement s'est élevé à un degré supérieur. Il a forcé la réaction à aller jusqu'au bout dans sa résistance : c'est ainsi qu'il a formidablement rapproché le moment où la révolution elle aussi ira jusqu'au bout dans l'emploi de ses moyens d'offensive. La réaction ne peut aller au delà du bombardement des barricades, des maisons et de la foule. La révolution, elle, peut aller au delà des groupes de combat de

Moscou, elle a du champ, et quel champ en étendue et en profondeur. Et la révolution a fait du chemin depuis décembre. La crise révolutionnaire a maintenant une base infiniment, plus large; il n'y a plus qu'à affiler encore le tranchant du glaive.

Le changement des conditions objectives de la lutte, qui imposait la nécessité de passer de la grève à l'insurrection, fut ressenti par le prolétariat bien avant que par ses dirigeants. La pratique, comme toujours, a pris le pas sur la théorie. La grève pacifique et les manifestations avaient cessé aussitôt de satisfaire les ouvriers, qui demandaient : Et après ? exigeant une action plus décidée. L'ordre de dresser des barricades parvint dans les quartiers avec un retard sensible, au moment où au centre de la ville on les élevait déjà. En masse les ouvriers se mirent à l'ouvrage, mais ils ne s'en contentèrent pas, ils demandaient : Et après ?. Ils réclamaient une action décidée. Nous, dirigeants du prolétariat social démocrate, nous nous identifiâmes, en décembre, à ce capitaine qui avait si absurdement disposé ses bataillons que la majeure partie de ses troupes ne put participer activement au combat. Les masses ouvrières cherchaient des directives pour une action de masse décidée, et ils n'en trouvaient point.

Ainsi, rien de plus myope que le point de vue de Plékhanov, repris par tous les opportunistes et selon lequel il ne fallait pas entreprendre cette grève inopportune, « il ne fallait pas prendre les armes ». Au contraire, il fallait prendre les armes d'une façon plus résolue, plus énergique et un esprit plus agressif; il fallait expliquer aux masses l'impossibilité de se borner à une grève pacifique, et la nécessité d'une lutte armée, intrépide et implacable. Aujourd'hui nous devons enfin reconnaître ouvertement et proclamer bien haut l'insuffisance des grèves politiques; nous devons faire de l'agitation dans les masses les plus profondes faveur de l'insurrection armée, sans escamoter la question en prétextant la nécessité de « degrés préliminaires », sans jeter un voile là-dessus. Cacher aux masses la nécessité d'une guerre exterminatrice, sanglante et acharnée, comme objectif immédiat de l'action future, c'est se duper soi-même et duper le peuple.

Telle est la première leçon des événements de décembre. La seconde concerne le caractère de l'insurrection, la façon de la conduire, les conditions dans lesquelles la troupe passe au peuple. Sur ce dernier

point, une opinion très étroite s'est accréditée dans l'aile droite de notre Parti. Il est impossible, paraît il, de lutter contre une armée moderne; il faut que l'armée devienne révolutionnaire. Bien entendu, si la révolution ne gagne pas les masses et l'armée elle-même, il ne saurait même être question de lutte sérieuse. Bien entendu, l'action dans l'armée est nécessaire. Mais il ne faut pas se figurer cette volte face de la troupe comme un acte simple et isolé, résultant de la persuasion, d'une part, et du réveil de la conscience, de l'autre. L'insurrection de Moscou montre à l'évidence ce que cette conception a de routinier et de stérile. En réalité, l'indécision de la troupe, inévitable dans tout mouvement vraiment populaire, conduit, lorsque la lutte révolutionnaire s'accentue, à une véritable lutte pour la conquête de l'armée. L'insurrection de Moscou nous montre précisément la lutte la plus implacable, la plus forcenée de la réaction et de la révolution pour conquérir l'armée. Doubassov a déclaré lui même que 5 000 hommes seulement sur les 15 000 de la garnison de Moscou étaient sûrs. Le gouvernement cherchait à retenir les hésitants par les mesures les plus diverses, les plus désespérées: on les persuadait, on les flattait, on les achetait en leur distribuant des montres, de l'argent, etc.; on les enivrait d'eau de vie, on les trompait, on les terrorisait; on les consignait dans les casernes, on les désarmait, on isolait par la trahison ou la violence les soldats dont doutait le plus. Et il faut avoir le courage d'avouer en toute franchise que sous ce rapport, nous nous sommes laissé devancer par la gouvernement. Pour conquérir les troupes qui hésitaient, nous n'avons pas su utiliser les forces nous disposions, dans une lutte aussi active, hardie, entreprenante et irrésistible que celle engagée et menée à bonne fin par le gouvernement. Nous nous sommes attachés et nous nous attacherons encore avec plus de ténacité à « travailler » idéologiquement l'armée. Mais nous ne serions que de pitoyables pédants, si nous oublions qu'au moment de l'insurrection il faut aussi employer la force pour gagner l'armée.

Le prolétariat de Moscou nous a fourni, dans les journées de décembre, d'admirables leçons de « persuasion » idéologique de la troupe : par exemple, le 8 décembre, place Strastnaïa, lorsque la foule cerna les cosaques, se mêla à eux, fraternisa avec eux et les décida à se retirer. Ou encore le 10, à Presnia, lorsque deux jeunes ouvrières, portant le drapeau rouge au milieu d'une foule de 10 000 personnes, se jetèrent au devant des cosaques en criant : « Tuez nous! Nous vivantes, vous n'aurez pas

notre drapeau ! » Et les cosaques, décontenancés, tournèrent bride, tandis que la foule criait : « Vivent les cosaques ! » Ces exemples de vaillance et d'héroïsme doivent rester gravés à jamais dans la conscience des prolétaires.

Mais voici des exemples illustrant notre infériorité par rapport à Doubassov. Le 9 décembre, rue Bolchaïa Serpoukhovskaïa, des soldats défilent au chant de la Marseillaise : ils vont se joindre aux insurgés. Les ouvriers leur envoient,, des délégués. Malakhov en personne s'élance vers eux à bride abattue. Les ouvriers arrivent trop tard, Malakhov les avait prévenus. Il y va d'un discours ardent, fait hésiter, les soldats, les fait cerner par des dragons, conduire à la caserne où ils seront enfermés. Malakhov est arrivé à temps, nous en retard. Et pourtant en deux jours, 150 000 hommes s'étaient levés à notre appel, qui auraient pu et dû organiser un service de patrouilles dans les rues. Malakhov a fait cerner les soldats par des dragons; nous, nous n'avons pas fait cerner les Malakhov par des lanceurs de bombes. Nous aurions pu et dû le faire : depuis longtemps déjà la presse social démocrate (l'ancienne Iskra[60]) avait dit qu'en temps d'insurrection, notre devoir est d'exterminer impitoyablement les chefs civils et militaires. Ce qui s'est produit rue Bolchaïa Serpoukhovskaïa s'est renouvelé apparemment, dans les grandes lignes, devant les casernes Nesvijskié et Kroutitskié, et lorsque le prolétariat tenta d'« enlever » les hommes du régiment d'Iékatérinoslav, et lors de l'envoi de délégués auprès des sapeurs d'Alexandrov, et lors de la réexpédition de l'artillerie de Rostov, qui avait été dirigée sur Moscou, et pendant le désarmement des sapeurs à Kolomna, et ainsi de suite. Au moment de l'insurrection nous n'avons pas été à la hauteur de notre tâche dans la lutte pour gagner à nous les troupes indécises.

Décembre a confirmé une autre thèse profonde de Marx, oubliée des opportunistes : l'insurrection est un art, et la principale règle de cet art est l'offensive[61] - une offensive d'un courage à tout épreuve et d'une inébranlable fermeté. Cette vérité, nous ne l'avons pas suffisamment comprise. Nous n'avons pas assez appris nous-mêmes ni enseigné aux masses cet art, cette règle de l'offensive à tout prix. Maintenant nous devons, de toute notre énergie, rattraper le temps perdu. Il ne suffit pas de se grouper sur les mots d'ordre politiques, il faut aussi se grouper sur le problème de l'insurrection armée. Quiconque s'y oppose, ou refuse de s'y

préparer, doit être impitoyablement chassé des rangs des partisans de la révolution, renvoyé dans le camp de ses adversaires, des traîtres ou des lâches, car le jour approche où la force des événements et les circonstances de la lutte nous obligeront à distinguer, à ce signe, nos amis et nos ennemis. Ce n'est pas la passivité que nous devons prêcher, ni simplement l'« attente » du moment où la troupe « passera » à nous; non, nous devons, comme on sonne le tocsin, proclamer la nécessité d'une offensive intrépide et d'une attaque à main armée, la nécessité d'exterminer les chefs et de lutter de la façon la plus énergique pour gagner à nous les troupes indécises.

La troisième grande leçon que nous a donnée Moscou a trait à la tactique et à l'organisation de nos forces en vue de l'insurrection. La tactique militaire dépend du niveau de la technique militaire - c'est Engels[62] qui a répété cette vérité et l'a mise toute mâchée dans la bouche des marxistes. La technique militaire n'est plus ce qu'elle était au milieu du XIX° siècle. Opposer la foule à l'artillerie et défendre les barricades avec des revolvers serait une sottise. Et Kautsky avait raison lorsqu'il écrivait qu'il est temps, après Moscou, de réviser les conclusions d'Engels, et que Moscou a promu « une nouvelle tactique des barricades[63] ». Cette tactique était celle de la guerre de partisans. L'organisation qu'elle supposait, c'étaient de tout petits détachements mobiles : groupes de dix, de trois et même de deux hommes. On rencontre souvent aujourd'hui, chez nous, des social démocrates qui ricanent quand on parle de ces groupes de cinq ou de trois. Mais ricaner n'est qu'un moyen facile de fermer les yeux sur ce nouveau problème de la tactique et de l'organisation requises pour les batailles de rues, face à la technique militaire moderne. Lisez attentivement le récit de l'insurrection de Moscou, messieurs, et vous comprendrez quel rapport ont les « groupes de cinq » avec le problème de la « nouvelle tactique des barricades ».

Cette tactique Moscou l'a promue, mais il s'en faut de beaucoup qu'elle lui ait donné un développement, une extension assez large, qu'elle en ait fait une véritable tactique de masse. Les combattants n'étaient pas assez nombreux; la masse ouvrière n'avait pas reçu le mot d'ordre d'attaques audacieuses et n'a pas agi dans ce sens; le caractère des détachements de partisans était trop uniforme, leur armement et leurs procédés insuffisants; ils ne savaient guère diriger les foules. Nous devons

remédier à tout cela et nous y remédierons en étudiant l'expérience de Moscou, en la diffusant dans les masses, en éveillant l'initiative créatrice des masses elles mêmes dans le sens du développement de cette expérience. Et la guerre de partisans, la terreur générale qui en Russie se répandent partout presque sans discontinuer depuis décembre, contribueront incontestablement à enseigner aux masses la juste tactique, au moment de l'insurrection. Cette terreur exercée par les masses, la social démocratie doit l'admettre et l'incorporer à sa tactique; elle doit, bien entendu, l'organiser et la contrôler, la subordonner aux intérêts et aux nécessités du mouvement ouvrier et de la lutte révolutionnaire générale; elle doit écarter, éliminer sans merci la tendance à faire tourner la guerre de partisans en « gueuserie », déformation dont les Moscovites ont si bien, si implacablement fait justice lors de l'insurrection, et les Lettons pendant les fameuses Républiques lettones[64].

La technique militaire, en ces tout derniers temps, enregistre de nouveaux progrès. La guerre japonaise a fait paraître la grenade à main. Les manufactures d'armes ont jeté sur le marché le fusil automatique. L'une et l'autre sont employés avec succès dans la révolution russe, mais dans des proportions qui sont loin d'être suffisantes. Nous pouvons et devons profiter des perfectionnements techniques, apprendre aux détachements ouvriers la fabrication en grand des bombes, les aider, ainsi que nos groupes de combat, à se pourvoir d'explosifs, d'amorces et de fusils automatiques. Si la masse ouvrière prend part à l'insurrection dans les viIles; si nous attaquons l'ennemi en masse; si nous menons une lutte adroite et décidée pour conquérir la troupe, qui hésite encore davantage après l'expérience de la Douma, depuis Sveaborg et Cronstadt[65]; si la participation des campagnes à la lutte commune est assurée, la victoire sera à nous lors de la prochaine insurrection armée de toute la Russie!

Développons donc plus largement notre activité et définissons nos tâches avec plus de hardiesse, en nous assimilant les enseignements des grandes journées de la révolution russe. Notre activité se base sur une juste appréciation des intérêts des classes et des nécessités du développement du peuple à l'heure présente. Autour du mot d'ordre : renversement du pouvoir tsariste et convocation de l'Assemblée

constituante par un gouvernement révolutionnaire, nous groupons et grouperons une partie toujours plus grande du prolétariat, de la paysannerie et de l'armée. Développer la conscience des masses reste, comme toujours, la base et contenu principal de tout notre travail. Mais n'oublions pas qu'aux moments comme celui que traverse la Russie, à ce devoir général, constant et essentiel, s'ajoutent des devoirs particuliers, spéciaux. Ne soyons pas des pédants et philistins, ne tournons pas le dos à ces tâches particulières du moment, à ces tâches spéciales qu'impliquent les formes actuelles de lutte, en invoquant vainement des devoirs constants et immuables, quels que soient les temps et les circonstances.

Rappelons nous que la jour approche de la grande lutte de masse. Ce sera l'insurrection armée. Elle doit être, dans la mesure du possible, simultanée. Les masses doivent savoir qu'elles vont à une lutte armée implacable et sanglante. Le mépris de la mort doit se répandre parmi les masses et assurer la victoire. L'offensive contre l'ennemi doit être des plus énergiques : l'attaque et non la défense doit devenir le mot d'ordre des masses; l'extermination implacable de l'ennemi deviendra leur objectif; l'organisation de combat sera mobile et souple; les éléments hésitants de l'armée seront entraînés dans la lutte active. Le Parti du prolétariat conscient est tenu de remplir son devoir dans cette grande lutte.

Prolétari, n° 2, 29 août 1906

53 Voir l'article de Lénine : « *Bas les pattes!* » - 8 sept. 1906.
54 *Le Conseil de coalition des groupes de combat* apparut à Moscou fin octobre 1905. Fondé, à l'origine pour lutter en pratique contre les Cent Noirs, cet organe fut maintenu pendant l'insurrection de décembre. Le Conseil comprenait des représentants des groupes de combat du parti du Comité de Moscou du P.O.S.D.R., du groupe social démocrate de Moscou, du Comité de Moscou du parti socialiste-révolutionnaire, ainsi que des représentants des groupes de combat suivants : « Volnaïa Raïounaïa », « Ouniversitetskaia », « Tipografskaïa » et « Kavkazskaïa ». La majorité socialiste révolutionnaire et menchevique de ce Conseil semait la désorganisation dans ses activités; au moment de l'insurrection armée de décembre, le Conseil se laissa dépasser par les événements révolutionnaires et ne sut pas remplir le rôle d'état major général opérationnel de l'insurrection.
55 Lénine cite une thèse de l'ouvrage de Marx, *La lutte des classes en France de 1848 à 1850*.
56 Le soir du 8 (21) décembre 1905, la troupe et la police cernaient le jardin de l'« Aquarium » où un grand meeting avait lieu dans les locaux du théâtre. On réussit à éviter une effusion de sang, grâce au dévouement du groupe de combat ouvrier qui assurait la protection du meeting; ceux qui avaient des armes sur eux purent s'enfuir par une palissade démontée, tandis que les autres assistants qui sortaient par les portes, étaient fouillés, battus et arrêtés en grand nombre.
57 Le bâtiment de l'Ecole Fidler servait régulièrement de lieu de réunions et de meetings au Parti. Le soir du 9 (22) décembre 1905, la maison Fidler, où un meeting avait lieu, fut encerclée par la troupe. Lorsque les assistants, en majorité des membres de groupes de combat, eurent refusé de se rendre et se furent barricadés dans le local, la troupe soumit l'établissement à un tir d'artillerie et de mitrailleuses. Pendant la destruction du bâtiment, plus de trente personnes furent tuées ou blessées; on procéda à cent vingt arrestations.
58 *F. Doubassov* (1845-1912), gouverneur général de Moscou en 1905-1906. Dirigea l'écrasement de l'insurrection armée de Moscou en décembre 1905.
59 *Le régiment Séménovski*, formé de soldats de la Garde qui furent envoyés de Saint Pétersbourg à Moscou pour y réprimer l'insurrection des ouvriers moscovites en décembre 1905.
60 « *Iskra* » [L 'Etincelle], premier journal illégal marxiste pour toute la Russie, fondé par Lénine en 1900; joua un rôle décisif dans la formation d'un parti révolutionnaire marxiste de la .classe ouvrière de Russie. Le premier numéro parut en décembre 1900, à Leipzig les numéros suivants parurent à Munich, puis à Londres et Genève. Après la scission qui se produisit dans le parti au II° Congrès du P.O.S.D.R. en 1903 entre bolcheviks révolutionnaires et mencheviks opportunistes, le journal Iskra passa aux mains des mencheviks et prit le nom de *nouvelle « Iskra »* pour le distinguer de l'*ancienne « Iskra »* de Lénine.
61 Allusion à l'ouvrage d'Engels *Révolution et contre révolution en Allemagne*.
62 Cette thèse a été maintes fois développée par Engels dans plusieurs de ses oeuvres, notamment l'*Anti Dühring*.
63 Lénine a donné plus de détails à ce sujet dans « La révolution russe et les objectifs du prolétariat » - 20 mars 1906. Quando nel 1895 i social democratici tedeschi avevano pubblicato l'introduzione di Engels alle Lotte di classe in Francia di Marx avevano cambiato il testo, in modo tale da far credere che Engels respingesse l'insurrezzione armata.
64 En décembre 1905, certaines villes de Lettonie furent investies par des détachements armés d'ouvriers, de journaliers et de paysans insurgés. Ce fut le début d'une guerre de partisans contre les armées tsaristes. En janvier 1906, ces insurrections furent écrasées par des expéditions punitives dirigées par des généraux du tsar.
65 Il s'agit des émeutes à la forteresse de Sveaborg et à Cronstadt en juillet 1906.

Le programme militaire de la revolution proletarienne

En Hollande, en Scandinavie, en Suisse, parmi les social-démocrates révolutionnaires qui combattent le mensonge social-chauvin de la « défense de la patrie » dans la guerre impérialiste actuelle, des voix se font entendre qui proposent de substituer à l'ancien point du programme minimum social-démocrate : « milice » ou « armement du peuple », un point nouveau intitulé : « désarmement ». La Jugend-Internationale a institué un débat sur cette question et publié dans son No 3 un éditorial en faveur du désarmement. Dans les thèses récentes de R. Grimm, nous trouvons malheureusement aussi une concession à l'idée de « désarmement ». Les revues Neues Leben et Vorbote ont ouvert une discussion.

Examinons de plus près la position des défenseurs du désarmement.

I

L'argument essentiel revient à dire que la revendication du désarmement est l'expression la plus nette, la plus résolue, la plus conséquente de la lutte contre tout militarisme et contre toute guerre.

Mais c'est dans cet argument essentiel que réside aussi l'erreur essentielle des partisans du désarmement. Des socialistes ne peuvent se déclarer adversaires de n'importe quelle guerre sans cesser d'être des socialistes.

En premier lieu, les socialistes n'ont jamais été et ne peuvent jamais être les adversaires des guerres révolutionnaires. La bourgeoisie des « grandes » puissances impérialistes est devenue archiréactionnaire ; et la guerre que mène aujourd'hui cette bourgeoisie, nous la considérons comme une guerre réactionnaire, esclavagiste et criminelle.

Mais que dire d'une guerre dirigée contre cette bourgeoisie ? Par exemple, d'une guerre des peuples opprimés par cette bourgeoisie et se trouvant sous sa dépendance, ou d'une guerre des peuples coloniaux pour leur émancipation ? Dans les thèses du groupe « Internationale »[66], au 5, nous lisons : « En cette époque d'impérialisme déchaîné, aucune guerre

nationale n'est plus possible ». C'est évidemment faux.

L'histoire du XXe siècle, de ce siècle d'« impérialisme déchaîné », est pleine de guerres coloniales. Mais ce que nous, Européens, oppresseurs impérialistes de la plupart des peuples du monde, appelons, avec l'odieux chauvinisme européen qui nous est propre, des « guerres coloniales », ce sont souvent les guerres nationales ou les soulèvements nationaux de ces peuples opprimés. Une des propriétés essentielles de l'impérialisme, c'est justement qu'il accélère le développement du capitalisme dans les pays les plus arriérés, en élargissant et intensifiant du même coup la lutte contre l'oppression nationale. C'est un fait. Et il s'ensuit inévitablement que l'impérialisme doit, dans bien des cas, donner naissance à des guerres nationales. *Junius*[67], qui défend dans sa brochure les « thèses » mentionnées, dit qu'à l'époque de l'impérialisme toute guerre nationale contre l'une des grandes puissances impérialistes provoque l'intervention d'une autre grande puissance rivale de la première et également impérialiste, et que toute guerre nationale se transforme par conséquent en guerre impérialiste. Mais cet argument est faux lui aussi. Il *peut* en être ainsi, mais ce n'est pas toujours le cas. Nombreuses sont les guerres coloniales qui, entre 1900 et 1914, ont suivi un autre cours. Et il serait tout simplement ridicule d'affirmer qu'après la guerre actuelle, par exemple, si elle aboutit à l'épuisement extrême des pays belligérants, « il ne pourra » être question d'« aucune » guerre nationale progressive, révolutionnaire, menée, disons, par la Chine alliée à l'Inde, à la Perse, au Siam, etc., contre les grandes puissances.

Nier toute possibilité de guerre nationale à l'époque de l'impérialisme est théoriquement faux ; historiquement, c'est une erreur manifeste ; pratiquement, c'est du chauvinisme d'Européen : nous qui appartenons à des nations opprimant des centaines de millions d'hommes en Europe, en Afrique, en Asie, etc., nous devons déclarer aux peuples opprimés que leur guerre contre « nos » nations est « impossible » !

En second lieu, les guerres civiles sont aussi des guerres. Quiconque reconnaît la lutte des classes ne peut pas ne pas admettre les guerres civiles qui, dans toute société divisée en classes, sont la continuation, l'extension, l'aggravation naturelles, et dans certaines conditions, inévitables, de la lutte des classes. Toutes les grandes révolutions le confirment.

Ne pas admettre les guerres civiles ou les oublier, ce serait tomber dans un opportunisme extrême et renier la révolution socialiste.

En troisième lieu, la victoire du socialisme dans un seul pays n'exclut nullement, d'emblée, toutes les guerres en général. Au contraire, elle les suppose. Le développement du capitalisme se fait d'une façon extrêmement inégale dans les différents pays. Il ne saurait d'ailleurs en être autrement sous le régime de la production marchande. D'où cette conclusion inéluctable. le socialisme ne peut triompher simultanément dans tous les pays. Il triomphera d'abord dans un seul ou dans plusieurs pays, tandis que les autres resteront pendant un certain temps des pays bourgeois ou prébourgeois. Cela donnera nécessairement lieu à des frictions, et incitera en outre directement la bourgeoisie des autres pays à écraser le prolétariat victorieux de l'État socialiste. Dès lors, la guerre de notre part serait légitime et juste. Ce serait une guerre pour le socialisme, pour l'émancipation des autres peuples du joug de la bourgeoisie. Engels avait parfaitement raison lorsque, dans sa lettre à Kautsky en date du 12 septembre 1882, il reconnaissait nettement la possibilité de « guerres défensives » du socialisme déjà vainqueur. Il pensait précisément à la défense du prolétariat victorieux contre la bourgeoisie des autres pays.

C'est seulement après que nous aurons renversé, définitivement vaincu et exproprié la bourgeoisie dans le monde entier, et non pas simplement dans un seul pays, que les guerres deviendront impossibles. Et, du point de vue scientifique, il serait absolument erroné et absolument antirévolutionnaire d'éluder ou d'estomper ce qui est précisément le plus important : l'écrasement de la résistance de la bourgeoisie, - ce qui est le plus difficile et qui exige la lutte la plus intense lors du passage au socialisme. Les prêtres « sociaux » et les opportunistes sont toujours disposés à rêver du socialisme pacifique de l'avenir ; mais ce qui les distingue des social-démocrates révolutionnaires, c'est justement qu'ils ne veulent pas songer et réfléchir à la lutte de classe acharnée et aux guerres de classe qui sont nécessaires pour réaliser ce magnifique avenir.

Nous ne devons pas nous laisser abuser par des mots. Ainsi, la notion de « défense de la patrie » est odieuse à beaucoup, parce que les opportunistes avérés et les kautskistes s'en servent pour camoufler et estomper le mensonge de la bourgeoisie dans la présente guerre de rapine. C'est un fait. Mais il ne s'ensuit pas que nous devons

désapprendre à méditer sur la signification des mots d'ordre politiques. Admettre la « défense de la patrie » dans la guerre actuelle, c'est considérer celle-ci comme « juste », comme conforme aux intérêts du prolétariat - un point c'est tout, absolument tout, car aucune guerre n'exclut l'invasion. Il serait tout simplement absurde de rejeter la « défense de la patrie » en ce qui concerne les peuples opprimés, dans leur guerre contre les grandes puissances impérialistes, ou le prolétariat vainqueur dans sa guerre contre quelque Galliffet d'un Etat bourgeois.

Sur le plan théorique, on commettrait une grave erreur en oubliant que toute guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens ; la guerre impérialiste actuelle est la continuation de la politique impérialiste de deux groupes de grandes puissances, et cette politique est engendrée et alimentée par l'ensemble des rapports existant à l'époque de l'impérialisme. Mais cette même époque doit aussi, nécessairement, engendrer et alimenter la politique de lutte contre l'oppression nationale et la politique de lutte du prolétariat contre la bourgeoisie ; par conséquent, elle doit rendre possibles et inévitables, premièrement, les insurrections et les guerres nationales révolutionnaires ; deuxièmement, les guerres et les soulèvements du prolétariat contre la bourgeoisie ; troisièmement, une fusion de ces deux formes de guerres révolutionnaires, etc.

II

A cela vient s'ajouter la considération d'ordre général que voici :

Une classe opprimée qui ne s'efforcerait pas d'apprendre à manier les armes, de posséder des armes, ne mériterait que d'être traitée en esclave. Car enfin nous ne pouvons pas oublier, à moins de devenir des pacifistes bourgeois ou des opportunistes, que nous vivons dans une société de classes, dont on ne peut sortir autrement que par la lutte de classes. Dans toute société de classes, qu'elle soit fondée sur l'esclavage, sur le servage ou, comme aujourd'hui, sur le salariat, la classe des oppresseurs est armée. De nos jours, non seulement l'armée permanente, mais aussi la milice - même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, comme la Suisse - constituent l'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat. C'est une vérité tellement élémentaire qu'il n'est guère besoin de s'y arrêter spécialement. Il n'est que de rappeler l'usage qui est fait de la

troupe contre les grévistes, dans tous les pays capitalistes.

L'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat est l'un des faits les plus importants, les plus fondamentaux, les plus essentiels de la société capitaliste moderne. Et l'on vient, cela étant, proposer aux social-démocrates révolutionnaires de « revendiquer » le « désarmement » ! Ce serait là renier intégralement le point de vue de la lutte de classe et renoncer à toute idée de révolution. Notre mot d'ordre doit être : l'armement du prolétariat pour qu'il puisse vaincre, exproprier et désarmer la bourgeoisie. C'est la seule tactique possible pour une classe révolutionnaire, une tactique qui résulte de toute l'évolution objective du militarisme capitaliste et qui est prescrite par cette évolution. C'est seulement après que le prolétariat aura désarmé la bourgeoisie qu'il pourra, sans trahir sa mission historique universelle, jeter à la ferraille toutes les armes en général, et il ne manquera pas de le faire, mais alors seulement, et en aucune façon avant.

Si la guerre actuelle provoque chez les socialistes chrétiens réactionnaires et les petits bourgeois pleurnichards uniquement de l'épouvante et de l'horreur, de la répulsion pour tout emploi des armes, pour le sang, la mort, etc., nous avons le devoir de dire : la société capitaliste a toujours été et demeure en permanence une horreur sans fin. Et si maintenant la guerre actuelle, la plus réactionnaire de toutes les guerres, prépare à cette société une fin pleine d'horreur, nous n'avons aucune raison de tomber dans le désespoir. Or, objectivement parlant, c'est très exactement se laisser aller au désespoir que de « revendiquer » le désarmement - ou, plus précisément, rêver de désarmement - à une époque où, au vu et au su de tout le monde, la bourgeoisie elle-même prépare la seule guerre véritablement légitime et révolutionnaire, à savoir la guerre civile contre la bourgeoisie impérialiste.

A qui dira que c'est une théorie détachée de la vie, nous rappellerons deux grands faits historiques de portée mondiale : d'une part, le rôle des trusts et du travail des femmes dans les fabriques ; d'autre part, la Commune de Paris de 1871 et l'insurrection de décembre 1905 en Russie.

C'est l'affaire de la bourgeoisie de développer les trusts, de rabattre vers les fabriques les enfants et les femmes, de les y martyriser, de les pervertir, de les vouer au pire dénuement. Nous ne « revendiquons » pas

ce genre de développement, nous ne le « soutenons » pas, nous luttons contre lui. Mais comment luttons-nous ? Nous savons que les trusts et le travail des femmes dans les fabriques marquent un progrès. Nous ne voulons pas revenir en arrière, à l'artisanat, au capitalisme prémonopoliste, au travail des femmes à domicile. En avant, à travers les trusts, etc., et au-delà, vers le socialisme !

Ce raisonnement est applicable, en opérant les changements nécessaires, à la militarisation actuelle du peuple. Actuellement, la bourgeoisie impérialiste militarise, non seulement l'ensemble du peuple, mais même la jeunesse. Demain, elle entreprendra peut-être de militariser les femmes. Nous devons dire à ce propos : tant mieux ! Qu'on se hâte ! Plus vite cela se fera, et plus sera proche l'insurrection armée contre le capitalisme. Comment les social-démocrates pourraient-ils se laisser effrayer par la militarisation de la jeunesse, etc., s'ils n'oubliaient pas l'exemple de la Commune de Paris ? Il ne s'agit pas ici d'une « théorie détachée de la vie », d'un rêve, mais d'un fait. Et ce serait la pire des choses, en vérité, si les social-démocrates, en dépit de tous les faits économiques et politiques, en venaient à douter que l'époque impérialiste et les guerres impérialistes doivent nécessairement amener le retour de pareils faits.

Un observateur bourgeois de la Commune écrivait, en mai 1871, dans un journal anglais : « Si la nation française ne se composait que de femmes, quelle terrible nation ce serait ! » Des femmes et des enfants à partir de 13 ans combattirent, pendant la Commune, aux côtés des hommes. Il ne saurait en être autrement dans les combats à venir pour le renversement de la bourgeoisie. Les femmes des prolétaires ne regarderont pas passivement la bourgeoisie bien armée tirer sur les ouvriers mal pourvus ou complètement dépourvus d'armes. Elles prendront le fusil, comme en 1871, et des nations terrorisées d'aujourd'hui - ou plus exactement : du mouvement ouvrier d'aujourd'hui, davantage désorganisé par les opportunistes que par les gouvernements - surgira sans aucun doute, tôt ou tard, mais infailliblement, une alliance internationale de « terribles nations » du prolétariat révolutionnaire.

La militarisation envahit actuellement toute la vie sociale. L'impérialisme est une lutte acharnée des grandes puissances pour le partage et le repartage du monde : il doit donc étendre inévitablement la

militarisation à tous les pays, y compris les pays neutres et les petites nations. Comment réagiront les femmes des prolétaires ? Se borneront-elles à maudire toutes les guerres et tout ce qui est militaire, à réclamer le désarmement ? Jamais les femmes d'une classe opprimée vraiment révolutionnaire ne s'accommoderont d'un rôle aussi honteux. Elles diront à leurs fils : « Bientôt tu seras grand. On te donnera un fusil. Prends-le et apprends comme il faut le métier des armes. C'est une science indispensable aux prolétaires, non pour tirer sur tes frères, les ouvriers des autres pays, comme c'est le cas dans la guerre actuelle et comme te le conseillent les traîtres au socialisme, mais pour lutter contre la bourgeoisie de ton propre pays, pour mettre fin à l'exploitation, à la misère et aux guerres autrement que par de pieux souhaits, mais en triomphant de la bourgeoisie et en la désarmant. »

Si l'on se refuse à faire cette propagande, et précisément cette propagande-là, en liaison avec la guerre actuelle, mieux vaut s'abstenir complètement de grandes phrases sur la social-démocratie révolutionnaire internationale, sur la révolution socialiste, sur la guerre contre la guerre.

III

Les partisans du désarmement se prononcent contre le point du programme relatif à l'« armement du peuple » en affirmant, entre autres raisons, que cette revendication accroîtrait le risque de concessions à l'opportunisme. Nous venons d'examiner l'aspect le plus important de la question : le rapport entre le désarmement, d'une part, et la lutte de classe et la révolution sociale, d'autre part. Voyons maintenant le rapport entre la revendication du désarmement et l'opportunisme. L'une des principales raisons qui militent contre cette revendication, c'est qu'avec les illusions qu'elle engendre, elle affaiblit et débilite fatalement notre lutte contre l'opportunisme.

Cette lutte est, sans aucun doute, la principale question à l'ordre du jour de l'Internationale. Une lutte contre l'impérialisme qui ne serait pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme serait une phrase creuse ou un leurre. L'une des principales lacunes de Zimmerwald et de Kienthal[68], l'une des causes fondamentales du fiasco possible de ces embryons d'une IIIe Internationale tient justement au fait que la

question de la lutte contre l'opportunisme n'y a même pas été posée ouvertement ; encore moins l'a-t-on résolue dans le sens de la nécessité d'une rupture avec les opportunistes. L'opportunisme a triomphé — pour un temps — au sein du mouvement ouvrier européen. Dans tous les grands pays, il se manifeste sous deux nuances principales : premièrement, le social-impérialisme avoué, cynique et par conséquent moins dangereux, de MM. Plékhanov, Scheidemann, Legien, Albert Thomas, Sembat, Vandervelde, Hyndman, Henderson, etc. Deuxièmement, le social-impérialisme camouflé, kautskiste : Kautsky-Haase et le « Groupe social-démocrate du Travail »[69] en Allemagne ; Longuet, Pressemane, Mayéras et autres en France ; Ramsay MacDonald et autres leaders du « Parti travailliste indépendant » en Angleterre ; Tchkhéidzé et autres en Russie ; Treves et autres réformistes dits de gauche en Italie.

L'opportunisme avoué est ouvertement et nettement contre la révolution et contre les mouvements et explosions révolutionnaires qui commencent à se produire ; il est directement allié aux gouvernements, si variées que soient les formes de cette alliance, depuis l'entrée dans les cabinets ministériels jusqu'à la participation aux comités des industries de guerre (en Russie). Les opportunistes camouflés, les kautskistes, sont beaucoup plus nuisibles et dangereux pour le mouvement ouvrier, parce qu'ils se retranchent, pour défendre leur alliance avec les opportunistes de la première nuance, derrière des arguments spécieux faits de phrases sonores pseudo- « marxistes » et de mots d'ordre pacifistes. La lutte contre ces deux formes de l'opportunisme dominant doit être menée sur tous les terrains de la politique prolétarienne : Parlement, syndicats, grèves, domaine militaire, etc. La caractéristique essentielle de ces deux formes de l'opportunisme dominant est que la question concrète du lien entre la guerre actuelle et la révolution, ainsi que les autres questions concrètes de la révolution, sont passées sous silence, escamotées ou traitées avec la préoccupation de ne pas enfreindre les interdictions policières. Et cela, bien qu'avant la guerre on ait souligné maintes fois, de façon non officielle et officiellement dans le Manifeste de Bâle, le lien existant, très précisément, entre cette guerre qui ne faisait alors que s'annoncer et la révolution prolétarienne. Mais la lacune essentielle de la revendication du désarmement, c'est qu'elle élude toutes les questions concrètes de la révolution. A moins que les partisans du désarmement

n'envisagent un genre tout nouveau de révolution : la révolution sans armes ?

Poursuivons. Nous ne sommes pas le moins du monde des adversaires de la lutte pour des réformes. Nous n'entendons pas ignorer la triste éventualité qui menace le genre humain - en mettant les choses au pire - de connaître une seconde guerre impérialiste si la révolution ne surgit pas de la guerre actuelle, malgré les nombreuses explosions dues à l'effervescence et au mécontentement des masses et en dépit de nos efforts. Nous sommes partisans d'un programme de réformes qui soit dirigé aussi contre les opportunistes. Ceux-ci seraient trop heureux de nous voir leur abandonner à eux seuls la lutte pour les réformes, et si nous allions, fuyant la triste réalité, nous réfugier au-delà des nuages, sur les cimes d'un vague « désarmement ». Le « désarmement », c'est précisément la fuite devant la déplorable réalité, et nullement un moyen de la combattre.

Dans un tel programme, voici à peu près ce que nous dirions : « Le mot d'ordre et l'acceptation de la défense de la patrie dans la guerre impérialiste de 1914-1916 n'est qu'une corruption du mouvement ouvrier par un mensonge bourgeois. » Cette réponse concrète à des questions concrètes serait, au point de vue théorique, plus juste, beaucoup plus utile pour le prolétariat et plus intolérable pour les opportunistes que la revendication du désarmement et la répudiation de « toute » défense de la patrie. Et nous pourrions ajouter : « La bourgeoisie de toutes les grandes puissances impérialistes : Angleterre, France, Allemagne, Autriche, Russie, Italie, japon, Etats-Unis, est devenue tellement réactionnaire, elle est tellement animée du désir de dominer le monde que toute guerre de la part de la bourgeoisie de ces pays ne peut être que réactionnaire. Le prolétariat ne doit pas seulement être opposé à toute guerre de ce genre, il doit encore souhaiter la défaite de « son » gouvernement dans ces guerres et la mettre à profit pour déclencher une insurrection révolutionnaire si l'insurrection en vue d'empêcher la guerre n'a pas réussi. »

A propos de la milice, nous devrions dire : nous ne sommes pas pour la milice bourgeoise, mais seulement pour une milice prolétarienne. Par conséquent, « pas un sou et pas un homme », non seulement pour l'armée permanente, mais aussi pour la milice bourgeoise, même dans

des pays tels que les Etats-Unis ou la Suisse, la Norvège, etc. D'autant plus que nous voyons, dans les républiques les plus libres (par exemple, en Suisse), la milice se prussianiser de plus en plus, surtout en 1907 et 1911, et se prostituer en vue de la mobilisation de la troupe contre les grévistes. Nous pouvons réclamer l'élection des officiers par le peuple, l'abolition de toute justice militaire, l'égalité en droits pour les ouvriers étrangers et ceux du pays (c'est un point particulièrement important pour des Etats impérialistes comme la Suisse, qui exploitent d'une façon de plus en plus éhontée un nombre sans cesse croissant d'ouvriers étrangers, sans leur accorder aucun droit) ; ensuite. le droit pour, disons, chaque centaine d'habitants d'un pays donné de former des associations libres en vue d'étudier l'art militaire, en élisant librement leurs instructeurs qui seraient rétribués aux frais de l'Etat, etc. C'est seulement dans ces conditions que le prolétariat pourrait étudier l'art militaire vraiment pour son propre compte, et non au profit de ceux qui le tiennent en esclavage ; et cette étude répond incontestablement aux intérêts du prolétariat. La révolution russe a prouvé que tout succès, même partiel, du mouvement révolutionnaire, par exemple la conquête d'une ville, d'un faubourg industriel, d'une partie de l'armée, obligera inévitablement le prolétariat victorieux à appliquer précisément un programme de ce genre.

Enfin, il va de soi que ce n'est pas en se bornant à rédiger des programmes qu'on peut lutter contre l'opportunisme, mais uniquement en veillant sans cesse à les faire réellement appliquer. La plus grave erreur, l'erreur fatale de la IIe Internationale qui a fait faillite, c'est que ses actes ne correspondaient pas à ses paroles, qu'on y inculquait l'habitude de l'hypocrisie et des grandes phrases révolutionnaires débitées sans scrupules (voyez l'attitude actuelle de Kautsky et Cie à l'égard du Manifeste de Bâle). L'idée de désarmement, en tant qu'idée sociale, - c'est-à-dire engendrée par des conditions sociales déterminées et susceptibles d'agir sur un certain milieu social, et non de demeurer une lubie personnelle, - est évidemment née dans des conditions d'existence particulières, exceptionnellement « tranquilles », propres à divers petits Etats restés assez longtemps à l'écart de la sanglante voie mondiale des guerres et qui espèrent éterniser cette situation. Pour s'en convaincre, il n'est que d'analyser, par exemple, l'argumentation des partisans norvégiens du désarmement : « Nous sommes une petite nation ; notre

armée est insignifiante ; nous ne pouvons rien contre les grandes puissances » (et, de ce fait, nous sommes également incapables de résister à une intégration par la force dans une alliance impérialiste avec tel ou tel groupe de grandes puissances)... « nous voulons rester tranquilles dans notre petit coin de terre et poursuivre une politique de clocher en exigeant le désarmement, l'arbitrage obligatoire, la neutralité permanente, etc » (aussi « permanente » sans doute que la neutralité belge ?).

La tendance mesquine des petits Etats à se tenir à l'écart, le désir petit-bourgeois de rester le plus loin possible des grandes batailles de l'histoire mondiale, d'utiliser une situation de monopole, qui les laisse à peu près seuls figés dans une routinière passivité, voilà la situation sociale objective qui peut assurer à l'idée de désarmement un certain succès et une certaine diffusion dans divers petits Etats. Bien entendu, c'est une tendance réactionnaire et qui repose entièrement sur des illusions, car l'impérialisme entraîne d'une façon ou d'une autre les petits Etats dans le tourbillon de l'économie et de la politique mondiales.

La situation de la Suisse, par exemple, dans le monde impérialiste, impose objectivement deux lignes au mouvement ouvrier de ce pays : les opportunistes, alliés à la bourgeoisie, cherchent à faire de la Suisse une fédération républicaine démocratique monopolisant les bénéfices du tourisme bourgeois des nations impérialistes ; ils s'efforcent d'utiliser cette situation de monopole bien « tranquille » aussi avantageusement et paisiblement que possible.

Les véritables social-démocrates de Suisse s'efforcent d'utiliser la liberté relative et la situation « internationale » de ce pays pour aider à la victoire de l'alliance étroite formée par les éléments révolutionnaires des partis ouvriers européens. La Suisse, grâce à Dieu, ne parle pas « sa propre » langue, mais trois langues mondiales, qui sont justement celles des pays belligérants limitrophes.

Si les 20 000 membres du parti suisse versaient 2 centimes par semaine à titre d'« impôt extraordinaire de guerre », nous aurions 20 000 francs par an, plus qu'il ne faut pour pouvoir, malgré les interdictions des états-majors généraux, diffuser périodiquement en trois langues parmi les ouvriers et les soldats des pays belligérants toutes sortes de publications

disant la vérité sur l'effervescence qui commence à se manifester parmi les ouvriers, sur leur fraternisation dans les tranchées, sur leur espoir d'utiliser révolutionnairement leurs armes contre la bourgeoisie impérialiste de leurs « propres » pays, etc.

Tout cela n'est pas nouveau. C'est justement ce que font les meilleurs journaux, tels que La Sentinelle, Volksrecht, Berner Tagwacht, mais malheureusement dans une mesure insuffisante. C'est seulement si cette activité se développe que l'excellente résolution du Congrès d'Aarau[70] pourra devenir quelque chose de plus que simplement une excellente résolution.

La question qui nous intéresse pour l'heure est de savoir si la revendication du désarmement répond à la tendance révolutionnaire qui existe parmi les social-démocrates suisses. Evidemment non. Objectivement, le « désarmement » est un programme typiquement, spécifiquement national de petits Etats ; ce n'est pas du tout le programme international de la social-démocratie révolutionnaire internationale.

1916, publié pour la première lois en septembre et octobre 1917
dans les Numéros 9 et 10 du journal *Jugend-Internationale*

66 Groupe de gauche de la social-démocratie allemande, qui s'est battu contre le soutien du Parti social-démocrate allemand à la guerre impérialiste (Première Guerre mondiale). Ce groupe et le magazine du même nom ont été promus par Rosa Luxemburg, Liebknecht, Mehring, Levi, etc. Le journal « Die Internationale », diffusé clandestinement en Allemagne, est devenu l'organe du Spartakusbund (Ligue Spartacus).
67 Lénine parle du fameux texte de 1915 de Rosa Luxembourg : *La crise de la social-démocratie*. Une brochure de Rosa Luxemburg écrite en prison et tirant les premières leçons de l'effondrement de la social-démocratie. Elle deviendra célèbre sous le nom de « *brochure de Junius* », pseudonyme utilisé par l'auteur, en référence à un pamphlétaire anti-absolutiste anglais.
68 Les conférences socialistes internationales de Zimmerwald (1915) et Kinthal (1916). Lors de la première conférence, à laquelle ont participé des représentants des socialistes de seuls pays européens, la délégation russe était conduite par Lénine, qui, avec un groupe de sociaux-démocrates de gauche de divers pays (la gauche de Zimmerwald), s'est battu avec acharnement contre la majorité réformiste liée à Kautsky. La conférence approuve un appel manifeste, *Aux prolétaires d'Europe*, qui définit la guerre en cours comme une guerre impérialiste, condamne les socialistes qui ont voté sur les crédits de guerre et sont entrés dans les gouvernements bourgeois , incite les ouvriers à lutter pour la paix. 43 délégués de dix pays ont assisté à la conférence de Kienthal, ou deuxième conférence socialiste internationale. La « gauche de Zimmerwald » a consolidé ses positions, obtenant le soutien d'une vingtaine de délégués sur certains problèmes. La conférence approuve un appel manifeste *Aux peuples d'Europe* et une résolution critiquant le pacifisme social et l'activité opportuniste du Bureau socialiste international. Lénine considère les décisions de Kienthal comme un pas vers l'unité des internationalistes dans la lutte contre la guerre impérialiste
69 Organisation centriste (réformiste) allemande, fondée en mars 1916 par les députés du Reichtag, sorti du groupe parelmentaire social-démocrate. Il était le noyau qui constitue le future Parti Socialdémocrate indépendant d'Allemagne de 1917.
70 Congrès du Parti Social-démocrate Suisse qui se tient à Aarau en Novembre 1915. Le congrès traite des problèmes des rapports entre la social-démocratie Suisse et la gaucge de Zimmerwald.

L’impérialisme et la scission du socialisme

Existe-t-il un lien entre l’impérialisme et la victoire ignoble, monstrueuse, que l’opportunisme (sous les espèces du social-chauvinisme) a remportée sur le mouvement ouvrier européen ? Telle est la question fondamentale du socialisme contemporain. Et maintenant que nous avons parfaitement établi dans notre littérature du parti :

1. le caractère impérialiste de notre époque et de la guerre actuelle;
2. l’indissoluble liaison historique entre le social-chauvinisme et l’opportunisme, ainsi que l’identité de leur contenu politique et idéologique, nous pouvons et nous devons passer à l’examen de cette question fondamentale.

Il nous faut commencer par donner la définition la plus précise et la plus complète possible de l’impérialisme. L’impérialisme est un stade historique particulier du capitalisme. Cette particularité est de trois ordres: l’impérialisme est

1. le capitalisme monopoliste;
2. le capitalisme parasitaire ou pourrissant;
3. le capitalisme agonisant.

La substitution du monopole à la libre concurrence est le trait économique capital, l’essence de l’impérialisme. Le monopolisme se manifeste sous cinq formes principales:

1. les cartels, les syndicats patronaux, et les trusts; la concentration de la production a atteint un degré tel qu’elle a engendré ces groupements monopolistes de capitalistes;
2. la situation de monopole des grosses banques: trois a cinq banques gigantesques régentent toute la vie économique de l’Amérique, de

la France, de l'Allemagne;

3. l'accaparement des sources de matières premières par les trusts et l'oligarchie financière (le capital financier est le capital industriel monopolisé, fusionné avec le capital bancaire) ;
4. le partage (économique) du monde par les cartels internationaux a commencé. Ces cartels internationaux, détenteurs du marché mondial tout entier qu'ils se partagent « à l'amiable » — tant que la guerre ne l'a pas repartagé — on en compte déjà plus de cent ! L'exportation des capitaux, phénomène particulièrement caractéristique, à la différence de l'exportation des marchandises à l'époque du capitalisme non monopoliste, est en relation étroite avec le partage économique et politico-territorial du monde;
5. le partage territorial du monde (colonies) est terminé.

L'impérialisme, stade suprême du capitalisme d'Amérique et d'Europe, et ensuite d'Asie, a fini de se constituer vers 1898-1914. Les guerres hispano-américaine (1898), anglo-boer (1899-1902), russo-japonaise (1904-1905) et la crise économique de 1900 en Europe, tels sont les principaux jalons historiques de la nouvelle époque de l'histoire mondiale.

Que l'impérialisme soit un capitalisme parasitaire ou pourrissant, c'est ce qui apparaît avant tout dans la tendance à la putréfaction qui distingue tout monopole sous le régime de la propriété privée des moyens de production. La différence entre la bourgeoisie impérialiste démocratique républicaine, d'une part, et réactionnaire monarchiste, d'autre part, s'efface précisément du fait que l'une et l'autre pourrissent sur pied (ce qui n'exclut pas du tout le développement étonnamment rapide du capitalisme dans différentes branches d'industrie, dans différents pays, en différentes périodes). En second lieu, la putréfaction du capitalisme se manifeste par la formation d'une vaste couche de rentiers, de capitalistes vivant de la « tonte des coupons ». Dans quatre pays impérialistes avancés: l'Angleterre, l'Amérique du Nord, la France et l'Allemagne, le capital en titres est de 100 à 150 milliards de francs, ce qui représente un revenu annuel d'au moins 5 à 8 milliards par pays. En troisième lieu, l'exportation des capitaux est du parasitisme au carré. En quatrième lieu, « le capital financier vise à l'hégémonie, et non à la

liberté ». La réaction politique sur toute la ligne est le propre de l'impérialisme. Vénalité, corruption dans des proportions gigantesques, panamas de tous genres. En cinquième lieu, l'exploitation des nations opprimées, indissolublement liée aux annexions, et surtout l'exploitation des colonies par une poignée de « grandes » puissances, transforme de plus en plus le monde « civilisé » en un parasite sur le corps des peuples non civilisés, qui comptent des centaines de millions d'hommes. Le prolétaire de Rome vivait aux dépens de la société. La société actuelle vit aux dépens du prolétaire contemporain. Marx a particulièrement souligné cette profonde remarque de Sismondi[71]. L'impérialisme change un peu les choses. Une couche privilégiée du prolétariat des puissances impérialistes vit en partie aux dépens des centaines de millions d'hommes des peuples non civilisés.

On comprend pourquoi l'impérialisme est un capitalisme agonisant, qui marque la transition vers le socialisme: le monopole qui surgit du capitalisme, c'est déjà l'agonie du capitalisme, le début de sa transition vers le socialisme. La socialisation prodigieuse du travail par l'impérialisme (ce que les apologistes, les économistes bourgeois, appellent l'« interpénétration ») a la même signification.

En définissant ainsi l'impérialisme, nous entrons en contradiction complète avec K.Kautsky, qui se refuse à voir dans l'impérialisme une « phase du capitalisme », et le définit comme la politique « préférée » du capital financier, comme une tendance des pays « industriels » à annexer les pays[72] « agraires ». Du point de vue théorique, cette définition de Kautsky est absolument fausse. La particularité de l'impérialisme, c'est justement la domination du capital non pas industriel, mais financier, la tendance à s'annexer non pas les seuls pays agraires, mais toutes sortes de pays. Kautsky dissocie la politique de l'impérialisme de son économie; il dissocie le monopolisme en politique du monopolisme dans l'économie, afin de frayer la voie à son réformisme bourgeois: le « désarmement », l'« ultra-impérialisme » et autres sottises du même acabit. Le sens et le but de cette théorie falsifiée sont uniquement d'estomper les contradictions les plus profondes de l'impérialisme et de justifier ainsi la théorie de l'« unité » avec les apologistes de l'impérialisme, les social-chauvins et opportunistes avoués.

Nous avons déjà suffisamment insisté sur cette rupture de Kautsky avec

le marxisme, et dans Le Social-Démocrate, et dans Le Communiste (Kommunist)[73]. Nos kautskistes de Russie, les « okistes » avec Axelrod et Spectator en tête, sans en excepter Martov et, dans une notable mesure, Trotski, ont préféré passer sous silence la question du kautskisme en tant que tendance. N'osant pas défendre ce que Kautsky a écrit pendant la guerre, ils se sont contentés d'exalter purement et simplement Kautsky (Axelrod dans sa brochure allemande que le Comité d'organisation a promis de publier en russe) ou d'invoquer des lettres privées de Kautsky (Spectator), dans lesquelles il assure appartenir à l'opposition et essaie jésuitiquement de faire considérer ses déclarations chauvines comme nulles et non avenues.

Notons que dans sa « conception » de l'impérialisme, qui revient à farder ce dernier, Kautsky marque un recul non seulement par rapport au Capital financier de Hilferding (quel que soit le zèle que mette aujourd'hui Hilferding lui-même à défendre Kautsky et l'« unité » avec les social-chauvins !), mais aussi par rapport au social-libéral J. A. Hobson.

Cet économiste anglais, qui n'a pas la moindre prétention au titre de marxiste, définit avec beaucoup plus de profondeur l'impérialisme et en dévoile les contradictions dans son ouvrage de 1902[74].

Voici ce que disait cet auteur (chez qui l'on retrouve presque toutes les platitudes pacifistes et « conciliatrices » de Kautsky) sur la question particulièrement importante du caractère parasitaire de l'impérialisme :

Des circonstances de deux ordres affaiblissaient, selon Hobson, la puissance des anciens Empires :

1. le « parasitisme économique » et
2. le recrutement d'une armée parmi les peuples dépendants.

« La première circonstance est la coutume du parasitisme économique, en vertu de laquelle l'Etat dominant utilise ses provinces, ses colonies et les pays dépendants pour enrichir sa classe gouvernante et corrompre ses classes inférieures, afin qu'elles se tiennent tranquilles. »

En ce qui concerne la seconde circonstance, Hobson écrit:

« L'un des symptômes les plus singuliers de la cécité de l'impérialisme »

(dans la bouche du social-libéral Hobson, ce refrain sur la « cécité » des impérialistes est moins déplacé que chez le « marxiste » Kautsky),

« c'est l'insouciance avec laquelle la Grande-Bretagne, la France et les autres nations impérialistes s'engagent dans cette voie. La Grande-Bretagne est allée plus loin que toutes les autres. La plupart des batailles par lesquelles nous avons conquis notre Empire des Indes ont été livrées par nos troupes indigènes: dans l'Inde, comme plus récemment aussi en Egypte, de grandes armées permanentes sont placées sous le commandement des Britanniques; presque toutes nos guerres de conquête en Afrique, sa partie Sud exceptée, ont été faites pour notre compte par les indigènes. »

La perspective du partage de la Chine provoque chez Hobson l'appréciation économique que voici :

« Une grande partie de l'Europe occidentale pourrait alors prendre l'apparence et le caractère qu'ont maintenant certaines parties des pays qui la composent — le Sud de l'Angleterre, la Riviera, les régions d'Italie et de Suisse les plus fréquentées des touristes et peuplées de gens riches — à savoir : de petits groupes de riches aristocrates recevant des dividendes et des pensions du lointain Orient, avec un groupe un peu plus nombreux d'employés professionnels et de commerçants et un nombre plus important de domestiques et d'ouvriers occupés dans les transports et dans l'industrie travaillant à la finition des produits manufacturés. Quant aux principales branches d'industrie, elles disparaîtraient, et la grande masse des produits alimentaires et semi-ouvrés affluerait d'Asie et d'Afrique comme un tribut. »

« Telles sont les possibilités que nous offre une plus large alliance des Etats d'Occident, une fédération européenne des grandes puissances: loin de faire avancer la civilisation universelle, elle pourrait signifier un immense danger de parasitisme occidental aboutissant à constituer un groupe à part de nations industrielles avancées, dont les classes supérieures recevraient un énorme tribut de l'Asie et de l'Afrique et entretiendraient, à l'aide de ce tribut, de grandes masses domestiquées

d'employés et de serviteurs, non plus occupés à produire en grandes quantités des produits agricoles et industriels, mais rendant des services privés ou accomplissant, sous le contrôle de la nouvelle aristocratie financière, des travaux industriels de second ordre. Que ceux qui sont prêts à tourner le dos à cette théorie »

(il aurait fallu dire: à cette perspective)

« comme ne méritant pas d'être examinée, méditent sur les conditions économiques et sociales des régions de l'Angleterre méridionale actuelle, qui en sont déjà arrivées à cette situation. Qu'ils réfléchissent à l'extension considérable que pourrait prendre ce système si la Chine était soumise au contrôle économique de semblables groupes de financiers, de « placeurs de capitaux » (les rentiers), de leurs fonctionnaires politiques et de leurs employés de commerce et d'industrie, qui drainent les profits du plus grand réservoir potentiel que le monde ait jamais connu afin de les consommer en Europe. Certes, la situation est trop complexe et le jeu des forces mondiales trop difficile à escompter pour qu'une prévision — celle-ci ou toute autre — de l'avenir dans une seule direction puisse être considérée comme la plus probable. Mais les influences qui régissent à l'heure actuelle l'impérialisme de l'Europe occidentale s'orientent dans cette direction, et si elles ne rencontrent pas de résistance, si elles ne sont pas détournées d'un autre côté, c'est dans ce sens qu'elles orienteront l'achèvement de ce processus. »

Le social-libéral Hobson ne voit pas que cette « résistance » ne peut être opposée que par le prolétariat révolutionnaire, et seulement sous la forme d'une révolution sociale. Il n'est pas social-libéral pour rien! Mais il a fort bien abordé, dès 1902, la question du rôle et de la portée des « Etats-Unis d'Europe » (avis au kautskiste Trotski!), comme aussi de tout ce que cherchent à voiler les kautskistes hypocrites des différents pays, à savoir le fait que les opportunistes (les social-chauvins) font cause commune avec la bourgeoisie impérialiste justement dans le sens de la création d'une Europe impérialiste sur le dos de l'Asie et de l'Afrique ; le fait que les opportunistes apparaissent objectivement comme une partie de la petite bourgeoisie et de certaines couches de la classe ouvrière, soudoyée avec les fonds du surprofit des impérialistes et convertie en chiens de garde du capitalisme, en corrupteurs du mouvement ouvrier.

Nous avons maintes fois signalé, non seulement dans des articles, mais aussi dans des résolutions de notre Parti, cette liaison économique extrêmement profonde de la bourgeoisie impérialiste, très précisément, avec l'opportunisme qui a triomphé aujourd'hui (est-ce pour longtemps ?) du mouvement ouvrier. Nous en avons inféré, notamment, que la scission avec le social-chauvinisme était inévitable. Nos kautskistes ont préféré éluder la question! Martov, par exemple, avance depuis un bon moment dans ses conférences un sophisme qui, dans les Izvestia du secrétariat à l'étranger du Comité d'organisation (n° 4 du 10 avril 1916), est énoncé en ces termes :

(...) « La cause de la social-démocratie révolutionnaire serait très mauvaise, voire désespérée, si les groupes d'ouvriers qui, par leur développement intellectuel, se sont le plus rapprochés de l'« intelliguentsia » et sont les plus qualifiés, abandonnaient fatalement cette dernière pour rejoindre l'opportunisme »...

An moyen du vocable absurde « fatalement » et d'un certain « escamotage », on élude le fait que certains contingents d'ouvriers ont rallié l'opportunisme et la bourgeoisie impérialiste ! Or éluder ce fait, c'est tout ce que veulent les sophistes du Comité d'organisation ! Ils se retranchent derrière cet « optimisme officiel », dont font aujourd'hui parade et le kautskiste Hilferding et beaucoup d'autres individus: les conditions objectives, prétendent-ils, se portent garantes de l'unité du prolétariat et de la victoire de la tendance révolutionnaire ! Nous sommes, disent-ils, « optimistes » en ce qui concerne le prolétariat !

Mais en réalité tous ces kautskistes, Hilferding, les okistes, Martov et Cie sont des optimistes... en ce qui concerne l'opportunisme. Tout est là !

Le prolétariat est un produit du capitalisme, du capitalisme mondial et pas seulement européen, pas seulement impérialiste. A l'échelle mondiale, que ce soit cinquante ans plus tôt ou cinquante ans plus tard, à cette échelle, c'est une question de détail, il est bien évident que le « prolétariat » « sera » uni, et qu'en son sein la social-démocratie révolutionnaire vaincra « inéluctablement ». Il ne s'agit pas de cela, messieurs les kautskistes, il s'agit du fait que maintenant, dans les pays impérialistes d'Europe, vous rampez à plat ventre devant les opportunistes, qui sont étrangers au prolétariat en tant que classe, qui

sont les serviteurs, les agents de la bourgeoisie, les véhicules de son influence; et s'il ne s'affranchit pas d'eux, le mouvement ouvrier restera un mouvement ouvrier bourgeois. Votre propagande en faveur de l'« unité » avec les opportunistes, avec les Legien et les David, les Plékhanov ou les Tchkhenkéli, les Potressov, etc., revient objectivement à favoriser l'asservissement des ouvriers par la bourgeoisie impérialiste, à l'aide de ses meilleurs agents au sein du mouvement ouvrier. La victoire de la social-démocratie révolutionnaire à l'échelle mondiale est absolument inévitable, mais elle se poursuit et se poursuivra, elle se fait et se fera uniquement contre vous; elle sera une victoire sur vous.

Les deux tendances, disons même les deux partis dans le mouvement ouvrier contemporain, qui se sont si manifestement séparés dans le monde entier en 1914-1916, ont été observées de près par Engels et Marx en Angleterre pendant plusieurs dizaines d'années, de 1858 à 1892 environ.

Ni Marx, ni Engels n'ont vécu jusqu'à l'époque impérialiste du capitalisme mondial, dont le début ne remonte pas au-delà de 1898-1900. Mais l'Angleterre, dès le milieu du XIX° siècle, avait ceci de particulier qu'au moins deux traits distinctifs fondamentaux de l'impérialisme s'y trouvaient réunis:

- d'immenses colonies et
- des profits de monopoles (en raison de sa situation de monopole sur le marché mondial).

Sous ces deux rapports, l'Angleterre faisait alors exception parmi les pays capitalistes. Et Engels et Marx, analysant cette exception, ont montré, d'une façon parfaitement claire et précise sa liaison avec la victoire (momentanée) de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier anglais.

Dans sa lettre à Marx du 7 octobre 1858, Engels écrivait:

« En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation bourgeoise entre toutes veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoise, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Évidemment, de la part d'une nation qui exploite

le monde entier, c'est jusqu'à un certain point logique. »

Dans sa lettre à Sorge du 21 septembre 1872, Engels fait savoir que Hales a provoqué au Conseil fédéral de l'Internationale un grand esclandre et a fait voter un blâme à Marx pour avoir dit que « les chefs ouvriers anglais s'étaient vendus ». Marx écrit à Sorge le 4 août 1874:

« En ce qui concerne les ouvriers des villes (en Angleterre), il y a lieu de regretter que toute la bande des chefs ne soit pas entrée au Parlement. C'eût été le plus sûr moyen de se débarrasser de cette racaille. »

Dans sa lettre à Marx du 11 août 1881, Engels parle des « pires trade-unions anglaises, qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou tout au moins payés ». Dans sa lettre à Kautsky du 12 septembre 1882, Engels écrivait:

« Vous me demandez ce que les ouvriers anglais pensent de la politique coloniale. Exactement ce qu'ils pensent de la politique en général. Ici, point de parti ouvrier, il n'y a que des conservateurs et des radicaux libéraux; quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial. »

Le 7 décembre 1889, Engels écrit à Sorge:

« ... Ce qu'il y a de plus répugnant ici (en Angleterre), c'est la « respectabilité » (respectability) bourgeoise, qui pénètre jusque dans la chair des ouvriers... même Tom Mann, que je considère comme le meilleur de tous, confie très volontiers qu'il déjeunera avec le lord-maire. Lorsqu'on fait la comparaison avec les Français, on voit ce que c'est que la révolution. »

Dans une lettre du 19 avril 1890:

« le mouvement (de la classe ouvrière en Angleterre) progresse sous la surface, il gagne des couches de plus en plus larges, et surtout parmi la masse inférieure (souligné par Engels) jusque-là immobile. Le jour n'est pas loin où cette masse se retrouvera elle-même, où elle aura compris que c'est elle, précisément, qui est cette masse colossale en mouvement ».

Le 4 mars 1891:

« l'échec de l'union des dockers qui s'est désagrégée; les « vieilles » trade-unions conservatrices, riches et partant poltronnes, restent seules sur le champ de bataille »...

Le 14 septembre 1891: au congrès des trade-unions à Newcastle, ont été vaincus les vieux unionistes, adversaires de la journée de huit heures, « et les journaux bourgeois avouent la défaite du parti ouvrier bourgeois » (souligné partout par Engels)...

Que ces pensées d'Engels, reprises pendant des dizaines d'années, aient aussi été formulées par lui publiquement, dans la presse, c'est ce que prouve sa préface à la deuxième édition (1892) de La situation des classes laborieuses en Angleterre. Il y traite de « l'aristocratie de la classe ouvrière », de la « minorité privilégiée des ouvriers », qu'il oppose à la « grande masse des ouvriers ». « La petite minorité privilégiée et protégée » de la classe ouvrière bénéficiait seule des « avantages durables » de la situation privilégiée de l'Angleterre en 1848-1868;

« la grande masse, en mettant les choses au mieux, ne bénéficiait que d'améliorations de courte durée »...

« Avec l'effondrement du monopole industriel de l'Angleterre, la classe ouvrière anglaise perdra sa situation privilégiée... »

Les membres des « nouvelles » unions, des syndicats d'ouvriers non spécialisés,

« ont un avantage inappréciable: leur mentalité est un terrain encore vierge, parfaitement libre du legs des « respectables » préjugés bourgeois, qui désorientent les esprits des « vieux unionistes » mieux placés » ... Les « prétendus représentants ouvriers », en Angleterre, sont des gens « à qui ou pardonne leur appartenance à la classe ouvrière, parce qu'ils sont eux-mêmes prêts à noyer cette qualité dans l'océan de leur libéralisme »...

C'est à dessein que nous avons reproduit des extraits assez abondants des déclarations on ne peut plus explicites de Marx et d'Engels, afin que les lecteurs puissent les étudier dans leur ensemble. Et il est indispensable de les étudier, il vaut la peine d'y réfléchir attentivement. Car là est le nœud de la tactique imposée au mouvement ouvrier par les conditions objectives de l'époque impérialiste.

Là encore Kautsky a déjà essayé de « troubler l'eau » et de substituer au marxisme une conciliation mielleuse avec les opportunistes. Dans une polémique avec les social-impérialistes déclarés et naïfs (dans le genre de Lensch) qui justifient la guerre du côté de l'Allemagne comme une destruction du monopole de l'Angleterre, Kautsky « rectifie » cette contre-vérité évidente au moyen d'une autre contre-vérité, non moins évidente. Il remplace la contre-vérité cynique par une contre-vérité doucereuse! Le monopole industriel de l'Angleterre, dit-il, est depuis longtemps brisé, depuis longtemps détruit, il n'est ni nécessaire ni possible de le détruire.

En quoi cet argument est-il faux?

En ce que, premièrement, il passe sous silence le monopole colonial de l'Angleterre. Or, comme nous l'avons vu, Engels a soulevé cette question d'une façon parfaitement claire dès 1882, c'est-à-dire il y a 34 ans! Si le monopole industriel de l'Angleterre est détruit, le monopole colonial non seulement demeure, mais a entraîné de graves complications, car tout le globe terrestre est déjà partagé! A la faveur de son mensonge mielleux, Kautsky fait passer subrepticement sa petite idée pacifiste bourgeoise et petite-bourgeoise opportuniste selon laquelle il n'y aurait « aucune raison de faire la guerre ». Au contraire, non seulement les capitalistes ont maintenant une raison de faire la guerre, mais il leur est impossible de ne pas la faire s'ils veulent sauvegarder le capitalisme; car, sans procéder à un repartage des colonies par la violence, les nouveaux pays impérialistes ne peuvent obtenir les privilèges dont jouissent les puissances impérialistes plus vieilles (et moins fortes).

Deuxièmement. Pourquoi le monopole de l'Angleterre explique-t-il la victoire (momentanée) de l'opportunisme dans ce pays? Parce que le monopole fournit un surprofit, c'est-à-dire un excédent de profit par rapport au profit capitaliste normal, ordinaire dans le monde entier. Les capitalistes peuvent sacrifier une parcelle (et même assez grande !) de ce surprofit pour corrompre leurs ouvriers, créer quelque chose comme une alliance (rappelez-vous les fameuses « alliances » des trade-unions anglaises avec leurs patrons, décrites par les Webb), une alliance des ouvriers d'une nation donnée avec leurs capitalistes contre les autres pays. Le monopole industriel de l'Angleterre a été détruit dès la fin du XIX° siècle. Cela est incontestable. Mais comment cette destruction s'est-

elle opérée? Aurait-elle entraîné la disparition de tout monopole?

S'il en était ainsi, la « théorie » de la conciliation (avec l'opportunisme) de Kautsky recevrait une certaine justification. Mais ce n'est justement pas le cas. L'impérialisme est le capitalisme monopoliste. Chaque cartel, trust, syndicat patronal, chaque banque géante, est un monopole. Le surprofit n'a pas disparu, il subsiste. L'exploitation par un seul pays privilégié, financièrement riche, de tous les autres pays demeure et se renforce. Une poignée de pays riches — ils ne sont que quatre en tout, si l'on veut parler de la richesse « moderne », indépendante et véritablement prodigieuse: l'Angleterre, la France, les Etats-Unis et l'Allemagne — ont développé les monopoles dans d'immenses proportions, reçoivent un surprofit se chiffrant par centaines de millions sinon par milliards, « chevauchent sur l'échine » de centaines et de centaines de millions d'habitants des autres pays, et luttent entre eux pour le partage d'un butin particulièrement abondant, particulièrement gras et de tout repos.

Là est justement l'essence économique et politique de l'impérialisme, dont Kautsky cherche à estomper les très profondes contradictions, au lieu de les dévoiler.

La bourgeoisie d'une « grande » puissance impérialiste peut, économiquement, soudoyer les couches supérieures de « ses » ouvriers en sacrifiant à cette fin quelque cent ou deux cent millions de francs par an, car son surprofit s'élève probablement à près d'un milliard. Et la question de savoir comment cette petite aumône est partagée entre ouvriers-ministres, « ouvriers-députés » (rappelez-vous l'excellente analyse donnée de cette notion par Engels), ouvriers-membres des comités des industries de guerre, ouvriers-fonctionnaires, ouvriers organisés en associations étroitement corporatives, employés, etc., etc., c'est là une question secondaire.

De 1848 à 1868, et aussi partiellement plus tard, l'Angleterre était seule à bénéficier du monopole; c'est pourquoi l'opportunisme a pu y triompher des dizaines d'années durant; il n'y avait pas d'autres pays possédant de riches colonies ou disposant d'un monopole industriel.

Le dernier tiers du XIX° siècle a marqué le passage à une nouvelle époque,

celle de l'impérialisme. Le capital financier bénéficie d'une situation de monopole non pas dans une seule, mais dans plusieurs grandes puissances, très peu nombreuses. (Au Japon et, en Russie, le monopole de la force militaire, l'immensité du territoire ou des commodités particulières de spoliation des allogènes, de la Chine, etc., suppléent en partie, remplacent en partie le monopole du capital financier contemporain, moderne.) Il résulte de cette différence que le monopole de l'Angleterre a pu demeurer incontesté pendant des dizaines d'années. Le monopole du capital financier actuel est furieusement disputé ; l'époque des guerres impérialistes a commencé. Autrefois l'on pouvait soudoyer, corrompre pour des dizaines d'années la classe ouvrière de tout un pays. Aujourd'hui, ce serait invraisemblable, voire impossible; par contre, chaque « grande » puissance impérialiste peut soudoyer et soudoie des couches moins nombreuses (que dans l'Angleterre des années 1848 à 1868) de l'« aristocratie ouvrière ». Autrefois, un « parti ouvrier bourgeois », selon l'expression remarquablement profonde d'Engels, ne pouvait se constituer que dans un seul pays, attendu qu'il était seul à détenir le monopole, mais en revanche pour longtemps. Aujourd'hui, « le parti ouvrier bourgeois » est inévitable et typique pour tous les pays impérialistes; mais, étant donné leur lutte acharnée pour le partage du butin, il est improbable qu'un tel parti puisse triompher pour longtemps dans plusieurs pays. Car les trusts, l'oligarchie financière, la vie chère, etc., en permettant de corrompre de petits groupes de l'aristocratie ouvrière, écrasent, oppriment, étouffent et martyrisent de plus en plus la masse du prolétariat et du semi-prolétariat.

D'une part, la tendance de la bourgeoisie et des opportunistes à transformer une poignée de très riches nations privilégiées en parasites « à perpétuité » vivant sur le corps du reste de l'humanité, à « s'endormir sur les lauriers » de l'exploitation des Noirs, des Indiens, etc., en les maintenant dans la soumission à l'aide du militarisme moderne pourvu d'un excellent matériel d'extermination. D'autre part, la tendance des masses, opprimées plus que par le passé et subissant toutes les affres des guerres impérialistes, à secouer ce joug, à jeter bas la bourgeoisie. C'est dans la lutte entre ces deux tendances que se déroulera désormais inéluctablement l'histoire du mouvement ouvrier. Car la première tendance n'est pas fortuite: elle est économiquement « fondée ». La bourgeoisie a déjà engendré et formé à son service des « partis ouvriers

bourgeois » de social-chauvins dans tous les pays. Il n'y à aucune différence essentielle entre un parti régulièrement constitué comme, par exemple, celui de Bissolati en Italie, parti parfaitement social-impérialiste, et, disons, le pseudo-parti à demi constitué des Potressov, Gvozdev, Boulkine, Tchkhéidzé. Skobelev et Cie. Ce qui importe, c'est que, du point de vue économique, le rattachement de l'aristocratie ouvrière à la bourgeoisie est parvenu à sa maturité et s'est achevé; quant à la forme politique, ce fait économique, ce changement des rapports de classe s'en trouvera une sans trop de « difficulté ».

Sur la base économique indiquée, les institutions politiques du capitalisme moderne — la presse, le Parlement, les syndicats, les congrès, etc. — ont créé à l'intention des ouvriers et des employés réformistes et patriotes, respectueux et bien sages, des privilèges et des aumônes politiques correspondant aux privilèges et aux aumônes économiques. Les sinécures lucratives et de tout repos dans un ministère ou au comité des industries de guerre, au Parlement et dans diverses commissions, dans les rédactions de « solides » journaux légaux ou dans les directions de syndicats ouvriers non moins solides et « d'obédience bourgeoise », voilà ce dont use la bourgeoisie impérialiste pour attirer et récompenser les représentants et les partisans des « partis ouvriers bourgeois ».

Le mécanisme de la démocratie politique joue dans le même sens. Il n'est pas question, au siècle où nous sommes, de se passer d'élections ; on ne saurait se passer des masses ; or, à l'époque de l'imprimerie et du parlementarisme, on ne peut entraîner les masses derrière soi sans un système largement ramifié, méthodiquement organisé et solidement outillé de flatteries, de mensonges, d'escroqueries, de jongleries avec des mots populaires à la mode, sans promettre à droite et à gauche toutes sortes de réformes et de bienfaits aux ouvriers, pourvu qu'ils renoncent à la lutte révolutionnaire pour la subversion de la bourgeoisie. Je qualifierais ce système de Lloydgeorgisme, du nom d'un des représentants les plus éminents et les plus experts de ce système dans le pays classique du « parti ouvrier bourgeois », le ministre. anglais Lloyd George. Brasseur d'affaires bourgeois de premier ordre et vieux flibustier de la politique, orateur populaire, habile à prononcer n'importe quel discours, même rrrévolutionnaire, devant un auditoire ouvrier, et capable de faire accorder de coquettes aumônes aux ouvriers obéissants

sous l'aspect de réformes sociales (assurances, etc.), Lloyd George sert à merveille la bourgeoisie[75]; et il la sert justement parmi les ouvriers, il propage son influence justement au sein du prolétariat, là où il est le plus nécessaire et le plus difficile de s'assurer une emprise morale sur les masses.

Et y a-t-il une grande différence entre Lloyd George et les Scheidemann, les Legien, les Henderson et les Hyndman, les Plékhanov, les Renaudel et consorts? Parmi ces derniers, nous objectera-t-on, il en est qui reviendront au socialisme révolutionnaire de Marx. C'est possible, mais c'est là une différence de degré insignifiante si l'on considère la question sur le plan politique, c'est-à-dire à une échelle de masse. Certains personnages parmi les chefs social-chauvins actuels peuvent revenir au prolétariat. Mais le courant social-chauvin ou (ce qui est la même chose) opportuniste ne peut ni disparaître, ni « revenir » au prolétariat révolutionnaire. Là où le marxisme est populaire parmi les ouvriers, ce courant politique, ce « parti ouvrier bourgeois », invoquera avec véhémence le nom de Marx. On ne peut le leur interdire, comme on ne peut interdire à une firme commerciale de faire usage de n'importe quelle étiquette, de n'importe quelle enseigne ou publicité. On a toujours vu, au cours de l'histoire, qu'après la mort de chefs révolutionnaires populaires parmi les classes opprimées, les ennemis de ces chefs tentaient d'exploiter leur nom pour duper ces classes.

C'est un fait que les « partis ouvriers bourgeois », en tant que phénomène politique, se sont déjà constitués dans tous les pays capitalistes avancés, et que sans une lutte décisive et implacable, sur toute la ligne, contre ces partis ou, ce qui revient au même, contre ces groupes, ces tendances, etc., il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste. La fraction Tchkhéidzé, Naché Diélo, Golos Trouda en Russie et les « okistes » à l'étranger, ne sont rien de plus qu'une variété d'un de ces partis. Nous n'avons pas la moindre raison de croire que ces partis puissent disparaître avant la révolution sociale. Au contraire, plus cette révolution se rapprochera, plus puissamment elle s'embrasera, plus brusques et plus vigoureux seront les tournants et les bonds de son développement, et plus grand sera, dans le mouvement ouvrier, le rôle joué par la poussée du flot révolutionnaire de masse contre le flot

opportuniste petitbourgeois. Le kautskisme ne représente aucun courant indépendant; il n'a de racines ni dans les masses, ni dans la couche privilégiée passée à la bourgeoisie. Mais le kautskisme est dangereux en ce sens qu'utilisànt l'idéologie du passé, il s'efforce de concilier le prolétariat avec le « parti ouvrier bourgeois », de sauvegarder l'unité du prolétariat avec ce parti et d'accroître ainsi le prestige de ce dernier. Les masses ne suivent plus les social-chauvins déclarés; Lloyd George a été sifflé en Angleterre dans des réunions ouvrières; Hyndman a quitté le parti; les Renaudel et les Scheidemann, les Potressov et les Gvozdev sont protégés par la police. Rien n'est plus dangereux que la défense déguisée des social-chauvins par les kautskistes.

L'un des sophismes kautskistes les plus répandus consiste à se référer aux « masses ». Nous ne voulons pas, prétendent-ils, nous détacher des masses et des organisations de masse ! Mais réfléchissez à la façon dont Engels pose la question. Les « organisations de masse » des trade-unions anglaises étaient au XIX° siècle du côté du parti ouvrier bourgeois. Marx et Engels ne recherchaient pas pour autant une conciliation avec ce dernier, mais le dénonçaient. Ils n'oubliaient pas, premièrement, que les organisations des trade-unions englobent directement une minorité du prolétariat. Dans l'Angleterre d'alors comme dans l'Allemagne d'aujourd'hui, les organisations ne rassemblent pas plus de 1/5 du prolétariat. On ne saurait penser sérieusement qu'il soit possible, en régime capitaliste, de faire entrer dans les organisations la majorité des prolétaires. Deuxièmement, et c'est là l'essentiel, il ne s'agit pas tellement du nombre des adhérents à l'organisation que de la signification réelle, objective, de sa politique: cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire vise-t-elle à les affranchir du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, sa conciliation avec le capitalisme? C'est précisément cette dernière conclusion qui était vraie pour l'Angleterre du XIX° siècle, et qui est vraie maintenant pour l'Allemagne, etc.

Engels distingue entre le « parti ouvrier bourgeois » des vieilles trade-unions, la minorité privilégiée, et la « masse inférieure », la majorité véritable; il en appelle à cette majorité qui n'est pas contaminée par la « respectabilité bourgeoise ». Là est le fond de la tactique marxiste !

Nous ne pouvons — et personne ne peut — prévoir quelle est au juste la

partie du prolétariat qui suit et suivra les social-chauvins et les opportunistes. Seule la lutte le montrera, seule la révolution socialiste, en décidera finalement. Mais ce que nous savons pertinemment, c'est que les « défenseurs de la patrie » dans la guerre, impérialiste ne représentent qu'une minorité. Et notre devoir, par conséquent, si nous voulons rester des socialistes, est d'aller plus bas et plus profond, vers les masses véritables : là est toute la signification de la lutte contre l'opportunisme et tout le contenu de cette lutte. En montrant que les opportunistes et les social-chauvins trahissent en fait lés intérêts de la masse, défendant les privilèges momentanés d'une minorité d'ouvriers, propagent les idées et l'influence bourgeoises et sont en fait les alliés et les agents de la bourgeoisie, nous apprenons aux masses à discerner leurs véritables intérêts politiques et à lutter pour le socialisme et la révolution à travers les longues et douloureuses péripéties des guerres impérialistes et des armistices impérialistes.

Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler: telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial.

Dans notre prochain article, nous essaierons de résumer les principaux caractères distinctifs de cette ligne, en l'opposant au kautskisme.

Sbornik Sotsial-Demokrata, n° 2, 1916

71 K.Marx, Préface à la seconde édition du *18 brumaire de Louis Bonaparte*.

72 « *L'impérialisme est un produit du capitalisme industriel hautement évolué. Il consiste dans la tendance de toute nation capitaliste industrielle à se soumettre et à s'adjoindre des régions agraires toujours plus nombreuses sans égard aux nations qui les habitent* » (Kautsky, dans la *Neue Zeit* du 11.IX.1914). (note Lénine)

73 *Kommunist*, revue fondée par Lénine. Publiée à Genève en 1915 de la rédaction du "Sotsial-Demokrat" revue fondée par lénine.

74 J. A. Hobson; *Imperialism*, London 1902. (note Lénine).

75 Récemment, dans une revue anglaise, j'ai trouvé l'article d'un tory, adversaire politique de Lloyd George : « Lloyd George vu par un tory ». La guerre a ouvert les yeux à cet adversaire et lui a montré quel parfait commis de la bourgeoisie est ce Lloyd George ! Les tories ont fait la paix avec lui! (note Lénine).

De la milice prolétarienne

Ma conclusion d'hier au sujet de la tactique hésitante de Tchkhéidzé a été pleinement confirmée aujourd'hui 10 (23) mars par deux documents. Le premier est un extrait, télégraphié de Stockholm à la Gazette de Francfort[76] du manifeste publié à Pétrograd par le Comité central de notre Parti, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Ce document ne dit pas un mot du soutien du gouvernement Goutchkov, ni de son renversement ; les ouvriers et les soldats sont appelés à s'organiser autour du Soviet des députés ouvriers, à y envoyer leurs mandataires afin de lutter contre le tsarisme, pour la république, pour la journée de 8 heures, pour la confiscation des terres des grands propriétaires fonciers et des stocks de blé, et surtout pour la cessation de la guerre de rapine. A ce propos, notre Comité central exprime cette opinion tout à fait juste, particulièrement importante et particulièrement actuelle, que la paix requiert nécessairement des relations avec les prolétaires de tous les pays belligérants.

Ce serait se leurrer soi-même et tromper le peuple que de compter sur les pourparlers et les rapports entre les gouvernements bourgeois pour voir instaurer la paix.

Le second document est également une dépêche, adressée de Stockholm à un autre journal allemand (la Gazette de Voss[77]), au sujet d'une conférence tenue le 2 (15) mars par la fraction Tchkhéidzé de la Douma avec le groupe troudovik (? Arbeiterfraction) et les délégués de 15 syndicats ouvriers, ainsi que d'un appel publié le lendemain. Sur les 11 points de cet appel le télégramme n'en expose que trois : le 1er, qui réclame la république ; le 7e, qui réclame la paix et l'ouverture immédiate de pourparlers de paix, et le 3e, qui réclame « une participation suffisante des représentants de la classe ouvrière russe au gouvernement ».

Si ce point a été transmis exactement, je comprends pourquoi la bourgeoisie adresse des éloges à Tchkhéidzé. Je comprends pourquoi l'éloge des congénères français de Goutchkov dans Le Temps vient s'ajouter à celui, cité plus haut, de ses congénères anglais dans le Times. Le journal des millionnaires et des impérialistes français écrit le 22/3 :

« Les chefs des partis ouvriers, et surtout M. Tchkhéidzé, emploient toute leur influence à modérer les désirs des classes ouvrières. »

En effet, exiger la « participation » des ouvriers au gouvernement Goutchkov-Milioukov est une absurdité théorique et politique : y prendre part en minorité, ce serait n'être qu'un simple pion ; y participer « à égalité » est impossible, car on ne saurait concilier l'exigence de continuer la guerre et celle de conclure l'armistice et d'ouvrir des pourparlers de paix ; pour y « participer » en majorité, il faudrait avoir la force de renverser le gouvernement Goutchkov-Milioukov. Dans la pratique, réclamer la « participation » est du Louis Blanc de la pire espèce, c'est oublier la lutte de classe et ses conditions réelles, s'engouer pour des phrases ronflantes archicreuses, et semer des illusions parmi les ouvriers ; c'est perdre en négociations avec Milioukov ou Kérenski un temps précieux qu'il faudrait employer à créer une force réellement de classe et réellement révolutionnaire, c'est-à-dire une milice prolétarienne, capable d'inspirer confiance à toutes les couches pauvres qui forment l'immense majorité de la population, capable de les aider à s'organiser, de les aider à combattre pour le pain, la paix, la liberté.

Cette erreur de l'appel de Tchkhéidzé et de son groupe (je ne parle pas du parti du Comité d'Organisation, car il n'est fait aucune mention de ce comité dans les sources d'information dont je dispose) est d'autant plus étrange que Skobélev, l'ami politique le plus proche de Tchkhéidzé, a déclaré à la conférence du 2/15 mars, au dire des journaux : « La Russie est à la veille d'une deuxième, d'une véritable (wirklich, mot à mot : réelle) révolution ».

Voilà la vérité dont Skobélev et Tchkhéidzé ont oublié de tirer les conclusions pratiques. Je ne puis juger d'ici, de mon maudit éloignement, à quel point cette deuxième révolution est proche. Skobélev, là-bas, est mieux placé pour le savoir. Je ne me pose pas de problèmes pour la solution desquels je n'ai et ne puis avoir de données concrètes. Je souligne seulement la confirmation par Skobélev, « témoin impartial », c'est-à-dire n'appartenant pas à notre Parti, de la conclusion de fait à laquelle j'étais arrivé dans ma première lettre, à savoir que la révolution de février-mars n'a été que la première étape de la révolution. La Russie traverse une phase historique originale, celle du passage à l'étape suivante de la révolution ou, comme le dit Skobélev, à la

« deuxième révolution ».

Si nous voulons être des marxistes et tirer parti de l'expérience des révolutions du monde entier, nous devons nous efforcer de comprendre en quoi réside exactement l'originalité de cette phase de transition et quelle tactique découle de ses particularités objectives.

La situation a ceci de spécifique que le gouvernement Goutchkov-Milioukov a remporté sa première victoire avec une facilité extrême grâce aux trois conditions principales que voici : 1° l'appui du capital financier anglo-français et de ses agents ; 2° l'appui d'une partie des cadres dirigeants de l'armée ; 3° l'organisation déjà constituée de toute la bourgeoisie russe dans les zemstvos, les administrations urbaines, la Douma d'Etat, les comités des industries de guerre, etc.

Le gouvernement Goutchkov est pris dans un étau : lié au capital, il est obligé de chercher à poursuivre la guerre de rapine et de brigandage, à détendre les énormes bénéfices des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, à restaurer la monarchie. Lié par ses origines révolutionnaires et par la nécessité d'un passage brusque du tsarisme à la démocratie, subissant la pression des masses affamées et qui exigent la paix, le gouvernement est obligé de mentir, de louvoyer, de gagner du temps, de « proclamer » et promettre le plus possible (les promesses étant le seul article bon marché même dans les pires périodes de vie chère) et de tenir le moins possible, de donner d'une main et de reprendre de l'autre.

Dans certaines circonstances et si les choses tournent au mieux pour lui, le nouveau gouvernement peut retarder quelque peu la faillite, en prenant appui sur toutes les capacités d'organisation de l'ensemble de la bourgeoisie russe et des intellectuels bourgeois. Mais, même dans ce cas, il ne pourra pas éviter la faillite, car il est impossible de s'arracher aux grilles du monstre effroyable, engendré par le capitalisme mondial, de la guerre impérialiste et de la famine, sans quitter le terrain des rapports bourgeois, sans prendre des mesures révolutionnaires, sans en appeler à l'héroïsme du prolétariat russe et international, le plus grandiose que l'histoire connaisse.

D'où la conclusion : nous ne pourrons renverser d'emblée le nouveau

gouvernement ou, si nous y parvenons (les limites du possible sont mille lois reculées aux époques révolutionnaires), nous ne saurons garder le pouvoir que si nous n'opposons pas à la magnifique organisation de l'ensemble de la bourgeoisie russe et des intellectuels bourgeois une non moins magnifique organisation du prolétariat guidant l'immense masse des pauvres des villes et des campagnes, du semi-prolétariat et des petits exploitants.

Peu importe que la « deuxième révolution » ait déjà éclaté à Pétrograd (j'ai dit qu'il serait tout à lait absurde de prétendre évaluer, de l'étranger, le rythme concret de sa maturation) ou qu'elle soit différée pour un certain temps, ou qu'elle ait déjà commencé dans certaines régions de la Russie (ce que semblent indiquer certains indices) – de toute façon, le mot d'ordre de l'heure, à la veille comme au cours de la nouvelle révolution et au lendemain de son avènement, doit être l'organisation prolétarienne.

Camarades ouvriers ! Vous avez accompli hier, en renversant la monarchie tsariste, des prodiges d'héroïsme prolétarien. Vous aurez nécessairement, dans un avenir plus ou moins rapproché (peut-être même le faites-vous déjà au moment où j'écris ces lignes), à accomplir de nouveau les mêmes prodiges d'héroïsme pour renverser le pouvoir des grands propriétaires fonciers et des capitalistes qui mènent la guerre impérialiste. Vous ne pourrez remporter une victoire durable, dans cette seconde et « véritable » révolution, si vous n'accomplissez pas des prodiges d'organisation prolétarienne !

Le mot d'ordre de l'heure, c'est l'organisation. Mais s'en tenir là ne voudrait encore rien dire, car, d'une part, l'organisation est toujours nécessaire, et se borner à affirmer la nécessité d'« organiser les masses » n'explique donc encore absolument rien ; d'autre part, quiconque s'en tiendrait-là ne serait qu'un sous-fifre des libéraux, car les libéraux, précisément, désirent pour asseoir leur domination que les ouvriers n'aillent pas au-delà des organisations habituelles, « légales » (du point de vue de la société bourgeoise « normale »), c'est-à-dire que les ouvriers s'inscrivent, sans plus, à leur parti, à leur syndicat, à leur coopérative, etc., etc.

Les ouvriers ont compris, grâce à leur instinct de classe, qu'en période de

révolution il leur faut une organisation toute différente, autre qu'une organisation ordinaire ; ils se sont engagés avec juste raison dans la voie indiquée par l'expérience de notre révolution de 1905 et de la Commune de Paris de 1871 ; ils ont créé le Soviet des députés ouvriers, ils se sont mis à le développer, à l'élargir, à l'affermir en y faisant participer des députés des soldats ainsi que, sans aucun doute, des députés des ouvriers salariés agricoles, et puis (sous telle ou telle autre forme) de tous les paysans pauvres.

La fondation de telles organisations dans toutes les localités de la Russie sans exception, pour toutes les professions et toutes les couches, sans exception, de la population prolétarienne et semi-prolétarienne, c'est-à-dire pour tous les travailleurs et tous les exploités, si l'on veut user d'une expression moins précise au point de vue économique, mais plus populaire, - telle est la tâche la plus importante et la plus urgente. J'indique par anticipation que notre Parti (j'espère pouvoir exposer dans une de mes prochaines lettres son rôle particulier dans les organisations prolétariennes de type nouveau) doit recommander instamment à toute la masse paysanne de former des Soviets d'ouvriers salariés, et ensuite de petits agriculteurs qui ne vendent pas leur blé, distincts de ceux des paysans aisés ; faute de quoi, il serait impossible de pratiquer d'une façon générale[78] une politique vraiment prolétarienne ni d'aborder correctement une question pratique d'importance capitale, une question de vie ou de mort pour des millions d'hommes : la répartition rationnelle dublé, l'accroissement de sa production, etc.

Mais, demandera-t-on, que doivent faire les Soviets des députés ouvriers ? Ils « doivent être considérés comme les organes de l'insurrection, comme les organes du pouvoir révolutionnaire », écrivions-nous dans le n° 47 du Social-Démocrate de Genève, daté du 13 octobre 1915[79].

Ce principe théorique, tiré de l'expérience de la Commune de 1871 et de la révolution russe de 1905, doit être expliqué et concrétisé à partir des indications pratiques fournies précisément par l'étape actuelle de la révolution actuelle de Russie.

Nous avons besoin d'un pouvoir révolutionnaire, nous avons besoin (pour une certaine période de transition) d'un État. C'est ce qui nous

distingue des anarchistes. La différence entre marxistes révolutionnaires et anarchistes ne tient pas seulement au fait que les premiers sont partisans de la grande production communiste centralisée, et les seconds de la petite production morcelée. Non, la différence porte précisément sur la question du pouvoir, de l'État : nous sommes pour l'utilisation révolutionnaire des formes révolutionnaires de l'État dans la lutte pour le socialisme ; les anarchistes sont contre.

Nous avons besoin d'un État. Mais non pas tel que l'a créé partout la bourgeoisie, depuis les monarchies constitutionnelles jusqu'aux républiques les plus démocratiques. Et c'est ce qui nous sépare des opportunistes et des kautskistes des vieux partis socialistes en voie de putréfaction, qui ont déformé ou bien oublié les enseignements de la Commune de Paris et l'analyse qu'en ont donnée Marx et Engels[80].

Nous avons besoin d'un Etat, mais pas de celui qu'il faut à la bourgeoisie et dans lequel les organes du pouvoir tels que la police, l'armée et la bureaucratie (le corps des fonctionnaires) sont séparés du peuple, opposés au peuple. Toutes les révolutions bourgeoises n'ont fait que perfectionner cette machine d'Etat et la faire passer des mains d'un parti dans celles d'un autre.

Le prolétariat, lui, s'il veut sauvegarder les conquêtes de la présente révolution et aller de l'avant, conquérir la paix, le pain et la liberté, doit « démolir », pour nous servir du mot de Marx, cette machine d'Etat « toute prête » et la remplacer par une autre, en fusionnant la police, l'armée et le corps des fonctionnaires avec l'ensemble du peuple en armes. En suivant la voie indiquée par l'expérience de la Commune de Paris de 1871 et de la révolution russe de 1905, le prolétariat doit organiser et armer tous les éléments pauvres et exploités de la population, afin qu'eux-mêmes prennent directement en main les organes du pouvoir d'État et forment eux-mêmes les institutions de ce pouvoir.

Or, les ouvriers de Russie sont entrés dans cette voie dès la première étape de la première révolution, en février-mars 1917. Le tout maintenant est de bien comprendre ce qu'est cette voie nouvelle et de continuer à la suivre avec hardiesse, fermeté et ténacité.

Les capitalistes anglo-français et russes voulaient « seulement » déposer ou même « intimider » Nicolas II, et laisser intacte la vieille machine d'État, la police, l'armée, la bureaucratie.

Les ouvriers sont allés plus loin et l'ont démolie. Et maintenant, ce ne sont pas seulement les capitalistes anglo-français, mais aussi les capitalistes allemands qui hurlent de fureur et de terreur en voyant les soldats russes fusiller leurs officiers, tel l'amiral Népénine, partisan de Goutchkov et de Milioukov.

J'ai dit que les ouvriers ont démoli la vieille machine d'État. Plus exactement : ils ont commencé à la démolir. Prenons un exemple concret.

La police est en partie décimée, en partie révoquée à Pétrograd et dans maints autres endroits. Le gouvernement Goutchkov-Milioukov ne pourra ni restaurer la monarchie, ni en général se maintenir au pouvoir sans avoir rétabli la police en tant qu'organisation particulière d'hommes armés placés sous les ordres de la bourgeoisie, cette organisation étant séparée du peuple et opposée au peuple. C'est clair comme le jour.

D'autre part, le nouveau gouvernement doit compter avec le peuple révolutionnaire, le nourrir de demi-concessions et de promesses, gagner du temps. Aussi prend-il une demi-mesure : il institue une « milice populaire » dont les chefs sont élus (ce qui paraît terriblement convenable, terriblement démocratique, révolutionnaire et splendide !), mais… mais, en premier lieu, il la place sous le contrôle, sous l'autorité des zemstvos et des municipalités, c'est-à-dire sous l'autorité des grands propriétaires fonciers et des capitalistes désignés en vertu des lois de Nicolas-le-Sanglant et de Stolypine-le-Pendeur ! ! En second lieu, en qualifiant la milice de « populaire », il jette de la poudre aux yeux du « peuple », car il n'appelle pas en réalité le peuple à participer en bloc à cette milice, et n'oblige pas les patrons et les capitalistes à payer aux ouvriers et aux employés leur salaire ordinaire pour les heures et les jours qu'ils consacrent au service civique, c'est-à-dire à la milice.

C'est là que gît le lièvre. C'est par ces moyens que le gouvernement des Goutchkov et des Milioukov, gouvernement des hobereaux et des

capitalistes, obtient le résultat suivant : la « milice populaire » reste sur le papier, et pratiquement on reconstitue peu à peu, en sous-main, une milice bourgeoise, antipopulaire, comprenant pour commencer « 8000 étudiants et professeurs » (c'est ainsi que les journaux de l'étranger décrivent la milice actuelle de Pétrograd) - c'est manifestement un jouet ! - qui englobera graduellement l'ancienne et une nouvelle police.

Ne pas laisser rétablir la police ! Garder bien en main les pouvoirs publics locaux ! Créer une milice véritablement populaire embrassant le peuple tout entier et dirigée par le prolétariat ! - telle est la tâche pressante, tel est le mot d'ordre de l'heure, qui répond pareillement aux intérêts bien compris de la lutte de classe ultérieure, du mouvement révolutionnaire ultérieur, et à l'instinct démocratique de tout ouvrier, de tout paysan, de tout travailleur et de tout exploité, lequel ne peut pas ne pas haïr la police, ses gardes, ses sous-officiers, tous ces hommes armés qui, sous le commandement des gros propriétaires et des capitalistes, exercent le pouvoir sur le peuple.

De quelle police ont-ils besoin, eux, les Goutchkov et les Milioukov, les grands propriétaires fonciers et les capitalistes ? D'une police semblable à celle de la monarchie tsariste. Toutes les républiques bourgeoises et démocratiques bourgeoises du monde ont fondé ou rétabli chez elles, à la suite de très brèves périodes révolutionnaires, une police précisément de ce genre, une organisation particulière d'hommes armés, séparés du peuple, opposés à ce dernier et soumis d'une façon ou d'une autre à la bourgeoisie.

De quelle milice avons-nous besoin, nous, le prolétariat et tous les travailleurs ? D'une milice véritablement populaire, c'est-à-dire, primo, formée de la population tout entière, de tous les citoyens adultes des deux sexes ; et réunissant, secundo, les fonctions d'une armée populaire et celles de la police, celles de l'organe principal et essentiel du maintien de l'ordre public et de l'administration de l'État.

Pour fixer les idées sur ce point, je citerai un exemple purement schématique. Point n'est besoin de dire qu'il serait absurde de prétendre dresser un « plan » quelconque de milice prolétarienne : quand les ouvriers et toute la masse du peuple se mettront pratiquement à l'œuvre, ils feront cent fois mieux, quant à la mise au point et à l'organisation,

que n'importe quel théoricien. Je ne propose pas de « plan », je ne veux qu'illustrer ma pensée.

Pétrograd compte près de 2 millions d'habitants dont plus de la moitié ont de 15 à 65 ans. Prenons-en la moitié, soit un million. Retranchons même de ce nombre tout un quart de malades, etc., qui ne participeraient pas actuellement au service public pour des raisons valables. Restent 750000 personnes qui, en consacrant à la milice 1 jour sur 15, par exemple (tout en touchant leur paye versée par les patrons), formeraient une armée de 50000 hommes.

Voilà le type d'« État » dont nous avons besoin !

Voilà quelle milice serait, de fait et pas seulement en paroles, une « milice populaire ».

Voilà le chemin que nous devons suivre pour qu'il soit impossible de rétablir une police ou une armée séparée du peuple.

Une telle milice serait formée à 95% d'ouvriers et de paysans ; elle exprimerait réellement l'intelligence et la volonté, la force et le pouvoir de l'immense majorité de la population. Cette milice armerait réellement le peuple tout entier et lui apprendrait le maniement des armes, nous garantissant ainsi, pas à la manière de Goutchkov ni de Milioukov, contre toutes les tentatives de rétablir la réaction, contre toutes les manœuvres des agents du tsar. Cette milice serait l'organe exécutif des « Soviets des députés ouvriers et soldats » ; elle jouirait de l'estime et de la confiance absolues de la population, puisqu'elle-même serait une organisation du peuple tout entier. Cette milice transformerait la démocratie de belle enseigne destinée à masquer l'asservissement du peuple aux capitalistes qui s'en moquent en une véritable éducation des masses en vue de les initier à toutes les affaires publiques. Cette milice entraînerait les jeunes gens à la vie politique en les instruisant non seulement par la parole, mais aussi par l'action, par le travail. Cette milice développerait les fonctions qui, pour employer un langage savant, sont du ressort de la « police du bien-être », l'hygiène publique, etc., en y faisant participer toute la population féminine adulte. Car il est impossible d'assurer la vraie liberté, il est impossible de bâtir même la démocratie, et encore moins le socialisme, sans la participation des

femmes aux fonctions publiques, à la milice, à la vie politique, sans les arracher à l'ambiance abrutissante du ménage et de la cuisine.

Cette milice serait prolétarienne, car les ouvriers industriels des villes y exerceraient une influence dirigeante sur les masses des pauvres, aussi naturellement et inévitablement qu'ils ont joué un rôle de direction dans toute la lutte révolutionnaire du peuple en 1905-1907 comme en 1917.

Cette milice assurerait un ordre absolu et une discipline fraternelle, consentie de tout cœur. Et en même temps, elle permettrait de combattre la crise très grave, traversée par tous les pays belligérants, grâce à des moyens vraiment démocratiques, de procéder à la répartition prompte et équitable du blé et des autres produits alimentaires, de réaliser le « service général du travail », que les Français appellent aujourd'hui « mobilisation civique » et les Allemands « obligation du service civil », et sans lequel il est impossible - il s'est avéré impossible- de panser les plaies qu'a déjà infligées et que continue d'infliger la terrible guerre de brigandage.

Le prolétariat de Russie n'aurait-il versé son sang que pour se voir prodiguer des promesses grandiloquentes de réformes démocratiques uniquement politiques ? N'exigera-t-il et n'obtiendra-t-il vraiment pas que tout travailleur constate et ressente sur l'heure une certaine amélioration de ses conditions d'existence ? Que chaque famille ait du pain ? Que tout enfant ait sa bouteille de bon lait, et que pas un adulte de famille riche n'ose prendre du lait tant que les enfants n'en seront pas pourvus ? Que les palais et les riches appartements abandonnés par le tsar, et par l'aristocratie ne restent pas inoccupés, mais servent de refuge aux sans-gîtes et aux indigents ? Qui peut appliquer ces mesures, sinon une milice populaire à laquelle les femmes participeraient absolument, à l'égal des hommes ?

Ces mesures, ce n'est pas encore le socialisme. Elles concernent la répartition des articles de consommation, et non la réorganisation de la production. Ce ne serait pas encore la « dictature du prolétariat », mais seulement la « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et des paysans pauvres ». Il ne s'agit pas en ce moment de procéder à une classification théorique de ces dispositions. On commettrait la plus

grave erreur si l’on voulait étendre les tâches de la révolution, ces tâches pratiques, complexes, urgentes et en voie de développement rapide sur le lit de Procuste d’une « théorie » figée, au lieu de voir avant tout et par-dessus tout dans la théorie un guide pour l’action.

Se trouvera-t-il dans la masse des ouvriers russes assez de conscience, de fermeté, d’héroïsme, pour accomplir des « prodiges d’organisation prolétarienne » après avoir accompli dans l’action révolutionnaire directe des prodiges d’audace, d’initiative et d’esprit de sacrifice ? Nous l’ignorons, et il serait vain de se perdre, à ce sujet, en conjectures, car seule la pratique peut répondre à ce genre de questions.

Ce que nous savons bien et que nous devons, en tant que Parti, expliquer aux masses, c’est, d’une part, qu’il existe un moteur historique d’une grande puissance, qui engendre une crise sans précédent, la famine et des calamités sans nombre. Ce moteur, c’est la guerre que les capitalistes des deux camps belligérants mènent à des fins de rapine. Ce « moteur » a conduit au bord de l’abîme plusieurs nations parmi les plus riches, les plus libres et les plus civilisées. I1 contraint les peuples à tendre à l’extrême toutes leurs forces ; il les réduit à une situation intolérable ; il met à l’ordre du jour non l’application de certaines « théories » (il ne saurait en être question, et Marx a toujours mis les socialistes en garde contre cette illusion), mais celle des mesures les plus extrêmes, pratiquement réalisables, car sans mesures extrêmes, c’est la mort par la famine, la mort immédiate et inévitable, de millions d’êtres humains.

Point n’est besoin de démontrer que l’enthousiasme révolutionnaire de la classe d’avant-garde peut beaucoup, quand la situation objective impose au peuple tout entier des mesures extrêmes. Cet aspect de la question est, en Russie, visible et tangible pour tout le monde.

Il importe de comprendre qu’aux époques révolutionnaires la situation objective change aussi vite et aussi brusquement que la vie en général. Or, nous devons savoir adapter notre tactique et nos tâches immédiates aux particularités de chaque situation donnée. Jusqu’en février 1917 était à l’ordre du jour une audacieuse propagande révolutionnaire internationaliste, l’appel des masses au combat et leur éveil. Les journées de février-mars ont exigé une lutte héroïque pleine d’abnégation pour écraser sans délai l’ennemi immédiat, le tsarisme. Maintenant, nous en

sommes à la transition qui conduit de cette première étape de la révolution à la seconde, du « corps à corps » avec le tsarisme au « corps à corps » avec l'impérialisme des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, des Goutchkov-Milioukov. La tâche d'organisation est à l'ordre du jour, comprise non pas dans le sens banal d'un travail consacré uniquement à des organisations banales, mais dans le sens de la participation de masses immenses des classes opprimées à une organisation réalisant des tâches d'ordre militaire et d'autres intéressant l'ensemble de l'Etat et l'économie nationale.

Le prolétariat a entrepris et continuera d'accomplir cette mission originale de diverses manières. Dans certaines localités de Russie, la révolution de février-mars lui remet entre les mains la quasi-totalité du pouvoir ; dans d'autres, il va peut-être créer et développer « de vive force » la milice prolétarienne ; dans d'autres encore, il s'efforcera sans doute d'obtenir des élections immédiates sur la base du suffrage universel, etc., aux Doumas municipales et aux zemstvos pour en faire des centres révolutionnaires, et ainsi de suite, jusqu'au moment où le degré d'organisation prolétarienne, le resserrement des liens entre soldats et ouvriers, le mouvement paysan, la déception de beaucoup à l'égard du gouvernement de guerre impérialiste Goutchkov-Milioukov auront hâté l'heure de son remplacement par un « gouvernement » du Soviet des députés ouvriers.

N'oublions pas non plus que nous avons, tout près de Pétrograd, un des pays les plus avancés, vraiment républicains, la Finlande, qui, de 1905 à 1917, à la faveur des batailles révolutionnaires de la Russie, a développé d'une manière relativement pacifique sa démocratie et acquis au socialisme la majorité de sa population. Le prolétariat de Russie assurera à la république finlandaise une entière liberté, jusques et y compris celle de se séparer (il ne se trouvera guère aujourd'hui de social-démocrate qui puisse hésiter sur ce point à l'heure où le cadet Roditchev marchande si indignement à Helsingfors des bribes de privilèges pour les Grands-Russes), et c'est ainsi qu'il acquerra la pleine confiance des ouvriers finlandais et les amènera à soutenir fraternellement la cause du prolétariat de toute la Russie. Les erreurs sont inévitables lorsqu'il s'agit d'une grande et difficile entreprise, nous ne les éviterons pas, nous non plus ; les ouvriers finlandais sont d'excellents organisateurs, ils nous

aideront dans ce domaine en impulsant à leur manière l'instauration de la république socialiste.

Les victoires révolutionnaires en Russie même, - les succès sur le plan de l'organisation en Finlande, obtenus pacifiquement à l'abri de ces victoires, - les tâches d'organisation révolutionnaires entreprises par les ouvriers russes sur une nouvelle échelle, - la conquête du pouvoir par le prolétariat et les couches pauvres de la population, - l'encouragement et le développement de la révolution socialiste en Occident, - telle est la voie qui nous conduira à la paix et au socialisme.

Zürich, mars 1917, Publié pour la première fois en 1924 dans le no 3-4 de la revue « l'*Internationale Communiste* »

76 *Frankfurter Zeitung*, organe des groupes financiers allemands, publiés de 1856 à 1943.
77 *Gazette de Voss* (*Vossische Zeitung*), journal bourgeois allemand ; fondé à Berlin en 1704.
78 Les campagnes seront désormais le théâtre d'une lutte pour les petits paysans et, en partie, pour les paysans moyens. Les grands propriétaires fonciers s'efforceront, avec le soutien des paysans aisés, d'amener les petits et les moyens cultivateurs à se soumettre à la bourgeoisie. Notre tâche à nous est de les orienter, en nous appuyant sur les ouvriers agricoles et les paysans pauvres, vers l'union la plus étroite avec le prolétariat des villes. [Note de l'auteur]
79 Voir V. Lénine, Œuvres, t. 21, « *Quelques thèses* ». (N.R.)
80 Je reviendrai en détail, dans une de mes prochaines lettres ou dans un article spécial, sur cette analyse donnée notamment dans la Guerre civile en France de Marx, dans la préface d'Engels à la troisième édition de cet ouvrage, dans les lettres de Marx du 12 avril 1871 et d'Engels du 18 et du 28 mars 1875, ainsi que sur ce fait que Kautsky a complètement déformé le marxisme au cours de la polémique qu'il soutint en 1912 contre Pannekoeck dans la question dite de la « destruction de l'État ». [Note de l'auteur] Voir à ce sujet l'ouvrage de Lénine L'Etat et la révolution.

Les bolcheviks doivent prendre en mains le pouvoir

Lettre au comité central, aux comités de Petrograd et de Moscou du P.O.S.D. (b.) R.

Ayant obtenu la majorité aux Soviets des députés ouvriers et soldats des deux capitales, les bolcheviks peuvent et doivent prendre en mains le pouvoir.

Ils le peuvent, car la majorité agissante des éléments révolutionnaires du peuple des deux capitales[81] suffit pour entraîner les masses, pour vaincre la résistance de l'adversaire, pour l'anéantir pour conquérir le pouvoir et le conserver. Car, en proposant sur-le-champ une paix démocratique, en donnant aussitôt la terre aux paysans, en rétablissant les institutions et les libertés démocratiques foulées aux pieds et anéanties par Kerenski, les bolcheviks formeront un gouvernement que personne ne renversera.

La majorité du peuple est pour nous. La preuve en a été faite au cours du chemin long et ardu qui va du 6 mai au 31 août et au 12 septembre[82] : dans les Soviets des deux capitales, la majorité résulte de l'évolution du peuple vers notre parti. Les hésitations des socialistes-révolutionnaires[83] et des menchéviks, le renforcement des internationalistes au sein de ces deux groupes le prouve aussi.

La Conférence démocratique[84] ne représente pas la majorité du peuple révolutionnaire, mais seulement les dirigeants petits-bourgeois conciliateurs. Il ne faut pas se laisser tromper par les chiffres des élections, il ne s'agit pas d'élections : comparez les élections aux Doumas municipales de Petrograd et de Moscou et les élections aux Soviets.

Comparez les élections à Moscou et la grève du 12 août[85] à Moscou : vous y trouverez des données objectives sur la majorité des éléments révolutionnaires qui conduisent les masses.

La Conférence démocratique trompe la paysannerie, car elle ne lui donne

ni la paix ni la terre.

Seul un gouvernement bolchevik satisfera la paysannerie.

Pourquoi les bolcheviks doivent-ils prendre le pouvoir précisément aujourd'hui ?

Parce que la reddition imminente de Petrograd nous donnera cent fois moins de chances.

Or, avec une armée commandée par Kérenski et Cie, nous ne sommes pas en état d'empêcher la reddition de Petrograd.

On ne peut pas non plus « attendre » l'Assemblée constituante, car, par la reddition de Petrograd, Kérenski et Ciepeuvent toujours la faire manquer. Seul notre parti, après la prise du pouvoir, peut assurer la convocation de l'Assemblée constituante ; après la prise du pouvoir, il accusera les autres partis d'avoir temporisé et prouvera le bien-fondé de cette accusation .

On doit et on peut empêcher une paix séparée entre impérialistes anglais et allemands, mais il faut faire vite.

Le peuple est las des hésitations des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. Seule notre victoire dans les capitales entraînera les paysans à notre suite.

Il ne s'agit ni du « jour » ni du « moment » de l'insurrection, au sens étroit des mots. Ce qui en décidera, c'est seulement la voix unanime de ceux qui sont en contact avec les ouvriers et les soldats, avec les masses.

Ce dont il s'agit, c'est que notre parti a aujourd'hui en fait, à la Conférence démocratique, son propre congrès; ce congrès doit décider (qu'il le veuille ou non, il le doit) du sort de la révolution. Il s'agit de rendre claire aux yeux du parti la tâche qui lui incombe : mettre à l'ordre du jour l'insurrection armée à Pétrograd et à Moscou (et dans la région), la conquête du pouvoir, le renversement du gouvernement. Réfléchir à la façon de faire de la propagande à cette fin, sans le manifester dans la presse.

Se rappeler les paroles de Marx sur l'insurrection, les méditer : « l'insurrection est un art », etc.

Attendre une majorité « formelle » serait naïf de la part des bolcheviks : cela aucune révolution ne l'attend. Kérenski et Cie n'attendent pas non plus ; ils préparent la reddition de Petrograd. Ce sont précisément les pitoyables hésitations de la « Conférence démocratique » qui doivent faire et feront perdre patience aux ouvriers de Petrograd et de Moscou ! L'histoire ne nous pardonnera pas, si nous ne prenons pas le pouvoir dès maintenant.

Il n'existe pas d'appareil ? Si, il en existe un : les Soviets et les organisations démocratiques. La situation internationale est précisément aujourd'hui, à la veille d'une paix séparée entre Anglais et Allemands, en notre faveur. Proposer aujourd'hui même la paix aux peuples, c'est vaincre. En prenant le pouvoir d'emblée à Moscou et à Pêtrograd (peu importe qui commencera ; il est même possible que Moscou puisse commencer), nous vaincrons sans nul doute, à coup sûr.

Septembre 1917. Paru pour la première fois en 1921
dans la revue « P*rolétarskaïaRévolioutsia* » n° 2

81 Petrograd et Moscou

82 Les dates citées ont trait aux événements suivants : le 6 mai fut annoncée la composition du premier Gouvernement provisoire de coalition ; le 31 août, le Soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd adopta une résolution bolchevique qui exigea la création d'un gouvernement des Soviets ; la convocation de la Conférence démocratique fut fixée au 12 septembre par le Comité exécutif central des Soviets des députés ouvriers et soldats et par le Comité exécutif du Soviet des députés paysans de Russie - tous deux socialistes-révolutionnaires et menchéviks. La Conférence se tînt à Petrograd du 14 au 22 septembre (27 septembre-5 octobre) 1917.

83 Socialistes-révolutionnaires (s.-r.) : parti fondé fin 1901-début 1902, à la suite de l'unification de différents cercles et groupes populistes (« L'Union des socialistes-révolutionnaires », parti des socialistes-révolutionnaires, et autres). Leur programme était extrêmement éclectique mêlant populisme et de révisionnisme. Pendant la première guerre mondiale les s.-r. adoptèrent une position social-chauvine. Après la victoire de la révolution de février 1917, les s.-r., faisant bloc avec les menchéviks, appuyèrent le Gouvernement provisoire et ses leaders (Avksentiev, Kerenski et Tchernov) en furent ministres. Les s.-r. abandonnèrent l'exigence d'en finir avec la grande propriété foncière, leurs ministres envoyaient des expéditions punitives contre les paysans qui s'emparaient des terres de propriétaires fonciers. Fin novembre 1917, l'aile gauche des s.-r. se constitua en un parti indépendant, celui des s.-r. de gauche. S'efforçant, de maintenir leur influence au sein des masses paysannes, les s.-r. de gauche reconnurent le pouvoir des Soviets et passèrent un accord avec les bolcheviks. Mais cet accord ne dura pas. Pendant la période de l'intervention militaire étrangère et de la guerre civile, les s.-r. soutinrent les interventionnistes.

84 La Conférence démocratique de Russie fut convoquée par le comité exécutif central des Soviets où prédominaient les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, sous prétexte de régler la question du pouvoir, le vrai but étant de trouver un dérivatif à la poussée révolutionnaire grandissante. Fixée au 12 (25) septembre, elle fut ajournée et se tint à Petrograd du 14 au 22 septembre (27 septembre-5 octobre) 1917 avec plus de 1 500 participants. Les leaders menchéviks et s.-r. firent tout le possible pour réduire le nombre de représentants des ouvriers et des paysans au profit des organisations petites-bourgeoises et bourgeoises, qui s'y trouvèrent ainsi en majorité. Le C.C. du P.O.S.D. (b.) R., à sa séance du 3 (16) septembre, décida de prendre part à la Conférence, et envoya aux organisations de base du Parti une circulaire indiquant qu'il fallait « réunir tous les efforts afin d'assurer la présence à la Conférence du groupe le plus nombreux et le plus uni possible ». En acceptant de participer à la Conférence, les bolcheviks voulaient en utiliser la tribune pour mettre en accusation les menchéviks et les s.-r. Dans sa lettre au Comité central, aux comités de Petrograd et de Moscou du P.O.S.D.(b)R., intitulée « les bolcheviks, doivent prendre le pouvoir » et dans la lettre au Comité central « Le marxisme et l'insurrection », Lénine détermina l'attitude des bolcheviks à l'égard de la Conférence démocratique. La Conférence décida de former un Préparlement (Conseil provisoire de la République), qui devait donner l'impression que le régime parlementaire était instauré en Russie. Or, selon l'arrêté adopté par le Gouvernement provisoire lui-même, le Préparlement ne devait jouer qu'un rôle consultatif A la réunion des bolcheviks participants à la Conférence démocratique, convoquée par le Comité central du Parti, il fut décidé par 77 voix contre 50 de prendre part au Préparlement. Dans ses articles « Les champions de la fraude et les erreurs des bolcheviks », « Notes d'un publiciste », « Les erreurs de notre Parti » et « La crise est mûre », Lénine critiqua les erreurs tactiques commises par les bolcheviks vis-à-vis de la Conférence démocratique : il exigea que les bolcheviks quittent le Préparlement, en soulignant la nécessité de concentrer tous les efforts sur la préparation de l'insurrection, contra la position défendue par Kamenev et autres qui préconisaient la participation. Le 7 (20) octobre, le jour de l'ouverture du Préparlement, les bolcheviks donnèrent lecture d'une déclaration et quittèrent le Préparlement.

85 Il s'agit de la conférence tenue à Moscou en août 1917 et convoquée par le gouvernement provisoire dans le but de mobiliser les forces contre-révolutionnaires dans la lutte contre la révolution. Présents à la conférence étaient des représentants des propriétaires fonciers et de la bourgeoisie, des officiers supérieurs de l'armée, d'anciens membres de la Duma, des chefs de partis cadets, des délégations soviétiques. Certaines organisations syndicales étaient représentées par les Mesheviks et les Social Révolutionnaires. Dans les discours des généraux Kornilov, Kaledin et d'autres, un programme a été formulé pour écraser la révolution. Ils réclamaient la suppression des soviets, l'abolition des organisations sociales dans l'armée, le rétablissement de la peine de mort au front, la poursuite de la guerre. Le jour de l'ouverture de la conférence, le Comité central du Parti bolchevique a lancé un appel sur le sujet, dans lequel il dénonçait le caractère contre-révolutionnaire de la conférence et invitait les travailleurs à organiser des rassemblements de protestation, au même moment le Comité central prévenait les masses ne pas tomber dans les provocations de la contre-révolution. Plus de 400 000 personnes ont pris part à la grève décidée par le Comité de Moscou du parti en août. La grève ouvrière de Moscou a arrêté les plans de la contre-révolution. Des rassemblements de protestation et des grèves ont également eu lieu dans d'autres villes de Russie.

Le marxisme et l’insurrection

Lettre au comité central du P.O.S.D. (b.) R.

Parmi les déformations du marxisme, l’une des plus malveillantes et peut-être des plus répandues par les partis « socialistes » régnants est le mensonge opportuniste qui prétend que la préparation à l’insurrection et, d’une manière générale, la façon de considérer l’insurrection comme un art[86] , c’est du « blanquisme[87] ».

Le grand maître de l’opportunisme, Bernstein, s’est déjà acquis une triste célébrité en portant contre le marxisme l’accusation de blanquisme, et, en fait, les opportunistes d’aujourd’hui ne renouvellent ni n’« enrichissent » d’un iota les pauvres « idées » de Bernstein, quand ils crient au blanquisme.

Accuser les marxistes de blanquisme, parce qu’ils considèrent l’insurrection comme un art ! Peut-il y avoir plus criante déformation de la vérité alors que nul marxiste ne niera que c’est justement Marx qui s’est exprimé sur ce point de la façon la plus précise, la plus nette et la plus péremptoire, en déclarant précisément que l’insurrection est un art, en disant qu’il faut la traiter comme un art, qu’il faut conquérir les premiers succès et avancer de succès en succès, sans interrompre la marche contre l’ennemi, en profitant de son désarroi, etc., etc.

Pour réussir, l’insurrection doit s’appuyer non pas sur un complot, non pas sur un parti, mais sur la classe d’avant-garde. Voilà un premier point. L’insurrection doit s’appuyer sur l’élan révolutionnaire du peuple. Voilà le second point. L’insurrection doit surgir à un tournant de l’histoire de la révolution ascendante où l’activité de l’avant-garde du peuple est la plus forte, où les hésitations sont les plus fortes (dans les rangs de l’ennemi et dans ceux des amis de la révolution faibles, indécis, pleins de contradictions ; voilàle troisième point. Telles sont les trois conditions qui font que, dans la façon de poser la question de l’insurrection, le marxisme se distingue du blanquisme.

Mais, dès lors que ces conditions se trouvent remplies, refuser de considérer l'insurrection comme un art, c'est trahir le marxisme, c'est trahir la révolution.

Pour prouver qu'en ce moment précisément le parti doit de toute nécessité reconnaître que l'insurrection est mise à l'ordre du jour par le cours objectif des événements, qu'il doit traiter l'insurrection comme un art, pour prouver cela, le mieux sera peut-être d'employer la méthode de comparaison et de mettre en parallèle les journées des 3 et 4 juillet[88] et les journées de septembre.

Les 3 et 4 juillet, on pouvait sans pécher contre la vérité poser ainsi le problème : il serait préférable de prendre le pouvoir sinon nos ennemis nous accuseront de toute façon de sédition et nous traiteront comme des factieux. Mais on ne pouvait en conclure à l'utilité de prendre alors le pouvoir, car les conditions objectives pour la victoire de l'insurrection n'étaient pas réalisées.

1. Nous n'avions pas encore derrière nous la classe qui est l'avant-garde de la révolution. Nous n'avions pas encore la majorité parmi les ouvriers et les soldats des deux capitales[89]. Aujourd'hui, nous l'avons dans les deux Soviets. Elle a été créée uniquement par les événements des mois de juillet et d'août, par l'expérience des « répressions » contre les bolchéviks et par l'expérience de la rébellion de Kornilov[90] .

1. L'enthousiasme révolutionnaire n'avait pas encore gagné la grande masse du peuple. Il l'a gagnée aujourd'hui, après la rébellion de Kornilov. C'est ce que prouvent les événements en province et la prise du pouvoir par les Soviets en maints endroits.
2. Il n'y avait pas alors d'hésitations d'une amplitude politique sérieuse parmi nos ennemis et parmi la petite bourgeoisie incertaine. Aujourd'hui, ces hésitations ont une grande ampleur : notre principal ennemi, l'impérialisme allié, l'impérialisme mondial - car les « Alliés » sont à la tête de l'impérialisme mondial - a balancé entre la guerre jusqu'à la victoire et la paix séparée contre la Russie. Nos démocrates petits-bourgeois, qui ont

manifestement perdu la majorité dans le peuple, ont eu de profondes hésitations, quand ils ont refusé de faire bloc, c'est-à-dire de se coaliser avec les cadets[91].

3. C'est pourquoi, les 3 et 4 juillet, l'insurrection aurait été une faute : nous n'aurions pu conserver le pouvoir ni physiquement ni politiquement. Physiquement, bien que Petrograd fût par instants entre nos mains, car nos ouvriers et nos soldats n'auraient pas alors accepté de se battre, de mourir pour la possession de Petrograd il n'y avait pas alors cette « exaspération », cette haine implacable à la fois contre les Kérenski et contre les Tsérétéli et les Tchernov; nos gens n'avaient pas encore été trempés par l'expérience des persécutions contre les bolchéviks avec la participation des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks. Politiquement nous n'aurions pas gardé le pouvoir les 3 et 4 juillet, car, avant l'aventure Kornilov, l'armée et la province auraient pu marcher et auraient marché contre Petrograd.

Aujourd'hui la situation est tout autre.

Nous avons avec nous la majorité de la classe qui est l'avant-garde de la révolution, l'avant-garde du peuple, capable d'entraîner les masses.

Nous avons avec nous la majorité du peuple, car le départ de Tchernov, s'il est loin d'être le seul signe, est pourtant le signe le plus visible et le plus concret que la paysannerie ne recevra pas la terre du bloc socialiste-révolutionnaire (ni des socialistes-révolutionnaires eux-mêmes). C'est là le point essentiel, celui qui donne à la révolution son caractère national.

Nous avons pour nous l'avantage d'une situation où le parti connaît sûrement son chemin, en face des hésitations inouïes de tout l'impérialisme et de tout le bloc des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires.

Nous avons pour nous une victoire assurée, car le peuple est désormais au bord du désespoir, et nous donnons à tout le peuple une perspective claire en lui montrant l'importance de notre direction « pendant les journées de Kornilov », puis en proposant un compromis aux « hommes du bloc » et en recevant d'eux un refus qui est loin d'avoir mis un terme

aux hésitations le leur part.

La plus grave erreur serait de croire que notre offre de compromis n'a pas encore été repoussée, que la Conférence démocratique[92] peut encore l'accepter. Le compromis a été proposé par un parti à des partis : il ne pouvait en être autrement. Les partis l'ont repoussé. La Conférence démocratique n'est qu'une conférence, rien de plus. Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est qu'elle ne représente pas la majorité du peuple révolutionnaire, la paysannerie appauvrie et exaspérée. C'est une conférence de la minorité du peuple il ne faut pas oublier cette vérité évidente. La plus grande erreur de notre part, le pire crétinisme parlementaire, serait de traiter la Conférence démocratique comme un parlement, car même si elle se proclamait parlement et parlement souverain et permanent de la révolution, elle ne déciderait malgré, tout de rien : la décision ne lui appartient pas ; elle dépend des quartiers ouvriers de Petrograd et de Moscou.

Toutes les conditions objectives d'une insurrection couronnée de succès sont réunies. Nous avons l'avantage exceptionnel d'une situation où seule notre victoire dans l'insurrection mettra fin aux hésitations qui ont exaspéré le peuple et qui constituent un véritable supplice ; où seule notre victoire dans l'insurrection donnera immédiatement la terre à la paysannerie ; où seule notre victoire dans l'insurrection fera échouer les manœuvres do paix séparée contre la révolution, les fera échouer par la proposition ouverte d'une paix plus complète, plus juste et plus proche, d'une paix favorable à la révolution.

Seul enfin notre parti, après, avoir remporté la victoire dans l'insurrection peut sauver Petrograd, car, si notre offre de paix est repoussée et si nous n'obtenons pas même un armistice, alors c'est nous qui serons les partisans d'aller « jusqu'au bout », c'est nous qui serons à la tête des partis de la guerre c'est nous qui serons le parti « de la guerre » par excellence, nous mènerons la guerre d'une façon vraiment révolutionnaire. Nous enlèverons aux capitalistes tout leur pain et toutes leurs bottes. Nous leur laisserons les croûtes, nous les chausserons de lapti. Nous donnerons au front tout le pain et toutes les chaussures.

Alors nous défendrons victorieusement Petrograd.

Pour une guerre véritablement révolutionnaire, les ressources tant matérielles que morales sont encore immenses en Russie ; il y a 99 chances sur 100 pour que les Allemands nous accordent au moins un armistice. Et obtenir un armistice aujourd'hui, c'est vaincre le monde entier.

Ayant pris conscience que l'insurrection des ouvriers de Petrograd et de Moscou est absolument nécessaire pour sauver la révolution et pour sauver la Russie du partage « séparé » que veulent les impérialistes des deux coalitions, nous devons, tout d'abord, adapter aux conditions de l'insurrection ascendante notre tactique politique à. la Conférence ; nous devons ensuite prouver que ce n'est pas seulement en paroles que nous acceptons la pensée de Marx sur la nécessité de considérer l'insurrection comme un art.

Nous devons sans retard donner une cohésion nouvelle à la fraction des bolcheviks qui siègent à la Conférence sans nous laisser impressionner par le nombre, sans craindre de laisser les hésitants dans le camp des hésitants : ils seront plus utiles à la cause de la révolution là-bas que dans le camp des combattants résolus et dévoués.

Nous devons rédiger une courte déclaration des bolcheviks soulignant de la façon la plus catégorique l'inopportunité des longs discours, l'inopportunité des « discours » en général, la nécessité d'une action immédiate pour le salut de la révolution, la nécessité absolue d'une rupture complète avec la bourgeoisie de la destitution de tous les membres du gouvernement actuel, d'une rupture complète avec les impérialistes anglo-français qui préparent un partage « séparé » de la Russie, la nécessité de faire passer immédiatement tout le pouvoir aux mains de la démocratie révolutionnaire guidée par le prolétariat révolutionnaire.

Notre déclaration doit formuler de la façon la plus brève et la plus nette cette conclusion en liaison avec notre projet de programme : la paix aux peuples, la terre aux paysans, la confiscation des profits scandaleux et la répression contre le sabotage éhonté de la production par les capitalistes.

Plus notre déclaration sera brève, plus elle sera tranchante, meilleure elle

sera. Il faut seulement y souligner encore deux points très importants : le peuple est exaspéré par les hésitations, le peuple est déchiré par l'indécision des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks ; nous rompons définitivement avec ces partis, car ils ont trahi la révolution.

Autre chose encore : en proposant tout de suite une paix sans annexions, en rompant tout de suite avec les impérialistes alliés et avec tous les impérialistes, nous obtiendrons immédiatement soit un armistice, soit le ralliement de tout le prolétariat révolutionnaire à la défense, et la poursuite par la démocratie révolutionnaire, sous la direction de ce dernier, d'une guerre véritablement juste, véritablement révolutionnaire.

Après avoir lu cette déclaration, après avoir réclamé des décisions et non des paroles, des actes et non des résolutions écrites, nous devons lancer toute notre fraction dans les usines et dans les casernes : c'est là qu'est sa place, c'est là qu'est le nerf vital, c'est de là que viendra le salut de la révolution, c'est là qu'est le moteur de la Conférence démocratique.

C'est là que nous devons dans des discours ardents, passionnés, expliquer notre programme et poser ainsi la question : ou bien l'acceptation complète de ce programme par la Conférence, ou bien l'insurrection. Il n'y a pas de milieu. Impossible d'attendre. La révolution périt.

La question ainsi posée, toute notre fraction étant concentrée dans les usines et dans les casernes, nous serons à même de juger du moment où il faut déclencher l'insurrection.

Et pour considérer l'insurrection en marxistes, c'est-à-dire comme un art, nous devrons en même temps, sans perdre une minute, organiser l'état-major des détachements insurrectionnels, répartir nos forces, lancer les régiments sûrs aux points les plus importants, cerner le théâtre Alexandra , occuper la forteresse Pierre-et-Paul , arrêter l'état-major général et le gouvernement, envoyer contre les élèves-officiers et la division sauvage des détachements prêts à mourir plutôt que de laisser l'ennemi pénétrer dans les centres vitaux de la ville ; nous devrons mobiliser les ouvriers armés, les appeler à une lutte ultime et acharnée occuper simultanément le télégraphe et le téléphone, installer notre état-major de l'insurrection au Central téléphonique, le relier par

téléphone à toutes les usines, à tous les régiments, à tous les centres de la lutte armée, etc.

Tout cela n'est qu'approximatif, certes, et seulement destiné à illustrer le fait que, au moment que nous vivons, on ne peut rester fidèle au marxisme, rester fidèle à la révolution, si on ne considère pas l'insurrection comme un art.

Écrit les 13-14 (26-27) septembre 1917.
Paru pour la première fois en 1921
dans la revue « *Prolétarskaïa Révolioutsia* » n° 2.

86 F. Engels, *Révolution et contre révolution en Allemagne*. Cet ouvrage fut écrit par Engels et publié en 1851-1852, sous forme d'une série d'articles dans le New York Daily Tribune, signés par Marx.
87 Blanquisme : courant du mouvement socialiste français dirigé par Louis Auguste Blanqui (1805-1881). Les blanquistes substituaient les actions d'une poignée de conspirateurs à l'activité d'un parti révolutionnaire et négligeaient la liaison avec les masses.
88 Lénine fait allusion aux manifestations qui se déroulèrent à Petrograd les 3 et 4 (16 et 17) juillet 1917. Comme il fallait s'y attendre, l'offensive des troupes russes sur le front échoua. Soldats, marins et ouvriers indignés par les agissements du Gouvernement provisoire qui avait ordonné cette offensive condamnée à l'avance, descendirent dans la rue. Les premiers à agir furent les soldats du I° régiment de mitrailleurs de Petrograd, dans le quartier Vyborgskaïa Storona, le 3 (16) juillet. La manifestation risquait de se transformer en une insurrection armée. A cette époque, le Parti bolchévik se prononçait contre l'insurrection armée, estimant que la crise révolutionnaire n'était pas encore mûre. A la séance convoquée le 3 (16) juillet à 4 heures de l'après midi, le Comité central décida donc de renoncer aux actions et manifestations. La même décision fut prise par la II° conférence des bolcheviks de Petrograd ville qui se tenait au même moment. Ses délégués se rendirent dans les usines et les quartiers pour détourner les masses de manifester. Mais le mouvement avait déjà pris de l'envergure, et il ne fut plus possible de l'arrêter. Tenant compte cette situation, le Parti résolut, le 3 (16) juillet, de prendre part à l'action, afin de lui conférer un caractère pacifique et organisé. Lénine était alors absent de Petrograd. Informé des événements, il revint d'urgence dans la capitale le 4 (17) juillet au matin pour diriger l'action qui prenait de l'ampleur. Le même jour, plus de 500 000 personnes manifestèrent sur les mots d'ordre bolchéviks : « Tout le pouvoir aux Soviets ! » et autres. Les manifestants exigèrent du Comité exécutif central des Soviets qu'il prenne le pouvoir. Mais les s.r. (socialiste révolutionnaires) et menchéviks refusèrent. Avec le consentement du Comité exécutif central où dominaient les s.r. (socialiste revolutionaires) et les menchéviks, le Gouvernement provisoire lança contre les manifestants désarmés des détachements d'élèves officiers et de cosaques qui ouvrirent le feu. Le Gouvernement provisoire fit rappeler du front des troupes contre-révolutionnaires pour écraser l'action. A une réunion du Comité central et du Comité de Petrograd qui se déroula dans la nuit du 4 au 5 juillet, sous la direction de Lénine, la décision fut prise de faire cesser d'une manière organisée les manifestations pour préserver de la débâcle le gros des forces révolutionnaires. Les s.r. (socialiste révolutionnaires) et les mencheviks se firent pratiquement les complices de la répression. La manifestation réprimée, ils s'attaquèrent, de concert avec la bourgeoisie, au Parti bolchevik. La Pravda, la Soldatskaïa Pravda et les autres journaux bolcheviks furent interdits par le Gouvernement provisoire. L'imprimerie « Troud » fut saccagée. Le Gouvernement provisoire procéda au désarmement des ouvriers ; arrestations en masse, perquisitions et massacres se multiplièrent. Les troupes révolutionnaires furent retirées de la garnison de Petrograd et envoyées au front. Après les journées de juillet, le pouvoir passa entièrement entre les mains du Gouvernement provisoire. La dualité des pouvoirs et la période pacifique de la révolution étaient terminées.
89 Petrograd et Moscou.
90 Il s'agit de la rébellion dirigée par le général de l'armée tsariste Kornilov, commandant en chef. Les rebelles comptaient s'emparer de Petrograd, détruire les organisations ouvrières, dissoudre les Soviets et instaurer dans le pays une dictature militaire pour rétablir ensuite la monarchie. Le 25 août (7 septembre), Kornilov dirigea le 3° corps de cavalerie sur Petrograd. Le Parti bolchevik se prononça pour tout faire pour mettre le putsch en échec, tout en ne cessant pas de dénoncer le Gouvernement provisoire, ses complices s.r. (socialistes révolutionnaires) et menchéviks. A l'appel du C.C. du Parti bolchevik, les ouvriers de Petrograd commencèrent rapidement à former des détachements de la Garde Rouge, des comités révolutionnaires apparurent dans certaines régions, et l'offensive de Kornilov fut stoppée.

91 Cadets, membres du parti constitutionnel démocrate (K.-D.), principal parti de la bourgeoisie monarchiste libérale en Russie. Le parti fut fondé en octobre 1905 ; il comprenait des représentants de la bourgeoisie, des propriétaires fonciers et des intellectuels bourgeois. Milioukov, Mouromtsev, Maklakov, Chingarev, Strouvé étaient parmi leurs chefs de file. Pendant la première guerre mondiale, ils soutinrent activement la politique extérieure annexionniste du gouvernement du tsar. Au cours de la révolution de février, ils essayèrent de sauver la monarchie. Occupant une situation prépondérante dans le Gouvernement provisoire bourgeois, les cadets menèrent une politique antipopulaire, contre révolutionnaire. Après la victoire de la Révolution d'Octobre, les cadets furent des ennemis irréconciliables du pouvoir soviétique.
92 La Conférence démocratique de Russie fut convoquée par le comité exécutif central des Soviets où prédominaient les menchéviks et les s.r. socialistes-révolutionnaires, sous prétexte de régler la question du pouvoir, le vrai but étant de trouver un dérivatif à la poussée révolutionnaire grandissante. Fixée au 12 (25) septembre, elle fut ajournée et se tint à Petrograd du 14 au 22 septembre (27 septembre 5 octobre) 1917 avec plus de 1 500 participants. Les leaders menchéviks et s.r. firent tout le possible pour réduire le nombre de représentants ouvriers et paysans au profit des organisations petites bourgeoises et bourgeoises, qui s'y trouvèrent ainsi en majorité. Le C.C. du P.O.S.D. (b.)R., à sa séance du 3 (16) septembre, décida de prendre part à la Conférence, et envoya aux organisations de base du Parti une circulaire indiquant qu'il fallait « réunir tous les efforts afin d'assurer la présence à la Conférence du groupe le plus nombreux et le plus uni possible ». En acceptant de participer à la Conférence, les bolcheviks voulaient en utiliser la tribune pour mettre en accusation les menchéviks et les s.r. Dans sa lettre au Comité central, aux comités de Petrograd et de Moscou du P.O.S.D. (b.) R., intitulée « les bolcheviks, doivent prendre le pouvoir » et dans la lettre au C.C. « Le marxisme et l'insurrection », Lénine détermina l'attitude des bolcheviks à l'égard de la Conférence démocratique. La Conférence décida de former un Préparlement (Conseil provisoire de la République), qui devait donner l'impression que le régime parlementaire était instauré en Russie. Or, selon l'arrêté adopté par le Gouvernement provisoire lui-même, le Préparlement ne devait jouer qu'un rôle consultatif. A la réunion des bolcheviks participants à la Conférence démocratique, convoquée par le Comité central du Parti, il fut décidé par 77 voix contre 50 de prendre part au Préparlement. Dans ses articles « Les champions de la fraude et les erreurs des bolcheviks », « Notes d'un publiciste », « Les erreurs de notre Parti » et « La crise est mûre », Lénine critiqua les erreurs tactiques commises par les bolcheviks vis à vis de la Conférence démocratique : il exigea que les bolcheviks quittent le Préparlement, en soulignant la nécessité de concentrer tous les efforts sur la préparation de l'insurrection, contra la position défendue par Kaménev et autres qui préconisaient la participation. Le 7 (20) octobre, le jour de l'ouverture du Préparlement, les bolcheviks donnèrent lecture d'une déclaration et quittèrent le Préparlement.

Conseil d'un absent

J 'écris ces lignes le 8 octobre, sans grand espoir qu'elles soient dès le 9 entre les mains des camarades de Petrograd. Il se peut qu'elles arrivent trop tard pour le congrès des Soviets de la région du Nord qui est fixé au 10 octobre. Je tâcherai néanmoins de donner ces « Conseils d'un absent », pour le cas où l'action probable des ouvriers et des soldats de Petrograd et de tous les « environs » se produirait bientôt, mais elle ne s'est pas encore produite. Il est clair que tout le pouvoir doit passer aux Soviets. Il doit être également indiscutable pour tout bolchévik que le pouvoir révolutionnaire prolétarien (ou bolchevik, ce qui revient au même aujourd'hui) est assuré de la plus grande sympathie et du soutien sans réserve des travailleurs et des exploités du monde entier, de ceux des pays belligérants en particulier et surtout de la paysannerie russe. Ce n'est pas la peine de s'arrêter sur ces vérités trop connues de tous et prouvées depuis longtemps.

Il faut s'arrêter sur un point qui n'est peut-être pas tout à fait clair pour tous les camarades, à savoir que le passage du pouvoir aux Soviets signifie en fait aujourd'hui l'insurrection armée. La chose pourrait bien sembler évidente ; mais tout le monde n'a pas approfondi ce point et ne l'approfondit pas. Renoncer maintenant à l'insurrection armée signifierait renoncer au mot d'ordre essentiel du bolchévisme (tout le pouvoir aux Soviets) et à l'internationalisme révolutionnaire prolétarien dans son ensemble.Or, l'insurrection armée est une forme particulière de la lutte politique ; elle est soumise à des lois particulières, qu'il faut étudier attentivement. Cette vérité, Karl Marx l'a exprimée avec un relief remarquable, quand il écrivait que « l'insurrection armée, comme la guerre, est un art ».

Voici les règles principales de cet art que Marx a exposées :

1. Ne jamais jouer avec l'insurrection, et lorsqu'on la commence, être bien pénétré de l'idée qu'il faut la mener jusqu'au bout.
2. Rassembler à tout prix une grande supériorité de forces à l'endroit décisif, au moment décisif, faute de quoi l'ennemi, possédant une

meilleure préparation et une meilleure organisation, anéantira les insurgés.

3. Une fois l'insurrection commencée, il faut agir avec la plus grande décision et passer coûte que coûte à l'attaque. « La défensive est la mort de l'insurrection armée. »
4. Il faut s'efforcer de prendre l'ennemi par surprise, saisir le moment où ses troupes sont encore dispersées.
5. Il faut remporter chaque jour ne fût-ce que de petits succès (on peut dire à chaque heure, s'il s'agit d'une ville), et maintenir à tout prix la « supériorité morale ».

Marx résumait le bilan des leçons de toutes les révolutions, en ce qui concerne l'insurrection armée, par les paroles « du plus grand maître de la tactique révolutionnaire de l'histoire, Danton : de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace[93] ».

Appliqués à la Russie et à octobre 1917, ces principes signifient : offensive simultanée, aussi soudaine et aussi rapide que possible sur Petrograd, et à la fois de l'extérieur, de l'intérieur, des quartiers ouvriers, de Finlande, de Reval, de Cronstadt, offensive de toute la flotte, concentration de forces infiniment supérieures aux 15 ou 20 mille hommes (peut-être plus) de notre « garde bourgeoise » (les élèves-officiers), de nos « troupes de chouans » (unités cosaques), etc.

Combiner nos trois forces principales : la flotte, les ouvriers et les unités de l'armée afin de nous emparer et de conserver coûte que coûte : a) le téléphone, b) le télégraphe, c) les gares, d) les ponts, en premier lieu.

Choisir les éléments les plus résolus (nos « troupes de choc » et la jeunesse ouvrière, ainsi que les meilleurs matelots) et les répartir en petits détachements pour qu'ils s'emparent de tous les points essentiels et pour qu'ils participent partout, à toutes les opérations importantes, par exemple :

Encercler Petrograd et l'isoler, s'en emparer par une attaque concertée de la flotte, des ouvriers et des troupes, - tâche qui exige de l'art et une triple audace. Constituer des détachements des meilleurs ouvriers qui, armés

de fusils et de bombes, attaqueront et cerneront les « centres » de l'ennemi (écoles militaires, télégraphe, téléphone, etc.) et qui auront pour mot d'ordre : périr jusqu'au dernier, mais ne pas laisser passer l'ennemi.

Espérons que, au cas où l'insurrection serait décidée, les dirigeants appliqueront avec succès les grands préceptes de Danton et de Marx. Le succès de la révolution russe et de la révolution mondiale dépend de deux ou trois jours de lutte.

Ecrit le 8 (21) octobre 1917
Paru pour la première fois le 7 novembre 1920,
dans le n° 250 de la « *Pravda* »

93 F.Engels, Révolution et contre révolution en Allemagne

Sur la phrase révolutionnaire

LORSQUE J'AI DIT dans une réunion du Parti[94] que la phrase révolutionnaire sur la guerre révolutionnaire pourrait causer la perte de notre révolution, on m'a reproché de me montrer trop acerbe dans la polémique. Mais il est des moments qui obligent à poser les questions de front et d'appeler les choses par leur nom sous peine de causer un préjudice irréparable au Parti et à la révolution.

La phrase révolutionnaire est le plus souvent un mal dont souffrent les partis révolutionnaires dans les moments où ceux-ci réalisent de près ou de loin la liaison, la réunion, l'interpénétration d'éléments prolétariens et petits-bourgeois et où le cours des évènements révolutionnaires connait de brusques et importants revirements. La phrase révolutionnaire, c'est la répétition de mots d'ordre révolutionnaires sans égard aux circonstances objectives, au changement marqué par les derniers évènements en date, à la situation du moment. Des mots d'ordre excellents, qui entrainent et enivrent, mais sont dépourvus de base solide, telle est l'essence de la phrase révolutionnaire.

Examinons au moins les principaux arguments invoqués en faveur de la guerre révolutionnaire actuellement, en janvier-février 1918, en Russie : la confrontation de ce mot d'ordre avec la réalité objective nous éclairera sur la justesse de la définition que je viens de donner.

1

NOTRE PRESSE a toujours parlé de la nécessité de préparer la guerre révolutionnaire au cas où le socialisme triompherait dans un seul pays, le capitalisme subsistant dans les pays voisins. C'est indiscutable.

Une question se pose : comment cette préparation s'est-elle déroulée en fait après notre Révolution d'Octobre ?

Elle s'est déroulée de façon que nous avons dû démobiliser l'armée ; nous y avons été amenés par des circonstances tellement évidentes, impérieuses, irrésistibles, que non seulement il ne s'est pas formé dans le Parti de « courant » ou d'état d'esprit opposé à la démobilisation, mais

qu'il ne s'est même pas trouvé une seule voix pour s'élever là contre. Quiconque voudra bien *réfléchir* aux raisons de classe d'un fait aussi singulier que la démobilisation de l'armée de la République socialistes des Soviets, encore en guerre contre un État impérialiste voisin, n'aura guère de peine à trouver ces raisons dans la structure sociale d'un pays de petits cultivateurs, retardataire, réduit par trois années de guerre à un grave état de marasme. La démobilisation d'une armée comptant des milliers d'hommes et le passage à la formation d'une Armée Rouge[95] suivant le principe du *volontariat*, tels sont les faits.

Mettez en regard de ces faits les propos au sujet d'une guerre révolutionnaire en janvier-février 1918, et vous verrez clairement ce qu'est la phrase révolutionnaire.

Si la « prise de position » en faveur de la guerre révolutionnaire, disons par les organisations de Petrograd et de Moscou, était autre chose qu'une phrase, nous aurions été entre octobre et janvier les témoins d'autres faits : nous aurions vu ces organisations combattre résolument la démobilisation, les succès de cette lutte et l'arrêt de la démobilisation.

Il ne s'est rien produit de semblable.

Nous aurions reçu des centaines d'informations sur les régiments se formant en Armée Rouge, arrêtant la démobilisation par des mesures de terreur, améliorant leurs positions et se retranchant en prévision d'une éventuelle offensive de l'impérialisme allemand.

Il ne s'est rien produit de semblable. La démobilisation bat son plein. L'ancienne armée n'existe plus. Les premiers embryons de la nouvelle commencent à peine à se former.

Quiconque ne veut pas se payer des mots, ne peut pas ne pas avoir que le « mot d'ordre » de guerre révolutionnaire en février 1918 est une phrase creuse, derrière laquelle il n'y a rien de concret, rien d'objectif. Les sentiments, les vœux pieux, la colère, l'indignation, tel est le seul *contenu* de ce mot d'ordre à l'heure présente. Et un mot d'ordre qui n'a que ce contenu, on l'appelle précisément une phrase révolutionnaire.

Les actes de notre parti et du pouvoir des Soviets, les actes des bolcheviks de Petrograd et de Moscou ont montré qu'on n'a pas encore

réussi à faire plus que les premiers pas vers la création d’une Armée Rouge de volontaires. Se dissimuler ce fait est désagréable, mais incontestable, à l’aide de déclamations, et en même temps, loin de faire obstacle à la démobilisation, *ne pas même y faire d’objections*, c’est se griser de mots.

Voici, par exemple, une confirmation caractéristique de ce qui vient d’être dit : au Comité central de notre Parti, la majorité des adversaires les plus en vue de la paix séparée ont voté contre la guerre révolutionnaire, aussi bien en janvier qu’en février[96]. Qu’est-ce à dire ? C’est dire que l’impossibilité d’une guerre révolutionnaire est reconnue de tous ceux qui ne craignent pas de regarder la vérité en face.

En pareil cas, on élude la vérité ou l’on essaie d’user de faux-fuyants.

Voyons comment.

2

PREMIER FAUX-FUYANT. La France de 1792 ne souffrait pas d’une moindre désorganisation, mais la guerre révolutionnaire a tout guéri, a enflammé tout le monde a suscité l’enthousiasme et a tout vaincu. Seuls ceux qui ne croient pas en la révolution, seuls les opportunistes peuvent, devant notre révolution qui est beaucoup plus profonde, se prononcer contre la guerre révolutionnaire.

Confrontons ce faux-fuyant ou cet argument avec les faits. Le fait est que, dans la France de la fin du XVIIIe siècle, la base économique d’un mode de production nouveau, supérieur, c’était créé en premier, et que la puissante armée révolutionnaire n’en fut qu’un résultat, une superstructure. La France secoua le régime féodal avant les autres pays : elle le balaya après plusieurs années de révolution victorieuse et mena un peuple qu’aucune guerre n’avait fatigué, qui venait de conquérir la liberté et la terre, qui s’était fortifié en éliminant le régime féodal, à la guerre contre des peuples économiquement et politiquement arriérés.

Maintenant voyez la différence avec la Russie contemporaine, incroyablement lasse de la guerre. Le régime économique nouveau, supérieur au capitalisme d’État organisé, d’une Allemagne parfaitement équipée au point de vue technique, n’existe pas encore. Il ne fait que se fonder. Notre paysan n’a que la loi sur la socialisation de la terre[97], il n’a

pas encore derrière lui une seule année de travail libre (par rapport au propriétaire foncier et aux souffrances de la guerre). Notre ouvrier a commencé à se débarrasser du capitaliste, mas n'a pas encore eu le temps d'organiser la production, de mettre au point l'échange de produits, d'assurer le ravitaillement en blé, d'augmenter la productivité du travail.

Nous y allons, nous sommes engagés sur cette voie, mais il est évident que le régime nouveau, économiquement supérieur, n'existe pas encore.

Le régime féodal vaincu, la liberté bourgeoise affermie, le paysan rassasié marchant contre les pays féodaux, telle est la base économique des « miracles » de 1792-1793 dans le domaine militaire.

Un pays de petits cultivateur, affamé et épuisé par la guerre, qui commence tout juste à panser ses plaies, contre une productivité du travail supérieure par la technique et l'organisation, telle est la situation objective au début de 1918.

C'est pourquoi toutes les évocations de 1792, etc. Ne sont que phrase révolutionnaire. On reprend des mots d'ordre, des paroles, des cris de guerre, mais on a peur d'analyser la réalité objective.

3

DEUXIÈME FAUX-FUYANT. L'Allemagne « ne pourra pas prendre l'offensive », sa révolution qui monte ne lui permettra pas.

Que les Allemands « ne puissent pas prendre l'offensive », cet argument a été repris des millions de fois en janvier et au début de février 1918 par les adversaires de la paix séparée. Les plus prudent d'entre eux estimaient, à peu près s'entend, qu'il était juste pour un quart ou pour un tiers.

Les faits ont démenti ces calculs. Là encore, les adversaires de la paix séparée tournent très souvent le dos aux faits, dont ils redoutent la logique d'airain.

Où était la source de cette erreur, que les vrais révolutionnaires (pas les révolutionnaires du sentiment) doivent savoir reconnaitre et méditer ?

Peut-être le fait que, d'une manière générale, nous avons manœuvré et fait de l'agitation à propos des pourparlers de paix ? Non. L'erreur n'était pas là. Il était nécessaire de manœuvrer et de faire de l'agitation. Mais il

fallait aussi déterminer le « moment opportun », tant pour manœuvrer et faire de l'agitation — aussi longtemps que la chose était possible — que pour cesser toutes manœuvres quand la question se trouva poser de front.

La source de l'erreur, c'était que notre collaboration révolutionnaire avec les ouvriers révolutionnaires d'Allemagne était devenue une phrase. Nous avons aidé les ouvriers révolutionnaires d'Allemagne et nous continuerons à le faire par tous les moyens à notre disposition : fraternisation, agitation, publication des traités secrets, etc. C'est une aide efficace, une aide pratique.

Par contre les déclarations de certains de nos camarades : « Les Allemands ne pourront pas prendre l'offensive », étaient une phrase. Nous venons, pour notre part, de traverser une révolution. Nous savons tous très bien pourquoi la révolution a pu commencer plus facilement en Russie qu'en Europe. Nous avions vu qu'il ne nous avait pas été possible d'empêcher l'offensive de l'impérialisme russe en juin 1917, bien qu'il y eût déjà chez nous une révolution qui n'avait pas seulement commencé, qui n'avait pas seulement renversé la monarchie, mais qui avait aussi créé partout des soviets. Nous l'avions vu, nous le savions, nous l'avons expliqué aux ouvriers : les guerres sont faites par les gouvernements. Pour mettre un terme à la guerre bourgeoise, il faut renverser le gouvernement bourgeois.

Déclarer : « les Allemands ne pourront pas prendre l'offensive », c'était dire par conséquent : « nous savons que le gouvernement de l'Allemagne sera renversé dans les semaines qui viennent ». Or, cela nous ne le savions pas, nous ne pouvions pas le savoir, et c'est pourquoi cette affirmation n'était qu'une phrase.

Une chose d'être convaincu que la révolution allemande est en train de murir et de l'y aider sérieusement dans la mesure de nos forces par le travail, l'agitation, la fraternisation — par ce que vous voudrez mais que ce soit du travail. C'est là l'internationalisme prolétarien révolutionnaire.

Autre chose est de déclarer, directement ou indirectement, ouvertement ou sous le manteau, que la révolution allemande est déjà mure (alors que manifestement il n'en est pas ainsi), et de fonder là-dessus sa tactique. Il

n’y a pas là le moindre grain d’esprit révolutionnaire, il n’y a là que des phrases. Voilà la source de l’erreur contenue dans cette affirmation « fière, éclatante, sonore, d’un bel effet » : « les Allemands ne pourront pas prendre l’offensive ».

4

UNE SIMPLE VARIANTE de cette absurdité prétentieuse c’est l’affirmation selon laquelle « nous aidons la révolution allemande en résistant à l’impérialisme » allemand, nous rapprochons ainsi la victoire Liebknecht sur Guillaume.

Certes, la victoire de Liebknecht — possible et inévitable quand la révolution allemande aura muri et sera définitivement venue à terme — nous délivrera de toutes les difficultés internationales, ainsi que de la guerre révolutionnaire. La victoire de Liebknecht nous mettra à l’abri des suites de toutes nos bêtises. Cela nous autorise-t-il à en commettre ?

Toute résistance à l’impérialisme allemand est-elle une aide à la révolution allemande ? Quiconque voudra réfléchir un peu ou, tout au moins, se remémorer l’histoire du mouvement révolutionnaire en Russie, verra aisément que seule une résistance rationnelle à la réaction peut servir la révolution. Nous connaissons par l’expérience d’un demi-siècle de mouvement révolutionnaire en Russie une foule d’exemple de résistance inopportune à la réaction. Nous, marxistes, avons toujours été fiers de savoir déterminer, en tenant un compte rigoureux des forces de masses et des rapports entre les classes, si telle ou telle forme de lutte était opportune ou non. Nous avons dit : l’insurrection n’est pas toujours opportune ; faute de certaines prémisses à réaliser parmi les masses, elle tourne à l’aventure. Nous avons très souvent condamné, comme inopportunes et nuisibles du point de vue de la révolution, les formes les plus héroïques de résistance individuelle. Instruits par une amère expérience, nous avons rejeté en 1907 comme inopportun le refus de participer à la IIIe Douma, etc.

Pour aider la révolution allemande, il faut ou bien se borner à la propagande, à l’agitation, à la fraternisation, tant que nous n’avons pas la force de porter ouvertement un coup rude, sérieux, décisif dans un choc militaire ou insurrectionnel ; ou bien accepter de porter ce choc en

sachant que cela ne profitera pas à l'ennemi.

Il est évident pour tous (sauf peut-être pour ceux que la phrase enivre complètement) qu'accepter un important conflit insurrectionnel ou militaire alors qu'on ne dispose manifestement pas de forces suffisantes, qu'on n'a manifestement pas d'armée, c'est se lancer dans une aventure qui, loin d'aider les ouvriers allemands, rendra leur lutte plus difficile et facilitera la tâche de leur ennemi et du notre.

5

ON NOUS PRÉSENTE ici un autre faux-fuyant, si puérilement ridicule que jamais je n'aurais cru qu'on puisse invoquer pareil argument, si je ne l'avais entendu de mes propres oreilles.

« Les opportunistes nous disaient bien en octobre que nous n'avions pas de force, ni de troupes, ni de mitrailleuses, ni de matériel, mais tout cela nous est venu au court du combat, lorsque commence la lutte de classe contre classe. Il en sera de même dans la lutte du prolétariat de Russie contre la classe capitaliste d'Allemagne ; le prolétaire allemand viendra à la rescousse. »

En octobre, nous avons su, précisément, tenir un compte exact des forces des masses. Nous ne pensions pas seulement, nous savions pertinemment, par l'expérience des élections de masses aux Soviets, qu'en septembre et au début d'octobre l'immense majorité des ouvriers et des soldats étaient déjà passé de notre côté. Nous savions, ne fut-ce que par les votes de la Conférence démocratique[98], que la coalition avait aussi perdu tout crédit parmi les paysans et que, par conséquent, notre cause était déjà gagnée.

Les prémisses objectives de la lutte insurrectionnelle d'octobre étaient les suivantes :

1. Les soldats n'étaient plus sous la trique : février 1917 l'avait jetée en bas (l'Allemagne n'était pas encore à la veille de « son » février) ;
2. Les soldats avaient déjà parcouru et franchi, de même que les ouvriers, l'étape au cours de laquelle ils s'étaient retirés sciemment, en toute connaissance de cause et expérience faite, de la coalition.

De là, et de là seulement, découlait la justesse du mot d'ordre « pour l'insurrection » en octobre mot d'ordre qui aurait été faux en juillet, moment où nous ne l'avons d'ailleurs pas formulé).

La faute des opportunistes d'octobre[99] n'est pas de s'être « préoccupés » des prémisses objectives (seuls des enfants pourraient le penser), mais d'avoir porté un jugement erroné sur les faits, d'avoir considéré des détails sans voir l'essentiel : le revirement des Soviets, qui s'étaient détournés des conciliateurs pour venir à nous.

Comparer un conflit armé avec l'Allemagne (qui n'a encore connu ni son « février » ni son « juillet », sans parler de son octobre), une Allemagne au gouvernement impérialiste bourgeois et monarchique, à la lutte insurrectionnelle d'octobre contre les ennemis des Soviets — des Soviets qui murissaient depuis février 1917 et qui avaient atteint en septembre et octobre leur complète maturité, c'est d'un enfantillage qui mérite qu'on le montre du doigt. Voilà à quelles absurdités la phrase peut amener les gens !

6

AUTRE FAUX-FUYANT : « Mais l'Allemagne va nous étouffer économiquement par le traité de paix séparé ; elle va nous enlever la houille, le blé, elle va nous asservir. »

Argument de toute sagesse : il faut aller au-devant d'un conflit militaire, sans armée, bien qu'il ne puisse manifestement conduire qu'à la servitude et, plus encore, à l'étranglement, à l'accaparement du blé sans aucune contrepartie, nous plaçant dans la situation la Serbie et de la Belgique, — il faut prendre ce chemin, autrement, il y aura un traité onéreux, l'Allemagne lèvera sur nous un tribut de 6 à 12 milliards par versements échelonnés, nous prendra du blé en échange de machines, etc.

Ô, héros de la phrase révolutionnaire ! Repoussant l'« asservissement » à l'impérialisme, ils taisent modestement le fait que, pour se libérer pleinement de la servitude, il faut renverser l'impérialisme.

Nous sommes prêts à accepter un traité onéreux et une paix séparée, parce que nous savons que nous ne sommes pas encore prêts, en ce

moment, à la guerre révolutionnaire, qu'il faut savoir attendre (comme nous avons attendu, en subissant le joug de Kerenski et le joug de notre bourgeoisie, de juillet à octobre), attendre d'être plus forts. C'est pourquoi, s'il est possible d'obtenir une paix séparée même très onéreuse, nous devons absolument l'accepter dans l'intérêt de la révolution socialiste, qui est encore faible (car la révolution qui murit en Allemagne n'est pas encore venue à notre aide, nous Russes). Ce n'est qu'en cas d'impossibilité absolue d'obtenir la paix séparée qu'il faudra tout de suite combattre, *non pas parce que ce sera une tactique juste, mais parce que nous n'aurons pas le choix*. Devant une telle impossibilité, il ne sera même pas question de discuter d'une tactique ou d'une autre. Nous serons acculés à une seule solution : la résistance la plus acharnée. Mais tant que nous avons le choix, nous devons opter pour la paix séparée et le traité, même s'il est très désavantageux, car cela vaut tout de même cent fois mieux que la situation de la Belgique.

Nous nous renforçons de mois en mois, bien que nous soyons encore faibles aujourd'hui. La révolution socialiste internationale murit en Europe de mois en mois, bien qu'elle n'ait pas encore atteint sa maturité. C'est pourquoi..., raisonnent les « révolutionnaires » (ne vous en déplaise !), nous devons accepter le combat au moment où l'impérialisme allemand, qui s'affaiblit de mois en mois (en raison de la révolution qui murit lentement mais inéluctablement en Allemagne), est notoirement plus fort que nous !

Ils raisonnent magnifiquement, nos « révolutionnaires » sentimentaux, ils raisonnent admirablement !

7

DERNIER FAUX-FUYANT, le plus “hardi”, le plus usité :« Une paix infâme ; c'est le déshonneur, c'est la trahison envers la Lettonie, la Pologne, la Courlande, la Lituanie. »

Faut-il s'étonner de voir précisément les bourgeois russes (et leurs suppôts du Novy Loutch, du Diélo Naroda et de la Novaïa Jizn) exploiter avec le plus de zèle cet argument prétendument internationaliste ?

Non, il n'y a là rien d'étonnant, car cet argument est un piège que la bourgeoisie tend sciemment aux bolcheviks russes et dans lequel

certains bolcheviks tombent inconsciemment, par amour de la phrase.

Examinons cet argument du point de vue théorique : qu'est-ce qui prime, le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ou le socialisme ?

C'est le socialisme.

Est-il permis, pour éviter une violation de droit des nations à disposer d'elles-mêmes, de jeter en pâture la République socialiste des Soviets, de l'exposer aux coups de l'impérialisme au moment où ce dernier est manifestement le plus fort et où la République des Soviets est manifestement la plus faible ?

Non. Ce n'est pas permis. Ce n'est pas une politique socialiste, c'est une politique bourgeoise

Poursuivons. Une paix qui « nous » restituerait la Pologne, la Lituanie, et la Courlande serait-elle une paix moins déshonorante, moins annexionniste ?

Du point de vue du bourgeois russe, oui.

Du point de vue d'un socialiste internationaliste, non. Car, après avoir libéré la Pologne (ce que souhaitèrent pendant quelque temps certain bourgeois d'Allemagne), l'impérialisme allemand étranglerait encore plus fortement la Serbie, la Belgique, etc.

Quand la bourgeoisie russe crie à la paix « infâme » elle exprime très exactement son intérêt de classe.

Mais quand certain bolcheviks (qui souffrent de la maladie de la phrase) reprennent cet argument, cela devient affligeant.

Considérez l'attitude réelle de la bourgeoisie anglo-française. Celle-ci fait tout actuellement pour nous entrainer dans la guerre contre l'Allemagne, elle nous promet les plus grands biens, des bottes, des pommes de terre, des obus, des locomotives (à crédit...ce n'est pas de la « servitude », ne craignez rien ! C'est « seulement » du crédit !). Elle veut que nous fassions maintenant la guerre à l'Allemagne. On comprend ce qui la pousse à le vouloir : d'abord, nous retiendrions ainsi une partie des forces allemandes. Ensuite, ce qui pourrait le plus facilement conduire à sa porte le pouvoir des Soviets, c'est un conflit armé qui l'opposerait à un

moment inopportun à l'impérialisme allemand.

La bourgeoisie anglo-française nous tend un traquenard : faites donc la guerre dès maintenant, mes bons amis, nous y gagnerons joliment. Les Allemands vous dépouilleront, feront de « bonnes affaires » à l'Est, se montreront plus coulants à l'Ouest, et du même coup le pouvoir des Soviets aura vécu...Faites la guerre, mes bons « alliés » bolcheviks, nous vous aiderons !

Et les bolchéviks de « gauche » (ne vous en déplaise) tombent dans le panneau, avec leurs phrases ultra-révolutionnaires...

Oui, oui, le penchant à la phrase révolutionnaire est un reste de l'esprit petit-bourgeois. C'est là une vieille vérité, une vieille histoire qui trop souvent devient nouveauté...

8

AU COURS de l'été 1907, notre Parti a également connu une maladie de la phrase révolutionnaire analogue, sous certains rapports, à celle d'aujourd'hui. A Petrograd et Moscou presque tous les bolcheviks étaient partisans de boycotter la IIIe Douma, substituaient le « sentiment » à l'analyse objective et fonçaient tête baissée dans le piège.

Cette maladie réapparait.

Le moment est plus difficile. La question est un million de fois plus importante. Tomber malade à un tel moment, c'est mettre en cause l'existence même de la révolution.

Il faut faire la guerre à la phrase révolutionnaire, nous le devons, c'est une nécessité absolue, pour que, parlant de nous, on n'énonce pas quelque jour cette amère vérité : « La phrase révolutionnaire sur la guerre révolutionnaire a causé la perte de la révolution. »

Notice. - Article signé « *Karpov* » dans la *Pravda* n°31, 21 février 1918
Et les « *Izvestia du Comité exécutif central de Russie* » n°43, 8 mars 1918

94. Écrit de Lénine contre les positions extrémistes du grouppe qui faisait référence à la revue Kommunist (Boukarine, Ossinski, Radek, Smirnov), Moscou 1918, La revue Kommunist, édition Smolny, 2011. Le décret du Conseil des Commissaires du Peuple sur l'Arme Rouge ouvrier et paysanne, daté du 15 (28) janvier, fut publié le 19 janvier 1918

95 Le décret du Conseil des Commissaires du Peuple sur l'Arme Rouge ouvrier et paysanne, daté du 15 (28) janvier, fut publié le 19 janvier 1918

96 A la réunion du CC du 11 (24) janvier, 2 membres votent contre, 11 votent pour la guerre révolutionnaire. A celle du 17 février, seuls 3 membres partisans de la poursuite de la guerre s'abstiennent lors du vote.

97. La *Loi sur la socialisation de la terre* fut adoptée le 18 (31) janvier 1918 par le III congres des soviets de Russie et publiée le 19 février.

98 La Conférence démocratique de Russie se tint à Petrograd du 14 au 22 septembre 1917. Elle se prononça pour un gouvernement sans les Cadets, mais toujours dans le cadre d'une coalition gouvernementale, hors des Soviets, des partis socialistes que devait préparer le Conseil provisoire de la République ou Préparlement que boycottèrent les bolcheviks.

99 Ceux des bolcheviks qui n'étaient pas convaincus en octobre de l'opportunité de la prise immédiate du pouvoir, comme par exemple Zinoviev ou Kamenev.

Une leçon dure, mais nécessaire

La semaine du 18 au 24 (11) février 1918 entrera dans l'histoire de la révolution russe - et internationale - comme un des plus grands tournants historiques.

Le 27 février 1917, le prolétariat russe a renversé la monarchie en agissant en commun avec une partie de la paysannerie, réveillée par le cours des événements militaires, et avec la bourgeoisie. Le 21 avril 1917, il a renversé le pouvoir absolu de la bourgeoisie impérialiste et fait passer le pouvoir entre les mains des partisans petits-bourgeois de la conciliation avec la bourgeoisie. Le 3 juillet, le prolétariat urbain, soulevé en une manifestation spontanée, a porté un coup au gouvernement conciliateur. Le 25 octobre, il l'a jeté bas et a instauré la dictature de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre.

Il fallut défendre cette victoire par la guerre civile. Cela prit environ trois mois : ce fut d'abord la victoire sur Kérenski devant Gatchina, puis les victoires sur la bourgeoisie, les élèves-officiers et une partie des Cosaques contre-révolutionnaires à Moscou, Irkoutsk, Orenbourg, Kiev, et enfin la victoire sur Kalédine, Kornilov et Alexéev à Rostov-sur-Don.

L'incendie de l'insurrection prolétarienne embrasa la Finlande[100]. La flamme gagna la Roumanie.

Sur le front intérieur les victoires furent relativement aisées, l'ennemi ne disposant d'aucune supériorité ni en matériel, ni en organisation et ne pouvant s'appuyer sur aucune base économique, sur aucun soutien dans les masses de la population. La facilité de ces victoires ne pouvait pas ne pas tourner la tête à beaucoup de dirigeants. On vit se répandre l'état d'esprit : « Nous n'en ferons qu'une bouchée ».

On ne voulait pas voir la profonde désagrégation d'une armée qui se démobilisait rapidement et quittait le front. On se grisait de phraséologie révolutionnaire. On transporta cette phraséologie dans le domaine de la lutte contre l'impérialisme mondial. On prit le « relâchement » provisoire de sa poussée contre la Russie pour quelque chose de normal, alors qu'il ne s'expliquait en fait que par un entracte

dans la guerre du rapace allemand contre le rapace anglo-français. On prit le début des grèves de masse en Autriche et en Allemagne pour la révolution, laquelle, pensait-on, nous mettait désormais à l'abri de tout danger grave de la part de l'impérialisme allemand. Au lieu d'entreprendre un travail sérieux, efficace, soutenu, pour porter assistance à la révolution allemande, dont la naissance est particulièrement dure et difficile, on se donnait des airs méprisants : « Ces impérialistes allemands..., avec Liebknecht nous n'en ferons qu'une bouchée ! »

La semaine du 18 au 24 février 1918, de la prise de Dvinsk à celle de Pskov (qui devait être repris par la suite), semaine d'offensive militaire de l'Allemagne impérialiste contre la République socialiste des Soviets, fut une leçon amère, cuisante, pénible, mais nécessaire, utile et bienfaisante. Infiniment édifiante était la comparaison des deux groupes de télégrammes et de communications téléphoniques qui affluèrent pendant cette semaine au centre du gouvernement ! D'une part, le déchaînement de la phrase révolutionnaire « résolutoire », de la phrase steinbergienne, pourrait-on dire en se référant au chef-d'œuvre du genre, au discours du socialiste-révolutionnaire « de gauche » (hum... hum...) Steinberg à la séance de samedi du Comité exécutif central[101] . D'autre part, la honte poignante des nouvelles sur les régiments refusant de tenir leurs positions, sur leur refus de défendre même la ligne Narva, sur la non-exécution de l'ordre prescrivant de tout détruire lors de la retraite ; et nous ne parlons pas de la fuite, du chaos, de la maladresse, de l'impuissance, du laisser-aller.

Leçon amère, cuisante, pénible, mais nécessaire, utile, bienfaisante !

L'ouvrier conscient, s'il y réfléchit, tirera de cette leçon historique trois conclusions sur notre attitude envers la défense de la patrie, la capacité de défense du pays, la guerre révolutionnaire, socialiste ; sur les conditions de notre conflit avec l'impérialisme mondial ; sur la façon de poser correctement la question de nos rapports avec le mouvement socialiste international.

Depuis le 25 octobre 1917, nous sommes des partisans de la défense nationale ; depuis ce jour, nous sommes pour la défense de la patrie. Car nous avons prouvé dans les faits que nous avons rompu avec

l'impérialisme. Nous avons dénoncé et divulgué les accords-complots infâmes et sanglants des impérialistes. Nous avons renversé notre bourgeoisie. Nous avons donné la liberté aux peuples que nous opprimions. Nous avons donné la terre au peuple et instauré le contrôle ouvrier. Nous sommes pour la défense de la République socialiste soviétique de Russie.

Mais c'est justement parce que nous sommes pour la défense de la patrie que nous réclamons une attitude sérieuse quand on traite de la capacité de défense et de la préparation militaire du pays. Nous déclarons une guerre sans merci à la phraséologie révolutionnaire sur la guerre révolutionnaire. Celle-ci doit être préparée longuement, sérieusement, en commençant par le relèvement économique du pays, par la remise en état des chemins de fer (sans lesquels la guerre moderne n'est qu'une phrase dénuée de sens), par la restauration à tous les échelons de la plus stricte discipline et de la maîtrise de soi révolutionnaires.

C'est un crime, du point de vue de la défense de la patrie, que d'accepter le combat avec un ennemi infiniment plus fort et mieux préparé, alors que notoirement l'on n'a pas d'armée. Force-nous est, du point de vue de la défense de la patrie, de signer la plus dure, la plus oppressive, la plus barbare et la plus honteuse des paix, non pas pour « capituler » devant l'impérialisme, mais pour apprendre à le combattre et s'y préparer d'une façon sérieuse et efficace.

La semaine que nous avons vécue a porté la révolution russe à un degré de développement infiniment plus élevé sur le plan de l'histoire universelle. L'histoire, pendant ces journées, a gravi plusieurs marches d'un coup.

Nous avions jusqu'ici devant nous des ennemis lamentables, vils et dignes de mépris (du point de vue de l'impérialisme mondial), un Romanov imbécile, un Kérenski tranche-montagne, des bandes d'élèves-officiers et de fils à papa. Et maintenant se dresse contre nous le géant de l'impérialisme mondial, supérieurement équipé au point de vue technique et admirablement organisé. Il faut se battre contre lui. Il faut savoir se battre contre lui. Réduit par trois ans de guerre à un état de ruine inouï, notre pays agraire, engagé dans la révolution socialiste, doit éviter les conflits armés - tant que l'on peut le faire, fût-ce au prix des plus

lourds sacrifices - justement pour avoir la possibilité de réaliser quelque chose de sérieux au moment où éclatera la « lutte finale ».

Cette lutte n'éclatera que lorsque la révolution socialiste embrasera les pays impérialistes avancés. Cette révolution mûrit et prend des forces indubitablement de mois en mois, de semaine en semaine. Il faut aider cette force en train de mûrir. Il faut savoir l'aider. On ne l'aidera pas, on lui portera préjudice, au contraire, si on livre à la débâcle la République socialiste soviétique en un moment où elle n'a notoirement pas d'armée.

Il ne faut pas réduire à une phrase vide de sens le grand mot d'ordre : « Nous misons sur la victoire du socialisme en Europe ». C'est la vérité, si l'on ne perd pas de vue le long et difficile chemin de la victoire définitive du socialisme. C'est une vérité philosophique et historique indiscutable, si l'on embrasse dans son ensemble « l'ère de la révolution socialiste ». Mais toute vérité abstraite devient une phrase si on l'applique à n'importe quelle situation concrète. Il est indiscutable que « l'hydre de la révolution sociale existe en puissance dans chaque grève ». Mais c'est une aberration de croire que toute grève peut servir de point de départ à la révolution. Si nous « misons sur la victoire du socialisme en Europe » en ce sens que nous nous portons garants devant le peuple que la révolution européenne éclatera et vaincra sûrement dans les quelques semaines qui viennent, sûrement avant que les Allemands ne parviennent à Petrograd, Moscou et Kiev et n'aient le temps de « porter le coup de grâce » à nos transports ferroviaires, alors nous n'agissons pas en révolutionnaires internationalistes sérieux, mais en aventuriers.

Si Liebknecht remporte la victoire sur la bourgeoisie d'ici 2 ou 3 semaines (ce n'est pas impossible), il nous tirera de toutes nos difficultés. C'est indiscutable. Mais si nous déterminons notre tactique d'aujourd'hui dans le combat contre l'impérialisme d'aujourd'hui en tablant sur la victoire certaine de Liebknecht au cours des prochaines semaines, nous ne mériterons que des railleries. Nous ravalerons les plus grands mots d'ordre révolutionnaires de ce temps au niveau de la phrase révolutionnaire.

Faites votre profit des dures, mais utiles leçons de la révolution, camarades ouvriers ! Préparez-vous sérieusement, intensivement, fermement à la défense de la patrie, à la défense de la République

socialiste des Soviets !

Article de la *Pravda* (édition du soir) n° 35, 25 février 1918

100 La révolution de Finlande éclata à la mi-janvier 1918 dans les régions industrielles du sud du pays. Le 15 janvier, la Garde Rouge finlandaise a saisi Helsinki, la capitale de la Finlande. Le gouvernement bourgeois réactionnaire de Finlande dirigé par Svinhufvud a été renversé. Le 16 janvier, un gouvernement révolutionnaire de Finlande a été établi, le Conseil des représentants du peuple. Dans les villes et les campagnes du sud de la Finlande, le pouvoir passait aux mains des travailleurs. Le gouvernement Svinhufvud, enraciné dans le nord du pays, a demandé l'aide du gouvernement allemand de Kaiser. Suite à l'intervention des forces armées allemandes, la révolution en Finlande, après une guerre civile acharnée, est écrasée en mai 1918.

101 Il s'agit d'une réunion commune aux groupes Bolchéviques et Socialistes Révolutionnaires de Gauche du Soviet de toute la Russie, tenue en février 1918.

Appendices - Lénine sur le chemin de la révolution

Il me faut faire d'abord deux précisions : je ne me propose pas de suivre ici le modèle des commémorations officielles et je ne ferai pas une biographie de Lénine ni ne raconterai une série d'anecdotes à son sujet. Je vais essayer de retracer d'un point de vue historique et critique marxiste la figure et le rôle de Lénine dans le mouvement d'émancipation révolutionnaire de la classe laborieuse mondiale : ces synthèses ne sont possibles qu'en envisageant les faits avec une ample perspective générale et non pas en descendant au niveau du particulier, de caractère analytique. Journalistique, voire cancanier et insignifiant. Je ne crois pas que ce qui me donne le droit de parler de Lénine sur mandat de mon parti, ce soit le fait d'être « l'homme qui a vu Lénine » ou qui a eu la chance de lui parler ; c'est le fait d'avoir participé, depuis le moment où j'ai été un des militants de la cause prolétarienne, à la lutte pour les principes mêmes que Lénine personnifie. Du reste les détails biographiques ont été mis à la disposition des camarades par toute notre presse.

En second lieu, étant donné l'ampleur du thème proposé, en plus d'être inévitablement incomplet, je devrais passer très vite sur des questions y compris de première importance en faisant confiance aux connaissances des camarades qui m'écoutent : il n'y a pas de problèmes du mouvement prolétarien qui n'aient pas un rapport avec l'œuvre de Lénine. Sans avoir le moins du monde la prétention d'être exhaustif, je vais pourtant devoir ne pas être bref, et peut-être excessivement synthétique.

Il n'y a pas besoin de refaire l'histoire des falsifications que la doctrine admirablement définie par Marx et Engels, et dont le Manifeste Communiste de 1847 reste la synthèse classique, a subies dans les années qui précédèrent la Grande Guerre. Et je ne peux pas non plus retracer la lutte de la gauche marxiste contre ces falsifications et ces altérations. A cette lutte Lénine donna une contribution de tout premier ordre.

Le restaurateur de la théorie marxiste

Nous considérons tout d'abord son œuvre comme restaurateur de la doctrine philosophique du marxisme ou, pour mieux dire, de la conception générale de la nature et de la société appartenant au système de connaissances théoriques du prolétariat révolutionnaire : celui-ci n'a pas seulement besoin en effet, d'une opinion sur les problèmes de l'économie et de la politique : il lui faut prendre position sur tout l'ensemble des questions ci-dessus.

A un certain moment de l'histoire complexe du mouvement marxiste apparut une école philosophique qui entendait soumettre à révision le matérialisme dialectique marxiste afin de donner au mouvement ouvrier une base philosophique idéaliste et presque mystique. Cette école prétendait faire admettre aux marxistes que les philosophies néo-idéalistes modernes avaient « dépassé la philosophie matérialiste et scientifique. Son chef était le russe Bogdanov[102] : Lénine lui répondit d'une façon définitive dans une œuvre (Matérialisme et empiriocriticisme) malheureusement peu traduite et peu connue, parue en russe en 1908. Après un important travail de préparation, il y développe une critique des philosophies idéalistes anciennes et modernes, défendant intégralement le réalisme dialectique de Marx et d'Engels, et démontrant sa brillante supériorité sur les idées abstruses des philosophes officiels. Il prouve ensuite que les écoles idéalistes modernes ne font que refléter un état d'esprit récent de la bourgeoisie, et leur influence sur la pensée du parti prolétarien, une psychologie d'impuissance et un désarroi provoqué par la réelle situation de défaite de la classe ouvrière russe après 1905. Lénine établit d'une façon qui pour nous exclut tout doute ultérieur, qu'il ne peut pas exister de doctrine socialiste et prolétarienne sur des bases spiritualistes, idéalistes, mystiques et morales ».

Lénine défend l'ensemble de la doctrine marxiste sur un autre front, celui de l'économie et de la critique du capitalisme. Marx n'a pas achevé son œuvre monumentale, « Le Capital », mais il a laissé au prolétariat une méthode d'étude et d'interprétation des faits économiques qu'il s'agissait d'appliquer aux données nouvelles fournies par le développement capitaliste récent sans en déguiser la portée révolutionnaire. Là, le révisionnisme, et surtout le révisionnisme allemand, avait cherché à tricher, élaborant des doctrines « nouvelles » qui constituaient autant de

rectifications en apparence secondaires, mais en réalité essentielles, aux doctrines de Marx. Si nous parlons de tricherie c'est que (et Lénine l'a montré mieux que personne) le révisionnisme ne se présentait pas seulement comme une prétendue conquête de résultats scientifiques objectifs, mais comme un opportunisme politique : la corruption des chefs prolétariens alla en effet jusqu'à retirer de la circulation des écrits importants de Marx et d'Engels dont ils tentaient, soit de fausser, soit de « rectifier » la pensée. Avec d'autres économistes, comme Rosa Luxemburg[103] et le Kautsky[104] de la bonne époque, Lénine continue au contraire la critique économique du capitalisme faite par Marx. Il soutient dans d'innombrables écrits que la science économique marxiste est parfaitement en mesure d'expliquer des phénomènes modernes comme les monopoles économiques et la lutte impérialiste pour les marchés coloniaux : il n'y avait donc à modifier aucune de ses théories fondamentales sur la nature du capitalisme, et sur l'accumulation de ses profits grâce à l'exploitation de ses salariés. En 15, Lénine résume ces résultats dans « L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme », œuvre de vulgarisation qui reste un écrit fondamental de la littérature communiste. Cette attitude théorique est le point de départ de sa lutte politique contre l'opportunisme et les vieux chefs faillis dans la guerre impérialiste. Nous y reviendrons plus loin.

Dans le domaine plus étroitement russe, Lénine mena une autre lutte théorique, contre les falsificateurs bourgeois du marxisme, celle-là. Rejetant le contenu politique et révolutionnaire du marxisme, ils prétendaient en accepter le système et la méthode économique et historique afin de démontrer qu'en Russie le capitalisme devait triompher de la féodalité : leur adhésion dissimulait mal leur projet de réprimer toute avance ultérieure du prolétariat.

Dans son œuvre de théoricien, qu'il nous soit permis de l'observer, Lénine se présente comme le défenseur de l'inséparabilité des parties dont se compose la conception marxiste. Il ne le fait certes pas par dogmatisme fanatique - personne ne mérite moins que lui cette accusation - puisqu'il s'appuie sur l'examen d'une énorme quantité de faits et d'expériences fournis par sa culture exceptionnelle de chercheur et de militant et illuminés par son génie incomparable. Nous devons considérer à la manière de Lénine ceux qui isolent arbitrairement une

« partie » du marxisme pour en disposer à leur gré: que ce soient des économistes bourgeois qui trouvent commode la méthode du matérialisme historique, comme c'est arrivé il y a quelques décennies, et non seulement en Russie mais même en Italie (autre pays de capitalisme arriéré); que ce soient des intellectuels liés aux écoles philosophiques du néo-idéalisme qu ils prétendent concilier avec l'acceptation des thèses sociales et politiques du communisme; que ce soient des camarades qui écrivent des livres pour affirmer leur accord avec la partie « historico-politique » du marxisme mais proclament ensuite caduque toute la partie économique, c'est-à-dire les doctrines fondamentales pour l'interprétation du capitalisme. A diverses reprises Lénine a analysé, a critiqué des attitudes analogues, il a brillamment et de façon marxiste indiqué que leurs véritables origines se trouvent en dehors et contre l'intérêt du véritable processus d'émancipation prolétarienne. De façon non moins brillante, il a prévu à l'avance leurs dangereux développements opportunistes qui ont débouché de façon plus ou moins directe sur le passage à la cause ennemie, sauf bien sûr les exceptions individuelles de tel ou tel camarade resté fidèle à notre drapeau. A la suite de Lénine nous devons répondre à ceux qui « daignent » d'accepter nos opinions mais sous bénéfice d'inventaire, avec des distinctions arbitraires, des divisions fantasques, qu'ils nous feraient grand plaisir de s'épargner la peine d'accepter le « reste » du marxisme: en effet la force majeure de celui-ci est précisément de constituer une perspective d'ensemble, reflet des problèmes du monde naturel et humain en même temps que des faits politiques et économiques, dans la conscience d'une classe révolutionnaire.

L'œuvre restauratrice de Lénine est plus grandiose, ou au moins plus connue universellement, dans la partie « politique » de la doctrine marxiste, c'est-à-dire pour ce qui est de la théorie de l'État, du parti, du processus révolutionnaire, sans exclure que cette partie, que nous préférerions appeler « programmatique », inclut aussi tout le processus économique qui s'ouvre avec la victoire révolutionnaire du prolétariat. La réfutation éclatante des équivoques, des mensonges, des mesquineries et des préjugés des opportunistes, des révisionnistes, des petits bourgeois, des anarcho-syndicalistes s'accomplit dans ce domaine d'une façon encore plus passionnante et impressionnante.

Après Lénine sur ce terrain les armes polémiques se brisent entre les mains de tous nos contradicteurs proches ou lointains. Ceux qui les ramassent démontrent seulement leur ignorance, c'est-à-dire leur absence du processus vivant qu'assume la lutte du prolétariat aspirant à sa libération. Parcourons à grands traits cette série de thèses qui sont autant de fragments de réalité fixés dans les termes d'une doctrine incomparablement vraie et vitale. Il nous suffit de suivre Lénine: ce sont les thèses des premiers congrès de la nouvelle Internationale; ce sont les discours, les programmes et les proclamations du parti bolchevik sur la voie de la grande victoire; c'est enfin l'exposé patient et génial de « L'État et la Révolution » où il démontre que ces thèses n'ont jamais été autre chose que celles de Marx et d'Engels, dans l'interprétation correcte des textes classiques et dans la compréhension véritable de la méthode et de la pensée des maîtres depuis le Manifeste jusqu'à l'analyse des événements ultérieurs et surtout des révolutions de 48, de 52 et de la Commune de Paris. Œuvre qui accompagne l'avancée historique du prolétariat mondial et que Lénine reprend et rattache aux batailles révolutionnaires de Russie : la défaite de 1905 et l'écrasante revanche de 12 ans plus tard.

Le problème de la signification de l'État est résolu dans la cadre de la doctrine historique de la lutte de classe : l'État est l'organisation de la force de la classe dominante, née révolutionnaire, devenue conservatrice dans ses positions. Comme pour tous les autres problèmes, il n'y a pas une entité immanente et métaphysique, « l'État », attendant la définition et le jugement du philosophe de service réactionnaire et anarchisant ; mais il y a l'État bourgeois, expression de la puissance capitaliste, comme il y aura plus tard l'État ouvrier et comme ensuite nous tendrons à la disparition de l'État politique. Notre analyse scientifique nous permet de montrer que toutes ces phases se succèdent dialectiquement dans le processus historique, chacune d'elle naissant de la précédente dont elle constitue la négation. Qu'est-ce qui les sépare ? Entre l'État de la bourgeoisie et celui du prolétariat se place nécessairement le point culminant d'une lutte révolutionnaire vers laquelle est guidée la classe ouvrière par le parti politique communiste, qui remporte la victoire en renversant par les armes le pouvoir bourgeois et en constituant le nouveau pouvoir révolutionnaire; et celui-ci réalise avant tout la démolition du vieil appareil d'État dans toutes ses

ramifications et organise la répression par les moyens les plus énergiques des tentatives de contre-révolution.

Aux anarchistes nous répondons que le prolétariat ne peut pas immédiatement supprimer toute forme de pouvoir, mais qu'il doit au contraire assurer « son » propre pouvoir. Aux sociaux-démocrates, nous répondons que le moyen d'arriver au pouvoir n'est pas la voie pacifique de la démocratie bourgeoise, mais celle de la guerre de classe et elle seule. Lénine est notre maître à tous par sa longue lutte pour défendre cette position tant falsifiée du marxisme : la critique de la démocratie bourgeoise, la démolition du mensonge légalitaire et parlementaire, la dérision du suffrage universel et autres panacées semblables comme armes du prolétariat et des partis qui sont sur ce terrain, avec la vigueur sarcastique et corrosive de la polémique enseignée par Marx et par Engels.

En se reliant de façon magistrale aux fondements de la doctrine, Lénine résout tous les problèmes du régime prolétarien et du programme de la révolution. « Il ne suffit pas de prendre possession de l'appareil d'État » disaient Marx et Engels en commentant à plusieurs années de distance le « Manifeste », après la Commune de Paris. Par une « escroquerie » théorique qui restera classique, les opportunistes en concluaient arbitrairement que l'économie capitaliste devait évoluer lentement vers le socialisme tandis que le pouvoir ouvrier se préparait légalement. Lénine vient démontrer tout le contraire : il faut « non seulement » s'emparer du vieil appareil d'État, mais le réduire en pièces et le remplacer par la dictature du prolétariat. On n'arrive pas à celle-ci par les voies démocratiques et elle ne se base pas sur les « principes » immortels (pour le philistin) de la démocratie. Elle exclut les membres de la bourgeoisie vaincue de la nouvelle liberté, de la nouvelle égalité politique, de la nouvelle « démocratie prolétarienne » comme Lénine lui-même se plaisait à dire en donnant à la « démocratie » un sens plus étymologique qu'historique.

Dans des formulations d'une évidence cristalline et d'une magnifique cohérence théorique, Lénine a montré comment c'était là les seules bases réalistes de la liberté de vivre et de gouverner pour le prolétariat. Dénoncera qui veut la suppression de la liberté d'association et de presse pour les sinistres agents, inconscients ou stipendiés, de la restauration

anti-prolétarienne : après Lénine il sera inévitablement écrasé dans la polémique ; dans la pratique nous espérons que la garde révolutionnaire aura toujours assez de plomb pour pallier à sa compréhension limitée des arguments théoriques.

A propos des tâches économiques du nouveau régime, Lénine explique à la fois, (pas seulement pour ce qui concerne Russie, sur laquelle nous devrons revenir, mais en ligne générale), le caractère nécessairement graduel des transformations, et la véritable nature de leur opposition avec l'économie bourgeoise privée, dans le domaine de la production, de la distribution et de toutes les activités collectives. Là aussi le lien est direct et éclatant avec les sources les plus authentiques de la doctrine marxiste ; avec les réponses de Karl Marx aux mille confusions et banalités des adversaires bourgeois ou des disciples de Proudhon[105], de Bakounine[106] ou de Lassalle[107] ; avec les meilleures polémiques de la gauche marxiste contre le syndicalisme sorélien[108]. Après la conquête du pouvoir, subsistera encore une bourgeoisie qu'il faudra réprimer par la dictature ; dans le prolétariat et surtout le semi-prolétariat il y aura encore des éléments récalcitrants qu'il faudra plier à la discipline de la loi ; par ses décrets le nouveau pouvoir effectuera l'intervention « despotique » (Marx) sur le terrain économique. N'est-il pas alors contradictoire d'affirmer qu'il devra « attendre » pour supprimer certaines formes capitalistes dans certains secteurs donnés ? Lénine résout la contradiction d'une façon logique, définitive, magnifique, par la définition d'un programme révolution qui adhère totalement à la réalité, et qui n'a pas peur de le faire parce qu'il n'a pas peur de l'empoigner et de la pulvériser dans les secteurs qui ont fait leur temps, les formes mortes, au long du processus implacable des évolutions et des révolutions.

Comme facteur nécessaire de toute cette lutte rénovatrice, contre les dégénérescences du labourisme et du syndicalisme, Lénine retrouve le rôle du parti politique de classe, marxiste et centralisé, à la discipline quasi-militaire dans les moments suprêmes de la lutte; et il jette à la tête des opportunistes que la « politique » de la classe révolutionnaire n'est pas basse manœuvre parlementaire, mais stratégie de la guerre civile, mobilisation pour l'insurrection finale, préparation à la gestion de l'ordre nouveau.

Après les efforts, les douleurs de l'enfantement d'un nouveau régime

prévues dans le passage classique d'Engels, c'est-à-dire après l'époque où l'avant-garde révolutionnaire doit consentir les sacrifices indispensables, se dresse comme couronnement du magistral édifice la prévision solide et scientifique - et non le produit d'impatiences mystiques de penseurs impuissants - de la société sans État et sans contraintes, de l'économie fondée sur la satisfaction maximum des besoins de chacun de ses membres, de la liberté complète de l'homme, non comme Individu, mais comme espèce vivant en solidarité dans l'assujettissement complet et rationnel des forces et des ressources de la nature.

A Lénine, nous devons donc la restauration de notre « programme », en plus de celle de notre critique du monde en général et du régime bourgeois en particulier, restaurations qui dans leur ensemble complètent l'élaboration théorique de l'idéologie propre au prolétariat moderne.

Le réalisateur de la politique marxiste

L'œuvre théorique de Lénine ne peut être considérée séparément de son œuvre politique : les deux choses se mêlent continuellement et nous ne les avons séparées que pour la commodité de l'exposé. En même temps qu'il rétablit la conception et le programme révolutionnaires du prolétariat, Lénine en devint un des principaux chefs politiques, et il appliqua en pratique dans la lutte de classe les principes qu'il défendait sur le terrain de la critique doctrinale. Le champ de cette grandiose activité dans sa vie trop brève n'est pas restreint à la seule Russie mais s'étend à tout le mouvement prolétarien international.

Considérons tout d'abord l'œuvre de Lénine au cours de plus de trente années de lutte politique en Russie, jusqu'au moment où il apparut comme chef du premier État prolétarien. Des adversaires de toute tendance ont voulu nier la continuité et l'unité qui existe entre cette tâche de la grande figure historique de Lénine et sa doctrine marxiste. Il ne s'agirait pas d'une réalisation du programme politique du prolétariat de l'Occident capitaliste et « civilisé », d'une victoire effective du socialisme connu dans les pays modernes et développés, mais d'un phénomène historique hybride, propre à un pays arriéré comme le Russie ; il s'agirait d'un mouvement, d'une révolution, d'un gouvernement « asiatiques » qui n'ont pas le droit de se réclamer de la

tâche historique du prolétariat mondial. Et celui-ci n'aurait pas le droit de les considérer comme sa première victoire, comme la preuve historique que la réalisation de ses idéaux révolutionnaires est possible. Le bourgeois occidental dit cela pour se rassurer sur le danger de la « contagion » bolchevique : l'opportuniste social-démocrate pour ne pas être contraint de reconnaître la liquidation de son programme de collaboration des classes et de ses perspectives d'évolution légale et pacifique, toutes choses qu'il présente sans vergogne comme l'apanage du prolétariat avancé des pays « civilisés » ; l'anarchiste pour attribuer à la nature du peuple russe et aux traditions de l'absolutisme les formes coercitives de la révolution, et pour s'obstiner à ne pas voir la preuve évidente, à crever les yeux, de la nécessité inéluctable de celles-ci.

Rien de plus stupide que ces thèses. Lénine exprime le contenu international, mondial et même occidental (si par Occident on entend l'ensemble des peuples de race blanche affligés des délices les plus modernes du capitalisme industriel) de la révolution russe. Les faits le démontrent à l'évidence, au-delà de tous les arguments qui militent en faveur de l'analyse marxiste selon laquelle tous les pays connaîtront l'avènement du prolétariat et du communisme.

Vladimir Illich Oulianov naît en 1870 : c'est vingt ans plus tard qu'il entre dans la lutte politique en Russie. Que signifie cette date de 1890, outre l'année des premières armes du futur grand chef prolétarien ? Longtemps avant, pendant des décennies, il a existé en Russie un mouvement révolutionnaire notable et multiforme. Il avait été suscité par la survivance de l'absolutisme et du féodalisme, déjà abattus dans le reste de l'Europe par les révolutions démocratiques bourgeoises. Visant à abattre le régime tsariste, il cherchait avec peine à préciser le contenu positif de son opposition.

La bourgeoisie capitaliste naissante, la bourgeoisie moyenne avec ses intellectuels, toutes les autres couches qui supportent la charge intolérable des privilèges de l'autocratie, du clergé, des hauts fonctionnaires, des officiers, participent à ce mouvement chaotique, mais rempli de pages sublimes de luttes et d'héroïsme, que la féroce répression du mouvement tsariste ne fit jamais plier. Disons tout de suite que les bolcheviks n'ont jamais renié leur filiation avec les meilleures traditions de ce mouvement des années 1860, 1870 et 1890 : Mais Lénine

et les bolcheviks représentent au milieu de ce vaste cadre l'apport d'un coefficient particulier et original, destiné à prévaloir sur tous les autres facteurs. C'est que la date d'entrée de Lénine dans l'arène politique, l'année 1890, coïncide avec l'apparition de la classe ouvrière en Russie. Les capitaux, les machines, la technique industrielle de l'Occident ont franchi les frontières de la Sainte Russie des Tsars qui semblaient séparer deux mondes différents, mais n'ont pu résister à l'expansion impétueuse du capitalisme moderne. Avec sa pénétration, avec l'apparition de grandes usines, surgit un véritable prolétariat industriel, d'abord dans quelques rares grands centres urbains.

Déjà avant Lénine et les autres marxistes russes, les chefs intellectuels de l'opposition au tsarisme avaient anxieusement examiné les idéologies et la littérature des mouvements révolutionnaires occidentaux pour s'en servir dans l'élaboration de leurs programmes et de leurs revendications. Au-delà de la facilité d'assimilation de la race slave, l'émigration continuelle des proscrits vers les centres intellectuels de l'étranger a rendu plus active cette importation idéologique. Mais il ne s'agissait pas seulement d'importer des idéologies : il fallait trouver celle qui correspondait au développement réel des conditions sociales russes et qui y avait une base de classe concrète. Comme théorie le marxisme pénètre à son tour en Russie avec Plekhanov[109] qui précède chronologiquement Lénine et qui fut en son temps un des meilleurs marxistes et le maître de Lénine lui-même.

En même temps qu'il s'arme de l'ensemble des doctrines élaborées par le mouvement prolétarien avancé d'Occident, Lénine est le premier à développer une activité politique au sein de la classe ouvrière naissante de Russie, s'attachant aux questions concrètes de sa vie dans les usines et formulant la fonction originale qu'elle doit remplir dans le cadre de la vie russe. Dernière arrivée et statistiquement négligeable dans l'immense population de l'empire russe, la classe ouvrière apparaît à Lénine comme le protagoniste de la révolution inéluctable. Sa fonction, son apport ne pouvaient donc être « spécifiquement russes » : c'est au contraire la pénétration des instruments et des conditions du grand capitalisme en provenance de l'Occident qui les ont rendus possibles; et celle-ci à son tour a permis l'assimilation de la féconde critique du capitalisme, depuis longtemps élaborée à l'étranger par le marxisme, et de la méthode

d'interprétation des sociétés et des époques historiques les plus variées particulière à la classe prolétarienne; bref, c'est la pénétration du capitalisme qui a permis la pénétration en Russie du matérialisme historique et de la critique marxiste de l'économie bourgeoise nés en Occident.

Après nous avoir présenté Lénine en mongol et en mystique, les crétins de la polémique journalistique veulent nous le servir maintenant en pédant allemand et en instrument du pangermanisme. Il nous suffit de leur rappeler qu'à son époque les ignorants avaient déjà traité Karl Marx, chez qui Lénine trouva toute élaborée la mentalité dont il avait besoin, d'agent allemand, alors qu'il avait tiré la plupart des matériaux de sa doctrine économique du pays où le capitalisme avait atteint le premier son développement économique, l'Angleterre ; et qu'il prenait le plus grand compte des données de la plus significative des révolutions bourgeoises, la révolution française. Marx et Lénine vécurent tous deux de longues années en dehors de leur pays natal, et comme tous les grands révolutionnaires, ils présentent même l'un et l'autre des caractéristiques psychologiques opposées à celle de leur nation. Rien ne contraste davantage avec le pédant universitaire allemand classique que le type mental psychologique brillant et vibrant de Karl Marx, qui n'avait cependant rien à lui envier pour la ténacité au travail et la préparation intellectuelle. De même rien n'est plus opposé à l'inertie contemplative et mystique du russe que le réalisme, la précision et le travail intensif de Lénine, formidable machine humaine à haut rendement. Marx était juif, il est vrai; si c'était vraiment un défaut, on ne pourrait même pas l'imputer à Lénine ! Mais ce ne sont là que des arguments ultimes pour montrer que ces deux colosses ont été les représentants les plus importants d'un mouvement à qui personne ne peut dénier, même de loin, le qualificatif non rhétorique de « mondial ». Pour retracer tout le rôle historique de Lénine dans la lutte politique en Russie, il faudrait exposer l'histoire complexe du parti bolchevique et de la plus grande révolution connue, ce qui est impossible ici.

La figure de Lénine se dessine tout d'abord avec relief dans sa critique de toutes les positions théoriques et politiques des autres mouvements anti-tsaristes, et en particulier de ceux qui fabriquaient des théories hybrides pour l'action des classes laborieuses. Lénine est impitoyable

pour toutes ces formes d'opportunisme et dans sa lutte contre elles, il ne recule devant aucune conséquence.

Au libéralisme politique bourgeois qui tend à se répandre dans le prolétariat russe par l'intermédiaire d'intellectuels forcément révoltés contre l'ordre régnant, il oppose une idéologie de la classe ouvrière. Un des chefs populistes avait déclaré que « le prolétariat était d'une grande importance pour la révolution ». Cette phrase exprimait bien l'intention de la bourgeoisie de « se servir » des masses prolétariennes pour renverser l'absolutisme, afin d'établir ensuite sa propre domination aussi et surtout sur le prolétariat, comme un siècle plutôt en France. Mais Lénine répond : ce n'est pas la classe ouvrière qui servira à la révolution des bourgeois, mais c'est la révolution qui sera faite en Russie par la classe ouvrière et pour elle-même.

Cette géniale intuition historique de Lénine s'appuyait sur une étude complète de l'économie russe, de sa nature et de son degré de développement. Ce fut elle qui l'arma contre toutes les falsifications du programme révolutionnaire et contre les divers partis et groupes opportunistes. En même temps que ce marxisme bourgeois dont nous parlions plus haut, Lénine combattit l'« économisme » qui voulait abandonner la lutte anti-tsariste à la bourgeoisie et cantonner le prolétariat à une action pour améliorer ses conditions économiques, ce qui revenait à renvoyer la formation du parti politique ouvrier au moment où la bourgeoisie aurait conquis le pouvoir et les « libertés politiques ». Dans cette lutte théorique que Lénine mena aux alentours de 1900, on trouve déjà le contenu de ses campagnes ultérieures contre le révisionnisme bernsteinien international d'avant-guerre, contre l'opportunisme social-patriote des années de guerre et le menchevisme d'après-guerre.

En 1903, au Congrès de Londres, Lénine annonce la scission du Parti social-démocrate russe, qui du point de vue organisationnel ne se produira cependant que plus tard. En apparence le désaccord portait sur des questions d'organisation intérieure au reste très importantes pour un parti illégal luttant sous une répression féroce ; en réalité, comme l'avenir le prouva, il concernait le fond des problèmes. Lénine a voulu et implacablement préparé cette scission. C'est lui qui prononça alors la phrase fameuse : « avant de s'unir, il faut se diviser ». Elle résume un de

ses plus grands enseignements : jamais le prolétariat ne remportera la victoire s'il ne sait pas se libérer des traîtres, des incapables et des hésitants ; on n'a jamais assez de courage quand il s'agit d'amputer le parti révolutionnaire de ses membres malsains. Naturellement Lénine fut traité de désorganisateur, de sectaire, de centralisateur et d'autocrate. Il se contentait d'en rire : c'est toujours ce que disent les opportunistes quand on évente leurs manœuvres. Les appels à l'unité ne sont que rhétorique vide pour les marxistes tant qu'ils ne correspondent pas à des directives homogènes et claires.

Avant d'arriver à la dissension irrémédiable et retentissante des années de guerre, le parti social-démocrate russe a connu toute une série de désaccords : l'œuvre clarificatrice de Lénine se poursuit tout ce temps, visant l'avenir, accumulant les véritables conditions de la future victoire révolutionnaire. Exilé à l'étranger, Lénine ne recueille souvent que les adhésions des simples ouvriers qui l'entourent, lui et son petit groupe de fidèles. Cependant il ne doute jamais de l'issue finale de la lutte. L'avenir devait lui donner raison : les petits groupes deviendront, en 1917, des milliers et des milliers de prolétaires qui battront le tsarisme et le capitalisme ; sept ans plus tard, ce seront des millions d'hommes qui défileront en un interminable cortège devant la dépouille mortelle de leur chef.

Nous ne pouvons pas nous occuper plus à fond ici des « liquidateurs » qui, après 1905, voulaient renoncer aux formes illégales du parti sous le prétexte que le tsar avait accordé un semblant de constitution ; ni du parti socialiste révolutionnaire, de son programme et de ses méthodes petites bourgeoises qui mettaient au premier plan la paysannerie, prétendant qu'en Russie le problème central de la Révolution n'était pas l'abolition du capitalisme privé. La critique du parti bolchevik s'exerça non seulement contre ces deux courants, mais aussi contre les anarchistes, les syndicalistes et tant d'autres écoles politiques d'inégale importance s'agitant dans la période prérévolutionnaire.

Dans cette lutte, Lénine crée le parti, le magnifique instrument de lutte qui en 1917 devait répondre si brillamment aux exigences révolutionnaires. Bientôt l'heure n'est plus à la critique polémique et à la patiente préparation organisationnelle, mais à la lutte ouverte. Alors les forces révolutionnaires s'unissent autour de ceux qui, si souvent, furent

des scissionnistes : les soldats fatigués de la guerre, les paysans pauvres tombent sous l'influence du parti de l'avant-garde ouvrière. Les soviets, apparus en 1905 au cours de la première grande lutte révolutionnaire où le bolchevisme se soit trempé et affirmé, en 1917 s'orientent peu à peu vers le parti de Lénine. A ce moment de l'action, les qualités de celui-ci prennent un relief saisissant et se prêteraient facilement à n'importe quelle amplification mystique. Pour nous, marxistes, ce qui s'est produit n'est pourtant que le couronnement nécessaire d'une préparation complète des conditions révolutionnaires dans tous les domaines. Lors de l'insurrection de juillet, malgré la tentation du moment, Lénine affirme résolument que le moment n'est pas encore venu de jouer le tout pour le tout. Par contre, dans les journées d'octobre, seul ou presque, il comprend que ce moment est arrivé et qu'il ne faut pas le laisser passer. Et frappant le coup décisif d'une main infaillible, il encadre dans une magnifique manœuvre de parti la crise formidable où s'affrontent les forces sociales antagoniques, et dont le prolétariat doit sortir victorieux.

La critique théorique de la démocratie et du libéralisme bourgeois culmine dans l'action pratique au moment où les ouvriers dispersent par les armes ce « ramassis de gredins » qu'est l'Assemblée Constituante, démocratiquement élue! Le mot d'ordre de Lénine « tout le pouvoir aux soviets » l'a emporté. La dictature du prolétariat théorisée par Karl Marx fait son entrée terrifiante dans la réalité historique. En dépit de ses nombreux efforts, la contre-révolution ne vaincra pas; elle reculera devant une terreur révolutionnaire implacable, ne réussissant à exploiter contre le gouvernement de Lénine ni les difficultés économiques qui s'accumulent en Russie, ni même les insuccès du prolétariat dans les autres pays. Dans cette nouvelle phase, Lénine et son parti continuent leur travail, différent mais non moins ardu, en affermissant toujours plus leurs forces et leur expérience.

Nous n'avons dit que peu de choses sur Lénine réalisateur de la politique marxiste en Russie, et il nous reste à examiner toute son activité internationale. Là aussi sa lutte contre les déviations du marxisme est à la fois théorique, politique et organisative.

Pas encore aussi connu des grandes masses que les leaders traditionnels de la IIe Internationale, Lénine anime, au sein de celle-ci, un courant de gauche luttant contre le révisionnisme. Si le Congrès de Stockholm vote

la motion préconisant la grève générale en cas de guerre, c'est à lui qu'on le doit.

La guerre survient et Lénine est le premier à comprendre que sa faillite honteuse du 4 août 1914 a détruit à jamais la IIe Internationale. Au sein de l'opposition socialiste à la guerre qui se réunit à Zimmerwald et Kienthal, se forme une gauche qui se rallie à la formule léninienne de « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ». On va vers la fondation d'une nouvelle Internationale. Ayant désormais affermi sa doctrine sur des bases marxistes solides et donné un exemple grandiose de politique prolétarienne avec la victoire du parti communiste russe, celle-ci se constitue en 1919 dans la capitale du premier État prolétarien.

Après la restauration de la théorie prolétarienne, l'œuvre de la Troisième Internationale s'affirme dans l'application de mesures concrètes pour se débarrasser des opportunistes de tous les pays : réformistes, sociaux-démocrates, centristes de toutes catégories se voient expulsés des rangs de l'avant-garde ouvrière mondiale. L'œuvre de régénérescence se développe dans tous les vieux partis, et les bases des nouvelles organisations révolutionnaires du prolétariat se constituent. Lénine guide la difficile opération d'une main de fer, dissipant les hésitations, combattant les faiblesses possibles.

Plus loin nous dirons quelques mots des raisons qui font que cette lutte gigantesque n'a pas encore remporté dans tous les pays une victoire définitive, et, sur bien des fronts, ne tourne pas en notre faveur où moment où Lénine nous quitte.

L'œuvre de la nouvelle Internationale présente quelques autres aspects essentiels sur lesquels il faut nous arrêter. La restauration théorique du marxisme conduisait tout naturellement aux conclusions fondamentales du Congrès constitutif en matière de programme, et à une bonne partie des doctrines que l'on trouve mieux élaborées au Second Congrès (1920), le meilleur de l'Internationale. Ainsi les conditions d'admission dans les partis communistes, les thèses sur le rôle du parti communiste, sur la signification des conseils d'ouvriers et de paysans, sur le travail dans les syndicats. Mais d'autres questions ont également été traitées d'une façon toujours aussi fidèle aux lignes générales du marxisme, mais avec un caractère plus accentué

d'originalité par rapport aux lacunes les plus graves du mouvement socialiste traditionnel.

Tel est le cas de la question nationale et coloniale. L'Internationale avait condamné théoriquement et pratiquement le social-patriotisme et ses sophismes sur la défense nationale et la guerre pour la démocratie, la liberté et la restauration du principe bourgeois de la nationalité. Ceci réaffirmé sans équivoque possible, elle apprécie dialectiquement l'importance des forces sociales et politiques qui s'opposent aux principaux impérialismes là où n'existe pas encore un prolétariat moderne développé, c'est-à-dire dans les colonies et les petits pays soumis aux grandes métropoles. Elle réalise ainsi une synthèse politique géniale, sur une plate-forme parfaitement classiste, de la lutte du prolétariat européen et des autres pays les plus modernes contre les grandes citadelles bourgeoises, et des mouvements de rébellion des peuples d'Orient et des colonies, dans le but d'ébranler le système de défense du capitalisme mondial jusque dans ses fondements par le concours de toutes ces forces. Cette position conserve au prolétariat communiste mondial sa fonction de direction et d'avant-garde ; elle ne modifie en rien son idéologie ni son but final, qui reste la dictature de classe. Elle ne fait pas davantage de concessions aux promesses théoriques et politiques éphémères et fausses des nationaux-révolutionnaires semi-bourgeois de ces pays auxquels, dès que possible, les partis prolétariens et communistes devront arracher la direction du mouvement. Cette délicate question historique ne sort pas du cadre de la dialectique révolutionnaire, à condition d'être confiée à des forces politiques solidement marxistes. Par contre il n'est pas exclu qu'elle puisse devenir dangereuse surtout si on voulait la présenter comme un « nouveau » mot d'ordre par lequel l'Internationale se distinguerait du rigorisme excessif de la gauche marxiste classique. Mais cela, seuls des opportunistes qui, on ne sait dans quelle intention, n'auraient pas renoncé à vivre en marge de l'Internationale peuvent le dire. Dans les termes théoriques que Lénine donna au problème et sous sa direction politique, aucun danger de cette sorte n'était à redouter : on ne pouvait constater aucune atténuation de l'efficace action révolutionnaire mondiale, mais au contraire son intensification.

De la question agraire nous dirons quelques mots. Mais même la

position prise par le Second Congrès ne fait, au fond, que remettre en lumière le véritable point de vue marxiste sur les problèmes de l'économie agricole. Dans ce domaine aussi Lénine nous avait donné de remarquables travaux théoriques. Politiquement, l'Internationale résout finalement le problème que les opportunistes trouvaient commode d'éluder. Sous le prétexte que le prolétariat industriel est le principal moteur de la révolution, ceux-ci préféraient en effet flatter une prétendue « aristocratie » ouvrière pour l'entraîner à une alliance avec le capital, plutôt que de s'occuper du prolétariat agricole.

La doctrine agraire de la Troisième Internationale se fonde sur l'ABC du marxisme qui distingue clairement l'entreprise traditionnelle et enfin la petite unité économique dans le cadre purement juridique de la grande propriété appartenant à un seul maître, mais exploitée par plusieurs familles de paysans. L'Internationale avait déjà expliqué que la transformation socialiste s'effectuerait graduellement dans l'économie en général. Dans l'agriculture, cela devait se traduire dans le fait que la dictature prolétarienne ne se proposait pas d'appliquer les mêmes mesures aux différents stades économiques. Le programme de socialisation ne concernait que les entreprises que les entreprises analogues à celles de l'industrie, c'est-à-dire du premier type. Pour le troisième (la petite unité économique du latifundium), le programme était d'éliminer le grand propriétaire et de remettre la terre aux familles paysannes en attendant qu'aient mûries les conditions techniques d'une culture centralisée et mécanisée. De cette analyse théorique on pouvait aisément déduire les rapports politiques que le prolétariat devait établir avec les classes paysannes : complète solidarité de classe avec les salariés des entreprises mécanisées ; alliance avec les paysans pauvres, exploitants directs du sol ; rapports éventuels et à déterminer avec les paysans moyens. Cette politique permettait d'obtenir de la seconde catégorie une aide essentielle à la révolution sans affaiblir en rien la fonction du prolétariat urbain. Au reste, la Constitution soviétique confirmait cette prééminence en donnant moins de poids à la représentation des paysans qu'à celle des ouvriers qui fournissent la plus grande partie de son personnel au nouvel appareil d'État.

Là aussi les exagérations et les équivoques deviennent plus que possibles pour peu que l'on oublie les tâches Révolutionnaires essentielles : voyez

les tendances « paysannes » qui engendrent l'opportunisme dans le parti communiste français et qui ont mérité les reproches vigoureux du camarade Trotsky. Il n'y a pas lieu d'affirmer que les thèses agraires de l'Internationale apportent des solutions nouvelles et imprévues par rapport à la ligne fondamentale du marxisme : l'œuvre de l'Internationale n'a pas besoin de cela pour se grandir, et cela ressemble à un appât tendu à des courants douteux. Il n'y a pas davantage de raisons de présenter le bolchevisme et le léninisme comme une doctrine à part qui serait une idéologie révolutionnaire du prolétariat allié aux paysans, comme le camarade Zinoviev[110] semble vouloir le faire et même si cela ne cache aucune divergence de fond. Pour les courants opportunistes sinon dans les intentions de notre camarade, cela pourrait fournir une formule théorique pour camoufler un éventuel repli historique de la révolution de Russie. Or une des plus belles traditions du parti bolchevik est précisément d'avoir confié au prolétariat et non pas à la paysannerie comme le voulaient les socialistes-révolutionnaires, le soin d'appliquer le point « volé » à leur programme : la paysannerie en effet ne peut pas s'émanciper par ses propres forces, seul le prolétariat peut la guider vers la libération…

Le prétendu opportunisme tactique de Lénine

Le point le plus délicat et le plus difficile quand on étudie la figure de Lénine concerne ses critères tactiques, que nous allons maintenant aborder, la tactique n'est pas une question indépendante de la doctrine, du programme et de la politique générale. C'est essentiellement pour cette raison que nous repoussons de toutes nos forces l'interprétation selon laquelle, dans la pratique, Lénine aurait fait des concessions fatales à une équivoque nécessité de souplesse, à une diplomatie cauteleuse et à ce que le boutiquier et le philistin appellent « réalisme ». La vérité est que nul n'a su mieux que Lénine fustiger l'opportunisme dont Engels, comme s'il prévoyait les déviations bernsteiniennes, a dit qu'il consiste à sacrifier la vision et la préparation des buts finaux du programme au succès dans les petites questions quotidiennes, ce qui en constitue historiquement la première définition.

Le bourgeois insiste sur cette note fausse pour faire parade d'on ne sait quelle revanche sur l'« utopisme » stupidement attribué à Lénine et à son école. L'opportuniste fait de même pour des raisons analogues et

l'anarchiste pour pouvoir prétendre que lui seul est capable - quelle illusion ! - de garder en toutes circonstances l'attitude intégralement révolutionnaire ! Pour de multiples raisons, je ne peux exposer ici toute la question de la tactique communiste qui demanderait bien d'autres développements. Je me propose seulement de faire quelques observations sur la tactique et la manœuvre politiques de Lénine et revendiquer ce qui est le véritable caractère de son œuvre. Demain un débat de cette nature peut devenir de première importance, car il n'est pas exclu, et nous verrons pourquoi, que certains se mettent à invoquer un prétendu enseignement de Lénine qui, perdant de vue l'unité de son œuvre, n'en serait que le travestissement. Entre le Lénine rigide et implacable des années de discussion et de préparation et celui des multiples réalisations révolutionnaires, il n'existe en effet selon nous pas la moindre discordance.

Ici aussi, il faut examiner la tactique de Lénine d'abord comme chef de la révolution russe, puis comme chef de l'Internationale. Il y aurait beaucoup à dire sur ce que fut la tactique du parti bolchevique avant la révolution. Nous avons déjà retracé son œuvre programmatique et critique : il resterait à traiter son comportement à l'égard des partis voisins dans une série de situations contingentes qui précédent la grande action autonome de 1917. Les communistes russes ne prennent jamais position sur les problèmes de la tactique internationale sans invoquer ces exemples, et c'est là sans aucun doute un matériel très important dont il faut tenir exactement compte, ce qu'on ne manquera jamais de faire dans les débats de l'Internationale.

Limitons-nous à rappeler un épisode de première importance, qui provoqua à l'époque des dissensions parmi les camarades russes. Eux-mêmes : la paix de Brest-Litovsk de 1918 avec l'Allemagne impérialiste, voulue avant tout par la clairvoyance de Lénine. Constitue-t-elle un compromis avec le militarisme du Kaiser et des capitalistes ? Oui, si l'on juge d'un point de vue superficiel et formel ; non, si l'on applique un critère dialectique et marxiste : dans cette occasion Lénine dicta la véritable politique qui tenait compte des nécessités révolutionnaires suprêmes.

Il s'agissait de mettre en évidence l'état d'esprit qui avait provoqué le grand élan révolutionnaire des masses russes : sortir du front des guerres

entre les nations pour renverser l'ennemi intérieur. Et il s'agissait de créer le reflet de cette situation défaitiste dans les rangs de l'armée allemande, comme ce fut fait dès le début avec la « fraternisation ». L'avenir a donné raison à Lénine et non à ceux qui jugeaient superficiellement qu'on devait continuer la lutte contre l'Allemagne militariste sans ne se soucier ni des considérations à longue échéance programmatique, ni des considérations pratiques immédiates (pour une fois elles coïncidaient, ce qui n'est pas toujours le cas et rend alors le choix tactique difficile) qui démontraient la certitude de la défaite pour des raisons de technique militaire. Dans ses mémoires le général Ludendorff a déclaré que l'effondrement du front allemand, après une série de victoires retentissantes sur ses différents points et à un moment où la situation était techniquement bonne à tous égards, ne s'explique que par des raisons morales, c'est-à-dire politiques : les soldats n'ont plus voulu se battre. C 'est que tout en parlant le langage diplomatique avec les envoyés du Kaiser, la politique génialement révolutionnaire de Lénine avait su réveiller sous l'uniforme du soldat-automate allemand, le prolétaire exploité et conduit au massacre dans l'intérêt de ses exploiteurs.

Brest-Litovsk n'a pas seulement sauvé la révolution russe de l'attaque du capitalisme allemand, bientôt remplacé par les capitalismes de l'Entente dont la haine de la révolution n'était pas moindre; mais après que les bolcheviks aient gagné les quelques mois nécessaires pour faire de l'armée rouge un rempart invincible; Brest-Litovsk a déterminé en outre la défaite de l'Allemagne à l'ouest, imputée bien à tort à l'habileté stratégique des Foch ou des Diaz, de ces chefs militaires de l'Entente dont la guerre a démontré cent fois l'infériorité professionnelle.

Venons-en maintenant à l'argument sur lequel on insiste le plus pour présenter Lénine comme l'homme des compromis et des transactions : la Nouvelle Politique Économique russe.

Nous avons rappelé plus haut le caractère graduel et international des transformations économiques après la révolution prolétarienne, ainsi que la signification théorique et politique des rapports que les prolétaires industriels de Russie devaient logiquement établir avec les classes paysannes. Nos adversaires répliquent qu'au lieu d'une lente progression vers l'économie socialiste et communiste, il y a eu un

véritable recul sur des positions dépassées, un rétablissement de formes purement bourgeoises et qu'on avait espéré abolir, enfin des concessions au capitalisme mondial à qui on avait déclaré une guerre sans merci. Cela démontrerait que Lénine et les communistes se seraient convertis à la pratique opportuniste qu'ils avaient bruyamment reprochée aux autres.

Nous soutenons au contraire qu'on ne peut parler d'opportunisme à propos de la N.E.P. En effet cette grandiose manœuvre tactique a été conduite sans jamais perdre de vue les intérêts supérieurs de la révolution, sans jamais renoncer à la victoire finale sur les formidables et multiples résistances du capitalisme. Cela est prouvé par l'argumentation théorique de Lénine lorsqu'il la présenta, par son application pratique qu'il dirigea heure par heure jusqu'à il y a deux ans environ, et pour être clair, par la magnifique formulation que Léon Trotsky a donné au problème dans son puissant discours au IVe Congrès mondial. Le seul mot : Lénine, est une garantie de tout cela.

Dans une première période, le problème fondamental de la révolution russe a été la lutte militaire, qui continuait directement l'offensive révolutionnaire d'Octobre ; il fallait en effet repousser la contre-offensive ennemie non seulement sur le front politique intérieur, mais sur tous ceux que les bandes blanches soutenues par les puissances bourgeoises petites et grandes avaient militairement organisées. Cette lutte épique que je n'ai pas à rappeler ici ne sera pratiquement terminée qu'à la fin de 1920. L'armée et la police rouges s'y comportèrent de façon si brillante et décidée que personne ne se hasardera à parler de compromis et de renoncement à la lutte. La politique du premier État ouvrier et paysan se fonde sur l'antagonisme mondial du prolétariat et du capitalisme et rien n'autorise jusqu'ici à supposer qu'elle perdra de sa décision quand cet antagonisme viendra à s'aiguiser de nouveau, ou pour mieux dire, à reprendre une forme militaire. Dans la période de la guerre civile, la construction du socialisme du socialisme apparaissait comme un problème secondaire. Ce qui importait, c'était d'une part d'empêcher le renversement des conquêtes politico-militaires du prolétariat et d'autre part de provoquer l'extension de la victoire de la révolution à d'autres pays. Au début de 1921, il est clair que s'ouvre une phase nouvelle où la révolution européenne, au moins momentanément, est comme renvoyée à plus tard face au phénomène général de l'offensive capitaliste

contre les organisations prolétariennes, tandis que d'un autre côté les puissances bourgeoises renoncent à renverser par la force le régime des Soviets, il ne s'agit plus seulement de vivre au jour le jour et, contre le danger d'une restauration bourgeoise et tsariste de mener une lutte dont la nécessité soudait ensemble les différentes classes révolutionnaires. Il s'agit d'organiser, par des formules qui ne peuvent être que transitoires et contingentes, l'économie d'un pays comme la Russie où la force politique du capitalisme et des autres formes réactionnaires (comme la féodalisme agraire) ont été battues, mais où, après 7 ans de guerre, de révolution et de blocus, l'absence des conditions techniques, économiques et sociales, empêchent de songer à constituer un régime économique pleinement socialiste.

Sous le prétexte qu'on ne pouvait pas instaurer d'un coup l'économie communiste, fallait-il donc convoquer les représentants des hordes blanches vaincues et dispersées, et leur rendre le pouvoir pour qu'ils administrent le pays à la façon bourgeoise ? Pouvait-on remédier aux difficultés de la situation en supprimant l'armée et le pouvoir révolutionnaires, et en faisant appel aux mystérieuses initiatives « libres » et « spontanées » du « peuple », comme disent les anarchistes sans comprendre que cela serait revenu à rendre le pouvoir aux blancs ? Ce sont là des positions à laisser aux fous ou aux simples d'esprit.

L'analyse qui guide les bolcheviks et Lénine à leur tête vers la difficile solution est bien autrement claire et courageuse.

Dans la première période, les mesures économiques adoptées ne le furent pas pour elles-mêmes, mais pour briser la résistance de certaines classes et couches sociales. C'est ce que Lénine a appelé le « communisme de guerre ». Sans s'arrêter à des demi-mesures, il fallut démolir de fond en comble le vieil appareil administratif de l'industrie russe qui, dans ce pays arriéré, était cependant très concentrée; on expropria non seulement les grands propriétaires terriens, mais même les propriétaires terriens moyens, parce qu'ils représentaient une couche antirévolutionnaire à mettre hors de combat; enfin on monopolisa le commerce des grains, parce qu'il n'y avait pas d'autre moyen d'assurer le ravitaillement des villes et de l'armée. Les nécessités politiques et militaires ne laissaient pas le temps de se demander si l'État prolétarien serait en mesure de remplacer les formes abolies par une organisation

socialiste stable.

Cette période terminée, le problème économique venait au premier plan, et il fallut par conséquent le résoudre par des solutions nouvelles et différentes. La chose apparaît très claire aujourd'hui pour qui fait une analyse exempte de préjugés pseudo-révolutionnaires. Dans la société russe, dit Lénine, existent les formes économiques les plus variées : le régime agraire patriarcal, la petite production agricole mercantile, le capitalisme privé, le capitalisme d'État et le socialisme. La lutte n'est pas encore arrivée au niveau économique où se situe le passage du capitalisme d'État au socialisme ; il s'agit plutôt de la lutte entre ce « capitalisme d'État » d'une part, et la « pieuvre » de l'économie paysanne petite-bourgeoise et le capitalisme privé d'autre part. Ce qu'est le capitalisme d'État indiqué par Lénine, Trotsky l'a bien expliqué dans le discours dont nous avons déjà parlé (qu'il faudrait publier en italien dans une brochure à grande diffusion). Il s'agit non pas d'une socialisation effectuée par l'État bourgeois, comme dans l'acception traditionnelle, mais d'une socialisation de certains secteurs de l'économie effectuée par le pouvoir prolétarien, mais avec des réserves et des limitations qui équivalent à maintenir intact le contrôle politique et financier suprême de l'État tout en adoptant les méthodes de la « comptabilité commerciale » capitaliste.

En Russie l'État remplit donc des fonctions d'entrepreneur et de producteur, mais étant donnée l'arriération économique du pays, il ne peut pas être « le seul » entrepreneur comme ce serait le cas en régime « socialiste », il doit donc renoncer à distribuer lui-même les produits et tolérer un marché de type bourgeois où on laisse agir le petit paysan, le petit entrepreneur industriel et, dans certains cas, le moyen capitaliste local et le grand capitaliste étranger, mais dans des organisations et des entreprises soumises au contrôle étroit de la république ouvrière et de ses organes correspondants.

Agir autrement, surtout dans le domaine agricole, n'aurait pu que paralyser toute possibilité de vie productive. L'agriculture russe était trop arriérée pour permettre une socialisation ou même une gestion étatique d'ampleur appréciable. Il n'y avait donc pas d'autre moyen d'inciter le paysan à produire que de rétablir la liberté du commerce des produits agricoles en supprimant les réquisitions de 1' époque du « communisme

de guerre » et en les remplaçant par le versement d'un impôt « en nature » à l'Etat.

Cette nouvelle orientation de la politique économique apparaît comme une sorte de retraite; mais cette retraite, dans le sens véritable qui lui est donné aujourd'hui, n'est qu'un moment inévitable de l'évolution complexe du capitalisme et du précapitalisme vers le socialisme : moment prévisible aussi pour les autres révolutions prolétariennes, mais évidemment d'une importance d'autant moins grande que le grand capitalisme sera plus développé et plus étendu le « territoire » de la victoire prolétarienne.

Il faut relever un autre danger que la N.E.P. a conjuré à temps : le « déclassement » du prolétariat industriel. Les difficultés de ravitaillement dans les grands centres avaient provoqué une migration des travailleurs urbains vers les campagnes. Celle-ci eut des conséquences non seulement économiques mais aussi politiques et sociales très graves : en retirant à la révolution et à ses organes leur base principale, la classe ouvrière des villes, elle compromettait les conditions essentielles de toute l'évolution future. Les mesures adoptées permirent de conjurer ce péril en relevant le niveau de vie, et aussi de combattre le fléau naturel de la disette qui était malheureusement venue s'ajouter à toutes les difficultés suscitées par l'adversaire.

Parmi les mesures qui caractérisent la N.E.P., on doit naturellement inclure l'établissement d'un modus vivendi économique et même diplomatique avec les Etats bourgeois. Aucune théorie sérieuse de la révolution ne peut prétendre qu'entre Etats bourgeois et prolétariens la guerre doive être permanente ; cette guerre est certes un fait possible, mais l'intérêt révolutionnaire est de ne la susciter que lorsqu'elle peut favoriser l'éclosion d'une situation de guerre civile à l'intérieur des pays bourgeois, ce qui est la voie « naturelle » pour la victoire du prolétariat. Comme cela n'est pas possible du point de vue communiste, et que les Etats bourgeois ont de leur côté constaté l'impossibilité de susciter en Russie une révolte anti-communiste, il n'est pas étonnant qu'il y ait une période de trêve militaire et l'établissement de rapports économiques dont le besoin concret est ressenti des deux côtés. Il serait parfaitement ridicule de réduire le problème à une question de répugnance pour certains contacts et certaines exigences d'étiquette.

Les causes mêmes de la rupture de la Conférence de Gênes[111] démontrent que le gouvernement russe ne renonce nullement à ses principes et ne se prépare en aucune façon à revenir, même momentanément à l'économie privée, contrairement à ce qu'insinuent continuellement nos adversaires. En arrachant au capitalisme quelques-uns de ses facteurs de la grande production, quitte à lui en payer le prix à l'aide des nombreuses ressources naturelles russes, on continue l'œuvre théorisée par Lénine qui consiste à supprimer progressivement la petite entreprise industrielle, agricole et commerciale qui est le principal ennemi du prolétariat là où, comme en Russie, l'organisation de la domination politique du grand capital a déjà été mise hors de combat. Et la solution donnée au problème des rapports avec les paysans n'est aucunement entachée d'opportunisme. Des concessions sont faites sans doute au petit exploitant, mais personne n'oublie que si ce dernier représentait un élément révolutionnaire quand sa lutte contre le propriétaire foncier se soudait avec celle du prolétariat contre le capitalisme, dans la période ultérieure le programme ouvrier doit dénoncer et dépasser définitivement le programme paysan de l'alliance.

Après ces indications incomplètes, j'en arrive maintenant à la conception que beaucoup se sont forgés de la tactique préconisée par Lénine pour l'Internationale Communiste, et de ses vives critiques contre les critères tactiques de « gauche ».

La méthode dont Lénine se sert pour examiner les problèmes tactiques et pour faire la théorie du « compromis » est pleinement satisfaisante. Mais je veux dire tout de suite qu'à mon avis la vaste tâche de l'élaboration de la tactique de l'Internationale avec cette méthode n'est rien moins que réalisée. Lénine a « épuisé » la question de doctrine et du programme, mais pas celle de la tactique. Il subsiste le danger que la méthode tactique de Lénine soit dénaturée au point de faire oublier ses prémisses programmatiques révolutionnaires : cela pourrait éventuellement mettre en péril la consistance même de notre programme. Il arrive trop souvent que certains éléments de droite de l'Internationale invoquent Lénine pour justifier des formes d'adaptation et de renoncement potentiel qui n'ont rien de commun avec la ligne lumineusement révolutionnaire et finaliste qui rassemble toute l'œuvre grandiose de Lénine. Le problème est extrêmement grave et délicat.

Quelle est donc la critique fondamentale de Lénine contre les erreurs de « gauche » ? Il condamne toute évaluation tactique qui au lieu de se réclamer du réalisme positif de notre dialectique historique et à la valeur réelle des attitudes et des expédients tactiques, se rend prisonnière de naïves formules abstraites, moralistes, mystiques, esthétiques, d'où surgissent à l'improviste des résultats complètement étrangers à notre méthode. Toutes les attaques contre la phraséologie pseudo-révolutionnaire qui est arbitrairement mise à la place des véritables arguments marxistes, non seulement sont correctes, mais elles sont en outre parfaitement conformes au cadre général du gigantesque travail de restauration des véritables valeurs révolutionnaires accompli par Lénine, et dont nous essayons ici d'esquisser les traits généraux. Tous les arguments tactiques qui se fondent sur la phobie de certains mots, de certains gestes, de certains contacts, sur une prétendue pureté et immunité des communistes dans l'action, sont ridicules ; ils constituent le stupide infantilisme combattu par Lénine, qui est le fruit de préjugés théoriques bourgeois de type antimatérialiste. Substituer une petite doctrine morale à la tactique marxiste est une pure sottise.

Cela ne signifie pas que certaines conclusions tactiques soutenues par la gauche, et défendues par beaucoup à l'aide de ces arguments naïfs, ne puissent pas se représenter comme l'aboutissement d'une véritable analyse marxiste, débarrassée de toute velléité éthique et esthétique, et tout à fait prête à accepter, après examen, les exigences de la tactique révolutionnaire même quand elles manquent dans leur aspect immédiat d'élégance et de noblesse. Par exemple, dans les thèses tactiques du second congrès de notre parti, qui constituent une tentative dans ce sens, nous avons critiqué la méthode tactique du front unique des partis politiques, comme un organe permanent au-dessus de ceux-ci ; mais pour arriver à cette conclusion, nous n'avons jamais utilisé l'argument selon lequel il serait indigne pour des communistes de traiter avec des chefs opportunistes ou de s'approcher de leurs personnes. Je pense d'ailleurs qu'il faudrait remplacer le mot d'« opportuniste » à cause de ses relents moralistes. J'ai cité le problème non pour en discuter, mais seulement à titre d'exemple explicatif.

En tenant compte des derniers résultats de l'expérience tactique de l'Internationale, et du fait que depuis plus de deux ans Lénine n'en n'est

plus l'animateur, nous avons le droit de soutenir que le problème doit être encore discuté pour arriver à une solution. Nous refusons de traduire le réalisme marxiste de Lénine dans la formule selon laquelle tout expédient tactique serait utile pour nos objectifs. La tactique influe à son tour sur celui qui l'applique, et il n'est pas possible de dire qu'un véritable communiste, mandaté par la véritable Internationale et par un véritable parti communiste, peut aller partout sans se tromper. Nous avons eu l'exemple récent, que nous citons en passant, du gouvernement ouvrier en Saxe. Le président de l'Internationale, justement scandalisé, a dû déclarer que le camarade désigné au poste de chancelier d'Etat s'était rendu prisonnier de la légalité au lieu de suivre la tactique révolutionnaire qui avait été décidée et d'organiser l'armement du prolétariat. Il s'est agi, a dit Zinoviev, non de propositions d'action communiste, mais d'un respect purement germanique pour la chancellerie d'État. La phrase est forte, elle est digne de Marx (et peut-être est-elle de Marx lui-même), mais Zinoviev aurait dû se demander si la cause de l'insuccès résidait dans le caractère de ce camarade ou dans la tactique qui avait été choisie et qui se heurtait à des difficultés insurmontables.

« Elargir » au-delà de toutes limites les possibilités de solutions tactiques ne finit-il pas par entrer en contradiction avec nos conclusions théoriques et programmatiques, elles-mêmes résultat d'un véritable examen « réaliste » contrôlé par une « expérience » ample et continue ? Nous jugeons illusoire et contraire à nos principes une tactique qui s'imagine de remplacer le renversement et la destruction de l'appareil d'État - principe si vigoureusement démontré par Lénine - par la pénétration de cet appareil par on ne sait quel cheval de Troie avec l'illusion - véritablement pseudo-révolutionnaire et petite-bourgeoise - de le miner de l'intérieur. La situation, finie dans le ridicule, des ministres communistes saxons démontre qu'il n'est pas possible de s'emparer de la forteresse étatique par des stratagèmes qui excluent l'assaut frontal des masses révolutionnaires. C'est une grave erreur de faire croire au prolétariat qu'il existe de tels expédients pour aplanir les difficultés, pour lui « épargner » les efforts et les sacrifices. Avoir cru cela a provoqué ensuite une grave désillusion dans le parti allemand qui a eu des conséquences néfastes, même s'il est discutable qu'elle ait pu avoir la conséquence fatale de ne pas déclencher l'attaque générale directe à un

moment où celle-ci aurait réussi. Maintenant les communistes allemands lancent le mot d'ordre de l'insurrection générale et de la dictature du prolétariat. Il fallait dire avant, que si les situations et les rapports de force sont très variables, et que dans beaucoup de cas il n'est pas possible de lancer ces mots comme formule immédiate, il est cependant démontré de façon irrévocable qu'il n'y a qu'une seule voie par laquelle il faut passer : « il n'y a pas de demi-révolutions, mais seulement des révolutions ».

Beaucoup voudraient faire croire que la mentalité de Lénine consiste çà laisser toujours en blanc la page sur laquelle on doit écrire la tâche tactique du jour, en excluant toute généralisation. Tel serait le soi-disant réalisme « vraiment marxiste ». On voit apparaître là un « vrai marxisme » qui pourrait bien devenir demain analogue au « vrai socialisme » fustigé par Karl Marx. Tout ce que nous savons de Lénine et de la synthèse colossale qui constitue son œuvre, nous autorise à repousser cette falsification qui le ravale au niveau de l'opportunisme vulgaire contre lequel il a passé précisément sa vie à lutter. La tactique marxiste doit être exempte de préjugés provenant d'idéologies arbitraires et d'attitudes psychologiques introduites à la dérobée, elle doit se réclamer de la réalité et de l'expérience ; mais cela ne veut pas dire s'abaisser à l'« éclectisme » bavard et paresseux, stigmatisé en son temps par une campagne du bolchevisme russe, et qui dissimule la lâcheté petite bourgeoise des faux révolutionnaires. Notre réalisme et notre méthode expérimentale se refusent à toute abstraction idéologique gratuite, mais ils visent à atteindre dans l'élaboration de la conscience du mouvement, sur des bases rigoureusement scientifiques, une orientation unitaire et synthétique, non capricieuse et arbitraire, de la pratique quotidienne.

Nous affirmons que chez Lénine, la tactique, aussi libre de préjugés que possible dans le sens que moins que personne il se laissait guider par des suggestions sentimentales surannées ou des entêtements formalistes, ne se détourna jamais de la plate-forme révolutionnaire : c'est-à-dire de la coordination avec le but suprême et intégral de la révolution universelle. Et c'est cette coordination qui doit être précisée et clarifiée dans les discussions au sujet de la tactique dans l'Internationale ; Lénine nous a donné pour cela la méthode et aussi sans aucun doute la formulation de

certains résultats, mais sans nous laisser une élaboration complète, parce que cela n'était jusqu'ici pas historiquement possible. En continuant ce travail l'Internationale doit se garder du danger que la thèse de la liberté tactique maxima vienne à cacher l'abandon et la désertion de la « plateforme » de Lénine, c'est-à-dire l'oubli du but révolutionnaire. Car alors ce serait du pur volontarisme antiréaliste qui fonderait les décisions tactiques non sur un ensemble synthétique de directives, mais pour ainsi dire sur la signature de tel ou tel. Cela ruinerait toute la discipline unitaire, au sens véritablement fécond du terme, de notre organisation. Et je ne dirai pas davantage sur le sujet.

A ceux qui veulent trop souligner chez Lénine le tacticien « sans règle fixe », nous opposerons toujours l'unité qui lie toute son œuvre. Lénine est grand parce que, les yeux fixés sur l'objectif révolutionnaire, il ne craint pas dans les époques de préparation, de se faire traiter de désorganisateur, de centralisateur, d'autocrate, de dévoreur de ses maîtres et de ses amis. Il est celui qui apporte la clarté et la précision là où cela signifie la ruine des faux accords et des alliances trompeuses. Il est l'homme qui sait temporiser quand il le faut, mais qui sait oser formidablement aux moments décisifs. Comme je l'ai rappelé en octobre 1917 devant les hésitations du C.C. de son parti, après l'avoir bombardé de messages pressants, il accourt en personne à Petrograd, il incite les ouvriers à prendre les armes, il dissipe, toutes les incertitudes. Un bourgeois qui vient de l'écouter raconte : « On m'avait parlé de son langage froid, réaliste, pratique ; et je n'ai entendu qu'une série d'appels brûlants à la lutte : 'Prenez le pouvoir ! Renversez la bourgeoisie ! Chassez le gouvernement' ».

Or le Lénine de la tactique pondérée est l'homme qui contient potentiellement cette faculté d'audace révolutionnaire. Beaucoup de marmottes voudraient se revêtir de la peau de ce lion. C'est pourquoi nous dirons à ceux qui prônent le louvoiement et l'élasticité en matière tactique et qui citent Lénine, mais dont nous avons quelque motif de douter de la potentialité révolutionnaire : faites-en autant que lui, montrez que vous êtes comme lui habités par la nécessité impérieuse de la victoire de la révolution qui au moment suprême est faite d'élan irrésistible et de coups à fond, et vous aurez ensuite le droit de parler en son nom ! Non, Lénine ne reste pas comme le symbole de l'accidentalité

de la pratique opportuniste, mais comme le symbole de l’unité de fer de la force et de la théorie de la révolution.

La fonction du chef

Lénine est mort. Le géant a abandonné son œuvre, et cela ne date pas d’hier. Qu’est-ce que cela signifie pour nous ? Quelle place les chefs occupent-ils dans notre mouvement et quelle conception avons-nous de leur fonction ? Quelle conséquence la disparition de ce chef exceptionnel aura-t-elle pour le parti communiste russe, pour l’Internationale communiste, pour toute la lutte révolutionnaire mondiale ? Avant de terminer ce discours déjà long, revenons un peu sur notre interprétation de ce problème important.

Il en est qui tonnent contre les chefs, qui voudraient s’en passer, qui décrivent ou qui rêvent d’une révolution « sans chefs ». Lénine lui-même a clarifié cette question par sa critique limpide, en la débarrassant du confusionnisme superficiel. Il y a, comme réalités historiques, les masses, les classes, les partis et les chefs. Les masses sont divisées en classes, les classes sont représentées par des partis politiques et ceux-ci sont dirigés par des chefs : la chose est bien simple. Concrètement le ceux-ci sont dirigés par des chefs : la chose est bien simple. Concrètement le problème des chefs a revêtu un aspect particulier dans la IIe Internationale. Ses dirigeants parlementaires et syndicaux encourageaient les intérêts de certaines couches du prolétariat auxquelles ils faisaient accorder des privilèges par des compromis anti-révolutionnaires avec la bourgeoisie et l’État.

Ces chefs finirent par rompre le lien qui les unissait encore au prolétariat révolutionnaire, en s’accrochant toujours plus au char de la bourgeoisie : 1914 révéla ouvertement que, d’instruments de l’action prolétarienne, ils étaient purement et simplement devenus des agents du capitalisme. Cette critique et la juste indignation contre eux, ne devait cependant pas nous égarer au point de nier que les chefs, mais des chefs bien différents, existaient et ne pouvaient pas ne pas exister dans les partis et dans l’Internationale révolutionnaire. C’est un lieu commun de prétendre que toute fonction de direction donne fatalement naissance à des formes de tyrannie ou d’oligarchie, quels que soient l’organisation et les rapports dans lesquels elle s’exerce. Mais ce lieu commun est si absurde que même

Machiavel était en mesure d'en faire une critique d'une évidence limpide il y a déjà cinq siècles dans son Prince. Le prolétariat à ce problème, certes pas toujours facile, d'avoir des chefs tout en évitant qu'ils ne remplissent leur fonction de façon arbitraire ou infidèle aux intérêts de classe : mais on ne peut résoudre ce problème en s'obstinant à ne pas le voir ou en prétendant l'éviter par l'abolition des chefs, mesure dont personne ne saurait d'ailleurs dire en quoi elle consiste.

Le matérialisme historique étudie la fonction des chefs en sortant résolument des limites étroites dans laquelle la conception individualiste vulgaire enferme le problème. Pour nous, un individu n'est pas une entité, une unité achevée et indépendante des autres, une machine fonctionnant avec son énergie propre ou avec celle qui lui viendrait par branchement direct de la puissance créatrice divine ou de n'importe quelle autre abstraction philosophique comme l'immanence, l'esprit absolu et autres inventions abstruses. Les manifestations de l'individu et sa fonction sont déterminées par les conditions générales du milieu, de la société et de l'histoire de celle-ci. Ce qui s'élabore dans le cerveau d'un homme a été préparé dans ses rapports avec autrui et dans l'action - y compris l'action intellectuelle - d'autres hommes. Certains cerveaux privilégiés et exercés, machines mieux construites et plus perfectionné e s, traduisent, expriment et réélaborent mieux que d'autres un patrimoine de connaissances et d'expériences qui n'existerait pas s'il ne reposait sur la vie d'une collectivité. Plus qu'il n'invente, le chef révèle la masse à elle-même. Il lui permet de mieux se situer face au monde social et au devenir historique, d'exprimer dans des formules exactes sa tendance à agir au devenir historique, d'exprimer dans des formules exactes sa tendance à agir dans ce sens, dont les conditions sont données par les facteurs sociaux et dont l'économie explique en dernière analyse le mécanisme. Le matérialisme historique est une solution géniale du problème du déterminisme et de la liberté humaine dont la portée vient de ce qu'il a analysé le problème en sortant du cercle vicieux de l'individu isolé de son environnement, et en le replaçant sur le terrain de l'étude expérimentale de la vie collective. Puisque les faits historiques confirment la méthode déterministe marxiste, ils nous permettent de conclure à la justesse de notre point de vue objectiviste et scientifique dans l'examen de ces questions, même si, au stade actuel, la science ne peut pas nous dire comment les déterminations somatiques et

matérielles qui s'exercent sur les organismes humains se traduisent en processus psychiques collectifs et personnels.

Le cerveau du chef est un instrument matériel fonctionnant grâce aux liens qui l'unissent à toute la classe et au parti. Les formules qu'il donne en tant que théoricien, les règles qu'il prescrit en tant que dirigeant pratique, ne sont pas des créations à lui, mais la matérialisation d'une conscience dont les matériaux appartiennent à la classe-parti et proviennent d'une très vaste expérience. Les données de cette expérience n'apparaissent pas toujours toutes présentes à l'esprit du chef sous forme d'érudition mécanique, de telle sorte que nous pouvons expliquer de façon réaliste certains phénomènes d'intuition qui sont vulgairement pris pour de la divination, mais qui, loin de prouver la transcendance de certains individus sur les masses, nous confirment que le chef est l'instrument de la pensée et de l'action commune, et non pas son moteur.

Le problème des chefs ne peut se poser de la même façon à toutes les époques de l'histoire parce que l'évolution en modifie tout au long les données. Là comme ailleurs nous sortons des conceptions qui prétendent résoudre les problèmes à l'aide de données immanentes dans l'éternité des faits de l'esprit. Notre conception de l'histoire du monde assigne une place particulière à la victoire du prolétariat, première classe qui possédât une théorie exacte des conditions sociales de cette victoire et une connaissance de sa mission historique et qui « sortant de la préhistoire humaine », pût organiser la domination de l'homme sur les lois économiques. De la même façon, la fonction du chef prolétarien est un phénomène historique nouveau et original, et nous pouvons nous contenter de rire de ceux qui, à ce propos, citent les abus des Alexandre et des Napoléon. Pour en revenir à la lumineuse figure de Lénine, il n'a pas vécu ce qui dans l'avenir apparaîtra comme l'époque classique de la révolution ouvrière, l'époque où elle aura déployé le maximum de ses formes à la grande terreur des philistins; et cependant sa biographie présente des caractères tout nouveaux, et les clichés traditionnels sur la soif de pouvoir, l'ambition et le satrapisme perdent toute signification devant cette vie droite et simple, toute concentrée sur un but unique, jusque dans les plus petits détails du comportement personnel.

Les chefs sont ceux qui savent le mieux et les plus efficacement penser de

la pensée de la classe, vouloir de sa volonté, cette pensée et cette volonté étant le produit nécessaire des facteurs historiques sur la base desquels elles édifient activement leur œuvre. Lénine illustre de façon extraordinaire cette ampleur avec lesquelles il l'exerça. Si nous avons retracé son œuvre, c'est qu'elle fait merveilleusement comprendre la dynamique collective qui pour nous, marxistes, anime l'histoire ; mais nous ne sommes pas de ceux qui admettent que sa présence conditionnait le processus révolutionnaire à la tête duquel nous l'avons vu, et encore moins que sa disparition arrêtera la marche en avant des classes travailleuses.

L'organisation en parti qui permet à la classe d'être classe et de vivre comme telle se présente comme un mécanisme unitaire dans lequel les divers « cerveaux » (pas seulement les cerveaux, mais sans aucun doute les autres organes individuels aussi) remplissent les différentes fonctions correspondant à leurs aptitudes et à leurs potentialités, toutes au service d'un but et d'un intérêt qui s'unifie toujours plus intimement « dans le temps et dans l'espace » (expression commode à comprendre dans sa signification empirique, et non pas transcendante). Tous les individus n'ont donc pas la même place ni le même poids dans l'organisation, mais à mesure que la division des tâches se rationalise, il devient de plus en plus impossible que celui qui se trouve à la tête se transforme en privilégié aux dépens des autres (et ce qui vaut dès aujourd'hui pour le parti-classe, vaudra demain pour toute la société). Notre évolution révolutionnaire ne va pas vers la désintégration, mais vers la liaison toujours plus scientifique des individus entre eux.

Elle est anti-individualiste parce que matérialiste. Ne croyant ni à l'âme ni à un contenu métaphysique transcendant de l'individu, elle insère les fonctions de celui-ci dans un cadre collectif et constitue une hiérarchie qui substituera peu à peu la rationalité technique à la coercition. Le parti est déjà un exemple d'une telle collectivité sans coercition.

Ces éléments généraux montrent que personne n'a mieux dépassé que nous les banalités de l'« égalitarisme » et de la démocratie « numérique ». Si nous considérons que la base de l'activité est la collectivité, et non pas l'individu, quelle importance le nombre brut des individus peut-il bien avoir pour nous ? Quel sens pouvons-nous donner aux mots de démocratie et d'autocratie ? Hier nous disposions en Lénine d'un

champion de classe exceptionnelle, comme diraient les sportifs, et nous pouvions le placer tout au sommet de la pyramide hiérarchique. Mais aujourd'hui que cette machine humaine s'est arrêtée, le mécanisme peut continuer à fonctionner ; la hiérarchie sera seulement quelque peu modifiée, le sommet en étant occupé par un organe collectif composé bien entendu d'éléments choisis. La question se pose à nous non pas en termes juridiques, mais techniques, et on ne la résoudra pas avec des sophismes de droit constitutionnel, ou pire, naturel. Aucune raison de principe ne nous oblige à inscrire dans nos statuts l'expression « comité de chefs » ou le mot « chef ». C'est en partant de là qu'on donnera une solution marxiste à la question du choix : ce choix qui est fait avant tout par l'histoire dynamique du mouvement, et non par la banalité d'une consultation électorale. Et si nous préférons ne pas mettre le mot « chef » dans nos statuts, c'est parce que nous n'aurons pas toujours parmi nous une individualité de la force d'un Marx ou d'un Lénine. Si l'homme, l'« instrument » exceptionnel existe, le mouvement l'utilise : mais il peut tout l'« instrument » exceptionnel existe, le mouvement l'utilise ; mais il peut tout aussi bien vivre s'il n'existe pas. Notre théorie du chef est bien loin des stupidités qui servent aux théologies et aux politiques officielles à démontrer la nécessité des pontifes, des rois, des « premiers citoyens », des dictateurs et des Duce, pauvres marionnettes qui s'imaginent faire l'histoire.

Bien plus, comme le processus d'élaboration du matériel appartenant à une collectivité que nous voyons se réaliser dans la personne du dirigeant, emprunte à cette collectivité des énergies qu'il lui restitue transformées, sa disparition ne peut donc rien retirer au cycle d'ensemble. La mort physique de Lénine ne signifie nullement la fin de cette fonction, si comme nous l'avons démontré, le matériel qu'il a scientifiquement élaboré reste l'aliment vital de la classe et du parti. Dans ce sens rigoureusement scientifique, et toutes idées mystiques ou exagérations littéraires mises à part, nous pouvons parler d'immortalité, une immortalité qui, en raison même de la place particulière de Lénine dans l'histoire et de la tâche qu'il y a accomplie dépasse largement celle de tous les héros traditionnels dont nous parlent la mystique et la littérature.

Nous ne voyons pas dans la mort l'éclipse d'une vie intellectuelle, qui a

ses fondements dans la collectivité et non dans l'individu, mais un fait purement physique, scientifiquement définissable. Bien sûr, les fonctions du cerveau s'arrêtent pour toujours avec la mort, et nous ne croyons pas que la pensée d'un Lénine désincarné plane sur nos assemblées. Cette machine puissante et admirable est détruite pour toujours ; mais nous avons la certitude que sa fonction continue et se perpétue dans celle des organes de combat dont il était à la tête. L'autopsie a montré comment il est mort, par un durcissement progressif des vaisseaux cérébraux soumis à une pression excessive et incessante. Certains mécanismes de très haute puissance ont une vie mécanique brève : leur effort exceptionnel entraîne leur précoce inutilisation.

Ce qui a tué Lénine est le processus physiologique déterminé par le travail titanesque auquel il voulut s'astreindre dans les années suprêmes, et auquel il devait s'astreindre car la fonction collective exigeait que cet organe travaille à son rendement maximum et il n'y avait pas moyen de faire autrement. Avant que les résistances qui s'opposaient à l'œuvre révolutionnaire aient usé ce magnifique instrument, il avait déjà brisé les points vitaux de la matière adverse sur laquelle il travaillait.

Lénine lui-même a écrit que la lutte n'est pas terminée même après la victoire politique, et qu'une fois la bourgeoisie abattue, nous ne pouvons-nous débarrasser immédiatement de son cadavre ; celui-ci se décompose autour de nous, infectant l'air que nous respirons de ses miasmes pestilentiels. Ces produits vénéneux ont eu raison du meilleur artisan de la révolution. Il fallait fournir un travail énorme pour affronter les interventions militaires et politiques de la réaction mondiale et les menées des sectes contre-révolutionnaires, pour briser la terrible étreinte de la famine provoquée par le blocus capitalistes fauteur de disette : Lénine ne pouvait ménager son organisme. A cela il faut ajouter les coups de revolver de la socialiste-révolutionnaire F. Kapla[112] qui ont certainement contribué à abréger sa vie. Nous efforçant de rester à la hauteur de l'objectivité de notre méthode, nous ne pouvons expliquer que par un phénomène semblable de pathologie sociale certaines attitudes tellement insensées et insultantes qu'elles seraient autrement incompréhensibles. Nous faisons ici allusion à celle des anarchistes italiens qui ont commenté la disparition du plus grand lutteur de la classe révolutionnaire sous le titre: « Deuil ou fête?[113] » Ces gens

appartiennent eux aussi à un passé qui doit disparaître: le futurisme paranoïaque qui les caractérise a toujours été une des manifestations des grandes crises Lénine a fait le sacrifice de lui-même pour lutter contre ces survivances dont il était entouré jusque dans la triple forteresse de la révolution victorieuse. La lutte sera encore longue, mais finalement le prolétariat vaincra, se hissant au-dessus des exhalaisons immondes d'une société de désordre et de servitude et de leur souvenir dégoûtant.

Notre perspective d'avenir

Au moment où Lénine disparaît, une question se pose, et nous ne l'esquiverons certes pas. La grande prévision de Lénine n'aurait-elle pas fait faillite ? La crise révolutionnaire que nous avons attendue avec lui n'est-elle pas renvoyée, et pour combien de temps ?

Ce n'est pas la première fois que nous entendons nos adversaires nous objecter le démenti des prévisions « catastrophiques » de nos maîtres par les faits, et les opportunistes socialistes énumèrent avec une complaisance particulière les occasions où Marx a attendu la révolution sans qu'elle vienne.

En 1847, 49, 50, 62 et 72, Marx a en effet répété sa conviction que les crises économico-politiques du capitalisme du moment aboutiraient à la révolution sociale. Les opportunistes le rappellent en extrayant au petit bonheur des citations plus ou moins exactes du corpus complexe des matériaux qui constitue le marxisme ; cependant, ce sont les mêmes gens qui voudraient nous présenter Marx comme un réformiste et un pacifiste ; ils ne sauraient naturellement pas dire comment cela peut bien se concilier avec sa précipitation et son impatience à annoncer des catastrophes apocalyptiques. Mais laissons ces gens et voyons ce que nous pouvons dire sur la délicate question de la prévision révolutionnaire.

Si nous considérons l'activité d'un parti marxiste dans son aspect purement théorique d'étude de la situation et de ses développements, nous devons admettre qu'à condition que cette étude ait atteint son maximum de précision, il devrait être possible de dire, au moins dans les grandes lignes, si nous sommes plus ou moins proches de la crise révolutionnaire finale. Mais tout d'abord, les conclusions de la critique

marxiste sont en continuelle élaboration à mesure que le prolétariat se constitue en classe toujours plus consciente, et ce degré de perfection n'est qu'une limite vers laquelle il s'efforce d'approcher. Ensuite, notre méthode, plutôt que prétendre formuler des prophéties en règle, applique de façon intelligente le déterminisme de façon à établir des résultats dans lesquels une thèse donnée est conditionnée par certaines prémisses. Plus que de savoir ce qui arrivera, il nous intéresse de savoir comment arrivera un certain processus quand certaines conditions seront réalisées, et ce qui se passera si ces conditions changent. L'affirmation fondamentale de Marx et de Lénine - que les faits n'ont jamais démentie et que nous revendiquons - est que le capitalisme crée lui-même les conditions nécessaires de la révolution prolétarienne, et que lorsque la révolution arrivera, ce ne pourra être que selon un certain processus dont une vaste critique tirée de l'expérience nous permet d'indiquer les grandes lignes.

Si nous voulions revenir ici sur la question de savoir comment l'action du parti prolétarien peut accélérer la marche des événements, il ne nous serait pas difficile de répondre. Le parti doit se préparer à savoir se comporter dans les éventualités les plus diverses. Mais comme il est lui-même une donnée empirique de l'histoire, et non pas le gardien d'une vérité absolue à l'existence de laquelle nous ne croyons pas comme à un nec plus ultra, le parti a intérêt non seulement à « savoir » qu'il devra agir de telle et telle façon et être prêt à telle et telle tâche quand la révolution arrivera, mais à « croire » qu'elle viendra le plus vite possible. L'action du parti doit être intimement pénétrée de son but, la révolution totale, et ceci longtemps à l'avance ; il est donc possible de dire qu'il est « utile » que la prévision devance quelque peu les événements, à condition naturellement de ne pas commettre d'erreurs grossières dans l'appréciation immédiate des rapports de force.

L'histoire nous montre une chose :

Ceux qui n'ont pas cru aux révolutions ne les ont jamais faites ; ceux qui les ont souvent attendues comme imminentes les ont souvent - sinon toujours - vues se réaliser. Certes, notre mouvement serait bien le dernier à présenter le but final comme un « mythe » moteur déterminant de l'action ; mais il n'est pas moins vrai que dans la considération objective et marxiste de la formation d'une psychologie des masses et des « chefs »,

cette exagération des probabilités révolutionnaires peut, dans d'opportunes conditions, jouer un rôle utile.

Nous ne disons pas que le chef communiste doit toujours affirmer la révolution imminente, alors qu'il la sait impossible. Bien au contraire, il faut éviter une démagogie aussi dangereuse, et surtout mettre en lumière les difficultés du problème révolutionnaire. Mais dans un certain sens, il est bon que la perspective de la révolution soit ravivée dans l'idéologie du parti et des masses, comme dans l'esprit des chefs par un rapprochement dans le temps.

Marx vécut dans l'attente de la révolution, ce qui le met à jamais au-dessus des injures du révisionnisme. Après 1905, alors que les mencheviks désespéraient de la révolution prolétarienne, Lénine l'attendait pour 1906. Lénine s'est trompé, mais qu'est-ce qui est le plus important pour les travailleurs : cette erreur qui non seulement n'a amené aucun désastre stratégique, mais a assuré l'indépendance du parti révolutionnaire, ou plutôt le fait que lorsque la révolution est arrivée, avec retard si l'on veut, Lénine a su se mettre à sa tête, tandis que les mencheviks passaient honteusement à l'ennemi ?

Ce n'est ni une ni plusieurs erreurs de ce genre qui peuvent diminuer la figure de Marx, et à plus forte raison de celle de Lénine qui a réellement fait « goûter » à la bourgeoisie ce qu'est une révolution. Libre aux patrons, aux anarchistes et aux socialistes de protester que « ce n'était pas une révolution »: cela ne sert qu'à les couvrir de ridicule aux yeux du plus simple prolétaire.

En conclusion la prévision de la date de la révolution n'a qu'une valeur secondaire. Ce n'est qu'un postulat nécessaire à la propagande et à l'agitation, une de ces hypothèses partiellement arbitraires qui s'imposent à toute armée en lutte puisque dans la préparation des plans, il faut bien supposer à l'avance les mouvements de l'adversaire et d'autres circonstances indépendantes de la volonté de ceux qui les dirigent.

Voulons-nous cependant savoir les perspectives qui s'ouvrent aujourd'hui devant nous ? Les communistes du monde entier revendiquent la thèse de Lénine : la guerre mondiale a ouvert la crise révolutionnaire « finale » du monde capitaliste. Il y a peut-être eu des

erreurs secondaires sur sa rapidité et sur la promptitude du prolétariat à en profiter. Mais l'essentiel de la thèse reste debout, car les faits sur lesquels elle s'appuie subsistent.

Il est possible que nous traversions une phase de dépression de l'activité révolutionnaire non tant en raison d'une stabilisation fondamentale de l'ordre capitaliste que d'une diminution de la combativité ouvrière ou d'insuccès dans la lutte. Or justement parce que cela ne dément pas les appréciations essentielles de Lénine, cela nous expose au danger d'une phase d'activité opportuniste.

Au début de « L'État et la révolution », Lénine dit qu'il est fatal que les grands révolutionnaires soient falsifiés comme le furent Marx et ses meilleurs successeurs. Lénine lui-même échappera-t-il à ce sort ? Certainement pas. Certes la tentative trouvera moins d'écho dans le prolétariat : instinctivement, celui-ci verra toujours dans le nom de Lénine une généreuse incitation à combattre, et non pas un symbole de doute et de défiance. Cependant nous voyons déjà tous les bourgeois du monde se consoler de l'effroi que leur causa la solidité du régime soviétique (dont le deuil de plus de cent millions d'hommes à l'annonce de sa mort et des manifestations sans précédent dans l'histoire les ont obligé finalement à s'apercevoir) en décrivant un Lénine différent de ses idées, de sa cause, de son drapeau; un Lénine vainqueur parce qu'il aurait su reculer sur une partie du front et abandonner des parties essentielles de son programme. Nous repoussons ces compliments trompeurs ; loin de croire à la sincérité des hommages venus du camp de la classe ennemie, nous n'y voyons qu'un nouvel aspect des efforts de celle-ci pour mieux venir à bout de l'idéologie du prolétariat. Autour du cercueil de Lénine s'unissent la ferveur de millions de prolétaires et la haine souvent inavouée de la canaille capitaliste à laquelle il fit sentir dans le vif de sa chair l'aiguillon de la révolution, la pointe implacable qui cherche le centre vital et qui le trouve.

Cette attitude hypocrite de la bourgeoisie est certainement le prélude d'autres falsifications, provenant, elles, de sectes politiques plus ou moins proches de nous, que les militants de demain ont le devoir de combattre ; et s'ils ne peuvent le faire avec le même génie que Lénine défendant les maîtres du marxisme contre les falsifications, que ce soit au moins avec la même décision.

Nous ne pouvons examiner ici la situation mondiale actuelle, ni même en tracer une esquisse. Dans plusieurs pays où prévalent des formes politiques de type fasciste, nous sommes en présence d'un recul des forces prolétariennes ; mais nous n'avons pas la naïveté d'opposer à ces pays, outre la grande et glorieuse Union Soviétique, ceux où la gauche bourgeoise et la social-démocratie, avec les divers Mac Donald[114] et Vandervelde[115] nationaux, se préparent à de nouveaux exploits. L'offensive capitaliste a été et reste un fait international ; elle tente d'unifier toutes les forces anti-prolétariennes pour faire politiquement et militairement face aux menaces révolutionnaires et pour abaisser le niveau de vie des travailleurs au-delà de toute mesure.

Dans les grandes lignes, la bourgeoisie tente de combler la brèche que la guerre a faite dans la masse des richesses en diminuant la rétribution du travail. Mais le succès même de l'offensive bourgeoise dans certains pays et ses effets sur l'économie mondiale nous confirment que la perturbation du système bourgeois est irréparable. Les reprises apparentes et les expédients auxquels on a recours ne conduisent qu'à de nouvelles difficultés et à des contradictions insurmontables. Tous les pays du monde vont vers une nouvelle dépression économique. Pour nous limiter à un seul exemple, nous assistons à une désagrégation de la puissance financière de la France, rempart de la réaction internationale, qui a été provoquée par la crise des réparations. On ne peut pas dire par contre que la situation de l'économie italienne s'améliore. Même si la propagande stupide qui l'affirme était vraie, cela ne modifierait d'ailleurs pas le tableau général. Mais tout le monde sait bien qu'en Italie, les classes supérieures elles-mêmes traversent une période de malaise économique qui s'aggrave chaque jour. Plus que nulle part ailleurs, l'appareil de l'État s'efforce de rejeter tout le poids de la crise sur les classes travailleuses, pour sauver les grands profiteurs de l'industrie et de l'agriculture de ses effets.

La contre-offensive bourgeoise est pour nous la preuve de l'inévitabilité de la révolution, dont les classes dominantes elles-mêmes ont pris conscience. Une des supériorités de la doctrine marxiste réside dans le fait que les classes adverses elles-mêmes ne peuvent pas ne pas en ressentir la justesse, et qu'elles agissent en conséquence, tout en répandant des avortons de doctrines contrefaites et en tentant

continuellement des restaurations idéologiques à l'usage des foules. Si nous pouvions examiner les moyens utilisés par la bourgeoisie pour trouver, autant qu'elle le pouvait, des échappatoires aux fameuses « prévisions catastrophiques » jetées au visage des théoriciens du prolétariat, nous verrions qu'elle combine la méthode de la contre-attaque ouverte et des expéditions punitives à celle de la collaboration économique et politique - dont les démocrates et les sociaux-démocrates ont été et seront encore les porte-drapeaux. Cela démontre que toutes les ressources sont désormais mises en œuvre pour la réaction et que bientôt celle-ci n'aura plus rien à opposer à la fatalité de son écroulement, même si à la victoire de la révolution elle préfère l'écroulement, avec le régime bourgeois, de toute la vie sociale humaine.

Nous ne pouvons dire ici ni quel sera le développement ultérieur, ni comment il se répercutera sur la formation des phalanges de lutte du prolétariat, en butte aux violences et aux tentatives de séduction de l'adversaire. Mais toute notre expérience, toute la doctrine de classe édifiée sur celle-ci et l'immense contribution de Lénine à cette œuvre gigantesque, nous amènent à conclure que nous n'assisterons pas à une stabilisation durable du capitalisme privé et de la domination bourgeoise. Au travers de secousses continuelles, nous arriverons, mais nous ne savons pas quand, au dénouement que la théorie marxiste et la révolution russe nous indiquent.

Il se peut que Lénine n'ait pas bien calculé les délais qui nous séparent de cette issue historique : nous n'en avons pas moins le droit de soutenir, avec une quantité formidable d'arguments, que dans sa marche tourmentée, l'histoire de demain « passera par Lénine », c'est-à-dire retracera les phases révolutionnaires de la perspective marxiste qu'il a restaurée en théorie et confirmé en pratique.

Telle est la position inébranlable que nous prendrons face à n'importe quelle victoire momentanée des forces adverses, comme devant n'importe quelle tentative détournée de révision qui pourrait se produire demain.

Les armes théoriques, politiques et organisationnel que Lénine nous lègue ont déjà fait leurs preuves dans le combat et dans la victoire, elles sont suffisamment trempées pour qu'on puisse avec elles défendre

l'œuvre de la révolution, son œuvre.

L'œuvre de Lénine nous montre clairement notre tâche. En suivant cet exemple admirable nous montrerons à notre tour, nous prolétariat communiste du monde, que les révolutionnaires savent tout oser au moment suprême, tout comme dans les veilles tourmentées ils savent attendre sans trahir, sans hésiter, sans douter, sans déserter ni abandonner un instant l'œuvre grandiose : la démolition du monstrueux édifice de l'oppression bourgeoise.

Conférence prononcée par A. Bordiga
le 24 février 1924 à la Maison du peuple de Rome

---

102 Aleksandr Aleksandrovič Bogdanov (1873-1928), était un écrivain politique et médecin militant russe. Il était actif dans le parti bolchevique et mena une bataille politique contre Lénine. Il a été le premier à traduire entièrement la capitale de Marx en russe. Il était le plus important écrivain de science-fiction russe avant la révolution de 1917 et, dans le domaine médical, un pionnier des transfusions sanguines. Après la Révolution d'octobre, il devint organisateur et dirigeant du Proletcult.

103 Luxemburg Rosa (1871-1919) - Chef du mouvement ouvrier révolutionnaire polonais et allemand, membre de la IIe Internationale, était aux côtés de K. Liebknecht dans l'aile gauche de la social-démocratie et fonda avec lui Spartakusbond. Longtemps en prison pendant la guerre, il fut l'un des fondateurs du Parti communiste allemand (1918). Avec ses travaux théoriques, il mène une lutte approfondie contre les révisionnistes et opportunistes et, au début de la Première Guerre mondiale, contre les social-chauvins. En 1919, après la défaite de l'insurrection spartakiste à Berlin, elle fut tuée avec Liebknecht par des officiers de l'armée en collaboration avec les sociaux-démocrates.

104 Karl Kautsky (1854-1939) - Social-démocrate allemand, représentant faisant autorité de la Deuxième Internationale et auteur de nombreux écrits théoriques. Il était le principal représentant de « l'orthodoxie marxiste » contre le révisionnisme de Bernstein, s'opposant cependant à l'aile révolutionnaire du parti (Mehring, Zetkin, Liebknecht, Luxembourg). Il était contre le pouvoir soviétique. A sa brochure La dictature du prolétariat, qui renonçait aux théories marxistes fondamentales, Lénine a répondu par le fameux ouvrage : La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky.

105 J. Proudhon (1809-1865) - Écrivain et publiciste français, idéologue de la petite bourgeoisie. En 1840, il écrivit le livre Qu'est-ce que la propriété ? Dans lequel il s'exprima contre le principe de la propriété privée. Il a rendu célèbre la phrase : la propriété c'est le vol. Mais les solutions qu'il a proposées (caisses d'épargne, banques d'échange de matières premières) n'ont pas fondamentalement affecté le système capitaliste. Ses théories ont été critiquées par Marx dans la Misère de la Philosophie (1847). Il est devenu un partisan de Napoléon III.

106 M. Bakunin (1814-1876) - Anarchiste russe, qui a pris part aux différents mouvement révolutionnaires d'Europe et exerce son influence spécialement sur le mouvement ouvrier italien et espagnol. Il était un adversaire du marxisme et il a mené des activités de scission au sein de la Première Internationale dont il a été expulsé en 1872.

107 Lassalle Ferdinando (1825-1864) - Juriste, adepte de Hegel en philosophie. Il a participé à la révolution de 1848. Il a fondé l'Association générale des travailleurs allemands en soutenant un socialisme d'État qu'il prétendait mettre en œuvre par compromis avec Bismarck et la monarchie

prussienne.
108 Sorel Georges (1847-1922), il fut l'un des principaux théoriciens du syndicalisme révolutionnaire français, faisant du syndicat et de la « grève générale » un mythe social de la subjectivité ouvrière et des outils de prise de pouvoir. Il a radicalement critiqué l'État parlementaire et démocratique.
109 G. Plekhanov (1856-1918) est l'homme qui introduit le marxisme en Russie. Fondateur du groupe Émancipation du travail, et participe à la fondation du Parti Ouvrier Social-Démocrate de Russie. Plekhanov était un des dirigeants de la fraction menchevique du Parti. Plekhanov était en faveur de la guerre d 1914 et critiquera la révolution russe.
110 Zinoviev (1883-1936) Bolchevik, mais avec Kamenev il était opposé à l'insurrection d'octobre. Après la mort de Lénine, il participa avec Staline et Kamenev à la troïka qui mena l'URSS contre la ligne politique de Trotsky, à laquelle il rejoignit en 1926. Il fut expulsé du parti en 1927, réadmis en 1929 puis, en 1935, accusé complice du meurtre de Kirov, il a finalement été « exécuté ».
111 Conférence de Gênes - En 1922, une conférence économique internationale a été convoquée à Gênes pour une reconstruction européenne. La Russie a été invitée et a également participé à une solution à la question des dettes qui pèsent sur le nouvel État soviétique.
112 F. Kaplan, (1890-1918), est une militante du Parti socialiste-révolutionnaire russe. Pendant la guerre civile russe, les socialistes révolutionnaires organisent une tentative d'assassinat de Lénine. L'attaque est menée par la Kaplan le 30 août 1918. Kaplan est exécutée sans jugement le 3 septembre 1918. Elle déclare avant de mourir : "J'ai tiré sur Lénine parce que je le considère comme un traître au socialisme et parce que son existence discrédite le socialisme. Je suis sans réserve pour le gouvernement de Samara et pour la lutte contre l'Allemagne aux côtés des Alliés" Pendant la guerre civile russe, Samara est prise en mai 1918 par les légionnaires tchécoslovaques. De juin à novembre 1918, elle abrite le Comité des membres de l'Assemblée constituante ou gouvernement de Samara formé par les députés socialistes-révolutionnaires en lutte contre les bolcheviks. En octobre, Samara est prise par l'Armée rouge et, peu après, le gouvernement socialiste-révolutionnaire est dissous par le coup d'État de l'amiral Alexandre Koltchak (pro tzariste).
113 "*Lénine est mort. Nous pouvons avoir pour lui cette espèce d'admiration forcée qu'arrachent aux foules les hommes forts même hallucinés, même cruels et qui réussissent à laisser dans l'histoire la trace profonde de leur passage : Alexandre, Jules César, Loyola, Cromwell, Robespierre, Napoléon. Mais lui-même animé des meilleures intentions, fût un tyran et l'étrangleur de la révolution russe et nous qui n'avons pas pu l'aimer de son vivant, nous ne pourrons pas le pleurer une fois mort. Lénine est mort. Vive la liberté.*" E. Malatesta, Paru dans « *Pensiero et Volonta* » N°3 du 1er février 1924
114 Mac Donald (1866-1937) - L'un des fondateurs et chef du parti travailliste, il fut premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni en 1924 ; pacifiste, partisan de la Société des Nations. En 1931, il fut expulsé du Parti travailliste, après avoir formé un gouvernement de coalition avec des conservateurs et des libéraux.
115 E. Vandervelde (1866-1938) - Parmi les fondateurs du Parti ouvrier belge, il présida la IIe Internationale. Au déclenchement de la Première Guerre mondiale, il entra dans le gouvernement d'unité nationale. Il fut ministre à plusieurs reprises puis contraint de démissionner (1937) pour avoir soutenu le gouvernement républicain dans la guerre civile espagnole.